

Au cœur de la Préfecture de Police : de la Résistance à la Libération



3^e partie

La Libération de Paris

« On peut dire que l'action contre la Préfecture de Police a littéralement cassé les reins au moral ennemi, déconcerté l'état-major allemand. C'est l'opération qui a conduit les Allemands à demander la trêve ».

Henri-Rol Tanguy

« La police parisienne a connu dans la période de la guerre, comme toutes les institutions, des pages sombres. Elle doit aux hommes de la Résistance qui ont agi en son sein et à ceux qui ont engagé le combat décisif contre l'occupant une énorme reconnaissance. Les résistants de la police ont bien mérité la fourragère rouge. ».

Maurice Kriegel-Valrimont

REMERCIEMENTS

Nos remerciements vont à ceux sans qui rien n'aurait pu être :

Préfecture de Police

service de la mémoire et des affaires culturelles

Jean-Marc GENTIL, conseiller du Préfet de Police, chef du service
Françoise GICQUEL, adjointe au chef de service, chargée du département « patrimoine »
Nicolas BUAT, conservateur du patrimoine, chargé de mission auprès du chef de service
Serge SOUSSAN, secrétaire général
Emmanuelle BROUX-FOUCAUD, attachée
Malik BEN MILOUD, chef de la section des archives audiovisuelles
Michel GRAUR, assistant de conservation au SMAC
Aurélie GILARDEAU, archiviste au SMAC

service de la communication

Xavier CASTAING, conseiller du Préfet de police, chef du service
Eric TRUNEL, adjoint au chef du service
Valérie FUSCIARDI, chef du département « communication institutionnelle »
Marlène LOIZON, chargée de communication

brigade de sapeurs-pompiers de Paris

Emmanuel RANVOISY, capitaine, conservateur du musée de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris

direction opérationnelle des services techniques et logistiques

Thierry DELVILLE, directeur
Giovanni FIORI, responsable du bureau technique des moyens d'impression
Marie-Pierre LORDONNOIS, assistante du directeur

direction des ressources humaines

Eric BODIN, archiviste

réserviste de la Police Nationale

Philippe GESRET, commandant e.f. / e.r.

Ministère de l'Intérieur

Frédéric PECHENARD, directeur général de la Police Nationale
Catherine ASHWORTH, chef du service d'information et de communication de la Police Nationale
Pierre-Frédéric GARRETT, chef du service historique de la Police Nationale
François CAZORLA, capitaine de police au service d'information et de communication de la Police Nationale
Catherine FAURE, chef du bureau des commissaires
Ronald PORTEMONT, chef de section au bureau des commissaires

Ministère de la Défense

Le Contrôleur Général des Armées Christian PIOTRE, secrétaire général pour l'administration
Le Contrôleur Général des Armées Eric LUCAS, directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives
Le Général Gilles ROBERT, chef du service historique de la Défense
Catherine OUDIN, conservatrice générale du patrimoine, chef du centre historique de Vincennes
Nathalie GENET-ROUFFIAC, conservatrice en chef du patrimoine, chef du département interarmées, ministériel et interministériel
Bernard MOURAZ, service historique de la défense, département gendarmerie
Le Capitaine Stéphane LONGUET, chef du bureau Résistance, et ses collaborateurs

Musée de l'Ordre de la Libération

Vladimir TROUPLIN, conservateur

Office national des anciens combattants

Rémy ENFRUN, Préfet, Directeur général de l'office national des anciens combattants

Ministère de la Culture

Patricia GILLET, conservateur en chef du patrimoine aux Archives Nationales

Mairie de Paris

Catherine VIEU CHARRIER, adjointe au Maire de Paris, adjointe chargée de la mémoire et du monde combattant
Philippe LAMY, conseiller au cabinet du Maire, prévention, Sécurité, Mémoire, Droits de l'homme, Affaires militaires, Anciens combattants

Mémorial du Maréchal Leclerc et musée Jean Moulin

Christine LEVISSE-TOUZE, directrice

Musée de la Résistance Nationale – Champigny-sur-Marne

Guy KRIVOPISKO, conservateur
Cécile HEYTENS, attachée
Charles RIONDET, chargé de mission

Site Internet Libération de Paris

Gilles PRIMOUT

Au cœur de la Préfecture de Police : de la Résistance à la Libération

3^e partie

La Libération de Paris

SOMMAIRE

| | |
|---|-----|
| <i>Préface</i> par M. Michel Gaudin, Préfet de Police | 5 |
| <i>Avant propos : la police parisienne, août 1944</i> , par Mme Christine Levisse-Touzé, directrice du Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclocque et de la Libération de Paris et du Musée Jean Moulin de la Ville de Paris, directeur de recherche associé à Montpellier III | 6 |
| <i>Douze jours pour Paris, les policiers dans la bataille pour la capitale</i> par Luc Rudolph | 9 |
| <i>En marge des combats : la défense passive</i> par Philippe Gesret | 145 |
| <i>Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris et la Libération</i> par Emmanuel Ranvoisy, conservateur du musée de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris | 151 |
| <i>Les gendarmes dans La Libération de Paris : de la clandestinité aux journées insurrectionnelles</i> par Bernard Mouraz, Service historique de la défense (département gendarmerie) | 163 |

Préface

Par Michel Gaudin

Pour la troisième année consécutive, le travail de recherches historiques et scientifiques consacré à la résistance dans les forces de sécurité parisienne se poursuit.

La publication qui en résulte marque une étape importante car elle est non seulement l'aboutissement d'une démarche approfondie, mais aussi la révélation d'éléments d'analyse jusqu'à présent inexplorés.

En effet, les investigations ont permis de découvrir peu à peu des événements qui démontrent une réelle implication des forces de police dans la préparation et l'accomplissement de la Libération de Paris.

Les policiers ont notamment pris part à des combats intenses et ont largement contribué à la diffusion des actions de révolte sur le territoire de la capitale.

La libération de la Préfecture de Police, impulsée par les mouvements de policiers résistants le 19 août 1944, peut être considérée comme un basculement dont on mesure aujourd'hui le caractère déterminant.

Ce « point d'appui » essentiel qu'a constitué la Préfecture de Police, au sens militaire du terme, a infléchi fortement la stratégie des libérateurs.

Au-delà de la modification de leurs stratégies initiales, les troupes alliées, le commandement FFI d'Ile-de-France, comme le Conseil national de la Résistance ou le Comité Parisien de la Libération, ont pris conscience de la nécessité d'une « jonction » avec la résistance policière qui, reconnue comme un pilier solide, a permis le redéploiement des forces en présence et la conquête d'autres places.

Cette analyse éclaire d'un jour nouveau la structuration progressive du mouvement de libération parisien et par là même constitue une étape importante dans la connaissance historique des événements du mois d'août 1944.

La méthode qui a permis de parvenir à de tels résultats repose sur un examen croisé de documents inédits provenant de différents fonds d'archives, non seulement ceux de la Préfecture de Police, des Archives Nationales et du ministère de la Défense, mais aussi ceux du Musée de la Résistance Nationale à Champigny-sur-Marne, de l'Ordre de la Libération et du Mémorial Leclerc, musée Jean Moulin.

Cet hommage au rôle déterminant des policiers résistants et à la contribution cruciale de la police parisienne n'efface en rien la complicité de l'institution policière, au cours des années noires de l'Occupation.

Il ne s'agit nullement de sous-estimer certains comportements antérieurs, ni de basculer d'un excès d'indignité à un excès d'honneur, mais d'accomplir, avec la sérénité que confère le temps écoulé, un « Devoir d'Histoire » garant de la vision équilibrée qu'il convient de porter sur une période infiniment complexe.

Je tiens à remercier personnellement celles et ceux qui ont contribué à cette démarche essentielle de clarification avec un souci louable d'impartialité.



Michel GAUDIN
Préfet de Police



Avant-propos

La police parisienne, août 1944

La remise de la fourragère, c'est-à-dire la Légion d'Honneur sur le nouveau drapeau de la Préfecture de police par le général de Gaulle le 12 octobre 1944, a fait grincer quelques dents à cause de l'image noire attachée à la police sous l'Occupation. Police au service de l'Etat français, auxiliaire de l'Occupant résultat de la politique de collaboration d'Etat du gouvernement de Vichy, intensifiée encore en 1942 par les accords Bousquet-Oberg, elle a été aussi l'outil de la persécution antisémite de l'occupant nazi et du gouvernement de Vichy. Les policiers parisiens procèdent aux premières arrestations de Juifs en août 1941 puis à la tristement célèbre « rafle du Vél' d'Hiv » les 16 et 17 juillet 1942 et celle de février 1943 visant les vieillards et les malades. De sinistre mémoire, les Brigades spéciales de la Préfecture de Police (Renseignements Généraux) à l'efficacité redoutable, développent une lutte acharnée contre les « communo-terroristes ». Ils ont notamment décimé la branche MOI des FTP fin 1943.

Pourtant en dépit de cette image noire, l'engagement à titre individuel a été précoce : des policiers ont dit non très tôt aux basses œuvres du gouvernement en démissionnant. Il faut aussi souligner les difficultés propres à leur corps et à leur fonction d'ordre et de serviteurs de la loi d'un gouvernement légitime. Il ne va pas de soi de transgresser ou de rompre le sacro-saint principe d'obéissance. Pour ces raisons aussi, ils ont été plus que d'autres exposés par les surveillances et les délations dans un corps de l'Etat policier. Plus qu'ailleurs, la résistance y est à ses débuts une affaire individuelle et une mosaïque d'initiatives. Comme ce fut le cas pour 40 millions de Français, rares furent aussi les policiers à rejoindre les rangs de la France Libre.

Dès août 1940 naît de l'initiative de policiers du commissariat des Ternes, le *Coq Gaulois*, réseau qui, en constituant des stocks d'armes, vise déjà une future insurrection : il est décimé en janvier 1941 sur dénonciation d'un gardien de la paix. Leurs fonctions les prédisposent en effet à travailler pour les réseaux *L'Alliance*, *Ajax*, *Pat O'Leary*, *Alibi*... Le groupe *Valmy* de l'*Armée Volontaire* mis sur pied par un policier, centre son action sur la fabrication des faux papiers et les évasions. Comme les tout premiers résistants, ils sont durement réprimés.

Le tournant répressif du régime de Vichy et de l'occupant de 1942 puis la nomination de Darnand au Maintien de l'Ordre fin 1943, décillent les yeux de ceux qui ont pu être jusque-là égarés par les ambiguïtés du gouvernement de Pétain. L'évolution de la guerre et les appels de Londres au ralliement de la police en 1943 pour empêcher l'envoi d'ouvriers en Allemagne, se traduisent par l'inertie, la passivité à exécuter ces tâches, dénoncées par l'amiral Platon dans un rapport à Pétain. Des milliers de dossiers de réfractaires au Service du Travail Obligatoire sont retenus sous le coude.

Entre 1943 et 1944, le « *Noyautage des Administrations publiques* » (NAP) gagne la police. Des policiers fournissent cartes d'identité, autorisations de circulation, faux papiers, cartes de rationnement. Ils renseignent aussi sur les collaborateurs, les dénonciations, les arrestations et les rafles projetées. Trois mouvements de résistance se forment : *L'Honneur de la Police*, né à partir des ruines du groupe *Valmy* orientée vers la propagande, l'évasion et le renseignement. Le *Front national de la Police* d'obédience communiste, émanation du mouvement de zone nord, rallie de nombreux policiers et civils au mouvement insurrectionnel. *Police et Patrie*, né en juillet 1942 à l'initiative de *Libération-Nord* a des liaisons avec le mouvement *l'Organisation civile et militaire* et le réseau *Brutus* à qui il fournit des renseignements militaires. Signe d'évolution, les policiers n'interviennent pas lors des manifestations à Paris et en banlieue les 1^{er} et 14 juillet 1944.

Cette étude de Luc Rudolph, aborde un thème peu défloré, les policiers parisiens dans la « bataille de Paris » du déclenchement de la grève le 15 août au défilé du général de Gaulle sur les Champs-Élysées. L'auteur, fort de

sa connaissance des services de la police, a fondé son travail sur une exploration fouillée des archives jusque-là peu explorées de la Préfecture de Police, des dossiers individuels du bureau Résistance au Service historique de la Défense, et de ceux des Archives Nationales.

Ce travail confirme les travaux de Roger Bourderon dans sa biographie sur *Rol-Tanguy*¹ sur une concertation plus grande que cela n'a été dit, avec les chefs de la résistance lors d'une réunion consécutive à la création du *Comité de libération de la police* le 14 août avec André Carrel, du *Comité parisien de la Libération* et le colonel *Rol-Tanguy*, chef des FFI d'Ile-de-France sur le déclenchement de la grève, en riposte au désarmement par les Allemands de policiers à Asnières et Saint-Denis. A partir de l'appel à la grève le 15 août, les policiers agissent au sein des Forces françaises de l'intérieur.

Cette étude tient de la micro-histoire, analysant quartier par quartier, les opérations armées dans Paris. Elle montre ainsi que la bataille a été plus importante qu'elle n'est habituellement montrée. A l'exception de l'étude récente sur le régiment de sapeurs-pompiers de Paris², avec l'exploitation des rapports d'intervention, on connaissait assez mal l'histoire de cette guérilla urbaine. Elle apparaît là dans toute sa réalité.

Elle confirme ce qui avait été souligné en 2004 lors du 60^e anniversaire de la Libération de Paris³, que la stratégie arrêtée par les Forces Françaises de l'Intérieur vise en priorité le ravitaillement des Parisiens, et donc le contrôle des stocks de nourriture, et les armes prises sur l'occupant isolé ou saisies dans des lieux de stockage. En cela, les policiers, aidés ponctuellement par les sapeurs-pompiers, jouent un rôle actif et multiplient les coups de main pour armer les FFI comme pour nourrir la population. Leur connaissance est éminemment utile. Apparaît aussi toute la violence de la répression de l'occupant qui met en œuvre les ordres du commandant du *Gross Paris*, le général Von Choltitz : la lutte à outrance contre « les bandes. » On est loin de la prétendue mansuétude du commandant allemand grâce à cette étude qui établit une géographie de la répression dans Paris et en banlieue.

Ce travail apporte une connaissance plus précise des lieux minés, bâtiments publics et centraux téléphoniques. Il révèle en effet, à l'exemple de l'assaut du Central téléphonique de la rue des Archives par le Capitaine Dronne et ses hommes (2^e DB) et des FFI, le rôle des artificiers du Laboratoire central qui procèdent au déminage. De l'action armée aux actions de service d'ordre pour lutter contre les tireurs des toits, les policiers sont bien des acteurs importants de l'insurrection. La constance des liaisons entre le nouveau préfet de police Charles Luizet, Français libre, nommé par le gouvernement provisoire, l'état-major du colonel Rol-Tanguy, le CPL, le Conseil national de la Résistance puis le général Leclerc chef de la 2^e DB en banlieue démontre le souci de coordonner les actions contre l'occupant pour libérer la capitale.

La Préfecture de Police est la seconde étape du général de Gaulle après la gare Montparnasse où Leclerc lui a passé le pouvoir avant qu'il ne prononce son discours historique à l'Hôtel de Ville. Il veut aussi rappeler le rôle de la police parisienne.

Lors de la cérémonie du 12 octobre 1944, le chef du gouvernement provisoire de la République française entend rendre hommage aux résistants-policiers et aux policiers insurgés contre l'Occupant et à leur sacrifice : 167 policiers morts pour la Libération de Paris sur les 900 FFI tués. Il entend aussi restaurer l'Etat républicain en honorant ce corps de fonctionnaires, outil et garant de l'ordre public. Ce travail tout en nuance, contribue à faire connaître leur histoire dans la bataille pour Paris.

Christine Levisse-Touzé

Directrice du Mémorial du Maréchal Leclerc de Hauteclouque et de la Libération de Paris
Et du Musée Jean Moulin de la Ville de Paris,
Directeur de recherche associé à Montpellier III.

¹ Roger Bourderon, *Rol-Tanguy*, Tallandier, 2004.

² Odette Christienne et Frédéric Plancard, *Le Régiment de Sapeurs-pompiers de Paris 1938-1944*, Mairie de Paris, 2011

³ Christine Levisse-Touzé, Jean-Louis Goglin, Marie-Andrée Corcuif, *Paris insurgé, Paris libéré*, Paris-Musées, 2005 ; Christine Levisse-Touzé, *Paris Libéré, Paris retrouvé*, Gallimard Découvertes réédition 2004 ; Vladimir Trouplin et Christine Levisse-Touzé, *Paris Compagnon de la Libération*, Comité d'histoire de la Ville de Paris, 2010.

Douze jours pour Paris : les policiers dans la bataille pour la capitale



DOUZE JOURS POUR PARIS Les policiers dans la bataille pour la capitale

par Luc RUDOLPH

Dès les premiers résistants de la police parisienne⁴ (regroupés au sein du *Coq Gaulois*, du *Groupe Valmy* ou du *Groupe Frise...*), à l'été 1940, un de leurs objectifs affichés fut clairement la préparation de la lutte armée dans la capitale. Tout au long des années de guerre, une forte minorité parmi les membres de la Préfecture de Police (PP) a joué sa liberté et sa vie pour arriver à ce moment. Quand celui-ci survient, ce sont les policiers qui lancent l'insurrection parisienne, les résistants de vieille souche étant rejoints par tous ceux qui avaient rongé leur frein en silence ou dont le courage se trouvait aiguisé par la proximité de la lutte. Certains aussi ne trouvent que tardivement une telle vocation ou nourrissent quelque arrière-pensée : ils n'en sont pas moins ardents. L'insurrection est surtout le fait de la base : les commissaires résistants ont été en majorité arrêtés par les Allemands ou leurs séides et peu renouvelés, et la hiérarchie intermédiaire ne se montre guère. Tout au long de la période insurrectionnelle, puis pendant les semaines qui suivent, les policiers accomplissent aussi en parallèle des missions plus proches de l'ordinaire, en traquant miliciens, tireurs isolés et collaborateurs pour les livrer à la Justice. C'est souvent encore la guerre, mais elle n'est plus reconnue comme telle.

L'objectif n'est pas de décrire de manière exhaustive toutes les actions des policiers, mais plus prosaïquement de montrer le foisonnement de l'activité, sa diversité géographique, et l'engagement des agents pendant cette période cruciale, sans oublier que de nombreux policiers se sont battus sous d'autres bannières, notamment dans des groupes des Forces Françaises de l'Intérieur de la banlieue parisienne. Les prémices se situent dans la grève de la police, lancée le 15 août 1944 par les trois mouvements de Résistance de la Préfecture de Police. Nous suivons au jour le jour les policiers dans l'aventure de la libération de leur ville, chaque fois que les informations disponibles permettent d'identifier l'origine professionnelle des auteurs, la date, le lieu, et la nature de l'action. Tout en sachant que des erreurs ont pu se glisser dans la masse des documents. Les nombreuses autres interventions sur lesquelles manquent des informations essentielles telles le jour ou le lieu sont volontairement tues.

De la mi-mai à la mi-août de 1944, le bouillonnement au sein des patriotes policiers va croissant. Les groupes-francs créés dans les trois mouvements se réunissent et s'entraînent au maniement des rares armes automatiques dont ils disposent. Des tréfonds des Halles de la capitale aux recoins du centre de formation des gardiens de la paix à Beaujon, de petits groupes se constituent, renforçant ainsi les conditions de leur efficacité et de leur homogénéité. Habités à œuvrer en unités plus ou moins importantes, les policiers étaient, plus que d'autres, préparés à la forme atypique du combat que constitue la guérilla urbaine. Dans la nuit, des regroupements de quelques individus se font

également dans des rues calmes de la capitale et de sa banlieue, ou à proximité d'industries importantes pour familiariser les agents avec les actions de groupe nocturnes. Les dossiers de *Police et Patrie* et du *Front National de la Police* en particulier font état de telles mises en condition.

Quelques historiens⁵ ont raillé le rôle des policiers dans les combats pour la libération de Paris. Les « flics » voulaient « se racheter » : c'était leur unique motivation ! Aurait-on prêté les mêmes arrière-pensées s'il s'était agi d'un autre corps de la société ? Il faut lire les piles de lettres de dénonciation stockées aux Archives pour comprendre ce que cette société recelait parfois en veulerie, à côté d'un héroïsme moins bien partagé. La réaction finale des policiers est courageuse, loin de celle d'une foule composite qui prouve à l'occasion son « patriotisme » tardif en tondant des femmes ou en frappant des prisonniers désarmés. Il faut aussi lire les dossiers de la PP pour voir l'enthousiasme⁶ naïf et sincère des policiers à l'idée d'en découdre avec l'occupant. Enfin ne plus courber l'échine⁷. Ne plus risquer la sanction pour n'avoir pas salué un officier allemand. Ne plus se retrouver en geôle pour s'être opposé à des exactions des occupants ou de collabos ! Ne plus avoir à contenir avec doigté les débordements des manifestants voyous encartés dans les partis collaborationnistes⁸. Ils « s'insurgent contre une ultime et menaçante vexation⁹ ». Ils « ont pris leur revanche d'une longue humiliation¹⁰ ». En juillet 44 déjà, comme une esquisse de contestation s'était affichée à l'occasion des obsèques d'un gardien, victime des sbires de Bucard. Des centaines de policiers, en tenue, avaient salué le cercueil, puis avaient défilé¹¹ de Notre-Dame au Marché aux fleurs via la PP.

On est en tous cas loin du « petit » souci général de se « racheter », même s'il a pu éclorre dans certains cerveaux tardivement éveillés ! Ceux-là alors, c'est vrai, en profitent pour tenter de se « dédouaner », se battant souvent bien, étant blessés, cités, décorés. Ils n'avaient pas nécessairement le sentiment d'avoir trahi leur pays avant : ils avaient servi sa Loi, sa justice, son gouvernement, obéi à leur hiérarchie, fait leur travail de policiers ordinaires et disciplinés. Ils seront néanmoins sanctionnés. Certaines prises de conscience furent donc longues à intervenir : la majorité du pays y a mis quatre ans aussi. On ne comprend pas du jour au lendemain, dans la police et ailleurs, qu'il peut y avoir plusieurs patriotismes simultanés et antagonistes ! Il est en tous cas peu crédible de prêter à la majorité des arrière-pensées intéressées, simplement parce qu'ils sont policiers. Or ces hommes allaient risquer leur vie gratuitement, sans obligation, et nombre d'entre eux étaient engagés de longue date dans la Résistance. Les bons et les moins bons sont allés au feu ensemble, contribuant à la victoire finale et au sauvetage de leur ville. Ce qui est parfois presque drôle c'est de voir aussi que de s'exposer à la mort pour autre chose que la sécurité publique apparaissait somme toute banal, nonobstant la cause à défendre qui transcendait.

On a oublié que les policiers sont aussi des hommes de l'écrit : chacune de leurs actions donne lieu à un rapport, qui souvent se complète par un compte-rendu global de l'instance supérieure : c'est ce qui s'est produit pendant les com-

⁴ Par commodité, les appartenances à des groupes de Résistance sont en général mises au profit de ceux qui ont « hérité » des anciens et existent en août 1944.

NOTA : Des erreurs peuvent ponctuellement apparaître dans ce texte sur les dates, heures, lieux ou personnages : le foisonnement des témoignages en révèle aussi parfois la confusion. J'ai essayé de mettre en ordre, de recouper les informations et laissé de côté les faits non-établis, sans pouvoir garantir la fiabilité absolue de tous les éléments.

⁵ En contrepoint, Gilles Primout, dans son travail très documenté et objectif sur la *Libération de Paris*, à voir sur internet, réserve à la police la large place qu'elle mérite. Place que souligne Jean-Marc Berlière dans son aussi remarquable DVD sur les *Policiers sous l'Occupation*. On peut noter enfin que dans la liste officielle (du 5 décembre 1950) par laquelle les Autorités étaient invitées à donner à la partie militaire les noms des « ex-membres de la Résistance les plus représentatifs des FFI sur le département de la Seine », pas moins de quatre policiers (Fournet, Pierre, Lamboley et Bréchat) figurent parmi les 36 noms que comporte le document.

⁶ Le grand résistant Albert Bayet trouve les policiers « pleins d'enthousiasme » lors de son passage à la PP, le 19 août 1944. Les observations sur le vif de Claude Roy sont aussi édifiantes en ce sens, à lire dans son livre pris sur le vif *Les yeux ouverts dans Paris insurgé*, tout comme le sont les témoignages recueillis par Serge Campaux dans *La Libération de Paris*.

⁷ Le nombre de policiers incarcérés suite à des incidents avec des Allemands s'élève à plusieurs centaines.

⁸ Dès 1941-42, diverses manifestations des mouvements collaborationnistes font de nombreux blessés dans les rangs des policiers.

⁹ Rapport des RG du 29 septembre 1944. Avec clairvoyance, Robert Aron évoque des policiers « exécutants forcés des décisions ennemies », qui avaient de la « rancœur d'avoir ainsi été mis au service de l'arbitraire » et étaient animés d'un « esprit combatif ».

¹⁰ Charles De Gaulle.

¹¹ Le fait n'est évoqué que dans deux témoignages policiers. Les rapports des Renseignements Généraux ne le citent pas.

bats pour la Libération, traités comme des interventions courantes. La lecture de ces documents individuels ou collectifs montre que pour beaucoup, c'était un « travail » comme un autre, inclus pour certains qui, avant, géraient aussi banalement des arrestations de juifs ou de « terroristes » : on venait à l'appel, on recevait des ordres, on prenait des initiatives, des risques, on exécutait des missions, et on était, comme d'habitude, en « service commandé »¹², dont on rendait compte. Parfois, on allait plus loin dans cette forme de banalité : si une majorité des policiers s'est totalement investie dans le rôle de guérilleros à plein temps, restant « au service » sans interruption, d'autres continuaient, guérilleros ou pas, à « aller au travail ». On venait prendre son « quart », ne rechignant devant aucune tâche guerrière, et, le moment venu, on reprenait sa musette sur son vélo, et on retournait au risque de sa vie chez l'épouse passer la nuit ou déjeuner... Puis, avec une totale disponibilité, on repartait vers un autre péril, sur rappel ou à l'heure fixe de la « reprise du service » : les « risques du métier », comme l'écrit avec flegme un gardien du 6^e arrondissement, encore voué à la fusillade quelques minutes avant d'être échangé à l'École Militaire.

Ces rapports font aussi apparaître un autre élément : la confusion occasionnée dans l'esprit des observateurs entre policiers et FFI. Ce n'est certes pas étonnant puisque, agissant en civil, les premiers étaient intégrés dans les seconds. Mais cela a empêché de mettre au crédit des policiers leurs propres actes, anonymes et noyés dans ceux des FFI, contribuant lourdement à la disparition des premiers des écrits des chroniqueurs de l'après-Libération. A l'inverse, un nombre non-négligeable de FFI se sont agrégés à des groupes d'agents. Il ne faut certes pas prendre tous les comptes-rendus, policiers ou autres, pour des paroles d'Évangile : les erreurs, les appropriations indues, les exagérations y existent et chaque information doit être vérifiée. Le rapport établi par les Renseignements Généraux sur la décennie de la Libération dit les choses somme toute simplement : « la Préfecture de Police engageait le combat libérateur, seule voie de l'honneur » ! Même si, pour certains, cet honneur-là n'était discerné que tard.

Quelques historiens ont cependant cru pouvoir passer quasiment sous silence le rôle des policiers dans la Libération de la capitale. En raison de « la folie commise à la Préfecture de Police », comme le dira plus tard Adrien Dansette, qui décrit par ailleurs objectivement les débuts de l'insurrection policière ?... Il est vrai que la Police a pris au pied de la lettre les termes de l'ordre de mobilisation générale des Parisiens que *Rol-Tanguy*¹³ a fait afficher le 18 août. *Rol* aurait donc eu raison de lancer l'ordre de mobilisation et d'action, mais la police aurait eu tort de le mettre en œuvre... Il faut pourtant noter que, depuis longtemps, quelques groupes des FFI ou de policiers mènent des actions contre les Allemands. Mais, sans que ce soit l'objectif initial, le mouvement collectif final a bien été initié par le soulèvement de la police, le 19 août ! Les autres ont suivi.

Nul dans les écrits des témoins impartiaux ou des acteurs des événements n'avait osé occulter le rôle de la PP : même des résistants de vieille souche ou communistes qui auraient pu être partisans comme Raymond Massiet -*Dufresne*- ou

¹² « Cet agent est décédé en accomplissant sa fonction de gardien de la paix » (rapport a/s de la mort du gardien René Raphanel).

¹³ Le chef des Forces Françaises de l'Intérieur (FFI) en Ile-de-France.

Henri *Rol-Tanguy* ont honnêtement rendu l'hommage qui était dû aux policiers révoltés. Le premier rappelle les « douze mille hommes de la Police, qui ont combattu magnifiquement ». Seule restriction, il n'évoque leur implication que dans les combats de la Cité, alors que les faits montrent qu'elle s'est étendue à toute l'agglomération. Il souligne aussi que « l'autorité des états-majors FFI (sur la police) a été contestée tout le temps de l'insurrection » : c'est sans doute vrai, même involontairement. Mais il pourrait dire cela pour tous les groupes des FFI¹⁴, « atomisés » dès avant le 19 août. Pas plus qu'eux la police n'avait de stratégie planifiée, même si elle avait l'avantage d'être organisée, entraînée et hiérarchisée, fut-ce avec une hiérarchie de substitution. Par ailleurs, assez fréquemment les policiers se plaçaient proprio motu sous l'autorité d'officiers compétents, lesquels, le plus souvent, ne sont cependant le plus souvent apparus que le 21 août¹⁵. Mais pouvait-il en être autrement quant à ce commandement éclaté qui s'exerçait sans liaisons fiables, même avec le téléphone – surveillé et parfois coupé – ? Si tous suivaient les mêmes orientations générales – attaquer les Allemands partout, faire obstacle à leurs déplacements... – et répondaient avec célérité aux ordres de renforcer tel ou tel secteur, c'était l'évènement qui, pour tous, commandait l'action. Des soldats venaient à passer, on les attaquait. Des combattants étaient en difficulté, on les aidait. Un groupe était à renforcer pour une action programmée, on y allait ! Il fallait libérer un édifice, on le faisait ! On demandait de dresser des barricades, elles montaient ! A dire vrai, la seule chose difficile à comprendre dans ces événements est l'incapacité des Allemands à mener une action avec des forces rassemblées¹⁶ auxquelles les insurgés auraient difficilement pu s'opposer. Laisser des groupes de soldats plus ou moins désemparés circuler et combattre aux quatre coins de la ville, sans la connaître vraiment, sans plan ni homogénéité dans leurs opérations, ouvrit la porte à la généralisation de la guérilla de l'insurrection et à la victoire.

Quelques faits majeurs ou la simple chronologie des événements montrent la prééminence du rôle des policiers, particulièrement dans les premières 48 heures des combats : documents et témoignages de l'époque permettent de s'en convaincre. Les comptes-rendus¹⁷, parfois très détaillés, de l'activité des commissariats de la PP pendant la période de la Libération en donnent les grandes lignes. Les Occupants ne s'attendaient à l'évidence pas à la cessation de travail ni au soulèvement de la police... Les commissariats désertés ont alors marqué les esprits, acté un tournant de la situation dans la tête des Parisiens. Ceux-ci ont soutenu avec de la sympathie, de l'enthousiasme, un brin d'inquiétude et parfois un peu d'amusement « leurs » flics qui avaient laissé l'uniforme au vestiaire, jusqu'à une vraie fête qui a connu son apogée quelques jours plus tard.

Avis autorisé

Membre du Parti Socialiste, résistant de la première heure, cofondateur de *Police et Patrie*, Roger Priou -*Valjean*- (1912-1999), de *Libé-Nord* est un connaisseur intime de la chose policière. Il estime, peut-être un peu optimiste, que « les sentiments de la population, à l'égard de la police parisienne

¹⁴ Jean-Pierre Azéma souligne que « le Paris insurrectionnel est un Paris atomisé », « toutes les forces en présence mènent leur jeu sur le terrain ».

¹⁵ On ne trouve cependant la trace dans leurs rapports que de moins d'une vingtaine parmi les policiers tués (officiellement 167)...

¹⁶ La vision qu'avait le commandement allemand de l'insurrection était très imprécise, si on se réfère aux Mémoires de Von Choltitz, peu fiables.

¹⁷ De septembre 1944. A lire aux APP.

...

étaient sympathiques parce que les gardiens de la paix n'avaient pas hésité à manifester, pour la plupart, leur sentiment à l'égard de l'occupant. L'état d'esprit de la police était un état d'esprit résistant, réserve faite de quelques formations spéciales » (Recueilli par Ph. Ragueneau).

Le public soulagé oubliait les dérives dont l'institution policière avait pu être l'auteur contraint, sachant inconsciemment qu'elles étaient le reflet de ses propres attitudes. Le soulèvement des policiers devenait celui d'une population qui se l'appropriait et s'y impliquait. Il n'est pas question de revendiquer pour les agents le succès de l'ensemble de la révolte parisienne, mais, en contrepoint de ce qui a été souvent omis, de restituer l'importante activité des policiers dans les combats pendant cette période.

Le premier questionnement dont on doit s'étonner de ne pas lire l'équation sous les plumes des analystes se résume à deux ou trois données : les grands témoins de l'époque évoquent les effectifs « utiles » parce que structurés et entraînés de la Résistance parisienne : quelques 155 FFI¹⁸ armés et entraînés selon l'évaluation d'Henri Rol-Tanguy¹⁹. Les autres chiffres évoqués, considérables, étaient plus fictifs que réels : des combattants potentiels aux sympathisants même actifs il y avait plus qu'une marge qui conduisait à plus de 20000 combattants²⁰ éventuels, non-armés. En réalité Gallois²¹ évoque pour toute la région parisienne environ 2000 FFI susceptibles d'agir efficacement – mais pas nécessairement armés – et Rol parle de 600 hommes mobilisables²² immédiatement lors d'une réunion du CPL le 17 août ! Ils citent aussi l'armement disponible : moins de 800 armes, selon les estimations les plus optimistes. Les chiffres croissent par après dans les mémoires au fil des années...

Pas d'arme

Le 18 août Rol dit à Hamon disposer de moins de 1000 armes... Robert Aron évoque un autre témoignage de Rol qui avoue n'avoir « à l'origine des combats, d'armement que pour quatre cents hommes ». Le même jour, le commandant Vigne, chef d'un secteur des FFI du Nord-Paris écrit qu'il n'a aucune arme automatique, sauf quelques revolvers, fusils et grenades. Rol affirmera bien plus tard avoir reçu quelques 150 tonnes d'armes peu après... Le 16 août les FFI de Noisy-le-Sec-Villemomble reconnaissent ne pas disposer d'une seule arme. A rapprocher des rapports des commandants territoriaux des FFI : « Le groupe FFI du 10^e arrondissement ne dispose que des armes des policiers faisant partie de la Résistance, et de six revolvers pour son compte personnel ». A Belleville seul le groupe A (14 hommes) des FFI est armé. La 15^e compagnie de l'Armée Secrète rend compte : « D'armes, point ! ». Le 21 août, des unités de FFI et de policiers venues à la PP depuis la banlieue doivent être renvoyées : « la plupart non armée s'en retourne ». Le 23 août, le commandant FFI du 14^e arrondissement se plaint encore de son « armement insuffisant » qui l'empêche de tenir une barricade. Etc... D'où l'importance capitale du modeste mais relativement nombreux armement qu'apportait la police en dot.

Une dotation en tous cas insuffisante pour une action efficace contre près de 16000²³ Allemands, en grande partie formés et tous armés ! Peut-on imaginer ce que représentait l'apport, du jour au lendemain, le 19 août, d'un potentiel de plus de 20000²⁴ policiers habitués aux actions communes en petites ou en grandes unités²⁵, organisés, quadrillant un terrain parfaitement connu et surtout en majorité armés²⁶, fut-ce d'armes légères²⁷ ? A eux seuls, ils ont démultiplié les moyens disponibles pour la Résistance et plus encore les effectifs efficaces car entraînés : ils ont donné à l'insurrection sa vraie chance. Mais les policiers eux-mêmes souffrent en ce premier jour de combats intensifs de leur faible armement : l'exemple d'un groupe du 4^e arrondissement est significatif. Le 19 vers 15 heures, il intervient sur le parvis Notre-Dame, pour aider à desserrer l'étreinte sur la PP. Faute d'un armement suffisant, il doit se replier vers le quai des Célestins où il se heurte de nouveau à des soldats mieux équipés. Un peu plus tard, rue des Deux-Ponts, il se retrouve dans la même situation... Le nombre des policiers tués ce premier jour atteste aussi de cette carence.

Autre plan...

Des groupes de la résistance policière parfois importants ont été « oubliés » dans la préparation de l'insurrection : *Zadig* ou *Béarn* par exemple. Il est vrai aussi que le commissaire de police Achille Peretti, dont dépendait *Ajax-Zadig* était hostile à la grève : il voulait détourner les policiers dans le cadre de leurs missions traditionnelles. Son objectif était de faire prendre les édifices publics de la capitale par l'intérieur, via les agents chargés de leur garde...

Ce renfort, inattendu à cette heure²⁸, est dû à Yves Bayet²⁹, Jean-Marie Boucher, sous-préfet, dont la personnalité est plus controversée que celle de son père Albert, résistant exemplaire. Tardif responsable du *NAP-Police* en région parisienne, désigné impromptu par de Chalvron quelques semaines avant les événements, c'est pourtant bien le fils Bayet qui sut prendre les devants, et générer l'entrée quelque peu anticipée des policiers dans une mêlée qu'ils ont dès lors ouverte et en partie menée.

Témoins

Le témoignage de Roger Cocteau, commandant Gallois, un des adjoints directs de Rol, est sans ambiguïté : « On sait que le signal de cette insurrection fut donné par la police parisienne ». « Ce premier geste qui déclencha tout le reste ne fut pas le résultat d'un ordre de l'organisation militaire » mais constitua néanmoins « l'avant-garde de l'insurrection ». Le 18 août encore Chaban télégraphiait au général Koenig, le chef national des FFI, en excluant visiblement une action de la police, mais en redoutant que d'autres mettent à profit le vide laissé par elle : « Disparition police par grève ne peut que faciliter déclenchement insurrection ». C'est elle qui la déclencha ! Au probable soulagement de Chaban, qui craignait bien sûr une action du PC. Selon le même, et pour la même raison, Londres ne voulait pas d'une insurrection sans ordres du gouvernement.



Louis Brélivet

¹⁸ Plus des effectifs indéterminés de quelques mouvements ou rattachés directement à Chaban-Delmas.

¹⁹ In *La Libération de Paris*.

²⁰ Les policiers n'y sont sans doute pas comptés.

²¹ Le commandant Roger Cocteau.

²² Dans ses déclarations ultérieures, Rol évoquera, au 15 août 1944, 1750 hommes armés et entraînés pour toute l'Île-de-France. Les policiers estiment avoir eu au total un renfort de 5000 combattants extérieurs à la PP. Un chiffre sans aucun doute nettement sous-évalué au 24 août. D'autres estimations évoquent 6000 combattants civils en armes : là, on est sans doute plus près de la réalité. Les milliers de FFI supplémentaires faisaient masse, ce qui n'était pas inutile ! Beaucoup y ont laissé leur vie.

²³ Les effectifs allemands dans Paris le 19 août restent incertains : Von Choltitz les minore fortement dans ses Mémoires, dans lesquels il indique aussi ne disposer que de quatre chars, ce qui est faux...

²⁴ Chiffre potentiel : on peut raisonnablement estimer que plus que les 12000 policiers cités par Massiet ont réellement participé aux combats de la Libération. Les commissariats ont en effet noté des taux de présence de l'ordre 75 pour cent, chiffre remarquable, quand on sait que les policiers n'avaient pas vocation à faire la guerre... Soit de 17 à 18000 agents effectivement présents sur le terrain, mais pas en même temps, en fonction des roulements sur 24 heures, même si la nuit les combats sont plus rares. Seuls les 3/5^e sont alors armés.

²⁵ Le commandant Vigne op. cité écrit que ses troupes « manquaient fatalement de la cohésion nécessaire à toute action importante »... à la différence de la police !

²⁶ Dans les premières heures après la prise de la PP, 500 à 600 des agents présents sont effectivement armés. Mais d'autres armes de service existent, stockées à la PP.

²⁷ En grande majorité des pistolets ou revolvers avec huit balles, en application des ordres allemands.

²⁸ Dans les synthèses nationales établies pendant la période d'avant la mi-août par le 2^e Bureau des FFI, la Police est assez curieusement quasi-absente, en bien comme en mal, à la différence de la Milice ou de la Gendarmerie.

²⁹ Même si le 14 août une réunion des trois mouvements de résistance de la PP a arrêté le principe même de l'insurrection policière.

C'est donc Bayet qui lance dans l'action les trois mouvements de Résistance « maison » de la PP, *L'Honneur de la Police* en tête. Pour ce groupe le chef fut *Anthoine*, le brigadier de police Armand Fournet, successeur à l'activité jusque là plus discrète du commissaire Edmond Dubent. Il jouera cependant efficacement le premier rôle dans l'insurrection policière. Ainsi propulsé, il sera quelques jours plus tard un inattendu commissaire divisionnaire³⁰, comme ses deux confrères. Du côté du *Front National de la Police et de la Gendarmerie*, ce n'est pas son chef, l'apparatchik Serge Lefranc³¹, *Gérard*, qui se retrouve aux commandes, mais un gardien de la paix, Léon Pierre³², *Dupuy*, une des chevilles ouvrières, il est vrai, du *Front*. Quant à *Police et Patrie*, ce n'est pas Jean Straumann, le discret grand patriote qui fut son vrai chef, mais un membre de l'appareil de mérites plus modestes et plus tardifs³³, *Georges*, le brigadier-secrétaire Joseph Lamboley qui apparaît au premier plan.

C'est cette action anticipée des policiers parisiens qui a sans doute en grande partie empêché que soit réalisé le plan de destructions massives pour lesquelles les troupes allemandes s'étaient entraînées : le temps de la mise en oeuvre concrète leur fit défaut. Dès avant les 17-18 août, le flot des Allemands fugitifs, tous partant vers l'Est, s'est amplifié dans des proportions réjouissantes pour les Parisiens. Et il est vrai que l'on peut s'interroger sur la réelle détermination combative de l'Occupant, tant ses initiatives sont alors décousues. On peut aussi présumer que le commandement allemand n'a pas souhaité mettre en oeuvre son programme de destruction de ponts, voulant conserver pour ses troupes de l'ouest la possibilité d'un repli. Mais, comme en témoignent des tentatives de mise à feu avortées du fait des combats et certaines concrétisées, d'importants locaux avaient été minés³⁴ (les explosifs furent désamorçés par tonnes par le laboratoire de la PP) tels les centraux téléphoniques Archives et Saint-Amand, le Sénat, piégé par soixante cavités, des ponts comme ceux de Saint-Cloud, Alexandre III ou de Neuilly³⁵, des itinéraires telle l'avenue de Versailles à Paris ou certaines voies du secteur de Saint-Denis, les Invalides, le Cercle Militaire Saint-Augustin ou le fort de Charenton, ou encore le château de Vincennes³⁶. Il ne s'agissait donc pas là de menaces abstraites, comme le prouvent certains passages à l'acte. L'insurrection policière précipitée a rendu les objectifs difficiles d'accès aux artificiers allemands. Même si leur rage destructrice avait perdu de sa virulence.

Les policiers qui ont combattu pour la libération de leur ville ont fini par être reconnus comme membres des FFI : ce ne fut pas le premier mouvement de la Commission d'homologation, qui refusa en bloc tous les dossiers. FFI pour *Rol-Tanguy*, les membres de la PP qui avaient fait la guerre aux Allemands ne faisaient que leur travail d'agents de police aux yeux de la Commission ! In fine, ceux tombés pour la libération de Paris ont tous été décorés de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre³⁷. La plupart des blessés a reçu à minima la Croix de Guerre. A côté des principaux combats, nous évoquerons aussi bien les faits que les tués ou les blessés les plus significatifs de ces folles journées. L'objectif n'est pas une relation exhaustive ni des combats pour la libération de

la capitale, ni même de l'action de la police pendant cette période : trop d'inconnues et d'imprécisions subsistent. C'est plutôt de donner, à travers de multiples exemples, une image du flot d'actions imputables avec certitude aux policiers. Les autres ont été délibérément omises³⁸. De vrais oublis, aussi, sans être volontaires, sont, en l'occurrence, inéluctables. Enfin, restent de nombreux dossiers, non-dépouillés encore.

Le 14 juillet 1944, les policiers parisiens, répondant aux slogans « la police avec nous » refusent de charger la masse des manifestants qui s'est réunie à Belleville.

Le 24 juillet 1944, une camionnette des Services Techniques de la PP vient se ravitailler en armes au lieu-dit *Les 4 routes* (77). Ce n'était pas la première fois : plusieurs livraisons avaient été faites dans des camions gazogènes anonymes, des sacs d'armes étaient camouflés parmi d'autres produits. Le tout était laissé au « garage » du boulevard de l'Hôpital. Le lendemain, l'équipage reprenait le camion vide et le gazogène révisé.

Le 28 juillet 1944, le gardien Paul Lagoutte de Sceaux est sérieusement blessé à la jambe au cours d'une fusillade lors d'un repérage d'emplacements de DCA à Villacoublay. Il est sauvé par son coéquipier Charbuillet, qui éloigne les Allemands de sa cachette.

Biographie

En juillet 1944, le gardien de Gagny **Joseph Segrettin** (né le 27 juin 1913 à Sauzelles dans l'Indre) est arrêté au cours d'un sabotage sur la ligne SNCF à Gagny. Amené au commissariat de Neuilly-sur-Marne, il s'évade aussitôt et rejoint le maquis de la Marne. Membre de la Résistance depuis 1942, au *Régiment Armor*, il aide les réfractaires, fournit des explosifs et participe à des actions. Le 20 août 1944 Segrettin est à nouveau capturé les armes à la main à La Ferté-sous-Jouarre. Il est aussitôt fusillé avec d'autres FFI dans le parc du château de Morsains.

Le 7 août 1944, Hitler reçoit le nouveau commandant du *Gross Paris*, Dietrich Von Choltitz, et lui ordonne de détruire Paris en cas de retraite des troupes allemandes.

Le 8 août 1944, *Police et Patrie* prend l'initiative de contacts avec *L'Honneur de la Police* et le *Front National de la Police*.

Le 9 août 1944, les services administratifs allemands prennent la route du retour vers le Reich. Laval arrive pour tenter de réunir l'Assemblée Nationale.

Le 10 août 1944, les cheminots se mettent en grève.

Les 11 et 12 août 1944, les Services Techniques de la Préfecture de Police

³⁰ Dont la chute sera rude, dans le cadre de « l'affaire » Joinovici.

³¹ Affecté par le Parti Communiste à la libération de Versailles et de la Seine-et-Oise.

³² Sa biographie figure dans le fascicule 2010.

³³ Résistant de novembre 1942, sans commandement effectif ni grande activité jusqu'en mai 1944 où il est chargé de la coordination avec les deux autres mouvements de la PP. Son autorité sur les unités de *Police et Patrie* pendant l'insurrection fut incertaine, Jean Straumann exerçant le commandement réel.

³⁴ Von Choltitz disposait d'un bataillon de pionniers de la *Luftwaffe*, spécialistes du minage.

³⁵ Dont les chambres de mise à feu, découvertes grâce à Joseph Teyssier, un policier de *L'Honneur de la Police*, sont gardées dès le 18 août par des agents.

³⁶ Où plusieurs mines exploseront. La cartouche sera détruite.

³⁷ Nous ne signalerons dès lors que les cas atypiques.

³⁸ Tout comme l'ont été presque tous les policiers tués en grande banlieue.

fournissent au CNR huit voitures avec des conducteurs policiers placés sous l'autorité de Jean Straumann. Leurs chefs directs sont arrêtés par la PP et les « fuyards » révoqués.

Le 13 août 1944, un dimanche, entre 6 et 7 heures, les Allemands prennent les commissariats de police d'Asnières, de Gennevilliers et de Saint-Denis, ainsi que la caserne de gendarmerie de Courbevoie, dont ils gardent les postes militairement. A Asnières, le coup a été porté à 6 heures, pendant une coupure de courant. Tous les policiers sont bloqués au fond du local, mais ne donnent ni la voiture ni le stock d'essence exigés par les soldats, qui coupent le téléphone. A Gennevilliers, les assaillants s'emparent du car Police-Secours, et ils désarment les gardiens de la brigade de relève au fur et à mesure de leur arrivée : un agent administratif parvient à s'éclipser et à prévenir les autres arrivants et la PP. Vers 10 heures du matin, environ 500 personnes se regroupent sur la place de l'Hôtel de Ville local : à 13 heures 30, les occupants restituent les armes et s'en vont. Dès ce jour, une partie des gardiens vient travailler en civil dans certains arrondissements de l'ouest parisien, alors qu'un communiqué lénifiant du directeur de la Police Municipale, Emile Hennequin, dément la volonté allemande de désarmer la Police... Le bruit court d'une déportation des policiers vers Nancy.

Le Comité directeur du FNP se réunit 18 rue Vulpian³⁹. Rol est présent. Quand les membres apprennent par le gardien Roger Puydebois des Services Techniques le désarmement des policiers de certains commissariats, ils arrêtent le principe d'une grève à compter du 15 août. Lefranc et Pierre partent au square Denfert-Rochereau rencontrer Fournet, chef de *L'Honneur de la Police* et Lamboley, le représentant de *Police et Patrie*, qui donne son accord et s'engage à faire imprimer 20 000 tracts⁴⁰. Il rend de ce pas compte à Henri Ribière, le chef de *Libé-Nord*, qui s'oppose au projet et demande à Lamboley de faire traîner l'affaire. Les trois responsables ont rédigé sur place le texte de l'appel à la grève.

Biographie

Le nom de **Joseph Lamboley** ne vient sur le devant de la scène que tardivement : quand le 12 août 1944 il est chargé de la coordination entre *Police et Patrie*, qu'il représente, et les deux autres mouvements de la PP. Membre de *Brutus*, il fait partie des créateurs du mouvement policier en novembre 1943. Il tombe malade au moment du déclenchement de la grève, ce qui lui épargne une révocation à laquelle n'échappent pas ses collègues... Il se présente comme l'interlocuteur majeur de son groupe, sur lequel son autorité est contestée. Il en garde quelque acrimonie, malgré les médiations d'Henri Ribière, et se venge en accusant ses collègues d'avoir été en permanence ivres⁴¹, ce qui ne renforce pas sa popularité. Lamboley est né le 23 avril 1908 à Saint-Dizier : gardien en mai 1930, il prend sa retraite de commissaire divisionnaire en mai 1949, décoré comme ses pairs et homologué lieutenant.

Les gendarmes se mettent en grève : celle-ci n'est que très irrégulièrement suivie. Le service continue à être assuré en de nombreux lieux, dont la PP, l'Hôtel de Ville, le Sénat, les casernes... Ce qui fut parfois utile ultérieurement.

Le lundi 14 août 1944, rue Chapon, se retrouvent à nouveau les représentants des trois principaux mouvements de Résistance au sein de la PP. Lefranc pour le FNP, Priou-Valjean⁴² et Lamboley pour *Police et Patrie*, Fournet pour *L'Honneur de la Police*, mais aussi Yves Bayet⁴³ pour le NAP-Police, André Carrel et Rol-Tanguy. Ils décident de la grève mais demandent aux policiers de conserver leurs armes⁴⁴. Ils créent alors le Comité de Libération de la Police – CLP –.

Biographie

Armand Fournet, Anthoine, Périclès, est né le 24 février 1905 à La Villette dans la Creuse. D'abord ouvrier agricole, puis maçon, il devient gardien de la paix en octobre 1928 et sera brigadier lors de l'insurrection. Il travaille au début de la guerre pour la filière d'évasions du groupe *Domergue*, animée par le maire du 6^e arrondissement, Boussard. Adhérent précoce à l'*Armée Volontaire-Groupe Valmy* et à l'*OCM*, il est proche du NAP et d'*Ajax*. Il poursuit son activité au sein de *L'Honneur de la Police* avec Edmond Dubent, auquel il succède mi-janvier 1944 après le très bref intermède d'Adrien Peltier. Il tient le rôle majeur dans l'insurrection policière, et a participé à sa préparation, inclus en prenant une part active dans l'opération de récupération d'armes auprès de la « Gestapo » de Neuilly⁴⁵. Le 11 août il est sollicité par le chef du NAP-Police pour préparer l'enlèvement d'Edouard Herriot : il met en place le dispositif qui devient inutile du fait du refus de l'élu. Il connaît une promotion-éclair à la Libération quand il est propulsé commissaire divisionnaire. Il doit quitter la police en 1952, révoqué comme simple brigadier, en conséquence directe de l'affaire Joinovici, car condamné pour avoir soustrait celui-ci aux recherches de la police, versant Sûreté Nationale. Fournet voue une vraie reconnaissance à Joino, qui a permis la remise en liberté de nombreux patriotes et juifs, notamment à la demande de *Libé-Nord*, et qui a alimenté en armes la Résistance parisienne, quand Londres s'y refusait. Il est vrai aussi que le comportement de Fournet a parfois manqué de clarté, comme en témoigne un autre dossier⁴⁶, sans que sa qualité de résistant sincère, quoique à l'activité variable, ni le rôle majeur qu'il a bien assuré lors de l'insurrection puissent être mis en doute. Il fut décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre. Il meurt le 11 janvier 1995.

Les gardiens membres de la direction du FNP Roger Herlaut, Clément Roycourt et Roger Varlet vont à la prison de la Santé : le directeur promet de libérer les détenus le lendemain. De son côté, le gardien conducteur des Services Techniques Pierre Rondet va chercher au laboratoire de la PP des explosifs que l'artificier André Taboré a soustraits aux saisies allemandes, avec l'ambulance municipale de Villejuif qu'il a réquisitionnée : des pylônes sont ainsi sabotés autour de cette ville. A Paris, la voiture du général, secrétaire de Déat, est « empruntée » par le brigadier Joseph Gaudin et vient renforcer le parc de la PP.

L'ordre de grève est diffusé par messagers aux responsables à 20 heures 45 : les points de rendez-vous pour le lendemain sont fixés et les corps-francs sont constitués. A 2 heures, les ordres sont confirmés.

³⁹ Le domicile de l'agent des Services Techniques Maurice Torchy.

⁴⁰ Qui n'ont jamais été fournis...

⁴¹ Il est vrai que quelques agents s'étaient impliqués dans « l'assèchement » de la belle cave du préfet de police, pour récupérer les bouteilles vidées réclamées par le professeur Frédéric Joliot-Curie afin de fabriquer des engins incendiaires...

⁴² L'adjoint de Ribière pour la Police.

⁴³ Contrairement à certains écrits, on ne trouve pas trace d'un rôle de Bayet dans *L'Honneur de la Police*. Par contre, dans certains documents postérieurs à la Libération, le mouvement apparaît comme sous-réseau du NAP.

⁴⁴ Les Allemands avaient restreint fortement le nombre des armes et munitions détenues par les policiers.

⁴⁵ Sur information de Joinovici. La « Brigade Nord-Africaine » était en opérations extérieures contre les maquis. Les douze policiers – les effectifs ont quadruplé dans les comptes-rendus de l'après-Libération... – du groupe descendent deux tonnes d'armes en deux heures du second étage par un escalier extérieur en colimaçon !

⁴⁶ Affaire « Léon ».

Le mardi **15 août 1944** au lever du jour, le gardien Jean Benoît s'introduit avec un groupe de résistants du *MLN* dans le centre de Jeunesse, route d'Orléans à Cachan pour y dérober un stock de tenues.

Prévue pour prendre effet à zéro heure, c'est à 7 heures que la grève des policiers entre en vigueur après affichage de l'avis dans les commissariats. Les postes sont désertés : même si certains commissariats assurent pendant quelques heures une « permanence de secours », la grève est totale à 14 heures. Les grévistes veillent par leurs contrôles et des quasi-piquets de grève au respect du mouvement et renvoient les velléitaires. La grève est dès lors suivie par plus de 98 pour cent⁴⁷ de l'effectif. Les policiers assurent le plus souvent une permanence téléphonique. Les agents, en civil, se réunissent fréquemment hors des emprises de l'institution: locaux d'habitation prêtés par un policier ou par un Parisien, bistrot, garages, entreprises, cliniques, etc. Les affiches appellent à soutenir la grève: « Vive la grève générale de la police parisienne ». *Rol* invite toutes les forces de l'ordre, inclus les gardiens de prison, à refuser de participer à toute opération au profit des Allemands.

Dans le 16^e arrondissement, c'est une clinique sise 70 rue Michel-Ange qui accueille les policiers. Des PC annexes sont ouverts dans une cave, rue Cortambert et 10 rue Mesnil. Un peu partout, des équipes de policiers parfois aidés par quelques FFI vont garder des entreprises d'intérêt général : centrale électrique de Gennevilliers, usines à gaz, transformateurs, etc. Au commissariat d'Ivry, le commissaire Soreau se met à la disposition des responsables, qui décident de fondre en un seul les trois groupes locaux de la Résistance policière. A Saint-Denis, le PC policier est installé un temps dans un garage à deux issues.

Le préfet Amédée Bussière révoque de ses fonctions le détesté chef de la Police Municipale Emile Hennequin, pour le remplacer par l'éphémère Louis Godard de Donville. Des détenus des Tourelles et du Dépôt sont libérés. A midi, le commissariat du 5^e arrondissement est occupé et mis à sac par des miliciens qui raflent des documents. Le responsable du service note : « Les Parisiens qui nous reconnaissent nous font des gestes et nous sourient : on sent qu'il y a quelque chose de changé entre eux et nous ; tous les concours nous sont offerts, bons lits, casse-croûtes... » Des policiers prennent la charge de la protection des principaux dirigeants de la Résistance puis des responsables du pouvoir clandestin. La police des occupants renforce sa présence à la PP. Inutilement, car presque aucun agent parisien n'est là. Les Autorités Allemandes évoquent en interne l'éventualité de fusiller 250 policiers pour mettre fin à la grève. Dans la rue d'Assas, « une cinquantaine de policiers en civil, mais ayant leur ceinture et leur bâton blanc suivent en silence et en ordre, par groupes de trois-quatre, un des leurs en grand uniforme portant en haut d'un poteau un disque noir : « Mort au préfet de police ». Tout cela, grave et en silence »⁴⁸.

A 20 heures, des agents interviennent sur une fusillade que des jeunes gens ont déclenchée en s'en prenant à des Allemands cantonnés dans un garage de la porte

d'Orléans, rue Auguste Reyer. Le gardien Louis Brélivet⁴⁹ blesse grièvement un officier, mais il finit par être touché et capturé, puis achevé sur place. Les policiers du 12^e arrondissement attaquent et neutralisent deux sentinelles dans la rue de Zone. Au PC divisionnaire de l'arrondissement installé pendant douze jours chez des particuliers, les époux Bruto, 3 rue des Jardiniers, la femme du gardien Jouve⁵⁰ assure la préparation de la nourriture fournie par les propriétaires pour tout l'effectif, qui inclut le corps-franc. Elle en sera aussi l'infirmière bénévoles, avec d'autres conjointes de policiers et participera à des coups de main. Assistant chirurgien à la PP Jean Hamel⁵¹ prend ses fonctions de chirurgien des FFI du secteur de Gennevilliers. Le CLP siège jusqu'à 19 heures 30. « On se presse aux portes des commissariats pour lire l'appel du Comité de Libération de la Police »⁵². Le métro se met en grève. Pour masquer les débrayages, le gouvernement décrète un « pont » de six jours.

Prélude tragique au Bois de Boulogne

Le 16 août 1944 à 7 heures 45, trois gardiens de la paix du secteur de Noisy-le-Sec-Villemomble partent avec des groupes de FFI pour prendre livraison de huit tonnes d'armes. **Marcel Douret**⁵³, qui emmène avec lui quatre membres du groupe *Armor*, Roland Verdeaux et **Bernard Gante**⁵⁴ sont en fait les victimes d'un traître, qui conduit trente-cinq jeunes FFI vers la mort. Ils sont massacrés à la cascade du Bois de Boulogne, trahis par un faux-agent de l'*Intelligence Service*, le *Captain Jack*, Guy de Marcheret d'Eu. Le gardien stagiaire **Roland Verdeaux**⁵⁵ voulait ramener des armes pour le maquis de Dourdan depuis la rue d'Armaillé, quand il est capturé comme ses compagnons d'infortune dans le guet-apens tendu place des Ternes. Au fur et à mesure des arrivées, tous les FFI sont pris, puis ils sont conduits rue des Saussaies, interrogés et gardés dans la cour jusque vers 22 heures. Ils sont alors conduits en camions vers le Bois, puis ils sont fusillés à leur descente des véhicules.

Le traître sera lui aussi jugé puis fusillé en décembre 1949 au Fort de Montrouge.

Le mercredi **16 août 1944**, le corps-franc du 12^e arrondissement aux ordres du gardien membre de *L'Honneur de la Police* Robert Leduc⁵⁶ s'empare du contenu de wagons stationnés en gare de Lyon-Messageries. 800 kilos de cigarettes et 350 kilos de Maïzena destinés à la Milice de Riom sont chargés dans des cars Police-Secours et distribués aux habitants des 11^e, 12^e et 20^e arrondissements. A 9 heures 30, l'inspecteur Georges Morin déclenche la grève dans les locaux de la Police Judiciaire : tous les inspecteurs quittent leur travail pour se retrouver dans le square des Batignolles⁵⁷. Dans le 16^e arrondissement, au 15 de la rue Leroux, deux gendarmes et deux repentis de la Légion des Volontaires Français qui veulent récupérer des armes sont fusillés sur l'ordre du lieutenant Génin, un cadre de cette Légion⁵⁸. A Asnières, un poste de la Croix-Rouge est installé dans le commissariat où ne restent qu'un téléphoniste et un agent de liaison. Dans d'autres services, tel Aubervilliers, les policiers restent dans leurs murs tout au long de l'insurrection. *Rol* installe provisoirement son PC au 103 avenue Verdier à Montrouge. C'est aussi par cette ville que se scelle le destin de **Pierre Jarrige**⁵⁹, auxiliaire aux écritures à l'Inspection Générale des Services de la PP. Agent de



Marcel Douret



Bernard Gante

⁴⁹ Né le 10 décembre 1916 à Kerramary-Rosnoen (Finistère), il devient gardien en 1941. Adhère à *L'Honneur de la Police*, il aide des réfractaires et des juifs.

⁵⁰ Son mari fera partie des policiers détenus à Vincennes.

⁵¹ Né le 27 octobre 1904 à Châteauroux, il est révoqué en octobre 1941. Après les combats, le docteur Hamel s'engage dans l'armée de Lattre comme médecin-capitaine. Il quitte le poste de chirurgien chef de service à la PP en avril 1954.

⁵² Claude Roy.

⁵³ Né le 25 novembre 1913 à Monthermé, Douret joue un rôle réel dans la Résistance : il est responsable d'un groupe du *MLN* (groupe *Armor* de Villemomble) depuis 1942 et participe à une chaîne d'évasion. Il se fait remarquer en enlevant un poste radio dans un pavillon de Noisy-le-Grand à la barbe des Allemands qui gardent les lieux. Douret participe aussi à des parachutages. Il est homologué capitaine à la *Délégation Générale*.

⁵⁴ Né le 7 mai 1945 à Paris, il est membre du groupe *FTP* de Chelles et cachait des aviateurs alliés. Père de deux enfants, il était aussi membre de *L'Honneur de la Police* et fut homologué adjudant.

⁵⁵ Né le 9 août 1925 à Chelles : il a participé comme sergent *FTP* au déraillement d'un train le 15 janvier 1944 à Persan-Beaumont. Il est membre des Groupes Mobiles de Réserve et a quitté son poste en juin 1944, pour rejoindre le groupe FFI de Chelles. Il est décoré de la Médaille de la Résistance.

⁵⁶ Né le 27 juillet 1913 à Paris, il prend sa retraite d'officier de police principal en juillet 1968. Il est homologué adjudant et décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre.

⁵⁷ Le lendemain une nouvelle réunion a lieu dans le square des Arts-et-Métiers, où un nouveau « chef » se manifeste, mettant en cause Morin sans beaucoup d'égards.

⁵⁸ Le 22, ce sont des gendarmes qui occuperont le siège parisien de la LVF dans le 9^e arrondissement.

⁵⁹ Né le 20 janvier 1924 à Paris, il est homologué sous-lieutenant.

⁴⁷ La minorité non-gréviste sera sanctionnée à minima par des blâmes ultérieurement en Comité d'épuration.

⁴⁸ Paul Tuffrau : *De la drôle de guerre à la libération de Paris*.



Pierre Jarrige



André Duret

liaison du groupe de Résistance de Clamart commandé par Henry Golaudin, il est chargé par celui-ci de porter un message au PC d'un autre officier de la Résistance, 116 rue de Bagneux à Montrouge. Il est arrêté avec un camarade, vers 15 heures, porte de Vanves. Jarrige est fusillé avec quatre autres résistants dont son chef, le 20 août aux « Friches de Malabry » à Chatenay. A l'autre bout de la banlieue, dans la clairière des Quatre Chênes, à Domont, 14 résistants sont passés par les armes. Parmi eux se trouve un gardien du 9^e arrondissement, **André Duret**⁶⁰. En congés chez ses beaux-parents, il a rejoint le groupe *Remon*, qui est composé de résistants de la région. Il est capturé avec ses camarades par une troupe mixte de miliciens et de *Feldgrau*, alors qu'il conduit un camion chargé d'armes appartenant à son corps-franc.

Hitler donne l'ordre d'évacuer de Paris les services de sécurité d'occupation ainsi que les personnels non-combattants. Les postiers (hors téléphone) se mettent en grève.

Le jeudi **17 août 1944**, le Comité Parisien de Libération et le Conseil National de la Résistance trouvent toute insurrection prématurée, malgré la volonté communiste.

Des Allemands se présentent au garage de la PP, boulevard de l'Hôpital et exigent sous la menace des armes la remise de la quarantaine de cars présents au garage. Après avoir réussi à leur faire croire que la plupart de ces véhicules étaient là en réparations, inutilisables, les résistants des Services Techniques parviennent à ne donner que sept cars plus huit autres entreposés dans l'annexe de la rue des Carmes.

Des Miliciens déversent dans la Seine depuis un pont le chargement d'une camionnette pendant que quatre d'entre eux tiennent le public en respect. Le lendemain, un témoin plonge par six mètres de fond pour voir ce qui a été ainsi déversé et il remonte environ 250 fiches en zinc provenant d'un « adressographe ». Il dépose ces fiches à la PP le 21. Sans réactions de celle-ci, ce sont les pompiers qui remontent plus de 5000 fiches de la Milice, qui feront le bonheur du Tribunal Militaire.

Les responsables de la Garde, contactés par la Résistance, refusent de s'engager et restent neutres et loyalistes : la grève de la police est pour eux une « inadmissible atteinte à la sûreté de l'Etat⁶¹ » !

Radio-Paris ne ment plus

La radio nationale suspend ses émissions. Les policiers résistants sont prévenus de ce que les Allemands veulent faire sauter Radio-Paris avant de fuir. Dans la nuit du 17 au 18 août 1944, à partir de 22 heures, des groupes de policiers du 11^e arrondissement décident de prendre le poste collaborationniste au 116 bis avenue des Champs-Élysées. Un premier groupe d'une trentaine de résistants, très majoritairement policiers, vient sécuriser les lieux.

⁶⁰ Né le 26 novembre 1913 à Beaumont-sur-Oise, il est père d'un enfant. Membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué adjudant.

⁶¹ Témoignage de *Massiet*.

...

Un second groupe de dix gardiens et trois civils du 12^e arrondissement vient en renfort. Une partie des premiers se heurte aux Allemands. Le chef du corps-franc du 11^e arrondissement, le gardien Armand Berne⁶² est capturé et gardé 36 heures pour lui faire avouer où est son PC, avant d'être échangé. Les gardiens de la paix du 11^e **Louis Claeysen**⁶³, **Paul Dupont**⁶⁴, **André Collibeaux**⁶⁵ et **Raymond Perretin**⁶⁶ y laissent leur vie. Dupont est tué au cours du combat. Claeysen est fait prisonnier à la Porte Saint-Martin alors qu'il revient vers minuit trente avec le car Police-Secours accompagné de Collibeaux et de Perretin pour chercher des armes au commissariat du 11^e : nul ne l'a jamais revu vivant après son passage dans la caserne du Prince Eugène, où il est interrogé par le lieutenant Walter Quade. Son corps y fut retrouvé dans une fosse commune. Ses deux collègues ont disparu sans doute fusillés dans la même caserne (ou à Vincennes), comme francs-tireurs. Le lendemain au petit jour, les Allemands et leurs collaborateurs quittent les locaux de Radio-Paris.

Les quatre morts policiers semblent avoir disparu des commémorations de la libération du poste... un jour plus tard et sans risques.

A 19 heures 30, les 553 prisonniers politiques de la Santé retrouvent la liberté grâce à leurs propres gardiens, après la tentative policière externe, avortée la veille. Ce même jour des policiers contribuent en force à la prise de la mairie de Montreuil. Rue de Crimée, vers 17 heures, un élément du corps-franc du commissariat des Lilas, rattaché au *MLN* et commandé par le brigadier Marcel Martin s'empare d'un véhicule Citroën de la police allemande momentanément abandonné par ses cinq occupants. A Chevilly-Larue, quelques policiers dirigés par le gardien Jean Benoît obtiennent l'évacuation des soldats du poste de garde du transformateur électrique et la maîtrise de celui-ci par la Résistance. Les agents de Saint-Ouen s'installent dans l'abri de la Défense Passive, au groupe scolaire Jean Jaurès. La fatigue gagne les policiers présents 24 heures sur 24. En début de nuit, des incidents opposent des Parisiens moqueurs à des Allemands, qui ripostent à la mitrailleuse : on en voit les traces du boulevard Saint-Michel jusqu'à la Sorbonne. Dans la nuit, au retour d'une mission de surveillance, disparaît le gardien du 2^e arrondissement **André Bauduret**⁶⁷ : il est vu pour la dernière fois, nu-pieds place de la République. Il est alors prisonnier et enchaîné, entouré de plusieurs soldats allemands, avec un camarade.

Dans les événements du jour : les Alliés sont annoncés à Chartres, Dreux et Orléans. Le consul de Suède passe avec les Allemands un accord relatif à la libération des détenus politiques. Le dernier convoi de déportés quitte Drancy pour l'Allemagne. A 18 heures 30, Pierre Laval préside son dernier Conseil des Ministres avant de partir pour Belfort.

Le vendredi **18 août 1944**, dans la nuit, les Allemands font sauter des munitions dans la gare de la Fosse-aux-Bergers de Villemomble : beaucoup restent intacts dans des wagons, mais le site est gardé par un détachement de dix soldats. Vers



André Collibeaux

⁶² Né le 16 juin 1910 à Sentein (Ariège), ce gardien de mai 1933 est amené à quitter la police en août 1951.

⁶³ Né le 23 mai 1911 à Rosendaël (Nord). Membre de *L'Honneur de la Police* et du *FNP*, il est homologué adjudant.

⁶⁴ Né le 20 décembre 1905, gardien de novembre 1930.

⁶⁵ Né le 29 avril 1920 à Maisons-Alfort, membre de *L'Honneur de la Police* depuis mai 1943, il est homologué adjudant.

⁶⁶ Né le 20 février 1912 à Paris, il adhère à *L'Honneur de la Police* à la mi-43.

⁶⁷ Né le 14 septembre 1910 à Paris, il rejoint *L'Honneur de la Police* en novembre 1942. Ce père de deux enfants est homologué sergent.

13 heures, le brigadier Joseph Gaudin⁶⁸ reçoit l'ordre du commandant FFI local d'attaquer les militaires avec dix agents et un groupe FFI. Après un minutieux repérage des lieux par Gaudin et deux inspecteurs, les résistants parviennent à approcher les wagons, qu'ils descendent : ils récupèrent des armes et des munitions qui sont transportées dans le véhicule du commissariat de Noisy-le-Sec, lequel est brièvement pris en chasse par deux automitrailleuses qui sont distancées. L'opération a permis de récupérer 60 mitraillettes et des caisses de munitions qui sont amenées dans le garage FFI de la rue Saint-Charles ou envoyée au Régiment *Armor* par l'inspecteur Guillemot⁶⁹.



Pierre Paul Guillemot

Biographie

Pierre Paul Guillemot *La Guillaumette*, devient policier en novembre 1942, après avoir été employé de mairie à Villemomble. Il est né le 31 mai 1911 à Saint-Mandé. Mobilisé, Guillemot est fait prisonnier dans la Sarthe, au Lude, le 19 juin 1940, pour se retrouver un peu plus tard dans un stalag proche de Hanovre, à Fallingsbostel. Il s'en évade le 24 novembre 1941 et se fait démobiliser deux jours après en France. Devenu inspecteur à Noisy-le-Sec il s'engage dans le *Régiment Armor*, un important groupe de Résistance. Il y remplit des fonctions d'interprète et d'agent de renseignements, en particulier sur les positions des troupes allemandes. Il aide aussi des prisonniers évadés et des patriotes. Le 21 août 1944, il fait partie des FFI et policiers qui prennent la mairie de Villemomble, dont ils assurent la défense durant quatre jours. Pierre Guillemot est homologué adjudant.

A Saint-Denis, une patrouille d'un brigadier et deux gardiens se rend au dépôt de vivres et de matériel de l'ancienne cartoucherie du fort de la Briche. Ils y trouvent deux Allemands en train de charger des barres d'étain dans un camion et les font prisonniers. Un peu plus tard, un autre groupe de policiers installés à la Butte-Pinson à Pierrefitte attaque quatre soldats venus dans un camion de vivres et de matériel : deux sont capturés. Les autres fuient mais reviennent avec un renfort et s'emparent d'une femme et d'un enfant en otages, dont ils négocient l'échange contre les deux prisonniers. Le troc est accepté. Un gardien est blessé dans l'affaire.

Vers 11 heures, à Paris, les gendarmes de la caserne Exelmans demandent du renfort car attaqués par la Milice : deux corps-francs de policiers du 16^e arrondissement vont sur place, mais l'alerte est levée sans qu'ils aient à intervenir. L'inspecteur principal des gardiens de la paix Jules Guilbert⁷⁰ et son groupe de résistants capturent trois camions allemands passage de Dantzig dans le 14^e arrondissement. Le commissariat de Clichy est informé par son groupe de surveillance de la situation à l'hôpital Beaujon. Evacué la veille par les occupants, il s'avère que plusieurs camions de SS viennent de s'y présenter pour récupérer les prisonniers alliés blessés. Un corps-franc de la police locale pénètre discrètement dans les lieux et réussit à exfiltrer 14 blessés anglo-américains, après avoir échappé de justesse aux Allemands. Les rescapés sont logés chez des policiers, qui sont aussi parvenus à empêcher le départ de quelques intransportables face à des SS pressés. Le gardien Charles Frédy réussit à soustraire deux caisses

⁶⁸ Il prendra sa retraite de brigadier-chef en février 1953.

⁶⁹ Il s'attribue seul, dans son rapport, la paternité de l'action.

⁷⁰ Né le 25 décembre 1900, c'est un résistant de longue date, agent recruteur de *L'Honneur de la Police*. Il est décoré aussi de la Médaille de la Résistance.

d'armes et de munitions sous le nez des sentinelles. A 13 heures 30 le commissariat du 15^e arrondissement rouvre et hisse les couleurs dans le « délire » de la foule. A 15 heures, Yves Bayet, le directeur du Cabinet du Préfet et le futur préfet Luizet ont un premier contact au Quartier Latin. Rendez-vous est pris pour le lendemain à 11 heures à l'angle boulevard Saint-Germain-rue du Dragon⁷¹. De son côté, l'inspecteur principal adjoint Georges Massonneau, en charge du Dépôt, négocie avec le préfet Bussière la libération de ce qui reste de détenus, après avoir essuyé un refus de la part du procureur.

Les agents conducteurs de la PP Georges Charpentier, Fernand Poulain, **André Monnier**⁷² et **Arthur Pothier** prennent une voiture de service « empruntée » à Lucien Rottée, le directeur des Renseignements Généraux. Ils se rendent à Andilly, en Seine-et-Oise, pour mettre en sécurité trois parachutistes canadiens. L'équipe exécute, dans la journée, dans la mairie de Bicêtre l'ancien maire, Gérard, dénoncé par Alger pour avoir livré de nombreux patriotes. Dans la foule, ils exécutent aussi, boulevard Arago, Mme Ch... la mère d'un milicien, elle-même accusée de multiples dénonciations. A Clichy, le groupe de policiers du gardien Charles Hullois tue deux soldats dans une voiture. Vers 18 heures 30, le gardien **Arthur Lucot**⁷³ est grièvement blessé à Romainville, alors qu'il part en mission vers la porte de Montreuil, lors d'un échange de tirs avec les Allemands qui avaient établi un barrage. Il meurt le lendemain à l'hôpital Tenon. Plusieurs mairies de banlieue sont occupées par les *FTP* (Montreuil, Les Lilas).

Dans la clinique du 16^e où ils sont repliés, les policiers de l'arrondissement aidés par leur hôtesse cousent jusqu'à minuit les brassards FFI siglés CPL – Comité Parisien de Libération –.

Biographie

Yves Bayet est un ancien commissaire de police passé sous-préfet. Il est né le 18 mai 1910 à Paris. Son attitude sous l'occupation est controversée : pendant sa présence à Nantes il est accusé par des résistants d'avoir collaboré avec le *Service de Police Anticomuniste*. Il joue le rôle majeur dans le déclenchement de l'insurrection policière. Ayant engagé un rapprochement *NAP-L'Honneur de la Police*, il choisit Fournet pour mener l'action, vraisemblablement en fonction de la solidité de l'organisation dont celui-ci a hérité. Bayet quitte ses fonctions dans le corps préfectoral en août 1946, et meurt en 1977.

Les FFI du 14^e arrondissement dirigés par l'inspecteur Georges Bréchat mènent des actions en petits groupes pour se procurer des armes : ils capturent quatre Russes de l'armée Vlassov dans la cour du n°12 de la rue du général Maud'huy. Les 18 et 19 août les policiers du 19^e protègent les Magasins Généraux, 102 rue Petit, d'un groupe de pillards allemands. Ils contribueront ainsi également au bon ravitaillement de la PP. L'inspecteur spécial **Gustave Gallien** est tué là d'une rafale de mitraillette dans la poitrine⁷⁴. Sérieusement blessé, le gardien Raymond Balluet est sauvé du coup de grâce par l'intervention d'un de ses collègues.



André Monnier



Arthur Pothier



Gustave Gallien

⁷¹ Selon le témoignage du colonel Arnould, pendant les journées insurrectionnelles, Luizet aurait eu des contacts directs avec les services secrets britanniques et l'armée américaine depuis la préfecture via un opérateur radio du réseau *Jade-Amicol*, rattaché à l'*Intelligence Service* et non au *BCRA*. Les archives PP sont muettes sur ce point. Voir infra. Il n'avait pas de liaison directe avec Leclerc.

⁷² Pour Pothier, Monnier et Dugarreau, se référer aussi au fascicule 2009.

⁷³ Membre de *L'Honneur de la Police*, Lucot est né le 19 novembre 1900 à Longuyon (Meurthe-et-Moselle). Il était père de sept enfants dont un de 21 jours.

⁷⁴ Né le 10 janvier 1915 à Equeurdreville (Manche), il est inspecteur à la Police Judiciaire en avril 1939.

Les trois chefs de mouvement se rencontrent et décident l'entrée en lice de la Police pour le lendemain, sans en déterminer la forme ni le moment. Dès cette soirée du 18 un important groupe de policiers armés assure la sécurité de l'état-major de *Lizé*⁷⁵, l'adjoint de *Rol*.

L'insurrection : quand ?

Les notes de Jean de Vogüé conservés aux Archives Nationales montrent les divergences qui ont souvent régné durant cette période entre les différentes composantes du Conseil National de la Résistance quant à la stratégie à mettre en œuvre en région parisienne. Réaliste, Léo Hamon⁷⁶ écrit, le 19 août : « Pendant que nous discutons l'ordre d'insurrection, c'est l'insurrection elle-même qui se faisait. » Parodi, de son côté, admet avoir embrayé sur la révolte policière pour ne pas courir le risque de briser l'unité de la Résistance. Il signe à *Rol* l'ordre d'insurrection, quand celui-ci vient le voir, le 19 août.

Dans la soirée, Yves Bayet apprend que le CPL ordonnerait le lendemain l'insurrection générale. A 20 heures il fait porter à Fournet l'ordre de rassemblement des policiers devant la PP pour le lendemain sept heures : son intention était de cerner la caserne de la Cité. Fournet mobilise les agents de liaison de *L'Honneur de la Police* et joint les deux autres groupes de Résistance pour, à vélo⁷⁷ ou à pied, malgré le couvre-feu, dans le noir uniquement percé par la lune, en une nuit, inviter un maximum de résistants à se présenter le lendemain matin à partir de six heures trente sur le parvis Notre-Dame devant la PP : il n'y eut pas de « fuites » fatales vers les occupants ou la collaboration. Les policiers seront entre deux et trois mille regroupés devant la PP, arrivés à pied ou à vélo, sans intervention de l'occupant. Leurs collègues sont restés sur le territoire de leurs commissariats, le plus fréquemment en civil, le brassard des FFI au bras – ils avaient été préparés à l'avance⁷⁸ –, mais armés⁷⁹ chaque fois que possible.

Coup d'envoi

Yves Bayet écrit au *Comité de Libération de la Police*, sous le couvert d'Anthonie, Fournet, le 18 août au soir :

« Le CPL donnera dans la matinée l'ordre d'insurrection. Il faut rassembler deux mille hommes demain matin à 7 heures aux abords immédiats de la Préfecture de Police. Vous attendrez les instructions du CNR et du CPL. Salut et Fraternité ».

L'organisation mise en place par Edmond Dubent⁸⁰ fait alors ses preuves en permettant la réussite de cet exploit.

Le samedi 19 août 1944, à 4 heures, des estafettes repartent de plus belle pour prévenir un maximum de collègues de l'événement prévu pour le début de la matinée⁸¹. Tout au long de leurs déplacements, ces agents de liaison croisent

des gardiens déjà en route pour la PP : « quelques-uns font du transport en commun sur leur vélo ». A 6 heures, Fournet retrouve Pierre et Lamboley place Valhubert : ils arrêtent les modalités de l'action à venir, puis, longeant les quais, ils se mêlent aux policiers qui se regroupent devant la PP. A 7 heures 45 sont distribués les premiers brassards FFI.

Les yeux ouverts...

« Le parvis de Notre-Dame est noir de monde. Partout des brassards tricolores. Les chefs du *Comité de Libération de la Police* haranguent leurs hommes en civil. Le grand portail s'ouvre. En quelques minutes, la Préfecture de Police est occupée. Les standardistes sont sur les dents, les ordres partent. En civil, les milliers d'agents de Paris vont réoccuper les commissariats abandonnés pendant la grève ». (*Les yeux ouverts dans Paris insurgé*, de Claude Roy, correspondant du journal *Front National*).



Parvis Notre-Dame

Vers 8 heures, après concertation entre les trois chefs de mouvement, les policiers entrent dans la PP par la porte côté cathédrale : quelques gardes mobiles se joignent à eux. Quand un garde⁸² de faction leur entrouvre la porte, plus de 2500 agents s'engouffrent sans plus attendre aucun signal, démettent le préfet Amédée Bussièrre de ses fonctions, occupent avec des équipes désignées à l'avance les principaux locaux stratégiques⁸³ et affirment l'existence du premier édifice public délivré symbolisant le nouveau pouvoir dans la capitale. Ils emmènent dans la cour un premier prisonnier : un soldat allemand d'un certain âge, effaré. Il en rejoint en fait d'autres, piégés dans la PP : quelques membres de l'équipe de « surveillance »⁸⁴ des occupants, présente en permanence dans les locaux.

⁸² Les policiers étant en grève, c'est la Garde (la gendarmerie, en principe en grève aussi...) qui assure la protection des lieux, appelée à la rescousse par le préfet Bussièrre, dans la PP désertée...

⁸³ Transmissions, hôtel préfectoral, Brigades Spéciales, bureaux des directeurs.

⁸⁴ Selon deux témoignages policiers, non-recoupés.

⁷⁵ Le colonel de Marguerittes.

⁷⁶ Pour tous les témoignages, nous avons systématiquement retenu les versions premières.

⁷⁷ Dont la possession constituait une obligation statutaire pour les agents.

⁷⁸ 8000 ont été confectionnés, grâce à du tissu fourni par Joinovici... qui livre parallèlement celui nécessaire à l'habillement de la sinistre *Brigade Nord-Africaine* à la solde de l'occupant.

⁷⁹ Le fait n'est pas contestable : le nombre élevé de policiers fusillés ou abattus sur place est dû à ce que les Allemands les ont trouvés porteurs d'armes, sans être en tenue ni en service... Des francs-tireurs donc !

⁸⁰ Voir le fascicule 2009.

⁸¹ L'initiative en serait en fait commune à Henri Ribière et à Yves Bayet.

« Dès cet instant, l'insurrection est déclenchée »⁸⁵. Les gardiens du 7^e arrondissement sont là avec une échelle : si cela avait été nécessaire, il était prévu de s'en servir et d'entrer par une fenêtre du 1^{er} étage. Les policiers se forment en carrés par arrondissements et par divisions dans la cour. Un peu avant 9 heures, le drapeau⁸⁶ est hissé au mât dans la cour⁸⁷, alors que tous sont au garde-à-vous, au son de « Aux champs » puis de la Marseillaise. Yves Bayet, arrivé entre-temps, monté sur le toit d'un véhicule, proclame la légitimité de ce bout de territoire qui échappe à l'emprise de Vichy. A 9 heures 30, l'officier de réserve Chassagnette est chargé par Bayet de la défense de la caserne de la Cité.



Jean-Louis Chassagnette

« Commandant militaire de la PP »

L'inspecteur principal adjoint et lieutenant du Génie de réserve **Jean-Louis Chassagnette**, est membre du *FNP* depuis mai 1942. Il y est en charge du ravitaillement en armes et munitions et organise les groupes-francs des compagnies de circulation. Né le 20 mai 1900 à Youx (Puy-de-Dôme), il est gardien de la paix en juin 1922, brigadier en 1938 et brigadier-chef quatre ans plus tard, après sa libération par les Allemands chez lesquels il était prisonnier de guerre depuis le 19 juin 1940, capturé à Giromagny. Il était à ce titre soumis à une obligation de pointage chez les Autorités Allemandes. Chassagnette dispose en ce début de matinée du 19 août de quelques mitraillettes et des armes de service des policiers pour tous moyens de défense du site. Il sera promu commissaire principal par le nouveau gouvernement et prendra sa retraite en février 1949. L'ancien « Commandant militaire de la Préfecture de Police pendant la Libération de Paris », consentiellement accepté par les trois groupes de Résistance, était décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre.

Pour exercer son commandement, Chassagnette fait appel au système militaire : le clairon. Ce sont donc ses appels qui rythment l'activité de la caserne : le brigadier de police Louis Martillat sonne le rassemblement, la trêve, la soupe, la fin des combats...

Il répartit les mitraillettes des gardes de la gendarmerie entre des policiers qui avaient été formés à leur emploi : avec celles des résistants, de sept au début, il y en aura un peu plus tard dans la journée une trentaine pour toute la PP. Des brassards sont distribués à tous les défenseurs : des gardiens en tenue sont encore vus dans les rues. Des membres du *FNP* mènent une action ciblée dans les locaux des Brigades Spéciales pour récupérer les archives qui les intéressent. Les membres du corps-franc Mathieu des Renseignements Généraux⁸⁸ : Orsini⁸⁹, Laperrine⁹⁰, mais aussi Gresset leur succèdent dans les locaux des dirigeants des RG, qu'ils viennent occuper. La PP devient une cible pour les Allemands et, avec elle, les commissariats de police et les mairies d'arrondissement ou des communes où ils sont le plus souvent implantés. Un périmètre de défense de la caserne est établi qui prend appui sur le Tribunal de Commerce et sur l'Hôtel-Dieu. La défense du Palais de Justice est assurée par la Police Judiciaire⁹¹, des groupes du corps-franc des Renseignements Généraux (*CFRG*) et quelques FFI. A la demande de Bayet, le drapeau est alors hissé sur le toit⁹² de la PP, sous les yeux et à la joie du public qui s'est regroupé aux abords du bâtiment⁹³. Deux heures plus tard, l'Hôtel de Ville suit.

Trois couleurs

Un journaliste de *Défense de la France* décrit la scène mémorable : 10 heures : « Sur le toit de la préfecture, un homme grimpe, s'aidant des bras et des genoux, le long de la flèche du paratonnerre. Parvenu au faite de sa périlleuse ascension, il s'immobilise un instant. Une foule déjà rassemblée suit les gestes de cet audacieux gymnaste. Que va-t-il faire ? On voit mal, on n'ose pas croire, on espère... Au bout du bras, là-haut, s'est déployée l'étamine d'un drapeau. Le rouge d'abord, puis le blanc, puis le bleu. Cette fleur tricolore qui vient de s'épanouir ainsi dans le ciel est saluée d'un cri d'allégresse qui monte, s'enfle comme un soupir. »

Le préfet Bussière est détenu dans son bureau : le 15 il avait désespérément tenté d'empêcher la grève, puis quatre jours après, l'insurrection, avant d'être reconduit dans ses appartements. Le préfet de la Seine, René Bouffet, le Président du Conseil Municipal, Pierre Taittinger, et six autres « personnalités » viendront le rejoindre. Tous seront plus tard transférés dans le bureau 22 des RG, puis au Dépôt. L'état-major de la Police Municipale (PM) commence son travail obscur mais indispensable de plaque tournante des actions, gérant appels⁹⁴ au secours, envois de renforts et toutes les opérations, sous la direction d'Octave Pillard⁹⁵, d'Armand Lafont et de Lucien Hénique⁹⁶. Les requêtes qui affluent vers la PP sont loin de ne concerner que l'activité des seuls policiers : les unités de FFI engagées se tournent volontiers vers la caserne de la Cité pour faire prendre en compte ou relayer leurs informations ou demandes. Les Allemands, eux, entrent dans le combat avec un handicap majeur : ils se battent dans une ville qu'ils ne connaissent pas. Les panneaux indicateurs ont disparu et le métro est en grève.

Dès 7 heures 30, Jean Straumann⁹⁷, le responsable de *Police et Patrie*, avec un groupe mené par les agents Paul Daley⁹⁸ et Marcel Torchy, prend possession des stratégiques Services Techniques, boulevard de l'Hôpital. Il conduit l'attaque à bord d'un side-car conduit par le gardien Ulysse et arrête les rares cadres favorables à la collaboration résidents et présents dans les lieux. Devant la gare de Lyon, le responsable André Fournier est blessé par balle à la cuisse, en se rendant à la Cité pour prendre le commandement de ses hommes. Un car de police appelé sur une bagarre est mitraillé place de la Concorde : trois agents sont blessés par des tirs venus du siège de la *Kriegsmarine*. Simultanément, un sous-officier allemand se promenant sur le parvis Notre-Dame devient lui aussi prisonnier de la caserne de la Cité. Un mess est créé au Lycée Henri IV, qui sert de refuge au « trop-plein » de la PP, afin de pourvoir à l'alimentation des policiers du secteur : une quinzaine d'agents sont chargés du ravitaillement, de la cuisine et... du service ! Le 21 les lieux seront évacués au profit du Cercle Concordia, rue Lhomond. Dans la PP les premières « roulantes » apparaissent : elles serviront du *singe* à midi. A 8 heures 30, six policiers volontaires sont envoyés en voiture de la PP vers le 61 rue de Monceau, domicile de Darnand, pour saisir ses archives : place de la Concorde, les agents sont arrêtés par un barrage allemand. Le véhicule est accidenté en tentant une manœuvre de dégagement.

⁸⁵ Voir, édition spéciale Libération de Paris. La « une » de *Franc-Tireur* du 22 août est aussi sans ambiguïté sur la place de la PP dans l'insurrection : « La Préfecture de Police a tenu contre toutes les attaques des troupes allemandes », puis elle évoque « L'épopée symbolique de la Préfecture de Police ».

⁸⁶ Le drapeau est celui de la Musique des gardiens de la Paix, dont la lyre a été décousue en hâte pour en faire une Croix de Lorraine : l'original existe encore dans la salle de billard des appartements préfectoraux. Dès le 18 le drapeau tricolore est temporairement levé sur l'une ou l'autre mairie. Le 19, toutes sont pavées de tricolore, sauf Montreuil et Torcy, où flotte le drapeau rouge... « Pendant les six journées de l'insurrection, chaque fois qu'un engagement un peu violent avait lieu du côté de la Préfecture on levait les yeux, avec anxiété, sur le faite de cet édifice et les tours de la cathédrale ; et l'on était rassuré en voyant que nos couleurs y flottaient encore ».

⁸⁷ Qui deviendra la Cour du 19 août par la grâce de Georges Bidault.

⁸⁸ *CFRG*.

⁸⁹ Voir le fascicule 2010.

⁹⁰ Marcel Laperrine, gardien en mai 1935, il prend sa retraite de commissaire principal en octobre 1970.

⁹¹ Dont le brigadier-chef Henri Lasserre, un ancien combattant abondamment décoré et résistant confirmé, qui se distingue aux combats et va tous les jours assurer le ravitaillement des défenseurs aux Halles.

⁹² « Ma concierge m'a hurlé : le drapeau est sur la Préfecture ! » (Claude Roy).

⁹³ Il l'avait été déjà le 14 juillet 1943 vers 23 heures, par le gardien Valade et retiré par les pompiers.

⁹⁴ Les historiens représentent volontiers Edgard Pisani comme l'homme-clé du téléphone : c'est en partie vrai. Mais c'eût été une mission impossible pour un homme seul. La PP a fonctionné comme à l'accoutumée, les appels entrants et sortants passant par le standard et la salle de commandement, qui prépare et envoie ses instructions. Chef de Cabinet du Préfet, Pisani est très normalement, après Bayet, le Directeur de Cabinet, de ceux auprès desquels on sollicite les instructions « sensibles », ou vers lesquels on relaie les appels les plus importants.

⁹⁵ Voir fascicule 2010.

⁹⁶ Pseudo : Pers, Agent de Zadig.

⁹⁷ Voir fascicule 2009.

⁹⁸ Résistant d'octobre 1940, membre du groupe *Le Gaulliste*. Il est responsable pendant les combats, de la section motocycliste de la PP et chef-adjoint du Bureau militaire de *Libé-Nord*. Il est *Quatrième* au sein de *L'Honneur de la Police*.

Conduit à la *Feldgendarmarie*, le groupe réussit à faire croire aux soldats qu'il était de service, envoyé pour protéger le domicile de Darnand. Après avoir été copieusement rossés, les policiers sont relâchés, sans leurs armes.

Les rapports⁹⁹ de police confirment des civils narquois narguant les Allemands et les réactions brutales de ceux-ci.



Hors des clous !

« Là, les choses étaient inversées : la police occupe la préfecture de police. Ce n'est pas le rôle habituel des polices, dans les insurrections »¹⁰⁰ (Léo Hamon). De son côté, Georges Le Fèvre s'étonne : « Le maquis dans les couloirs de la Préfecture » ! « Des agents grévistes déconcertaient comme l'eussent pu faire des agents chômeurs ».

Entre 9 heures 45 et 10 heures 15, les renforts policiers de la PP sont renvoyés vers leurs commissariats. Au poste de police de la rue Jean Bart est hissé un drapeau assez usagé devant des agents en tenue. Un drapeau neuf est apporté par un quidam et mis en place sous les acclamations. A 9 heures 30, les policiers restés à Ivry se retrouvent dans un garage de la rue Marceau d'où ils envoient l'après-midi 42 hommes en renfort à la PP : ils tiendront un bout du secteur Saint-Jacques-Saint-Germain, attaquant les Allemands et profitant de la nuit pour renforcer les barricades avec les carcasses des voitures incendiées. Au commissariat de Nogent-sur-Marne, le drapeau est hissé devant une petite foule et au rythme de l'hymne national. Le public manifeste sa joie : « Vive la Police. Vive de Gaulle. Vive la France ». Au Perreux, le maire refuse de donner un

drapeau et livre trois petits oriflammes défraîchis que les policiers mettent en place devant un public mécontent : de jeunes patriotes arrivent avec des couleurs de bonne taille qu'ils hissent avec les agents. Au commissariat du 6^e arrondissement, le drapeau tricolore fraîchement lavé est hissé face au Sénat où les Allemands veillent. Les agents sont choqués en voyant un détachement à cheval de la Garde de la caserne de Tournon refuser de saluer le drapeau. Dans le 19^e arrondissement, 3000 Parisiens attendent le départ des Allemands des docks d'Austerlitz. Les policiers réussissent à les disperser en faisant courir le bruit que les locaux sont minés... Sur le commissariat du 19^e, le drapeau est hissé devant une foule importante qui chante la Marseillaise. A la PP, le brigadier Gaston Viallatte, chef du corps-franc du 5^e arrondissement est chargé par les responsables de la Résistance d'arrêter les rares inspecteurs des Brigades Spéciales présents dans les lieux, mêlés aux combattants. Au cours d'une des interpellations, un inspecteur se rebelle et fracture la main droite du brigadier en deux endroits. Les fractures réduites provisoirement, le policier est en place au Central 5 lors de l'assaut allemand du 22 : il y est blessé à nouveau par un éclat d'obus à l'autre main. Il n'arrête son travail que le 27 août.

Un corps-franc

L'activité du corps-franc Viallatte est représentative du rôle de ces structures pendant l'insurrection. Avant le 19, le CF est mobilisé sur des missions de liaison et pour l'action avortée contre la Santé. Après l'épisode BS, les agents partent saisir des armes au Lycée Henri IV. Un peu plus tard, ils s'emparent d'un camion de tabac et font trois prisonniers boulevard Saint-Michel. Boulevard des Gobelins, ils capturent un side-car. Puis ils sont engagés rue Saint-Bernard. Le 20, ils ont un échange de coups de feu avec un groupe de collaborateurs rue Mouffetard. Dans la soirée, rue Monge, un nouvel affrontement avec des miliciens provoque la mort d'un de ceux-ci. Vers 20 heures, de retour rue Mouffetard, l'équipe recherche deux collaborateurs dont un tenancier de bistrot. Ils saisissent dans celui-ci des marchandises et arrêtent un des collabos. Le 21 à 5 heures, boulevard Saint-Germain, le CF attaque un camion allemand, dont il s'empare. Le 22, les policiers participent au transfert des prisonniers du poste du 5^e vers celui du Val-de-Grâce. Puis le groupe contribue à la défense du commissariat du 5^e arrondissement contre les attaques de blindés. A partir du 22, le CF est mis à la disposition du lieutenant FFI Mevel, pour lutter contre les tireurs des toits. Une autre partie de l'unité participe le 23 à la capture d'un véhicule cellulaire dont l'officier et neuf soldats sont pris et ultérieurement échangés. Le 26, lors du défilé, il est engagé rue de Rivoli contre ces mêmes tireurs des toits.

Toujours dans la matinée, un camion fourni et conduit par Joseph Joinovici quitte Paris pour Montrouge. Un mois avant, le 19 juillet, une expédition de récupération d'armes avait été menée vers le séminaire de La Brosse-Montceaux près de Montereau. L'équipage était alors composé de quatre autres résistants, dont le policier cycliste Lucien Piednoir, armurier de *L'Honneur de la Police* et un jeune civil, Robert Scaffa. Sur place, les religieux leur remettent le stock d'armes entreposé chez eux, qui est ramené et remis rue de Bagneux à Montrouge, avant d'être livré ce 19 août vers 11 heures à la Préfecture de Police.

⁹⁹ Seul manque celui du commissariat du 17^e arrondissement.

¹⁰⁰ Il est vrai que le plan JH de la Direction Militaire du Grand Paris, en vigueur avant le 6 juin prescrivait l'occupation des locaux de police et de gendarmerie par une insurrection... qui n'était pas attendue des occupants naturels des lieux : « Parmi la police française, tous les policiers, gendarmes, gardes, inspecteurs étant connus comme des ennemis des patriotes doivent être exécutés séance tenante »...



Arsène Poncey

Meurtres au séminaire

Cinq jours après la récupération des armes entreposées à La Brosse-Montceaux, les Missionnaires oblates de Marie Immaculée reçoivent, le 24 juillet 1944, une visite plus sinistre au scolasticat. La police allemande de Melun dirigée par Wilhelm Korf s'y déchaîne et massacre cinq des moines après avoir découvert des caches vides dans des tombes désaffectées du cimetière. Les 82 autres moines sont emmenés dans deux camions, voués à la déportation, dont les sauve la Libération de Paris. Les suspicions de la Résistance se portent rapidement sur le jeune Robert Scaffa¹⁰¹, qui est soupçonné d'avoir renseigné les Allemands via l'agent double Cisa Adolphe Manet¹⁰², qui vivait avec la mère¹⁰³ du jeune homme, pâtissière rue Taine, aussi résistante. Ceci conduit à l'exécution du jeune homme de deux balles dans la nuque, imputée à Lucien Piednoir et à un jeune résistant non-policier membre de *L'Honneur de la Police*, Georges Beau¹⁰⁴. Un long contentieux s'ensuit. La culpabilité de Scaffa¹⁰⁵ dans la mort des religieux semble aujourd'hui crédible par les aveux de Cisa, André Leroy lors de son procès en Belgique, d'où il était originaire. Il est possible aussi que des informations soient venues vers Manet-Cisa par les imprudences de la mère de Scaffa, laquelle semblait ignorer la trahison de son amant, pourtant soupçonné dès la seconde moitié de 1943.

Roman noir

L'agent Lucien Albert Piednoir *Bourguignon, Petit Gardien* est né le 27 novembre 1913 à Saint-Sauveur dans l'Yonne. Il devient gardien de la paix en juin 1937 et cycliste en juin 1944. Parmi les premiers résistants de la PP, il côtoie Arsène Poncey au sein du *Groupe Valmy*, est membre du réseau d'évasions *Bourgogne* au titre duquel il héberge des aviateurs alliés et assure leur rapatriement, de *Sussex*, de *M-4*¹⁰⁶ auquel il rend des services signalés, puis il est un proche de Dubent quand celui-ci crée *L'Honneur de la Police*. Courageux, agent de liaison infatigable, Piednoir est aussi chargé de récupérer et cacher les armes du mouvement, en partie fournies par Robert Lecourt, le futur ministre. Il participe à diverses opérations visant à améliorer l'armement des policiers résistants. Il est arrêté par les brigades spéciales le 8 janvier 1944 : une perquisition à son domicile amène la découverte de nombreux faux-documents d'identité et de certificats de travail en blanc. Relâché sous caution (payée par Joinovici, dit-on) le 19 du même mois, il est repris le 21 et enfermé comme prisonnier politique au centre des Tourelles, d'où il est libéré le 17 avril 1944. Le 24 juin, il est condamné en son absence à huit mois de prison. Le 2 juillet 1944, Piednoir assure le transfert vers Montrouge des armes d'un parachutage effectué à Aillant-sur-Tholon, avec deux véhicules conduits par des membres du *MLN*. Le 12 juillet, il transfère les armes du couvent de La Brosse-Montceaux vers Bagneux et Montrouge, et le 21 une nouvelle opération rapatriée d'autres armes chargées au bord de la route de Nangis vers le cimetière de Bercy, toujours avec des voitures fournies par Joinovici. Le 22, Piednoir participe à l'opération de Neuilly. L'affaire a été indiquée par le ferrailleur et le déménagement effectué par un de ses véhicules, comme pour les opérations suivantes. Le 10 août, une nouvelle action permet le transfert d'un stock d'armes de Sommechaize vers Montrouge, après reprise de celles déposées au cimetière de Bercy. Le 17 août nouveau convoi depuis Sommechaize à bord d'un camion de deux tonnes bâché, fourni par et en présence de Joinovici : en raison de nombreux barrages de gendarmerie, le camion arrive à Paris après le couvre-feu et il passe la nuit dans un stationnement souterrain près de la porte de

...

Champerret. Il en repart tôt le matin du 18, fait un crochet par un PC de *L'Honneur de la Police*, rue de Vanves, puis Piednoir convoie le tout le lendemain vers la PP. Il repart aussitôt avec des véhicules des Services Techniques et de Joinovici récupérer les armes entreposées à Bagneux et à Montrouge. Plus tard dans la journée, notre gardien se dirige vers le maquis de l'Yonne pour tenter d'obtenir un parachutage d'armes directement dans la cour de la PP, mais il essuie un refus des Anglais pour des raisons politiques. Pendant les combats pour la Libération de Paris, Piednoir est grièvement blessé le 25 août vers 15 heures au cours des engagements pour la prise du Ministère de la Marine et du Grand Palais. Accompagnant le char *Franche-Comté*, il reçoit une balle à la base du nez qui se fiche dans l'os malaire : il doit être énucléé. Révoqué le 24 janvier 1944, il est réintégré comme inspecteur principal à la Libération. Impliqué dans l'affaire Joinovici auquel le liaient des complicités résistantes anciennes, il est entraîné dans sa chute. Puis il est condamné à dix ans de prison dans le dossier Scaffa. En 1952, Lucien Piednoir est révoqué en conséquence du jugement rendu, qui sera amnistié en janvier 1954. Ultérieurement, sa carrière sera reconstruite. Il était décoré de la Médaille Militaire, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre.

De son propre aveu, c'est par hasard que, le 19 août en début de matinée, passant à proximité de la PP en vélo, *Rol* y décèle quelque ébullition et entend l'hymne national. Il décide d'entrer voir après s'être rapidement revêtu de son uniforme de colonel FFI¹⁰⁷. Il affirme alors dans l'enceinte de la caserne de la Cité, en accord avec les chefs du Comité de Libération de la Police¹⁰⁸, l'inscription de l'action des policiers dans celle, plus large, des FFI, dont il avait arrêté les lignes dans son ordre du jour rédigé trois heures avant l'insurrection policière. Il décide d'ailleurs de rattacher directement à lui-même toutes les unités organisées du domaine police, pompiers ou gendarmerie¹⁰⁹, leur reconnaissant ainsi une place spécifique au sein de la structure combattante dans la région parisienne. Puis *Rol* va de ce pas rue de Meaux à son PC des locaux de la Défense Passive – qui relève de la PP... – pour donner l'ordre de développer l'insurrection. Ensuite il repasse à la Préfecture de Police et accompagne Luizet, le nouveau préfet, chez Parodi, avenue de Lowendal, avant de revenir à nouveau à la Cité. Il ira, le lendemain, établir son PC de crise dans les sous-sols de la place Denfert-Rochereau¹¹⁰, doté d'une voiture et d'un chauffeur par la PP¹¹¹. Dès le début de l'après-midi, cette dernière devient le symbole d'un Paris libre, même si, plusieurs fois, les policiers doivent résister à une forte pression pour évacuer le site, qui fait l'objet d'attaques violentes de la part des Allemands. Faute d'une présence massive immédiate de FFI qui n'entrent en scène que progressivement¹¹², parfois au fur et à mesure des appropriations d'armes, la PP doit battre le rappel des commissariats de Paris et de la couronne ainsi que de quelques dizaines de pompiers et gendarmes pour desserrer l'étreinte des troupes ennemies autour de la Cité. C'est un aspect frappant de ce combat déséquilibré que de voir ce rôle de « guêpes » que jouent alors pendant plusieurs jours des FFI, de simples citoyens, et surtout des policiers, tous médiocrement armés qui, de l'extérieur, viennent en renfort de leurs collègues défenseurs-combattants¹¹³ qui

¹⁰⁷ Après une première tentative en civil, conclue par son refoulement...

¹⁰⁸ Qu'il avait rencontrés plusieurs fois les jours précédents.

¹⁰⁹ *Rol* accepte le port de la tenue par ceux-ci...

¹¹⁰ Il n'en passera pas moins tous les jours à la PP.

¹¹¹ Le gardien Roger Barrat, des Services Techniques : il est remarqué pour son courage en forçant quotidiennement des barrages sous les tirs allemands. Une seconde voiture spécifiquement dévolue à la protection était conduite par son collègue Christian Dubarry... qui a parfois « semé » involontairement celui qu'il devait protéger en le précédant !

¹¹² A Saint-Denis le groupe des résistants de *L'Honneur de la Police* de Delnef est le plus important : les autres groupes FFI s'y rattachent...

¹¹³ Le chiffre évolue selon le moment : certains citent jusqu'à 4000 défenseurs ! Il semblerait que, après le matin du 19, les effectifs présents à l'intérieur de la caserne variaient selon les sorties et les renforts. En moyenne sans doute entre 700 et 1500 (ce qui peut effectivement approcher et sans doute dépasser les 4000 si son intègre les défenseurs des abords, et en additionnant les relèves).

¹⁰¹ Rémy livre une autre hypothèse pour cette affaire.

¹⁰² Un policier tente de l'exécuter, mais il échoue, car Manet prend les trois balles dans sa cote de mailles.

¹⁰³ Son comportement n'empêchera pas celle-ci de s'en prendre après-guerre aux résistants policiers avec une particulière virulence au sein de la commission chargée d'homologuer les activités résistantes, où elle siégeait...

¹⁰⁴ Celui-ci devient chef d'un corps-franc de *L'Honneur de la Police*. Il est sérieusement blessé lors de l'attaque de Radio-Paris, se traînant plusieurs centaines de mètres sur le dos pour échapper aux Allemands.

¹⁰⁵ Témoignages de Pierre Frichet et de Jean Scelles, lequel est très critique quant aux titres de résistance du jeune Scaffa et de sa mère.

¹⁰⁶ Dont le fondateur ne comprend pas les procès faits à Piednoir, couvert d'éloges.

étaient restés dans les lieux. Jusqu'à totalement déstabiliser les assaillants et les contraindre plusieurs fois à la retraite. Il est vrai que le « nid de frelons » qu'était la PP jouait le même rôle en sens inverse, en n'hésitant pas à lancer des raids autour et parfois loin de la Cité.

Autre image forte que celle du préfet Charles Luizet qui, vers onze heures, ce 19 août, est introduit par Bayet et Godin dans la PP à bord d'un véhicule de la police, fanion au vent. Une brève cérémonie a lieu en présence de Georges Bidault, président du CNR, qui dans une courte allocution félicite la police pour son initiative. Luizet est alors le premier représentant du général de Gaulle à prendre des fonctions officielles dans la capitale. Tous les autres étaient encore dans un cadre clandestin. « C'est au siège de la police parisienne que l'Etat se recompose »¹¹⁴.

Biographie

Charles Luizet est né en 1903. Il s'engage dans la carrière d'officier, puis il est un des premiers à rejoindre de Gaulle, qui lui demande de rester à son poste à Tanger d'où il renseigne la France Libre. Après un passage à Vichy, il est nommé sous-préfet et occupe plusieurs postes en Algérie. Il devient préfet de la Corse libérée en septembre 1943. Après avoir rejoint Paris, Luizet s'implique fortement dans la remise en état de son administration. Il obtient aussi pour la PP la Légion d'Honneur, au grand dam de ses collègues militaires. En butte aux querelles intestines entre Police Nationale et PP, il est injustement victime de l'affaire Joinovici et doit quitter ses fonctions en mars 1947. Il meurt suite à l'opération d'une tumeur au cerveau en septembre de la même année.

Un peu plus tôt, à 8 heures 30, des policiers du 16^e arrondissement vont à la cascade du Bois de Boulogne où ils dressent une croix avec deux branches et déposent quelques bouquets : quelques gardiens sont en tenue, avec des drapeaux, qui font grand effet sur le public. Le commissaire du 16^e, Lainé, se met à la disposition des responsables : il a pris la précaution de cacher ou détruire les dossiers des agents pour les protéger en cas d'invasion du commissariat. A 13 heures tout le monde reprend en tenue dans le PC provisoire. A 13 heures 30 survient l'ordre de se remettre en civil : on tombe la tunique pour rester en bras de chemise, souvent avec le bâton blanc, l'arme au côté et le casque de police sur la tête. Dans la mairie, dix FFI sans armes secondent les policiers : le corps-franc du gardien Adelin Piccot leur trouvera quelques pétoires. Dans l'arrondissement, les policiers demandent dès ce premier jour aux habitants de les aider à ériger des barricades.

Vers 10 heures 30, cinq gardiens de la paix et un étudiant, avec à leur tête le brigadier de police Armand Guilleton se font remettre la clé de la colonne de la Bastille, et hissent deux drapeaux tricolores à son sommet. A 11 heures, l'équipe de policiers positionnée au 7 boulevard du Palais repousse un groupe d'Allemands après un échange de tirs. De l'autre côté de la voie, la défense du Palais

de Justice et du 36 quai des Orfèvres est dirigée par un avocat, Maître Blanc, entouré surtout d'inspecteurs de la Police Judiciaire. Douze gardiens sont aussi fournis en renfort. Deux servants de mitraillettes et trois de fusils sont installés dans le bureau du Procureur, autant chez son adjoint, pour couvrir le boulevard du Palais, et une équipe identique prend place dans le bureau d'un juge d'instruction qui donne sur le pont Saint-Michel. Les premiers coups de feu sont tirés du Palais vers 15 heures.

Une tonne d'armes est ramenée de Levallois par six gardiens de la paix du groupe FFI de Picpus. Dans le 20^e arrondissement des policiers attaquent une patrouille allemande qui tire sur la foule rue des Pyrénées et avenue Gambetta : trois ingénieurs de la *Wehrmacht* et un officier sont capturés. Vers 11 heures, le responsable Maurice Meunier fait rouvrir le commissariat de police du 4^e arrondissement, place Baudoyer, puis il fait hisser le drapeau. Au poste du 13^e arrondissement, la foule se presse pour voir les couleurs monter sur les locaux du boulevard de l'Hôpital : le rapport note que « A ce moment, nous nous sommes rendus compte que le fossé creusé entre le public et le policier avait été comblé ». A Levallois, le gardien Joseph Chesnel patrouille dans les rues avec un jeune FFI : à l'angle Jules Guesde-Valentin, ils attaquent un camion allemand avec deux soldats et en tuent un et capturent l'autre. Rue des Buttes à Saint-Ouen, l'inspecteur Marcel Petit¹¹⁵ avec son groupe attaque une voiture et capture un motard. Vers 14 heures, lors du mitraillage du commissariat par des soldats, les mêmes prennent ceux-ci de revers et tuent à nouveau un assaillant.



Véhicules FFI PP

Le brigadier de police Jules Louis Miraut¹¹⁶ de l'Ecole pratique des gardiens de la paix trouve la mort en allant rejoindre ses collègues, vers 11 heures 15, place de la Concorde. Il était membre de *Police et Patrie* depuis avril 1944. Son corps

¹¹⁵ Né le 4 mai 1910 à Soissons, Marcel est membre de *Libé-Nord* et de *Ceux de la Résistance* depuis avril 1942. Il travaille aussi pour le réseau *Vengeance* où il est placé sous l'autorité du gardien Marcel Bécherot (celui-ci s'engage dans l'Armée, où il prend sa retraite de capitaine en mai 1945. Il est décoré de la Croix de Guerre et de la Médaille de la Résistance).

¹¹⁶ Né le 31 juillet 1905, gardien de février 1928.

¹¹⁴ Jean-Marc Berlière.



André Kleber Vergne

n'a jamais été retrouvé. Vers 11 heures 30, une première demande de renforts part de la PP vers les commissariats. A Saint-Denis, deux agents en patrouille près du PC voient deux soldats de la *Wehrmacht* auxquels ils présentent un tract en allemand les invitant à se rendre. Ceux-ci refusent et veulent tirer sur les agents : un militaire est tué et l'autre fuit pendant qu'on lui arrache son arme. A 11 heures 30 aussi, un équipage de quatre policiers du commissariat des Lilas revenant de Rueil-Malmaison est pris en chasse par un side-car avec deux Allemands armés de mitraillettes. La voiture est contrainte de s'arrêter dans une rue d'Enghien-les-Bains, les gardiens se cachent chez des particuliers, où ils laissent leurs armes légères... A la même heure les policiers et les FFI de l'inspecteur Bréchat occupent la Mairie du 14^e, où ils installent leur PC. Ils le quittent vers 16 heures 45, pour retourner dans l'ancien site de la rue Olivier Noyer, laissant les lieux à une autre troupe. Le gardien **André Kléber Vergne**¹¹⁷ est capturé en mission et fusillé à Bagneux : son corps est retrouvé à Vincennes. Rue de Bucy, le charismatique responsable du commissariat du 6^e arrondissement, le brigadier Robert Bottine fait une dernière intervention remarquable : il mourra dans quelques heures.

Emblématique

Robert Louis Bottine est né le 5 août 1903 à Cosne, dans la Nièvre. Entré dans la police en février 1925, il rejoint la Résistance avec *L'Honneur de la Police* dont il devient le chef incontesté et respecté pour les policiers du 6^e. Il est brièvement arrêté par les Brigades Spéciales après avoir été dénoncé par sa femme pour ses activités subversives. Au déclenchement de la grève, il devient le vrai « patron » du commissariat. Le 19, vers 11 heures, Robert Bottine est informé d'une bagarre entre Allemands et policiers dans la rue de Bucy : les policiers étaient intervenus pour séparer les soldats d'un public qui, frondeur, générait des violences de la part des occupants vexés. Pour donner plus de poids à son intervention, il revêt son uniforme et part sur place avec une équipe de sept policiers volontaires en civil. Ils se trouvent face à une quinzaine de soldats, avec des fusils-mitrailleurs en position. Bottine descend seul du car, demandant à ses collègues de rester en retrait. Il discute un moment avec l'officier du détachement, puis entre avec lui dans un immeuble devant lequel sont rangées trois voitures allemandes. Pendant ce temps, un side-car équipé d'une mitrailleuse jumelée s'approche des policiers restés dans le car, et les soldats exigent que le véhicule soit placé face à l'immeuble, dans leur champ de tir immédiat. Le gardien Lucien Guyomarch refuse, mais un Allemand arme son fusil et le conducteur doit obtempérer. Les policiers voient alors sur un camion deux policiers retenus prisonniers : le brigadier Marcel Goualier, un des « responsables » de l'école de police, le visage en sang, et un second agent, Faderna, touché par balle, effondré à ses côtés. Après 20 minutes, Bottine reparait, et parle encore longuement avec l'officier, qui jette rageusement au sol la carte de réquisition de Goualier. Finalement l'Allemand cède et le groupe repart avec les deux prisonniers libérés vers le commissariat.

Trois heures plus tard tombe l'appel au secours de la PP. Les agents du 6^e s'y rendent en petits groupes. Beaucoup restent sur le périmètre extérieur, du côté de la place Saint-Michel, où ils accèdent par les couloirs du métro, afin d'empêcher les véhicules ennemis d'aller vers la Cité. Bottine et son équipe attaquent un camion allemand allant du quai de Montebello vers Saint-

¹¹⁷ Né le 5 juillet 1920 à Melun, il est homologué sergent.

...

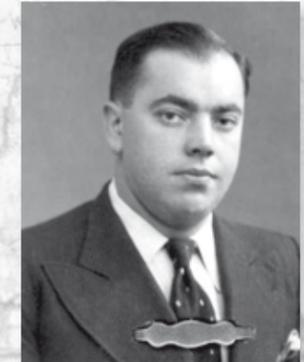
Michel : ils y trouvent assez d'armes pour équiper des groupes du 6^e. Ils assaillent alors un autre camion qu'ils arrêtent après un échange de coups de feu : deux soldats sont tués, et sept se sauvent avec leurs mitraillettes dans les couloirs du métro Cluny, poursuivis par les policiers. Au cours du combat, les Allemands sont capturés, mais le brigadier Bottine est mortellement touché.

Il est remplacé à la tête de son commissariat par le gardien Corentin Nicolas¹¹⁸, qui sera emprisonné le 21 août par des « résistants » pour avoir arrêté et désarmé un aspirant FFI, qui a froidement abattu un détenu. Après un simulacre de comparution devant un « conseil », Nicolas est envoyé au dépôt pour avoir « manqué d'égards envers un officier ». Libéré, il reprend son poste et a l'initiative de couper le courant du Palais du Luxembourg lors de l'offensive de la 2^e DB, pour tenter d'empêcher la mise à feu des mines.

A 11 heures 45, ce sont des agents de police qui hissent un drapeau tricolore au sommet d'une tour de Notre-Dame. Sur le dôme des Invalides, c'est le gardien Pierre Lazier qui a le privilège de monter les couleurs de la République.

En rentrant de la prise de la PP, le corps-franc du commissariat de Gentilly s'empare d'un camion rue des Tanneries, dans le 13^e : il y récupère dix fusils et des munitions. Peu avant midi, un groupe de gardiens en surveillance près du Panthéon reçoit une rafale de mitrailleuse de soldats en side-car : le gardien du 5^e arrondissement **Alexandre Massiani**¹¹⁹ est tué. Il avait constaté que les soldats maltrahaient des passants et dégainé son arme pour intervenir. Vers 12 heures, le secrétaire de police Albert Cousty est avec des collègues des Services Techniques, quand il est prévenu de ce que trois gardiens ont été enlevés sur le quai de Montebello par les Allemands. Des volontaires partent avec lui en voiture cellulaire pour essayer de libérer les prisonniers. Les six hommes sont armés de mitraillettes ou de pistolets. Ils rejoignent une automitrailleuse près du pont d'Austerlitz, lâchent des rafales sur le véhicule qui finit sur le trottoir. Ils continuent vers l'angle rue de Bercy-Avenue Ledru-Rollin, où ils reproduisent le même scénario avec une auto. Avenue Daumesnil, le conducteur Pierre Durget est contraint de stopper la voiture de police : il constate avec ses collègues que deux pneus sont crevés et la carrosserie porte la trace d'une dizaine d'impacts. Tous rentrent à pied vers la PP. Durget a deux balles dans le bras gauche. Nulle trace des trois policiers enlevés.

Un convoi de blindés qui passe boulevard du Palais est attaqué par les défenseurs de la Préfecture : le gardien Joseph Mourlin est très grièvement blessé au visage¹²⁰. « Des agents alertés prennent les assaillants à revers en arrivant dans leur dos par la rue Saint-Jacques, le boulevard Saint-Michel, avec une extraordinaire audace. Les assiégés effectuent des contre-attaques et des sorties. Des prisonniers, du butin¹²¹ ».



Alexandre Massiani

¹¹⁸ Né le 11 avril 1899 à Saint-Hermin (Finistère), membre de *L'Honneur de la Police*, du NAP et du réseau *Vermillon* il aide des juifs, des réfractaires et des prisonniers évadés, et prend sa retraite d'officier de paix en mai 1947.

¹¹⁹ Né le 8 juin 1910 à Paris, il est membre de *L'Honneur de la Police* depuis 1942.

¹²⁰ Il reste hospitalisé neuf mois.

¹²¹ Claude Roy.



Paul Turgné

Cernée

Défense de la France décrit dans son édition du 23 août les événements du 19 : « L'île de la Cité est alors cernée par les forces allemandes et un char y fait constamment une ronde. Bientôt à la caserne, à chaque passage d'un camion ennemi descendant le boulevard Saint-Michel, la police ouvre le feu. Des salves sont tirées des fenêtres du boulevard du Palais et des Quais. Installés place Saint-Michel et place du Châtelet, les Allemands braquent leurs mitrailleuses lourdes, balayent les quais jusqu'au Pont-Neuf et des groupes d'agents de police qui, venant des deux rives tentent de rejoindre la Préfecture, se heurtent à ce barrage redoutable ». Le bouclage de la PP est en effet attesté par les témoignages des nombreux policiers appelés en renfort qui buttent partout sur les Allemands. En riposte, Chassagnette organise la défense de la caserne à partir de points d'appui extérieurs et de groupes mobiles, qui empêchent les militaires d'approcher et procèdent à leur harcèlement.

A midi, dans la cour de la PP, un chef de bureau collaborateur est déculotté et hué... Des postes de secours et des abris sont organisés en sous-sol. A 13 heures 30, tous les renforts sont de retour dans leurs commissariats. Les gardiens du commissariat de Charenton sont revenus dans leur service : ils hissent le drapeau sur tous les édifices publics de la ville. Les deux jours suivants, ils fouilleront, parfois avec succès, les lieux abandonnés par les Allemands.

L'après-midi du 19, les policiers sont livrés à eux-mêmes au plus fort des durs combats du premier jour. Luizet (qui ne regagne la PP qu'à 22 heures 30), Bayet et Pisani¹²² sont partis conférer avec Parodi, et c'est donc principalement la hiérarchie issue de la Résistance policière qui prend les mesures d'urgence pour faire face aux violents assauts allemands. Il ne reste alors à la Préfecture que quelques 700 agents, médiocrement armés¹²³. A 14 heures, les premiers blessés arrivent : les brancards de l'Hôtel-Dieu viennent chercher les plus grièvement atteints, sous la mitraille. A 16 heures, des boissons chaudes sont distribuées : beaucoup n'ont rien mangé depuis la veille. Puis, vers 21 heures 30 arrivent des distributions de bouillies et de café avec les réserves de la crèche et du service social.

A 14 heures 30, les policiers du 10^e arrondissement attaquent des éléments allemands dans le faubourg Saint-Martin. La vive riposte ennemie conduit au siège de la Mairie, tenue par les agents et des groupes de patriotes, qui n'est levé que vers 22 heures. Le PC des FFI du 5^e arrondissement est établi place du Panthéon, au commissariat d'arrondissement : le groupe est principalement composé de policiers. Toujours vers midi, à Levallois, policiers et résistants de la Mairie hissent le drapeau sur l'Hôtel de Ville, arrêtent le maire, puis occupent l'édifice, pendant que la foule chante la Marseillaise. Aidés par les civils, les policiers capturent huit soldats et un camion. L'agent Léon Danhier¹²⁴, des Renseignements Généraux, ramène de Boulogne-sur-Seine à la PP une voiture pleine d'un petit arsenal. Au cours de la mission, il abat deux Allemands pour sauver

¹²² Selon Albert Bayet et *Roi*. Cela semble en effet probable, puisque est dicté à Pisani sur le champ le texte arrêté par Parodi et subordonnant à *Roi* toutes les forces de police et de gendarmerie du ressort : il est possible qu'Edouard ait alors regagné la PP. D'autres sources, indirectes et imprécises, indiquent qu'Edgard Pisani n'aurait pas quitté la PP, où Hamon le retrouve en tous cas vers 21 heures, avant le retour des autres.

¹²³ Aux mitraillettes du matin se sont ajoutés quelques fusils-mitrailleurs, quelques fusils, et des pistolets... avec peu de munitions.

¹²⁴ Né le 17 avril 1915 à Vicq (Nord).

un collègue. Il fera plus tard treize prisonniers, immortalisés par une photo... Le corps-franc des RG¹²⁵ s'affronte successivement avec un camion protégé par un char au square de l'Archevêché, puis avec un convoi de six camions quai Saint-Michel. A Villacoublay, un groupe de policiers dans deux voitures essaie de s'emparer d'un stock d'armes sur l'aérodrome. Les gardiens tombent dans une embuscade et doivent se replier, en abandonnant un véhicule en feu. Les policiers du 11^e arrondissement prennent un garage allemand au 149 rue Oberkampf. Le poste des 15-20 est attaqué par des SS : les agents du 12^e repoussent l'assaut avec l'aide des FFI. Les 20 et 21 août, le même poste fera l'objet de nouvelles attaques. Vers 13 heures 30 le groupe-franc du brigadier Emile Coulon du 13^e arrondissement ne peut pas rejoindre la Préfecture de Police : il occupe alors l'immeuble du 23 quai Saint-Michel, et il combat plusieurs jours dans le secteur sud. Dans l'après-midi, il capture huit soldats place d'Italie et les conduit au commissariat local. Informés, les Allemands tentent de venir les libérer et attaquent le poste. Les gardiens restés sur place n'ont que peu de pistolets : après avoir tiré quelques coups de feu, ils se replient vers la mairie par le sous-sol. Pour l'occupant, c'est un coup pour rien : les détenus avaient été déposés dans un immeuble mitoyen. Un groupe de policiers prend possession de la permanence du RNP, 13 rue du Pont Louis-Philippe, y récupérant deux armes.

Simultanément un camion est mis hors de combat par les agents embusqués entre la place du Châtelet et la PP. Les policiers du commissariat de Pantin découvrent et signalent une batterie de DCA à la Patte d'oie de Gonesse et une cinquantaine d'automitrailleuses et de citernes au Bourget. Près de la caserne de la Cité, à l'angle pont Arcole-Parvis Notre-Dame, le gardien **Robert Vallée**¹²⁶ des Compagnies de Circulation est tué en se rendant en renfort à la PP.

La résurrection du gardien Bacquer

Le 19 août vers 6 heures 45, le gardien du 7^e Armand Bacquer (né le 11 novembre 1920 à Glomel dans les Côtes-du-Nord) est capturé rue de Grenelle en lisant l'affiche de mobilisation générale alors qu'il rejoignait son corps-franc. Trahi par sa carte de police et son pistolet, il est emprisonné toute la journée. Vers 23 heures 30, il est conduit par une voiture de la *Feldgendarmerie* sur le quai de la Seine, le long du Cours la Reine, où les Allemands le fusillent. Il tombe, criblé de quatorze balles, sur le gardien des Services Techniques **Maurice Guinoiseau**¹²⁷, tué par la même rafale. Bacquer se réveille sous une pluie diluvienne : là où il est nul ne peut le voir, et il ne parvient pas à appeler : de toute façon, avec le couvre-feu, peu de gens circulent. Il s'évanouit à nouveau. Bacquer se réveille face à un prêtre qui lui donne l'extrême-onction, puis les Pompiers l'emmenent à l'hôpital, où il reprend vie. Handicapé à cent pour cent, il retravaillera au commissariat de la rue de Bourgogne et prendra sa retraite en 1975.

A la même heure le corps-franc du commissariat du 15^e arrondissement part aussi pour la PP. Boulevard Saint-Germain, il est arrêté par un barrage allemand. Le groupe fait demi-tour, pris en chasse par deux véhicules qui sont dépités à coups de feu. Les agents décident de se procurer des armes. Ils se rendent



Robert Vallée



Maurice Guinoiseau

¹²⁵ Créé par l'inspecteur Mathieu (voir fascicule 2009) assisté par l'inspecteur Marie Olivier et le brigadier-chef Paul Goyard.

¹²⁶ Né le 29 janvier 1892 à Mailly-la-Ville, dans l'Yonne.

¹²⁷ Voir le fascicule de 2009.

dans l'ensemble scolaire de la rue Lacordaire, où sont casernés des Gardes des Communications : ils y font six prisonniers et prennent deux mitraillettes. La même opération contre les mêmes locataires est reconduite dans les écoles de la rue Rouelle, où ils trouvent 40 mitraillettes, six fusils-mitrailleurs, 250 fusils, des munitions et des grenades. Ils font là onze prisonniers : tous sont conduits aux abattoirs de la Villette où les agents du 19^e ont replié leur commissariat. Une partie de l'armement est amenée plus tard vers la PP à bord d'une camionnette escortée par une voiture avec quatre membres du corps-franc. Attaqué en cours de route le petit convoi revient vers le métro Denfert-Rochereau avec l'aide d'agents du 14^e. Les grilles leur sont ouvertes et armes et munitions sont amenées vers la PP par le tunnel et à dos d'hommes. Quand ils veulent revenir, ils trouvent la station occupée par les Allemands : ils sortent avant, prennent une ambulance vide stationnée avenue d'Orléans et chargent les armes qui arrivent sans autre problème à la PP.

Les gardiens du corps-franc du commissariat de Saint-Ouen rejoignent la PP : le gardien Victor Berthaut est blessé par balles et conduit à l'hôpital Saint-Antoine. Le poste de police du 7^e arrondissement est situé près du Central Télégraphique gardé par les Allemands : malgré les chevaux de frise et l'interdiction d'accès, beaucoup de policiers rejoignent quand même leurs locaux : aux alentours de 14 heures, les Allemands se replient vers la Chambre des Députés. Toujours à 12 heures, le gardien révoqué Henri Combe¹²⁸ se présente au commissariat du 2^e arrondissement pour reprendre le combat avec ses collègues. A 12 heures aussi, le gardien motocycliste Louis Claudon part de la Cité sur sa moto, avec la mission de relayer l'ordre aux policiers de réoccuper postes et commissariats. Après avoir avisé Sceaux, Bourg-la-Reine, Vitry, Choisy, Ivry, Charenton et Saint-Maur, il revient vers Charenton en forçant un barrage allemand sur le pont qui conduit à la ville, sous le feu des mitraillettes.

Aux environs de 13 heures, les agents du commissariat du 10^e arrondissement attaquent un véhicule allemand Faubourg Saint-Martin : deux soldats sont tués et un fuit. Vers 13 heures 30, une des voitures avec haut-parleur de la PP conduite par le gardien Maurice Paquet pour inviter les Parisiens au calme et à la prudence pendant les opérations des FFI est attaquée quatre fois pendant son périple dans les 11^e, 12^e et 20^e arrondissements. Le dernier accrochage avec les occupants de deux camions est fatal pour la voiture, les quatre pneus crevés, à l'angle Ledru-Rollin-Faubourg Saint-Antoine. Les cinq policiers se cachent dans un immeuble : ils sont dénoncés par un milicien, aussitôt abattu par un FFI. Ils échappent aux Allemands et peuvent regagner la PP à pied.

Confusion sur l'uniforme...

La confusion a brièvement régné sur le port de la tenue : la brigade de relève le matin du 19 août, avait été invitée à reprendre le service en uniforme¹²⁹ à la Préfecture comme dans les commissariats. Cela dura quelques heures : c'est Rol qui a fait remettre tout le monde en civil jusqu'au 23 au soir. Certains qui étaient arrivés en tenue et ne pouvaient par exemple pas sortir de

¹²⁸ Né le 30 mars 1914 à Paris, Dulot est membre de L'Honneur de la Police, de F2 et de Défense de la France. Il héberge longtemps un officier français parachuté, puis, recherché, il doit quitter ses fonctions le 7 juin 1944 et gagne un maquis en Seine-et-Oise. Il est blessé aux combats de la Libération le 25 août.

¹²⁹ Le 19 août en fin de matinée Serge Campaux croise un agent en tenue avec un brassard à croix de Lorraine.

...

la PP, l'ont conservée, tout ou partie, jusqu'en fin de journée... D'autres sont rentrés chez eux se changer : certains y ont laissé leur vie. Cette confusion se retrouve parfois plus tard : nous avons trouvé des cas avérés de policiers en tenue à tout le moins ponctuellement pendant ces journées¹³⁰.

Dans la journée, un groupe-franc dirigé par le gardien René Drouard¹³¹ du commissariat de Vanves attaque un convoi sur la RN 306 à Clamart : il s'empare de sept prisonniers et d'un canon antichars, qui, le même soir, est amené à la PP. A 13 heures, les policiers de Boulogne réoccupent le commissariat dont ils ont repris possession le matin. Tous se sont réunis à 500 mètres du poste, avenue Jean Jaurès, en tenue, impeccables. Au pas cadencé, en rangs par trois, ils regagnent leur service, devant une foule impressionnante chantant la Marseillaise. Le drapeau est hissé, la police acclamée : malgré le danger la foule reste, refusant de se disperser. A la même heure au commissariat de Nogent-sur-Marne, le public manifeste son contentement en revoyant ses policiers en tenue : l'enthousiasme retombe une heure plus tard, quand vient l'ordre de se remettre en civil.

Le corps-franc du commissariat de Gentilly dirigé par le brigadier Hubert Buffet¹³² parvient en deux heures à rendre inopérantes trois tonnes de cheddite que les Allemands avaient placées pour faire sauter l'usine *Gnôme-et-Rhône* d'Issy-les-Moulineaux, malgré la présence de sentinelles. Les policiers ont pu accéder aux mines par des galeries souterraines et n'ont essuyé des coups de feu inutiles qu'en se repliant, leur mission terminée. Au commissariat de Courbevoie, les agents s'activent dans la chasse aux collaborateurs : ceux qui sont arrêtés sont enfermés dans l'usine Age, avenue Marceau : le brigadier Richard Thieux est blessé par un ex-agent qui tente de fuir. Près du Petit-Pont, le gardien **Marcel Le Pape**¹³³ est tué d'une rafale de mitrailleuse en rejoignant son corps-franc. Dans le 2^e arrondissement, 250 résistants composés en majorité de policiers prennent la mairie, la mettent en état de défense « et attaquent le premier camion allemand qui passe » selon le rapport du maire.

Vers 13 heures une nouvelle escarmouche a lieu devant la PP. Puis elle subit une violente attaque de blindés vers 14 heures 30. Un char cible la tourelle sud du quai du Marché Neuf. Un autre tire du Pont-au-Double sur la porte Notre-Dame qui est démolie, le battant gauche arraché et plusieurs défenseurs sont blessés, dont le gardien Paul Sérieys, venu en renfort, qui sera hospitalisé quatorze mois, et opéré sept fois... Un second obus explose dans la cour de la PP, créant un mouvement de panique. Simultanément, une grosse cinquantaine de soldats allemands qui ont suivi dans trois camions attaquent la porte de l'Hôtel préfectoral boulevard du Palais. L'assaut est repoussé par le feu des défenseurs. Face aux chars, un gardien s'avance vers le premier, se couche, rampe et lance une bouteille incendiaire qui met le feu au tank qui saute : la situation est moins critique... Le portail détruit sera remplacé sur les consignes du commissaire



Marcel Le Pape

¹³⁰ Mettant ainsi à mal certaines théories qui contestent l'authenticité des photos de policiers en tenue pendant l'insurrection, sur l'affirmation que tous les policiers étaient en civil du 15 au 25 août... Cela n'empêche que certaines images de la Libération, incluant FFI et/ou policiers ont pu être « posées » pendant les creux qu'ont réservés les trois journées du 24 au 26 août.

¹³² Né le 1^{er} août 1913, il prend sa retraite d'officier de paix principal en février 1968.

¹³³ Né le 14 août 1903 à Plusquellec (Côtes-du-Nord), membre de L'Honneur de la Police dont il était un des instructeurs pour le maniement des armes. Il combattait aux côtés de son beau-frère, l'inspecteur Louis Dizès.

Schira, qui a pris le commandement du poste, par des sacs de sable et un autobus placé en chicane. Les Allemands laissent trois morts sur le terrain et la PP bat le rappel des effectifs des commissariats pour renforcer son dispositif. L'inspecteur principal adjoint Marie Arnoldy¹³⁴ est blessé d'une balle au genou, après avoir sauvé et porté au poste de secours un résistant blessé sur le parvis Notre-Dame. Membre du corps-franc police du 9^e arrondissement l'inspecteur Georges Bourgonne¹³⁵ est grièvement blessé et sauvé par deux collègues lors d'un des combats de la PP qui provoque un incendie boulevard du Palais vers 13 heures 15 : il sera amputé du bras gauche à l'hôpital Saint-Antoine.



Soldats allemands derrière une ambulance

Toujours à 13 heures, le corps-franc¹³⁶ du commissariat de Clamart assisté par des civils volontaires attaque un groupe de soldats rue Jeanne Hachette : cinq sont capturés, ainsi que sept chevaux. Le même groupe, vers 14 heures, prend route de Châtillon trois militaires, un camion et deux fusils-mitrailleurs. Aux alentours de 13 heures 30, le gardien du 2^e arrondissement Léon Bourassin est de surveillance face à la mairie. Il voit trois Allemands en train de discuter, s'approche d'eux et les sent peu combattifs. Avec l'aide de Simone Lamotte, du bureau de bienfaisance, ils parviennent à les convaincre de se rendre : Bourassin les enferme dans un local dudit bureau, en attendant que ses collègues viennent les prendre en compte. Toujours vers 13 heures 30, à Neuilly-sur-Seine, sur 60 gardiens qui reprennent leur service, 20 sont en tenue. Le drapeau est remis en place : les hommes s'alignent sur trois rangs dans la rue, face à la porte du commissariat et le gardien le plus décoré, Louis Jeannin, hisse les couleurs pendant que, avec les 300 civils présents, tous chantent la Marseillaise.

¹³⁴ Né le 5 février 1899 à Donjeux (Haute-Marne), il est gardien en 1922. Malgré sa blessure, il reprend le combat et se signale aux affrontements du Pont Saint-Michel, puis le 23 dans la défense de l'Hôtel de Ville et le 25 place de la République. Il prend sa retraite de commandant des gardiens de la paix en février 1954, après avoir été à nouveau grièvement blessé lors de manifestations violentes, en février 1944 et en avril 1950.

¹³⁵ Né le 27 septembre 1910 à Paris, il s'évade en février 1941 du Stalag 141. Il est membre du MLN, groupe Sébastopol.

¹³⁶ Jourdain, Maître, Debeugny, Gros, Merlach, Porcheron, Seraud, Delaby.

Scènes de guerre à Neuilly

Deux soldats allemands sont arrêtés par les FFI et conduits au commissariat de Neuilly : sept Allemands qui tentent de les récupérer sont tués dans l'attaque. Vers 14 heures, le commissaire Georges Chain est abordé dans la rue par un quidam qui lui dit être le chef de la Résistance et lui demande de le conduire auprès du maire. Sur place des hommes en armes invitent celui-ci à céder sa place, ce que l'intéressé fait de bonne grâce au profit du *Commandant André*. Une cinquantaine de FFI en armes sont alors présents sur les lieux. Vers 15 heures 10, une auto allemande arrive devant la Mairie. Deux officiers en descendent avec des mitraillettes, des soldats sont proches : la foule se réfugie dans l'Hôtel de Ville. Une rafale part vers le commissariat : les gardiens et le commissaire réintègrent le poste. Une quinzaine de militaires vient se mettre aux ordres des assaillants, qui déclenchent un feu nourri au fusil-mitrailleur, aux mitraillettes et aux grenades. A 16 heures 30, arrive un renfort de 60 soldats, accompagnés de trois chars et d'une automitrailleuse : ils cernent la place. Un officier vient sommer les FFI de se rendre et leur laisse 15 minutes. Sans réponse, deux tanks entrent en action et tirent sur la mairie et le commissariat. Vers 18 heures, les Allemands se ruent dans l'Hôtel de Ville par la porte fracassée, accédant aussi dans les locaux de police. Ils trouvent dans les sous-sols de ceux-ci une soixantaine d'hommes et de femmes, et plusieurs personnalités au rez-de-chaussée, dans le bureau du commissaire. Tout le monde est extrait des lieux et aligné contre le mur de l'annexe du commissariat, côté avenue du Roule, les mains sur la tête. Après une trentaine de minutes, Chain et quelques autres personnes doivent monter dans un camion : l'ancien maire trie celles qui avaient à faire dans les lieux, lesquelles redescendent. Le responsable de la *Kommandantur* locale, le colonel Geay et son adjoint le capitaine Bernhuber, jouent un rôle modérateur face à des SS agressifs, qui finalement rassemblent tout le monde, et emmènent le groupe à pied, les mains levées vers le PC allemand. Sur 70 personnes arrêtées, 50 sont libérées le même soir. Trois gardiens sont relâchés le lendemain matin. Chain est d'abord maintenu dans le commissariat, puis il rejoint les autres dans une voiture, escorté par deux soldats. Poste de police et mairie sont interdits d'accès par un cordon de soldats : l'interdiction n'est levée que trois jours plus tard. Au bout d'une heure, Chain est libéré ! A 20 heures 45, il essaie de regagner son domicile avec un vélo prêté, avant le couvre-feu de 21 heures. Boulevard Bineau, en traversant l'île de la Jatte, Chain rencontre un de ses gardiens, qui a pu fuir lors de l'assaut, par les égouts. Avec une dizaine de ses collègues et un groupe de FFI, ils ont réussi à casser un mur au bout de 90 minutes d'efforts, et sont parvenus à s'éloigner en cheminant 1800 mètres dans les égouts. Les autres prisonniers sont emmenés le samedi soir au Mont-Valérien, collés contre un mur, face à un peloton d'exécution, qui fait plusieurs simulacres de tir. Le dimanche midi, la *Wehrmacht* remplace les SS et la situation s'améliore : le mercredi, les prisonniers sont échangés. Le bilan pour la police est lourd : deux gardiens sont tués en défendant le poste : René Picard¹³⁷, tué par balle devant la Mairie et Jean Riolet¹³⁸, atteint d'une balle dans la tête. L'agent Louis Peyrot¹³⁹ continue à tirer malgré les invitations à se rendre : mortellement touché, il meurt le lendemain d'une blessure au ventre à l'hôpital de Neuilly. Le brigadier Maxime Chenault est grièvement blessé aux deux jambes, tout comme son collègue Roger Bassot, et le gardien Noël Genete¹⁴⁰ touché à la tête et aux jambes. Lors de l'assaut, cinq policiers conduits par l'inspecteur principal adjoint Henri Bourderiou, se sont échappés par le square situé derrière la mairie : le gardien Roger Malvezin¹⁴¹ Valen, Prie, a laissé sa vie sous les balles de la mitrailleuse d'un char auquel il refuse de se rendre. Il était membre de *Zadig* où il officiait comme agent de liaison : il est homologué sous-lieutenant. Le 22 août, un commissariat provisoire recommence à fonctionner depuis une salle de classe de l'école de la rue des Huissiers. Pillé et saccagé, le poste officiel n'est réinvesti que le 28 août.



René Picard



Roger Malvezin

¹³⁷ Né le 29 avril 1913 à Saint-Hilaire-le-Vouhis (Vendée) : membre du réseau *Zadig*, il est homologué adjudant.

¹³⁸ Né le 11 mai 1912 à Saint-Firmin (Saône-et-Loire) : membre du réseau *Ajax*, il est homologué sous-lieutenant.

¹³⁹ Né le 12 juillet 1920 à Rochefort : *Vacherie* est membre du réseau *Zadig*, et il est homologué sous-lieutenant.

¹⁴⁰ Alexandre, membre de *Zadig*.

¹⁴¹ Né le 9 janvier 1914 à Levallois-Perret, père de trois enfants.



Charles Silvestri

Toujours à 13 heures 30, à Vincennes les responsables Louis Rivière et Francis Tiercelin organisent une cérémonie : tous les gardiens, ont été convoqués à 13 heures à l'école communale de la rue de la Liberté. Puis, en tenue, en colonne par trois, chaque brigade précédée par deux responsables de la Résistance, ils défilent jusqu'au commissariat. Le drapeau est hissé au son de la Marseillaise. A Paris, vers 14 heures, un blindé léger descend de la gare de l'Est, tirant de toutes ses mitrailleuses, la tourelle ouverte : on entend l'officier qui crie ses ordres, face à la forte riposte qui vient de policiers du 10^e. L'un d'eux parvient à jeter une grenade dans le véhicule. On perçoit des hurlements et l'engin fait demi-tour avec son chargement. Un groupe de policiers du 6^e vient en renfort vers la PP. Arrivés vers le pont Saint-Michel, ils repèrent une demi-douzaine de soldats qui tiennent l'angle boulevard du Palais-Quai du Marché-Neuf et les attaquent, réussissant à leur faire battre retraite. A 14 heures se déclenche aussi un bout du drame qui s'achèvera par un massacre au château de Vincennes.

L'épisode est ouvert un peu après 14 heures par l'inspecteur principal de police Georges Dubret, responsable du commissariat de Saint-Maur pour *L'Honneur de la Police*. Après avoir participé dans la matinée à la prise de la PP, il vient en ce début d'après-midi avec quelques-uns de ses hommes au 4 de la rue de Lyon, le siège de la 4^e Division de police, afin de prendre possession des lieux pour le compte de la Résistance. La voiture garée au bas de l'immeuble, le groupe en armes pénètre dans les lieux, vraisemblablement pour démettre de ses fonctions le commissaire divisionnaire Charles Silvestri. Entouré des gardiens Antonin Tronche, **Germain Vésine**¹⁴² - le conducteur - et Antoine Jouve, Dubret se présente au chef de division, qui se met à sa disposition pour organiser l'insurrection dans le secteur. Tous sont rejoints par le secrétaire de police Abel Remias, l'inspecteur principal adjoint Georges Houzelle, le brigadier Juvénal Quillet¹⁴³, et les gardiens François Braillon, René Gautier, Roger Raynaud, Léon Caffit, Georges Valette et André Etave, cependant qu'aux côtés de Silvestri se trouvent le gardien Paul Vinet, le secrétaire Claudel, ainsi que le planton Henri Bouffard. Envoyés aux nouvelles par les responsables divisionnaires de la Résistance, le brigadier François Nicollin et les gardiens Perrin, André Giguët, et Marcel Vandezande (et le garde des communications Bidault) seront capturés aussi. La police ferroviaire allemande, des SS et des cheminots nazis qui occupent des locaux proches ont en effet vu arriver toute cette troupe et s'en inquiètent : la concierge, Madame Pauchet, prévient les policiers français de leur venue. A la demande de Silvestri, ceux-ci font disparaître leurs armes – une mitraillette et deux Colts, avec l'aide du mari de la concierge qui les camoufle dans la cave –, ainsi que des brassards FFI. Les Allemands investissent les lieux vers 17 heures en hurlant « Policiers terroristes *kapout* ! ». Houzelle et Vinet parviennent à s'échapper grâce à une jeune fille qui les dissimule aux Allemands. Quant à Perrin et Bouffard, c'est au concierge qu'ils doivent d'avoir pu fuir. Les soldats sont sur le point de quitter les lieux quand ils tombent sur un brassard FFI – celui de Dubret – orné de quatre galons et sur les trois revolvers réglementaires du service. Un car du 12^e arrondissement envoyé pour tenter de délivrer les prisonniers doit faire demi-tour devant l'intensité du feu allemand. Dubret et

¹⁴² Né le 16 avril 1908 à Vendôme, gardien en août 1938, père de quatre enfants, Germain Vésine, inapte définitif à la voie publique, mourra le 11 décembre 1948 des suites directes des coups violents et des mauvais traitements subis.

¹⁴³ Voir le fascicule 2010.

Quillet parviennent à avaler des documents compromettants qu'ils ont sur eux. D'abord conduits dans la cour d'un immeuble de la rue Traversière, les captifs sont plusieurs fois alignés contre le mur, les mains en l'air, par des jeunes soldats très nerveux. Tous sont emmenés au château de Vincennes dans trois véhicules, encadrés par une escorte solidement armée. Ils sont enfermés dans des locaux spartiates dans lesquels ils sont rejoints dans la nuit par cinq civils capturés.

Arrivés au château, les prisonniers sont enfermés dans le bâtiment situé à gauche près de l'entrée. Silvestri exhorte tout le monde : « Il faut tenir le coup ! ». Ils passent la nuit à se relayer sur les lits et banquettes. Le 20 à 8 heures 30, tous sont conduits dans la cour après avoir entendu les salves d'exécutions : ils trouvent onze cadavres le long du mur. Ils sont à leur tour alignés devant les corps, tandis que le peloton d'exécution se met en place. Les détenus demandent à parler à un officier, ce qui leur est accordé. On leur fait enterrer les morts à 200 mètres, dans les fossés du château, après avoir transporté les corps tenus par les bras et les jambes, ou posés sur des planches. Ils creusent une grande fosse. Avec Silvestri, une partie des hommes est condamnée à la « pelote » : transport de lourdes pierres au pas de gymnastique et lavage des planches. Le gardien Valette doit enlever sa chemise pour nettoyer celles-ci. Le gardien Léon Caffit est assommé d'un coup de crosse et Dubret reçoit un coup de canon de fusil dans la gorge. Les captifs sont encore cinq fois mis contre un mur et autant de fois épargnés in extremis. Après la mort de Silvestri, les survivants peuvent se nettoyer et boire, puis ils sont poussés dans les chambrées. A 17 heures, une dizaine d'hommes sont brutalement extraits, poussés dans la cour, frappés, et doivent courir creuser une autre fosse après qu'un officier supérieur ait arrêté les mauvais traitements. Vers 20 heures, ils reçoivent dans leurs lieux de détention un peu de nourriture : pain et faux café. Le 21 ils doivent poursuivre leur travail de fossoyeurs, en particulier pour des collègues du 12^e arrondissement, fusillés. A 13 heures, on les informe que, en tant que travailleurs, ils seront nourris comme des soldats et reçoivent un repas. Le 22 août et les deux jours suivants les captifs sont employés à des travaux de nettoyage. Leur traitement s'améliore. A 16 heures, quatre des policiers doivent déboucher un caniveau et sont à nouveau nourris. Au soir, ils sont rejoints par cinq policiers capturés lors des combats de la place de la République. Le jeudi 24 à 15 heures, Quillet, Gautier et Tronche sont invités à se vêtir pour un échange de prisonniers et quittent les lieux vers la PP. Puis, vers 20 heures tous sont invités à descendre des immeubles et à s'en aller. Dubret empêche ses codétenus d'avancer, et part en exploration. Il repère deux chars en embuscade. On attend leur départ et les survivants quittent le château, dignement, en colonne par trois. Ils étaient là 42 Français (les gardiens Lucien Taddei et Dacher les avaient rejoints) qui sont recueillis par la Résistance. Quelques minutes après leur sortie, plusieurs éléments du monument sautent.



Bernard Herbert



Charles Bardon



Raymond Duvillers

Assassinats au château

Les policiers assassinés à Vincennes viennent tous de l'est de Paris. Le 19 août les gardiens **Fernand Moreau***, **Marcel Ricard** et **Bernard Herbert** sont pris au carrefour de Beauté dans le bois de Vincennes, alors qu'ils se rendent à la PP pour contribuer à sa défense, conduits à la Cartoucherie et fusillés les mains liées dans le dos. Le gardien Moreau est né le 16 février 1908 à Peyredaut, dans la Creuse, pupille de la Nation, il est policier de février 1937. Le gardien auxiliaire¹⁴⁴ **Bernard Herbert** est né le 7 février 1916 à Sevran. Il est homologué sergent-chef. Le gardien **Marcel Ricard** est né le 15 décembre 1911 à Morez, dans le Jura. Membre de *L'Honneur de la Police* en novembre 1943, il est homologué adjudant : il a été arrêté comme ses collègues, revenant des combats de Saint-Maur. Le gardien **Charles Bardon**¹⁴⁵, *Charles* dans *L'Honneur de la Police*, est capturé vers 21 heures entre la place de la Bastille et la gare de Lyon, lors d'une reconnaissance et fusillé le 20 à Vincennes. Il était en compagnie du gardien **Léon Chuet** né à Dôle le 22 décembre 1907 : gardien de février 1931, en fonctions au poste du Pré-Saint-Gervais, membre du *FNP*, il est fusillé à 11 heures. Tous deux étaient chargés de prévenir le chef du secteur de la gare de Lyon de l'arrivée de plusieurs convois de camions allemands. Le 20 août, le gardien **Raymond Duvillers**, né le 5 octobre 1919 à Paris, chef d'un groupe-franc du 9^e arrondissement, est capturé en essayant de dégager ses collègues assiégés dans la mairie du 10^e arrondissement¹⁴⁶. Il est passé par les armes. Gardien de février 1943, il est homologué adjudant. Le même jour sont fusillés plusieurs agents. Le gardien **Henri Belvezet**, né le 7 novembre 1902 à Decazeville, sergent au groupe *FTP* stationné à l'École de Meunerie, a été fait prisonnier le 19 à Choisy-le-roi vers 20 heures 30, lors de l'attaque du garage Chambais. **Henri Chartier**¹⁴⁷, aussi gardien de la paix, membre de *L'Honneur de la Police*, est né le 28 décembre 1900 à Thoiry, dans l'Yonne : il est arrêté alors qu'il se rend du commissariat du 11^e arrondissement en renfort à la PP. Le gardien **Marie-Charles Demoulin**¹⁴⁸ est capturé place de la Nation alors qu'il part renforcer la Cité. **Paul-Emile Paris** est membre de *L'Honneur de la Police* depuis novembre 1943. Né le 12 août 1900 à Felleries, dans le Nord, ce gardien du 4^e arrondissement homologué adjudant vient de quitter le commissaire Silvestri quand il est arrêté. Le gardien **André Soladier** est né le 15 décembre 1911 à Paris : membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent. Soladier est capturé le 20 vers 8 heures en même temps que Gandriaux, Lecomte et Gerbaud, alors qu'ils se présentent au 217 rue de Bercy, où ils viennent arrêter un membre français de la police allemande. Le gardien **Henri Gerbaud**, né le 25 avril 1909 à Trois-Fonds dans la Creuse a quitté le commissariat après 5 heures avec ses collègues : il était membre de *L'Honneur de la Police* depuis avril 1944. Il est homologué¹⁴⁹ sergent. Toujours rue de Bercy, c'est aussi le gardien **Marcel Gandriaux**, né le 6 mai 1907 à Saint-Marcel en Saône-et-Loire qui est capturé : membre de *Résistance* et de *L'Honneur de la Police*, il est homologué lieutenant. Le gardien **Jacques Lecomte** est fait prisonnier au même endroit. Membre de *L'Honneur de la Police* en juillet 1943, il est né le 3 juillet 1907 à Alfortville. Ce résistant confirmé a apporté son aide aux réfractaires et remplissait des fonctions d'agent de liaison : il est homologué sergent. Il est en fait fusillé à Vincennes le 21 ou le 22 août. Enfin **Alfred Thiébaud** est aussi capturé rue de Bercy et fusillé : gardien dans le 12^e arrondissement, il est né le 18 octobre 1920. Au total 34 Français sont fusillés et jetés dans trois fosses communes, dont quatorze¹⁵⁰ policiers.

¹⁴⁴ Recruté en février 1944.

¹⁴⁵ Né le 12 septembre 1901 à Paris, il rejoint *L'Honneur de la Police* en novembre 1942. Il est homologué adjudant.

¹⁴⁶ Le gardien Pierre Abadie (né le 21 mars 1915 à Villefranche d'Albigeois, dans le Tarn) commande un corps-franc : il est blessé lors de l'affaire de la Mairie, mais continue le combat, puis grièvement atteint à nouveau en arrêtant un milicien, le 7 septembre 1944, et réformé.

¹⁴⁷ Son fils le remplace dans ses fonctions jusqu'au 15 octobre... Puis il reprend ses études.

¹⁴⁸ Voir le fascicule de 2010.

¹⁴⁹ Arrêté en civil, armé, rentrant de mission, la Commission d'homologation des FFI s'avère défavorable à sa reconnaissance comme FFI : il n'y a pas de « preuve que cette arrestation soit inhérente à un acte de guerre »...

¹⁵⁰ Un quinzième meurt ultérieurement des mauvais traitements, voir supra. Silvestri vient se rajouter au chiffre.

* Voir fascicule 2010.

Biographie

Georges Marcel Dubret est né le 23 avril 1898 à Plancher-les Mines en Haute-Saône. Il est nommé gardien en décembre 1920, devient brigadier-chef en juin 1934, et inspecteur principal trois ans plus tard. A la Libération, il est promu commissaire et prend sa retraite en février 1949. Résistant de septembre 1942, aussitôt libéré de Vincennes, Dubret reprend le combat : il est blessé au pont de Joinville par balle le 25 août à 15 heures et de nouveau brièvement détenu avec deux collègues par les Allemands. Il est homologué capitaine. Il mourra en mars 1973. Georges Houzelle est né le 30 septembre 1899, et devient gardien de la paix en 1922. Il est membre de *l'Armée Volontaire* puis de *L'Honneur de la Police*. Recherché en juillet et août 1944 il se fait porter malade pour pouvoir poursuivre sa mission. Il prend sa retraite d'officier de paix en avril 1945. René Gautier *Sans H* est né le 11 mai 1908 à Bezons. Ce gardien d'octobre 1934 est un résistant précoce, successivement à *l'Armée Volontaire* puis à *L'Honneur de la Police*. Il est arrêté le 22 juillet 1942 et condamné à deux ans de prison pour aide aux prisonniers évadés. Libéré par anticipation, il poursuit sa résistance. Ce père de six enfants prend sa retraite de brigadier-chef en novembre 1959, titulaire de la Médaille de la Résistance.



Henri Belvezet



Henri Chartier



Paul-Emile Paris

L'honneur du commissaire Silvestri

Le commissaire divisionnaire Charles Silvestri est le chef de la 4^e Division de Police, qui couvre l'est parisien. Né le 13 octobre 1896 à Caen, il est secrétaire de police en 1921 et commissaire quatre ans plus tard. Il débute la guerre en poste à Vincennes, où, en 1942, il sauve une famille de juifs (les Borenstein). Il minimise aussi l'activité résistante de ses subordonnés arrêtés : ainsi du gardien Bruley¹⁵¹, qui refuse de travailler en civil pour arrêter des réfractaires. Silvestri demande à son encontre une punition modeste de « cinq jours de disponibilité » : ce ne sera pas l'avis d'Hennequin, le directeur de la Police Municipale, qui obtient sa révocation. Le divisionnaire est parfois mis en cause après-guerre en commission d'épuration où quelques-uns de ses anciens adjoints se réfugient derrière ses ordres pour justifier leurs propres actes. Ancien engagé volontaire en 14-18, Silvestri y a perdu un œil : il fut très grièvement blessé aux Eparges. Quand le brassard FFI à quatre galons est trouvé par les Allemands, le chef de division revendique sa propriété pour épargner ses agents. Emmené au château de Vincennes, il est particulièrement la cible des mauvais traitements infligés par les SS. Il doit ainsi courir en tenant une lourde pierre et les bras tendus, en portant un madrier, en poussant une brouette chargée, enterrer des suppliciés, creuser sa tombe, le tout jusqu'à total épuisement. Il subit aussi plusieurs simulacres d'exécution de la part des SS. Il saura mourir dignement, calme, ayant boutonné sa chemise, rajusté son nœud de cravate et son pli de pantalon, lissé ses cheveux et épousseté ses chaussures. Il est 13 heures ce 20 août 1944. Au garde-à-vous, il attend plusieurs minutes du peloton de cinq SS de la Division *Deutschland* la fusillade et meurt en disant « Vive la France ». Après avoir reçu le coup de grâce, il est déposé dans la fosse commune. Charles Silvestri est homologué lieutenant-colonel sur décision personnelle du général Koenig¹⁵² et enterré au Père-Lachaise.

¹⁵¹ Voir le fascicule 2010.

¹⁵² Qui maintient sa position malgré les contestations de certains militaires et résistants : Silvestri n'était pas FFI.



Marcel Gandriaux



Lucien Huet



Marcel Pierrard

Lors d'une intervention contre un blindé et des fantassins rue d'Arcole, l'inspecteur spécial Raoul Jean Mariani est blessé d'une balle dans le ventre. Il était membre du corps-franc des Renseignements Généraux¹⁵³. A Courbevoie, des gardiens se sont mis à la disposition du gradé de la gendarmerie, qui a pris en main l'érection de barricades et d'obstacles antichars. A Paris, une mitrailleuse est mise en œuvre par les miliciens sur le toit de l'hôtel Printania rue du Château d'Eau : elle est contrebattue par une autre, armée par des policiers du 10^e arrondissement. Ceux-ci parviennent à neutraliser la position de leurs adversaires. Dans le 6^e, le responsable militaire du FNP Clément Roycourt a installé son PC au Ministère des Eaux et Forêts, rue de Varenne. Un groupe d'Allemands qui s'en prend à proximité à une unité du FNP est mis en fuite et laisse trois morts sur le terrain.

A 14 heures 10, les deux corps-francs véloportés de gardiens du 16^e envoyés en renfort à la PP buttent sur de forts barrages allemands dans le 7^e arrondissement puis sur le quai de Gesvres et doivent se replier. Un des groupes tourne tout l'après-midi autour de la Cité, participant à des accrochages, pour revenir vers 19 heures 30 dans le 16^e. Le corps-franc du brigadier Huet rencontre de fortes difficultés : il est attaqué sur le quai des Grands-Augustins successivement par une automitrailleuse et un char. Le groupe se disperse, mais se retrouve un peu plus tard, et parvient au Quai des Orfèvres où les gardiens s'engouffrent malgré un char embossé à proximité. Dans la soirée, les policiers du 16^e évacuent leur PC provisoire après le succès allemand à la mairie et au commissariat de Neuilly : voiture, car et armes sont cachés dans le bois de Boulogne, un des corps-francs prend ses quartiers dans une chambre, 26 rue Davioud. Le chef d'unité, le brigadier Piccot a une légère attaque cardiaque mais refuse de se faire évacuer. Le poste d'Auteuil est assailli et repris par les Allemands, qui le quittent un peu plus tard. Le PC de la rue Michel-Ange a aussi été repéré : les responsables du commissariat du 16^e passent la nuit au 71 de la rue Erlanger, au domicile d'un gardien révoqué.

Vers 14 heures 30 une quarantaine de gardiens du 7^e arrondissement sont appelés en renfort à la PP : ne pouvant y parvenir, ils participent à plusieurs escarmouches place Saint-Michel, avant de revenir au commissariat. Au même moment, le gardien **Marcel Pierrard**¹⁵⁴ du corps-franc de l'Ecole Pratique est mortellement blessé place de la Madeleine au cours d'une mission de repérage. Fouillé, il est abattu sur place par un soldat allemand. Un peu avant 15 heures, un camion-citerne contenant 5000 litres d'essence est pris d'assaut près de la Préfecture : ses occupants sont capturés et son contenu permettra aux policiers de remplir les réservoirs pendant l'insurrection. Tous les moments de répit sont mis à profit pour ériger des bunkers de sacs de sable fournis par la Défense Passive. Des stocks de bouteilles incendiaires – les futurs « cocktails Molotov » – sont préparés, malgré la pénurie de chlorate de potasse et d'acide : leur mèche sera branchée en direct. Aux lanceurs d'être prudents ! Vers 15 heures un grand car conduit par le conducteur auxiliaire Georges Chaussois part vers les postes de Bel-Air et des 15-20 pour chercher des effectifs destinés à renforcer la PP.

Sur l'itinéraire, dans le secteur Daumesnil-Ledru-Rollin, le bus est attaqué à la mitrailleuse par un fort groupe d'Allemands. Les policiers descendent et ripostent mais sont vite à court de munitions. Chaussois recule son car aux vitres défoncées en conduisant d'une main : il revient ainsi rue Traversière. Il heurte alors la devanture d'un magasin et le car reste bloqué. Les policiers se réfugient au poste de police pendant que les soldats s'emparent du véhicule : les agents pourront rejoindre la PP.

Rue des Halles, quatre gardiens¹⁵⁵ du 2^e arrondissement tirent au pistolet sur un camion d'Allemands, qui ripostent. L'officier, blessé, lance une grenade qui n'explose pas. Les soldats prennent la fuite, laissant deux morts et trois blessés. Toujours à 15 heures, le commissariat du 7^e arrondissement reçoit avis que quatre militaires patrouillent boulevard des Invalides. Un corps-franc part sur place, les capture et met leurs armes dans la voiture. Sept véhicules ennemis surgissent et les soldats prisonniers doivent être relâchés, mais les policiers rentrent avec les armes saisies. A 15 heures encore, les agents attaquent un premier camion militaire place Saint-André-des-Arts. A la même heure, les Allemands chargent le commissariat de Levallois à la mitrailleuse : les policiers ripostent et tuent un assaillant. Une heure plus tard, la même tentative est réitérée par des *Feldgendarmes* : les agents répliquent avec les fusils pris le matin sur les soldats capturés, blessant un des agresseurs. Les militaires n'abdiquent pas et conduisent un nouvel assaut : ils perdent un homme mais tuent deux civils. Dès le repli des assaillants, policiers et civils édifient des barricades avec des pavés, des sacs de sable et des carcasses d'autos. Une nouvelle offensive a lieu vers 17 heures 30 avec un blindé : l'observateur qui sort imprudemment la tête de la tourelle est tué. Vers 21 heures, plusieurs petits blindés s'acharnent sur les barricades au canon, alors que les défenseurs manquent de munitions : le commissariat doit être évacué. Il est réoccupé le 20 au matin.

Deux voitures de policiers quittent le commissariat du 12^e arrondissement pour renforcer la PP : ils forcent deux barrages. Le gardien Louis Souchon¹⁵⁶ est grièvement blessé dans la première auto. Celle-ci est bloquée plusieurs heures dans la cour d'un immeuble, avant de pouvoir déposer le blessé dans une pharmacie et de regagner enfin la Préfecture de Police presque en même temps que la deuxième auto.

Dans le 12^e, l'inspecteur spécial **Paul Turgné** essaie de rejoindre la PP en vélo, avec son collègue Lucien Baranger. Ils sont faits prisonniers lors d'un contrôle allemand à l'angle rue Traversière-rue de Charenton. Recherché¹⁵⁷ depuis longtemps, Turgné essaie de fuir, mais il est abattu de trois balles.

¹⁵³ Epuré à ce titre pendant deux ans, il quitte la police en novembre 1951. Il était âgé de 40 ans lors des faits.

¹⁵⁴ Né le 30 décembre 1912 à Paris, il est membre de *Police et Patrie* depuis juillet 1943.

¹⁵⁵ Jean Barneoch, André Digne, Gaston Lapouge et Gourmelon : plus tard incorporés dans un corps-franc des FFI, ils participent à partir du 21 août à de nombreuses actions.

¹⁵⁶ Qu'on retrouvera dans l'affaire Ben Barka...

¹⁵⁷ Voir infra.

Biographie

L'inspecteur des RG Paul Turgné est né le 16 juillet 1906 à Paris. Gardien en 1928, il est un résistant précoce et rejoint le groupe *Valmy*. Il fait passer des juifs en zone sud, raison pour laquelle il est arrêté par le commissaire Charles Permilieux le 13 mars 1942, en même temps que son collègue Orsini¹⁵⁸, pour être relâché deux semaines plus tard. Il est de nouveau arrêté le 13 avril 1943 et emprisonné au Cherche-Midi pour trois mois. Il rallie *L'Honneur de la Police* où il devient un des adjoints de Dubent. Il travaille aussi avec le commissaire Charles Porte de la *Délégation Générale*, avec lequel il enquête sur la « Gestapo » française de la rue Lauriston. Il est d'ailleurs arrêté avec Porte, Dubent, et leurs agents de protection le 28 décembre 1943. Incarcéré à Fresnes puis à Drancy, il s'évade du train vers la déportation grâce à un marteau de sept kilos qui lui est glissé par un cheminot. Il lui permet de défoncer le toit du wagon et de fuir avec son collègue Boudier. Il est homologué sous-lieutenant.

Les deux cuisines roulantes¹⁵⁹ de l'Armée sont installées dans la deuxième cour de la PP : elles distribuent nourriture et boissons chaudes ainsi que des demi-paquets de cigarettes. Chaque matin, des volontaires apportent en camions une partie des vivres nécessaires : deux tonnes sont ramenées quotidiennement des frigos des Halles. Dans la cour destinée au lavage des voitures du préfet, est installé un étal de boucher où on découpe les bêtes. On fait venir aussi du vin des entrepôts de Bercy et du tabac du dépôt du 5^e arrondissement. Le couloir souterrain qui conduit vers le Palais de Justice ou la Police Judiciaire et le métro est rouvert et trois gardiens sont préposés à la garde permanente de la station qui donne directement dans la cour de la PP. Une partie du ravitaillement passera par le tunnel du métro, où sont installés également des tas de paille pour créer les paillasses et servir de dortoirs. Des phares à accus sont installés à chaque extrémité. Côté Palais de Justice, il a fallu disposer des claies en bois pour accéder à l'escalier de sortie, dont l'accès se trouve sous 50 centimètres d'eau. Le 23 vers 15 heures 30, ce souterrain, alors inondé sans doute suite aux orages, est signalé comme inutilisable par le secrétaire de police Jean Levet¹⁶⁰, un des responsables de la PJ. Aux stations de métro proches, Cité ou Châtelet, tout le monde doit montrer patte blanche et la traversée vers Châtelet par le couloir du métro ne se fait qu'accompagné par un policier ou un FFI, nanti d'un mot de passe, et après avis téléphonique. Dans la cour de la PP, à l'arrivée des camions pris à l'ennemi, chacun se précipite pour essayer de se saisir d'un trophée : dans un camion est trouvé un drapeau de *Wehrmacht*, prise particulièrement acclamée. Les combats sont aussi rythmés par les sifflets qui ponctuent les actions allemandes, pour prévenir les défenseurs.

Sous l'égide du gardien Charles Toupet¹⁶¹ de la 3^e Division de *Police et Patrie*, un accord de mise en commun des effectifs est conclu avec le gardien Maurice Meunier¹⁶² chef de la 3^e Division de *L'Honneur de la Police*. Au fil des heures se constitue aussi le Groupe FFI de la place Saint-André-des-Arts, qui se battra pendant toute l'insurrection. Il réunit une douzaine de policiers d'affectations

diverses dont un tireur d'élite, le gardien Stiévenart, ainsi que quatre « civils ». L'inspecteur principal adjoint **Louis Desnos**¹⁶³, est vite tué d'une balle dans la tête ce même jour. Il profite d'une accalmie pour se rendre de la rue Gît-le-Cœur vers la place Saint-Michel. Malgré les rafales d'une automitrailleuse, il se cache derrière un arbre pour tirer sur un camion qui arrive : le véhicule ne peut entrer dans la rue Danton, mais s'écrase sur le refuge de la place Saint-André-des-Arts. L'inspecteur saute sur le marchepied : assaillant et chauffeur se tuent mutuellement. Le corps de Desnos est ramené sous le feu par le gardien Maurice Munart. Dans ce secteur, policiers et FFI peuvent se reposer dans une salle du restaurant Bécassine¹⁶⁴, 6 place Saint-Michel, que le propriétaire met à leur disposition. Les agents notent l'aide de la population : « paquets de cigarettes et casse-croûtes sont tombés des fenêtres ». Les rapports soulignent aussi le courage de la Croix-Rouge dans cette guérilla où se livre une « véritable partie de cache-cache » avec les Allemands, pris au piège de la mobilité des petits groupes de policiers. Place du Châtelet le gardien **Jean Harris**¹⁶⁵, du 9^e arrondissement, trouve la mort en faisant le coup de feu avec son corps-franc contre les occupants d'un camion. Quai de la Mégisserie, c'est l'inspecteur spécial **Célestin Deloge**¹⁶⁶ qui est tué au cours d'un engagement avec des soldats.

Autonome ?

Vers 11 heures, un groupe de FFI du 10^e arrondissement se joint aux policiers de l'arrondissement dirigés par le gardien Yves Henry. Ils assurent ensemble la défense de la mairie de l'arrondissement, bien que « le groupe FFI du 10^e arrondissement ne dispose que des armes des policiers faisant partie de la Résistance et de six revolvers à son compte personnel » (selon le rapport des FFI). Une première attaque a lieu par une troupe de la *Feldgendarmarie* vers 14 heures trente, puis trois chars et une automitrailleuse apparaissent vers 17 heures, pour se replier vers 21 heures, sans attaquer. Henry a négocié une trêve avec le commandant allemand de la caserne de la République... qui anticipe de quelques heures celle agencée par Nordling. Peu après un camion apparaît dont les occupants font feu sur la mairie, mais Henry continue à faire respecter la trêve. Le 21, le commandement est pris par un officier FFI : la trêve est rompue et les policiers « reprennent leur autonomie ».

Toujours vers 15 heures, une vive fusillade oppose un groupe de policiers à des soldats allemands sur la rive gauche de la Seine, face au bâtiment de la Police Judiciaire. Le pont étant sous la mitraille, trois agents ramènent leurs prisonniers au dépôt en traversant la Seine sur une barque... Place de la Concorde, une attaque est menée par un corps-franc de policiers contre le Ministère de la Marine place de la Concorde : le gardien Lucien Dauendorffer est grièvement blessé. Les assaillants doivent se retirer face à la forte résistance allemande. Un groupe de la Police Municipale occupe la permanence du Rassemblement National Populaire 13 rue Louis-Philippe, et y saisit deux armes. Vers 15 heures aussi, treize gardiens du commissariat de Saint-Denis volontaires pour renforcer la PP sont renvoyés car insuffisamment armés. Sur le chemin du retour, ils sont capturés par les Allemands, boulevard de Magenta, à côté de la gare du



Louis Desnos



Jean Harris



Célestin Deloge

¹⁵⁸ Voir le fascicule 2009.

¹⁵⁹ Les souvenirs du gardien Jacques Vallet indiquent que la nourriture était parfois mesurée, mais que le ravitaillement en vin a toujours pu être assuré...

¹⁶⁰ Levet est né le 25 septembre 1901 à Toulon. Il est membre du réseau *Allibi-Maurice* comme agent de renseignements. Il prend sa retraite de commissaire principal en juillet 1957.

¹⁶¹ Né le 27 avril 1898 à Cry (Yonne), retraité inspecteur principal en 1953, homologué sous-lieutenant.

¹⁶² Né le 13 juin 1904 à Saint-Valérien (Yonne). Son action dans la Résistance lui a valu d'être arrêté par les Allemands le 4 juillet 1943 au poste Saint-Merri. Il prend sa retraite de commissaire en février 1949, décoré de la Médaille de la Résistance.

¹⁶³ Né le 10 mai 1901 à Paris. Il est homologué lieutenant.

¹⁶⁴ Cela n'empêchera pas sa fermeture par les Milices Patriotiques le 16 septembre 1944.

¹⁶⁵ Né le 20 juillet 1912 à Mazingarbe (Pas-de-Calais).

¹⁶⁶ Né le 22 décembre 1900 à Haussy (Nord).



Gaston Boudreaux



Félix Burlot



Marcel Martin

Nord. Amenés dans la cour de la gare, ils sont laissés contre un mur, les bras levés pendant deux heures vingt, sur un sol maculé de sang et parsemé d'étuis de munitions. Puis ils sont emmenés à l'hôtel Crillon, enfin à la *Kommandantur* de la place de l'Opéra et au Mont-Valérien pour y être fusillés. A 15 heures, le 22 août, ils sont échangés. Ce ne sera pas le cas du gardien **Gaston Boudreaux**¹⁶⁷ : sur le trajet vers le Mont, il tente l'évasion. Il est tué vers minuit 15 par la rafale de la mitrailleuse qu'il tentait d'arracher à un soldat, en fuyant du camion qui transportait les policiers.

Toujours vers 15 heures, les gardiens de Boulogne **Félix Burlot**¹⁶⁸ et Lucien Fortin circulent à vélo en suivant la Seine pour venir renforcer la Cité. Ils sont arrêtés à hauteur de la gare d'Orsay par des soldats. Burlot présente sa carte de police : il est collé contre une grille. Fortin en profite pour s'échapper en tirant plusieurs fois sur les Allemands. Il entend un coup de feu et revient sur ses pas : il trouve son collègue au sol, avec une balle dans la poitrine. Burlot meurt un peu plus tard à l'hôpital Laënnec, laissant un enfant de deux ans. Son camarade du même commissariat, **Marcel Martin**¹⁶⁹ se rend avec le même moyen à la PP, quand il est abattu à l'angle boulevard Saint-Germain-Rue de Luynes d'une rafale de mitrailleuse à la poitrine, qui lui sectionne le bras. Il faisait partie de l'équipe de 21 agents envoyée par le commissariat de Boulogne pour renforcer la PP : seuls cinq parviennent à y pénétrer, les autres sont attaqués et dispersés. Ainsi, un groupe de cinq policiers arrive boulevard Saint-Germain, à l'angle de la rue de Luynes, quand ils sont entourés de soldats. Le gardien Georges Quitton est ceinturé et fouillé : il saisit son pistolet qui lui échappe. Les Allemands tirent sur lui, mais il a pu reculer, et une des balles tue une passante. L'agent Alphonse Piélin tire sur les soldats et Quitton peut s'esquiver. Martin, isolé, ne peut se dégager : grièvement blessé, il appelle à l'aide, mais personne ne peut s'approcher en raison du feu allemand. Le blessé gémit et appelle un long moment, puis il meurt. Les soldats viennent alors le fouiller, sortent l'argent de son portefeuille et se le partagent, puis ils s'en vont. De leur côté, les gardiens Marcel Broute et Marcel Vasseur sont blessés, l'un à la cuisse gauche, le second à la droite : ils se réfugient dans le couloir du 226 boulevard Saint-Germain, passent par l'escalier de service, et montent dans les étages. Personne ne veut leur ouvrir. Au 3^e, Vasseur, qui perd beaucoup de sang, a un malaise : Broute le porte au 6^e où on leur donne une serviette. Puis ils montent au 8^e. Tous deux se cachent alors dans le local de transmission de l'ascenseur, qu'ils ferment à clé et se soignent un peu, chacun se pansant avec une moitié de la serviette. Ils cachent armes et brassards sous le tas de sable entreposé là. Les Allemands les ont vus entrer dans l'immeuble et interrogent le concierge, qui se tait. Les deux agents montent sur le toit par une lucarne et rejoignent l'immeuble voisin où ils entrent dans une chambre et peuvent boire de l'eau. Ils voient que les issues sont gardées par les Allemands. Aidés par la concierge, ils sortent l'un après l'autre dans la rue. Boulevard Saint-Germain, Broute est soigné par un dentiste sis au 234, où il est hébergé quinze jours chez des voisins, les époux Dufrene. De son côté, Vasseur tombe évanoui sur une chaise apportée par la concierge. Il revient à lui déshabillé et étendu sur un paillason. Il est alors soigné par une infirmière résidente. Puis il est trans-

¹⁶⁷ Né le 12 février 1913 à Echiré. Il est père de deux enfants et homologué sergent-chef.

¹⁶⁸ Né le 29 octobre 1909 à Clégurec (Morbihan). Il est membre de *Police et Patrie*.

¹⁶⁹ Né le 28 mai 1919 à Bagneux (Yonne), il a rejoint *L'Honneur de la Police* après son retour de captivité.

porté dans un appartement vide d'un autre immeuble d'où il est conduit par une ambulance de la Défense Passive, le lendemain vers 17 heures à l'hôpital Necker, où il parvient épuisé, mais vivant.

Cinq autres gardiens de Boulogne se dirigent aussi vers la PP : ils laissent leurs vélos dans la cour d'un immeuble et voient que la station Saint-Michel n'est ni fermée, ni gardée : ils sprintent sous le feu des militaires qui les ont vus, mais ils arrivent sains et saufs.

Le chemin du brigadier **Louis Royer**¹⁷⁰ et celui du gardien **Germain Frégeac**¹⁷¹, FFI du Commissariat de Saint-Denis, croise dans cette ville celui d'une colonne de chars et de véhicules allemands, à l'angle quai de Saint-Ouen-Boulevard Ornano.

Mauvaise rencontre

Le 19 août vers 15 heures, une patrouille de quatre policiers résistants de Saint-Denis part en voiture pour une reconnaissance vers la *Société Electrique de Paris*, sise quai de Saint-Ouen. A l'approche de leur objectif, ils rencontrent quatre chars allemands en stationnement, dont un se met en travers de la route pour empêcher tout passage : les agents essaient de rebrousser chemin, mais plusieurs Allemands armés de mitrailleuses se précipitent vers leur véhicule. Le gardien Raymond Moreau fait connaître sa qualité de policier, les soldats ouvrent aussitôt le feu. Moreau riposte avec un fusil de chasse qu'il tient caché : il tue un des agresseurs et en blesse un second. Le gardien Frégeac touche un autre soldat avec son arme de service. Le brigadier Royer tombe alors sous le feu des militaires. Le gardien Urbain Laumier tire à son tour à deux reprises avec un fusil Mauser et blesse un quatrième assaillant. Le feu allemand redouble : Frégeac meurt. Moreau et Laumier, les passagers arrière, parviennent à fuir sous le feu ennemi. Les corps des policiers tués sont relevés après le départ des Allemands par d'autres agents qui étaient de surveillance à la *SEP*.

A 15 heures 15, un nouvel assaut est lancé contre le portail de la PP côté boulevard du Palais. Les Allemands laissent sur le terrain dix morts. Un char et trois véhicules sont détruits et quatre prisonniers viennent rejoindre leurs compagnons dans les geôles de l'enceinte. Certains captifs acceptent de former les policiers au maniement des armes allemandes récupérées... Un peu plus tard, une traction avant est prise par les agents embusqués sur le boulevard Saint-Michel et ses deux occupants sont capturés. Dans la station de métro éponyme, les gardiens Marcel Andrieux et Raoul Lafore, aidés par deux FFI, attrapent deux soldats, après avoir essuyé des rafales de mitrailleuses. Plus tard, Lafore¹⁷² est grièvement blessé à la jambe droite par balle explosive en reconduisant des prisonniers à la PP. Il doit être amputé : il s'était distingué le matin avec son corps-franc du 1^{er} arrondissement en capturant square Viviani une voiture allemande et en faisant trois prisonniers. Côté Notre-Dame, plusieurs véhicules sont détruits ou repoussés, permettant la récupération d'armes et de matériels de défense. A Choisy-le-Roi, après plusieurs rafales tirées dans la porte du com-



Louis Royer

¹⁷⁰ Né le 17 juin 1905 à Vielverge (Côte-d'Or).

¹⁷¹ Né le 15 novembre 1914 à Comiac (Lot). Il était gardien d'avril 1938 et membre de l'OCM.

¹⁷² Décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre.



Abel Paillot

missariat, celui-ci est abandonné au profit du poste de Thiais. Alors qu'il se rend à la PP en renforts, un corps-franc du commissariat de Gentilly dirigé par le brigadier André Paul attaque un camion allemand quai Saint-Michel, près du square Viviani : ses sept occupants sont mis hors de combat. Le gardien Bernard Nativité y a la mâchoire fracturée par une balle. Une automitrailleuse qui vient du quai de la Tournelle attaque le groupe qui réussit à la repousser : celui-ci regagne son service vers 22 heures.

Vers 15 heures 30, le gardien **Abel Paillot**¹⁷³ est une des victimes du cafouillage sur le port de l'uniforme. Il était arrivé en tenue pour la prise de son service vers 13 heures au poste de la rue Saint-Denis. Aussitôt renvoyé pour se mettre en civil, à son retour il part pour renforcer la PP. Il est tué d'une rafale de mitrailleuse lors d'un affrontement sur le parvis Notre-Dame, côté rue d'Arcole. Au même moment, le secrétaire de police du 2^e arrondissement Robert Charondière conduit avec deux de ses hommes le commandant des gardes des communications du groupe sud vers la PP. Ils sont surpris par une patrouille à l'angle quai Malaquais-rue de Seine : le commandant Hélie est tué d'une balle en plein front.

Occasion manquée !

Le 19 août à 14 heures 30, puis à 15 heures 30, l'attaque de quelques blindés allemands appuyés par une unité d'infanterie met à mal le portail Notre-Dame de la caserne de la Cité et manque de permettre aux assaillants de pénétrer dans la cour de la PP, où un moment de fort flottement montre l'importance de l'occasion manquée par les Allemands. Un char détruit et une vive fusillade en réponse découragent l'assaillant. L'occasion ne se représentera plus.



Edouard Daguin

A Clamart, le corps-franc de l'inspecteur André Maitre et du gardien Henri Jourdain, cantonné au lieu-dit *Soleil-Levant* fait cinq prisonniers allemands au Petit-Clamart. Ils prennent un peu plus tard un canon antichar qui rejoindra la PP. Puis des blindés, des grenadiers et des SS investissent dans les bois le lieu où se trouvent le corps-franc et des FFI. Le brigadier de Vanves **Henri Gros**¹⁷⁴, prend le commandement d'une petite arrière-garde intégrant trois FFI. Ils mènent un combat retardateur qui permet la fuite des autres membres du groupe. Les quatre combattants réussissent un moment à s'échapper, mais sont rattrapés par une automitrailleuse et immédiatement fusillés. Bien qu'atteint par quinze balles alors qu'il se trouve près de l'école, Gros, hospitalisé, survit jusqu'au 21. Au cours du même combat ont été blessés le brigadier Bellenger et le gardien **Marcel Debeugny**¹⁷⁵.

Aux environs de 16 heures disparaît place Saint-Michel le gardien **Edouard Daguin**¹⁷⁶, qui défend les alentours de la Cité. Son corps, qui porte des traces de mauvais traitements (dents cassées...) est retrouvé le 20 février 1945 enterré dans les jardins du Ministère des Affaires Etrangères. Vers 16 heures encore, un corps-franc du commissariat de Gentilly est rappelé en renfort à la PP.

Aux abords de celle-ci, il se heurte partout aux Allemands et doit revenir vers Denfert-Rochereau, d'où il rejoint son objectif vers 21 heures par les couloirs du métro : il défend alors l'aile nord-est de la caserne. Aux environs de 16 heures, le gardien motocycliste Jacques Renaux livre une sacoche de munitions au commissariat du 10^e arrondissement. Il doit y retourner peu après, car il a apporté des munitions de calibre 7,65 alors que les défenseurs avaient surtout besoin de 7 mm. Le gardien résistant René Dion¹⁷⁷ est blessé grièvement au faubourg Saint-Martin lors des combats pour cette mairie : une balle fracasse son os iliaque et, blessé à la tête et trépané, il reste partiellement paralysé. Aux environs de 16 heures aussi, une nouvelle et vive attaque allemande contre le portail Notre-Dame, provoque plusieurs blessés par balles ou éclats d'obus parmi les policiers. Une demande de renforts est réitérée vers les commissariats : les arrivées se font partiellement par les couloirs du métro. Une autre partie engage le combat à l'extérieur. A 16 heures 15, quatre gardiens du 4^e arrondissement partent dans une Traction vers la porte de Versailles pour chercher des munitions : le déplacement est infructueux. Mais leur véhicule est hors service, tant ils ont été mitraillés ! A 16 heures 30, une attaque allemande au *Minenwerfer* a lieu sur la cour de la PP, créant un bref émoi. A la même heure, un groupe de policiers engage le combat avec plusieurs camions à hauteur du n°53 du quai des Grands Augustins, faisant un tué et trois prisonniers. Simultanément, place du Châtelet, les gardiens du 2^e arrondissement André Dinot et Constant Caze-nave voient un camion-citerne qui se dirige vers la gare de l'Est. Touché par les tirs des policiers, le véhicule s'arrête au pont au Change. Deux Allemands descendent : l'un est tué en refusant de rendre son arme, l'autre en ripostant. Un peu plus à l'est, à l'angle Pont de l'Archevêché-Quai de Montebello, deux gardiens sortis de la PP et empêchés d'y revenir tuent deux soldats descendus d'un char. Plusieurs agents sont blessés dans les combats autour de ce pont.

L'ordre part vers les commissariats de quartier de s'emparer des mairies, quand ce n'est déjà fait. A Villemomble l'entrée de la ville est défendue par des barricades tenues pour partie par les policiers du brigadier Joseph Gaudin contre une attaque de chars. Les agents tiendront ensuite dans la mairie contre des assauts répétés jusqu'au 21. Rue du Louvre, le gardien Jean Quillacq est très sérieusement blessé à coups de crosse par des soldats qu'il venait de capturer avec des collègues.

Déménagement à Vincennes

Au commissariat de Vincennes, sont détenus quatre miliciens et des collaborateurs que les policiers ont arrêtés. Dans l'après-midi, les Allemands attaquent en force à la mitrailleuse lourde et aux grenades incendiaires : ils se heurtent à une forte résistance, dirigée par le brigadier Louis Rivière¹⁷⁸. Trois autres miliciens arrêtés les armes à la main sont enfermés dans le sous-sol de la maison du gardien Henri Bertaut, qui assure leur garde, quand le commissariat est occupé par les Allemands. Ceux-ci mettent le feu aux locaux. Les gardiens chantent *La Marseillaise*, puis fuient en escaladant les murs, conduits par leur responsable. Ils reconstituent un point d'appui au poste de Fontenay. Les policiers réinvestissent le siège de Vincennes au départ des Allemands. Le local change de mains quatre fois dans l'après-



¹⁷⁷ Né le 26 juillet 1914, Dion a sauvé des juifs en les laissant fuir et il a hébergé des personnes recherchées.

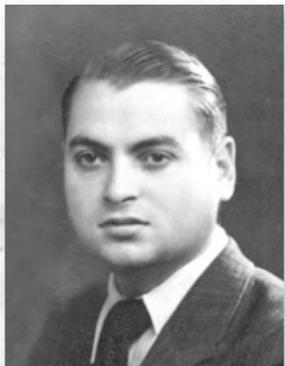
¹⁷⁸ Ancien gendarme, né à Le Ségur dans le Tarn le 18 septembre 1898, Louis Rivière est le responsable local pour *L'Honneur de la Police*. Il avait été révoqué en 1940 pour s'être engagé dans le 161^e RI à Albi Il est homologué adjutant.

¹⁷³ Né le 6 juin 1921 à Troyes. Il était père d'un enfant et membre de *L'Honneur de la Police*.

¹⁷⁴ Né le 6 décembre 1902 à Vincelles (Jura), il rejoint le groupe des *Ardents* en d'Issy-les-Moulineaux en 1942.

¹⁷⁵ Né le 13 avril 1914, il meurt des suites de ses blessures en avril 1946.

¹⁷⁶ Né le 8 décembre 1915 à Paris. Il s'était évadé d'Allemagne et est membre de *Libé-Nord* depuis février 1943. Il quitte l'hôtel où il réside vers midi, en déclarant à l'hôtesse qu'il allait « faire du bon travail ». Il est vêtu d'une « chemisette fantaisie à rayures rouge et gris, pantalon large bleu marine à rayures et paletot marron à larges rayures blanc et rouge, souliers noirs ».



René Raphanel



Georges Ducassou



Louis Moulin

...

midi, puis il est abandonné définitivement, faute d'armement adéquat. Les agents se replient alors vers l'école de l'Est, qu'ils quittent à 18 heures : ils passent la nuit dans les jardins. Le lendemain, les miliciens prisonniers sont remis aux FTP. Le poste de commandement est finalement installé chez le gardien André Rocherieux, d'où les liaisons se font par estafettes. Le 21, le lieu de repli est le poste de Montreuil avant une installation à Fontenay. Le commissariat de Vincennes sera réinvesti le 25 août à 6 heures 15 par tout l'effectif, en tenue.

Dans l'après-midi, plusieurs corps-francs de policiers viennent au secours de leurs collègues assiégés dans la mairie du 10^e arrondissement, sans parvenir à faire la jonction avec eux, sauf par quelques éléments qui s'infiltrèrent à travers les lignes allemandes. Les combats durent jusqu'à 20 heures 30 : cinq attaques échouent, puis tombe l'ordre d'évacuer le bâtiment. Les groupes civils partent, seuls 30 policiers restent, qui récupèrent les armes que les FFI pris de panique ont cachées dans les égouts. Dans la nuit, il apparaît que trois gardiens étaient restés dans la mairie, dont ils sortent sans difficultés. Le gardien **René Raphanel**¹⁷⁹ est tombé au cours de ces actions : il a rejoint le combat malgré un épanchement de synovie qui l'empêche de se mouvoir facilement. A l'angle Poissonnière-Poulet, un groupe de policiers du 18^e prend à partie une escouade de soldats qui descend la rue Poulet, couverte par un militaire réfugié derrière l'avertisseur de police : le gardien Jacques Haman prend une balle dans l'abdomen. Il est hospitalisé à l'hôpital Bichat sous le nom de Pierre Martin, et manque de perdre la vie dans le bombardement qui frappe l'établissement une semaine plus tard... L'inspecteur auxiliaire Gilbert Quéro est grièvement blessé lors d'un assaut angle rue Saint-Laurent-Boulevard de Strasbourg et sera amputé d'une jambe¹⁸⁰. Gisant à terre, sous le feu continu des Allemands, perdant son sang en abondance, il réussit à se traîner dans l'entrée de l'hôtel sis au n°74 du boulevard. Il cache ses deux armes sous le tapis et s'assied dessus, parvenant ainsi à se faire passer pour inoffensif aux yeux des soldats venus l'achever. C'est un médecin allemand qui lui pose un garrot ! Le Comité local de Libération et *L'Humanité* rendront hommage à « la belle attitude de la police dans le 10^e », voulant « porter à la connaissance de toute la population l'action héroïque des forces de police de l'arrondissement » et soulignant que « ce sont les policiers du 10^e, soutenus par les FFI et les patriotes qui ont pris la gare de l'Est après une bataille acharnée », « dans un magnifique élan ».

De son côté le gardien **Georges Ducassou**¹⁸¹ répond à l'appel à renforts de la PP. Il est arrêté, fouillé et battu devant la gare de Lyon, puis achevé à coups de crosse. Le même jour, c'est avenue Ledru-Rollin que le gardien des Services Techniques **Louis Moulin**¹⁸² est abattu d'une rafale de mitraillette, après avoir descendu de sa bicyclette et achevé de trois balles dans la tête. Dans le même temps, un camion allemand capturé, hâtivement recouvert de croix de Lorraine est équipé par des gardiens du corps-franc de la 8^e compagnie de circulation qui partent

¹⁷⁹ Né le 4 septembre 1911 à Paris, il était membre de *L'Honneur de la Police* depuis avril 1943. Il était père d'un enfant de 3 ans.

¹⁸⁰ Né le 23 juin 1923 à Paris, membre des réseaux *Samson* et *Maurice*, il poursuit une brillante carrière qui se termine en juin 1983 avec le grade de Contrôleur Général, la rosette d'officier de la Légion d'Honneur, la concession de la Médaille Militaire, et la Croix de guerre.

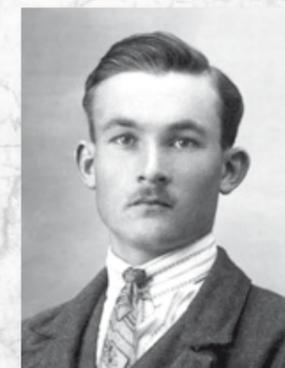
¹⁸¹ Né le 22 mai 1944.

¹⁸² Voir le fascicule de 2009.

chercher des munitions au garage du boulevard de l'Hôpital. « Boulevard de la Gare, le camion cale devant un barrage d'Allemands protégé par des mitrailleuses en batterie. Les Boches hésitent, nous aussi (nous n'avons pour riposter que nos pistolets et une mitraillette), on se regarde, le camion repart au moment où ils se décident à tirer »¹⁸³. Ils se dégagent avec des trous dans la plate-forme, et reviennent à la PP avec 4000 cartouches. Vers 16 heures encore les policiers de Boulogne apprennent que les Allemands attaquent des postes de police : ils ferment les grilles et un groupe de défense prend position en veillant à ce que les issues de secours soient bien dégagées. Vers 17 heures un camion arrive : les soldats descendent, font le tour du commissariat, le croient fermé, et s'en vont. A Saint-Denis, une patrouille de deux policiers à vélo est attaquée par deux soldats qui tentent de dérober leurs machines : dans la lutte, les deux maraudeurs sont tués. Une dizaine de militaires vient en renfort : les agents tirent pour couvrir leur fuite. L'un prend deux balles dans un bras mais réussit à se sauver sur son cycle. L'autre se jette dans le canal sans savoir nager : il sera sauf quand même. Au même moment à l'angle Pont-au-Double-Séguier, le brigadier Yves Guillaumot a la poitrine traversée par une balle au cours d'un affrontement avec les soldats qui attaquent la PP. A 17 heures 30, le groupe-franc du 15^e arrête une auto avec un officier allemand qui est conduit au dépôt. Les agents du groupe trouvent une échelle de la compagnie du gaz qui permet de faire évacuer plus facilement les blessés de la PP et entrer du ravitaillement. Dans le quartier Jean Jaurès, disparaît le gardien **Gustave Ragonnet**¹⁸⁴ du 10^e arrondissement. Il est en patrouille avec son collègue Eugène Saliou, quand ils se séparent quelques minutes : les papiers de Ragonnet, qui avait deux armes sur lui, sont retrouvés sur le trottoir, près de la caserne de la Milice du quai de Valmy. Vers 17 heures, une nouvelle et violente attaque allemande contre la mairie et le commissariat du 13^e arrondissement contraint à l'évacuation des lieux. A 17 heures aussi, le groupe de Saint-André-des-Arts prend d'assaut une camionnette, faisant trois tués et un prisonnier. Un peu plus tard, les mêmes capturent deux SS dont un *Feldwebel*, tous conduits dans la Préfecture. Simultanément, une vive attaque par des grenadiers venant du Pont au Change vers la PP est repoussée : le gardien **Francis Maurizot**¹⁸⁵ est tué en défendant son poste. Trois mitrailleurs allemands infiltrés dans le pâté d'immeubles de la PP sont neutralisés par des gardiens et leurs armes prises. Peu avant 17 heures 30, les Allemands font une tentative pour s'infiltrer dans la caserne par le toit d'un café sis à l'angle avec le Pont Saint-Michel : ils sont repoussés et l'un d'eux tombe dans le vide. En même temps le brigadier Precetti et le gardien Rouvier du 1^{er} arrondissement assaillent cinq soldats près du pont : ils en tuent deux et font trois prisonniers.

Gestapistes

A 17 heures 30, avec deux de ses collègues, le gardien Henri Siron¹⁸⁶ du 18^e tente de procéder à l'angle Lepic-Constance, à l'arrestation de trois membres de la « Gestapo française » de la rue Lauriston. De surveillance au Betty-Bar, lieu de rassemblement de la bande, les policiers voient en effet sortir les individus : ils les suivent puis les bloquent un peu plus loin. Quand ils mettent les voyous en joue en annonçant leur qualité, les agents essaient



Gustave Ragonnet



Francis Maurizot

¹⁸³ Rapport du groupe.

¹⁸⁴ Né le 25 février 1906 à Meurcourt (Haute-Saône), il était membre du FNP depuis juin 1943, fournissant à son organisation des renseignements sur l'activité de la gare de l'Est.

¹⁸⁵ Né le 18 juillet 1911 à Berck-sur-Mer. Il est FFI au groupe d'Arcueil.

¹⁸⁶ Né le 7 novembre 1919, il meurt en janvier 1956.

...

le feu de Dominique Carlotti, que le gardien Elie Drain parvient à désarmer en lui saisissant le bras pendant que Siron ceinture le voyou. Les deux autres gestapistes sortent alors eux aussi leurs armes : dans la mêlée, Siron parvient à toucher Carlotti, qui tombe. Banzi s'enfuit. Le gardien René Bezançon atteint Santoni, qui riposte aussitôt, avant d'être touché à nouveau par Siron. Carlotti sort une seconde arme avec laquelle il blesse Siron à la cuisse. Celui-ci riposte et le tue, pendant que le pistolet de Bezançon s'enraye. D'autres collabos sortant du bar, les policiers doivent se replier : Siron se réfugie dans un immeuble de la rue Robert Planquette, où il reçoit les premiers soins, avant d'être hospitalisé pendant deux mois.

Vers 18 heures, boulevard Saint-Michel, un corps-franc de policiers attaque une camionnette : un militaire est tué et les trois autres sont capturés. Toujours vers 18 heures, l'écrivain Claude Roy fait le coup de feu avec les policiers : un camion est enflammé à l'angle Saint-Jacques-Quai Saint-Michel et menace de mettre le feu au Notre-Dame hôtel : policiers et pompiers interviennent pour maîtriser l'incendie. A 18 heures, rue de Provence, l'inspecteur auxiliaire Pierre Lormelle accompagné de trois gardiens investit le siège d'une association collaborationniste, dont ils raflent les archives. Elles sont amenées le lendemain au quai des Orfèvres. Simultanément, place du Châtelet, le gardien Jean-Marie Reungoat touche un char allemand avec une bouteille enflammée : l'engin se replie quai de la Mégisserie. Encore vers 18 heures, le groupe du brigadier Yves Henry du 6^e réussit à bloquer un camion d'une rafale de mitraillette à l'angle Saint-Michel-Saint-Séverin. Henry fait descendre les occupants, prisonniers, et grimpe dans le véhicule. Il distribue les armes aux hommes de son groupe, quand une auto allemande surgit d'où partent des coups de feu qui blessent le brigadier à la cuisse droite, lésant son nerf sciatique.

L'ombre de David

Le journal *Front National* du 22 août décrit : « 18 heures. Je me trouve avec un groupe de défenseurs qui tirent sur le quai Saint-Michel des bureaux du second étage. Les vitres volent en éclats sous les rafales ennemies. Une poussière de verre constelle le sage buvard administratif, des chargeurs s'empilent sur les classeurs, le fauteuil de moleskine brune est chargé d'armes. Les saccades des *sanders* font un tintamarre assourdissant dans les pièces et les couloirs. Cinq camions allemands sont détruits. L'un d'eux flambe au coin de la rue Notre-Dame, l'autre risque d'incendier le Notre-Dame Hôtel, au coin de la rue Saint-Jacques. Ce bureau n'est pas un bureau comme les autres. Ce bureau dont partent les balles qui tuent l'ennemi est celui du commissaire divisionnaire David (qui) n'est plus là pour voir de ses fenêtres combattre les patriotes qu'il torturait hier ».

A 18 heures 30, un lieutenant FFI avec quarante hommes se met à la disposition de la PP : il opérera autour de la Cité. Les locaux du journal collaborationniste

Paris-Soir sont occupés par des groupes de policiers et de FFI. Un camion-citerne allemand est immobilisé sur le pont au Change : il donne lieu à un violent échange de coups de feu. Dans l'après-midi, suite à un des appels à renforts de la PP, un groupe de policiers de Montreuil part pour la caserne de la Cité où il combat dans l'aile est. Le sous-brigadier Jean Berthou estime alors que sa présence est plus utile à l'extérieur. Il rejoint les FFI place Saint-Michel, où il se distingue par son adresse au fusil Mauser. Les munitions épuisées, il retourne vers la PP se ravitailler. En revenant reprendre sa position, sur le pont Saint-Michel, il se trouve face à un camion militaire. Il s'allonge au sol et abat trois Allemands. Mais un char suit ce camion : il tire à bout portant sur Berthou¹⁸⁷ qui a la cuisse gauche quasi-sectionnée : il sera amputé, sauvé par le gardien Massip et deux scouts qui le transportent à l'Hôtel-Dieu. Aux Lilas, rue de la République, vers 19 heures, le gardien **Louis de Riz**¹⁸⁸ est tué par des Géorgiens de l'armée Vlassov, alors qu'il se rend en renfort à la PP avec quelques collègues. Ceux-ci ripostent et abattent un agresseur, puis en capturent un autre. Aux environs de 19 heures, les insurgés du commissariat de Clichy sont informés d'un accident entre deux camions allemands au rond-point Victor Hugo. Un groupe-franc de policiers se rend sur place, rejoint par quelques FFI : ils engagent le combat avec les soldats. Au bout de 20 minutes d'échanges de tirs et deux morts dans leurs rangs, les Allemands se regroupent dans un seul camion et s'enfuient en abandonnant l'autre. Des armes et munitions sont ainsi récupérées. Aux environs de 19 heures, comme ils le feront chaque jour, deux gardiens de la paix portent depuis la PP du ravitaillement aux défenseurs du Palais de Justice : boissons et conserves proviennent pour l'essentiel des réserves allemandes. A cette même heure, un tracteur est signalé en panne angle Saint-Paul-Saint-Antoine aux policiers du 4^e. Six gardiens du corps-francs se rendent sur place et reviennent avec six prisonniers, remis à la Mairie de l'arrondissement. Vers 19 heures 15, le corps-franc du 15^e arrondissement intercepte un convoi de trois camions et deux autos à l'angle Pont-Neuf-Quai Conti. Le combat dure près de deux heures, puis les Allemands sont dégagés par deux chars. Un camion de ravitaillement capturé est cependant ramené dans la PP. A 19 heures 30, le brigadier Frédéric Brunel du 2^e arrondissement est fait prisonnier et emmené à la gare du Nord, où il retrouve de nombreux collègues. Il est emmené au Mont-Valérien, maltraité, menacé d'être fusillé, laissé pendant des heures complètement nu, avant d'être échangé le 22 août et ramené à la PP. A la même heure, les gardiens Jean Besancenot et Maurice Libéral sont blessés par les éclats de balles explosives lors de l'attaque d'un camion rue Danton : ils poursuivent néanmoins le combat. Le gardien **Marcel Rey**¹⁸⁹ des compagnies de circulation rentre de mission en voiture quand il est abattu vers 20 heures par une automitrailleuse sur le parvis Notre-Dame, angle rue d'Arcole. Au retour d'une autre mission, aussi aux environs de 20 heures, le gardien **René Dupont**¹⁹⁰ du 10^e arrondissement, est contrôlé par des soldats allemands boulevard de Magenta. Dupont est trouvé porteur de son pistolet administratif, avec lequel il a combattu pour la défense de la mairie : un des militaires l'abat. Vers 20 heures encore, rentrant de patrouille, le gardien Raoul Jary est capturé au carrefour Magenta-La Fayette. Fouillé et désarmé, il est détenu à la gare du Nord puis conduit au Mont-Valérien pour y



Marcel Rey

¹⁸⁷ Déjà titulaire de la Croix de Guerre 14-18 avec trois citations.

¹⁸⁸ Né le 4 juin 1903 à Tournavaux (Ardennes). Il est membre du groupe de Résistance *Romain* de Romainville.

¹⁸⁹ Né le 8 mai 1908 à Dijon, membre du FNP et de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent. Gardien de février 1931. Il est père de deux enfants.

¹⁹⁰ Né le 26 mars 1911 à La Ferté-Chevresis (Aisne), gardien de juillet 1933, membre de *L'Honneur de la Police*, il était père de deux enfants.

être fusillé : il sera lui aussi échangé. Toujours vers 20 heures, des policiers et des FFI attaquent un camion quai des Grands Augustins : un soldat est tué et quatre sont blessés, mais le camion est irrécupérable. Simultanément, un engagement a lieu au pont Saint-Michel : deux agents s'emparent d'une ambulance allemande laissée sans occupants et la ramènent au quai des Orfèvres. Aux approches de la PP, encore vers 20 heures l'agent Marcel Andrieux est sérieusement accidenté en chutant d'une voiture : installé avec une arme sur l'aile du véhicule orné d'un fanion américain qui conduit des ressortissants U.S vers la Cité pour les y mettre en sûreté, un coup de frein brusque lié à l'apparition d'une voiture allemande provoque sa chute et sa blessure¹⁹¹. La voiture entre au 7 boulevard du Palais pendant qu'Andrieux est secouru. A 20 heures 30, le gardien Louis Gauliard est fait prisonnier à l'angle boulevard Saint-Germain-Quai d'Orsay. Il est conduit au Ministère de la Guerre, puis libéré quatre jours plus tard. Le gardien Victor Polin du 2^e arrondissement ramène une camionnette d'armes et de munitions de la rue Grétry vers le siège de son commissariat. Il réitérera l'opération en effectuant le 22 août deux autres transports depuis la gare de Paris-Ivry. A 20 heures 30, le consul général de Suède Nordling appelle Pisani pour l'informer d'une trêve bienvenue aux yeux de celui-ci, en raison du manque de munitions. A 21 heures la PP s'indigne d'une information : « l'Ecole Polytechnique n'a pas pavosé¹⁹² ». Pendant ce temps, sous les fenêtres d'un PC local du boulevard Saint-Michel, une escarmouche a lieu : des Allemands ivres tirent sur la foule puis entre eux. Au sol, un soldat blessé râle : un de ses collègues lui parle, et froidement lui tire une balle dans la tête. Le gardien écrit dans son rapport : « La brute fait un geste et dit simplement : *Kapout* et s'en va en marquant le sol de ses talons rouges de sang ». Toujours vers 21 heures, deux gardiens cyclistes reviennent de la PP vers le 14^e arrondissement quand, passant rue Vavin, une sentinelle les abat. **Gaston Gathelier**¹⁹³ meurt le 20 et son collègue André Boulanger doit être amputé d'une jambe.



Gaston Gathelier

Armes

Les armes et munitions des résistants sont disponibles à la PP en nombre très variable dans le temps : le soir du 19 août, elle avait encore de quoi soutenir le combat une ou deux heures, d'où l'acceptation de la trêve par Parodi¹⁹⁴. Léo Hamon raconte que, dans la soirée, quelques policiers sont tentés de partir, écoeurés, hors d'état de combattre, lui montrant leurs pistolets vides de toute munition. Il réussit à les galvaniser, et tous restent. Mais, dès le lendemain, du « ravitaillement » arrive : les policiers des Services Techniques de la PP ont « pillé » des wagons allemands quai de la gare. Pendant toute l'insurrection, les insurgés s'équipent ainsi aux dépens de l'adversaire. D'où le contre-sens de l'analyse de Massiet quand il énumère les armes détenues à la Préfecture¹⁹⁵ à un instant donné. Selon plusieurs témoignages, les Alliés avaient refusé de parachuter des armes en région parisienne par crainte qu'elles tombent entre les mains des communistes et favorisent ainsi leur prise du pouvoir. D'où l'importance initiale des stocks recueillis par *L'Honneur de la Police* grâce à Joinovici¹⁹⁶. Ces armes sont amenées dans la PP dans la journée du 19 sur les instructions de Fournet¹⁹⁷. Elles auront permis de tenir ce premier jour.

Evacuez la PP !...

La décision d'évacuation a été prise le 19 août en fin d'après-midi par l'équipe Parodi-Delmas-Hamon et notifiée le soir-même par téléphone par Léo Hamon à Armand Fournet à la PP. Celui-ci refuse, malgré la pénurie de munitions, excluant définitivement, avec un vrai sens politique, de vider les lieux, malgré de nouvelles sollicitations le lendemain et la pression des chars allemands.

Nordling

Le consul général de Suède et doyen du corps consulaire Raoul Nordling rencontre Charles Luizet pour la première fois par hasard, dans la matinée du 19 août... en venant voir Bussière. Le soir-même, vers 19 heures, le diplomate reçoit un coup de téléphone de la PP qui l'informe de la situation difficile dans la Cité qui n'a que peu d'armes lourdes et presque plus de munitions. Son correspondant confirme aussi les informations que lui-même avait relativement à une éventuelle attaque combinée le lendemain matin tôt de l'aviation¹⁹⁸ et de blindés sur la PP. Des renseignements convergents de source allemande donnent en effet à penser que l'opération est en cours de préparation et que les moyens sont déjà prêts. Nordling prend alors contact avec Von Choltitz et négocie avec lui une trêve dont les grandes lignes s'affineront au fil des heures. Outre la trêve elle-même, les principaux acquis sont la reconnaissance des autorités gaullistes et celle des FFI comme forces combattantes, économisant de nombreuses exécutions sommaires, mais elle permettra aussi les échanges de captifs, et sans doute, la remise en liberté des trois représentants majeurs¹⁹⁹ du gouvernement d'Alger à Paris, qu'elle a peut-être aussi sauvés. Elle aura également pour vertu de donner le temps de regrouper les FFI : une autre journée comme le 19 aurait saigné à blanc la PP. Le 21, les FFI seront là pour prendre en partie le relais. Nordling souligne que la trêve a été acceptée par tous les représentants de la Résistance, inclus celui du PC²⁰⁰. A titre d'essai, un premier cessez-le-feu entre alors en vigueur à 21 heures 05 pour 35 minutes. Son relatif respect permet de négocier une seconde étape pendant laquelle les combats se poursuivent épisodiquement, mais qui laisse le temps à la PP de trouver armes et munitions. Le 20 vers 16 heures, les voitures haut-parleurs partent enfin de la place Vendôme, avec leurs équipages de la PP et celles de la *Feldgendarmérie* avec un gendarme français sur le marchepied. Elles se sont rassemblées peu après 14 heures pour aller prévenir les Parisiens et les Allemands de la trêve, mais faute d'ordres, les équipages ont patienté jusqu'à ce que Nordling débloque la situation. Si les affrontements reprennent ultérieurement, il n'est pas douteux que l'intervention du diplomate suédois a amené von Chotitz à ne pas faire appel aux « grands moyens » que ses chefs lui offraient pour anéantir la PP, et l'a sans doute dissuadé d'entrer trop avant dans le cycle des destructions. Le Suédois a vraisemblablement ouvert la porte à une reddition ultérieure sans plus de casse qu'un baroud d'honneur certes coûteux, mais limité.

Dès ce premier jour d'insurrection, les policiers paient donc un lourd tribut à la libération de leur ville. Rue Lafayette, au cours de l'attaque d'un convoi, l'inspecteur Roger Accart est sérieusement blessé. Son collègue inspecteur au

¹⁹⁸ Dans la nuit du 26 au 27 août deux violents bombardements touchent Paris et l'agglomération parisienne. Ils font 189 morts et 890 blessés. Ils montrent bien que si Von Choltitz l'avait décidé, il aurait pu faire anéantir la PP, moyennant quelques lourds dégâts collatéraux...

¹⁹⁹ Parodi, Pré et Laffon, capturés par les Allemands et conduits devant Von Choltitz.

²⁰⁰ Besse, pour les FTP.



Henri Ferrouillon



Gaston Durand



Louis Toupelin de la Doilière

corps-franc des RG, Pierre Bedou est mis hors de combat rue d'Arcole par une fracture ouverte du fémur gauche. Le gardien **Henri Ferrouillon**²⁰¹ est aussi tué là d'une rafale de mitraillette ainsi que son collègue du 20^e **André Perrin**²⁰², touché par plusieurs balles. Simultanément, le gardien Louis Le Guillou est grièvement blessé d'une balle dans le ventre. Rue Saint-Dominique est capturé le gardien **Gaston Durand**²⁰³, qui se rendait rue Mazarine en vue d'une action contre le Sénat. Il est emmené, ligoté sur un side-car, jusque dans une maison de Montmorency, où il meurt deux jours plus tard des suites des tortures endurées. Le gardien **Louis Toupelin de la Doilière**²⁰⁴ trouve la mort lors d'un accrochage à proximité de la Caserne du Prince Eugène²⁰⁵. Membre du réseau *Samson*, le gardien Jean Fichard est arrêté par les Allemands : porteur de l'ordre d'attaque de tous les locaux de l'occupant à Paris : il parvient à s'échapper et à reprendre le combat.

Dans la journée les gardiens Charpentier, Monnier, Poulain et Pothier vont ravitailler en Seine-et-Oise les Canadiens qu'ils avaient véhiculés le 18. Au cours de l'après-midi, en voiture pour rejoindre la PP, le groupe engage le combat avec des Allemands sur le parvis Notre-Dame : **Fernand Poulain** est tué d'une rafale de mitrailleuse dans la poitrine provenant d'un char. Georges Charpentier se bat là tout l'après-midi, aux côtés du gardien René Didier, se faisant plusieurs fois ravitailler en munitions. Monnier, Pothier et leur collègue **Jean Dugarreau** sont capturés par les Allemands et assassinés²⁰⁶. Le gardien Ernest Bacquet s'est aussi battu toute la journée autour de la PP. Blessé de trois balles, il reprend néanmoins le combat après avoir été soigné.

Un homme de Morlot²⁰⁷

Pupille de l'Assistance, le gardien **Fernand Poulain** est né à Saint-Maixent, dans les Deux-Sèvres, le 14 mars 1921. Gardien à Gentilly puis à Ivry, il gagne la Résistance au sein du *FNP*, puis il est retenu pour rejoindre l'unité de Morlot, l'homme des missions difficiles, à la tête d'un groupe-franc du *MLN*. C'est ainsi que Poulain sera de l'équipe²⁰⁸ qui exécute Philippe Henriot, la voix de Vichy. Aussitôt recherché, il quitte son service le 8 août 1944 puis participe aux actions de la PP insurgée. Le 19 août, il trouve la mort en tirant avec une mitraillette par-dessus la Seine vers les Allemands, depuis la rue de Fouarre. Il rampe à travers la rue, tirant balle par balle en raison du manque de munitions. Il est mortellement atteint en se redressant pour essayer de se replier.

Les évadés

Aux confins sud de la région parisienne, un groupe de policiers s'illustre dans les rudes combats qui opposent des FFI aux soldats allemands à La Luzière, près de la Ferté-Saint-Aubin. Placés sous les ordres de Gabriel Lacure²⁰⁹, tous les agents avaient été arrêtés pour des faits de Résistance et emprisonnés dans le camp de Jargeau, d'où une évasion collective le 11 août 1944 leur a permis de s'extraire. Ayant rejoint les FFI de Sologne, la petite unité se bat avec eux. C'est avec regret que le commandant respon-

...

sable des troupes les voit partir vers Paris à l'issue des combats. Outre le chef de groupe et Léon Pron, tous les agents évadés ont participé aux affrontements. Georges André Hubert est né le 27 mai 1908 à Paris. Membre de *Vengeance*, après avoir adhéré à *Libé-Nord* en janvier 1942, il vole des documents aux Allemands et établit des faux-documents, puis est arrêté le 3 janvier 1944 à son domicile. Il est reconnu chargé de mission de 3^e classe, décoré de la Médaille de la Résistance, de la Croix de Guerre et de la Médaille des Evadés. Il est, pendant les combats, l'adjoint de Lacure. Georges Augustin Picot, né le 26 juillet 1913 à Chaptainville en Seine-et-Oise, il fait partie de la même vague d'arrestations que ses collègues, appartenant au même réseau, au sein duquel il convoyait et hébergeait des parachutistes alliés. Il est reconnu chargé de mission de 3^e classe et a reçu la Croix de Guerre. Font partie de l'unité, avec le même passé, les gardiens Norbert Jourdain²¹⁰, Albert Gincourt²¹¹, Lucien Pezin²¹², Georges Gabu²¹³ et Robert Laget²¹⁴, la plupart membres du « groupe Morandon ».

Le brigadier **René Travailant**²¹⁵ du 8^e arrondissement rentre des combats de la PP, quand il est pris dans une rafle allemande à l'intersection Magenta-La Fayette. Fouillé, trouvé porteur de son arme, il est fusillé sur place.

Dans la soirée, tombe l'ordre aux corps-francs de la PP présents dans l'enceinte « de rejoindre les forces de la Résistance » pour s'emparer de l'Hôtel de Ville²¹⁶ le lendemain à l'aube. Peu après, malgré le couvre-feu, l'inspecteur Morin et des inspecteurs de la PJ apportent dans la PP des armes et des munitions pillées dans un wagon en gare de Javel.



Un des corps-francs de la PP



Fernand Poulain



René Travailant

²¹⁰ Né le 24 novembre 1903.

²¹¹ Né le 22 décembre 1915 à Philippeville (Algérie).

²¹² Né le 16 août 1912 à Walincourt (Nord) : arrêté le 3 janvier 1944. Il appartenait à *Vengeance* et aidait au convoyage d'aviateurs alliés.

²¹³ Georges Louis Gabu *Louis Raisin* est né le 18 novembre 1903 à Paris. Membre d'*Action-Vengeance* et de *L'Honneur de la Police*, il est arrêté le 3 janvier 1941. Il est reconnu comme chargé de mission de 3^e classe et décoré de la Croix de Guerre.

²¹⁴ Né le 21 août 1898 à Dieppe : il avait été arrêté aussi le 3 janvier 1944 pour aide aux Alliés et propagande antiallemande. Il est homologué sous-lieutenant.

²¹⁵ Né le 11 novembre 1897 à Nancey (Saône-et-Loire), il est le responsable de *L'Honneur de la Police* pour la 1^{ère} Division. Il était gardien de mai 1922 et homologué lieutenant.

²¹⁶ Voir l'introduction.

²¹⁷ Voir fascicule 2009.



Raymond Rodon

Pisani et la trêve

« Chaque heure gagnée, c'est 20 kilomètres d'avance alliée et un espoir. Cette nuit, nous ferons enfin des munitions. Trêve acceptée par nous, grande victoire puisque nous en tirons parti. (...) Paris a une nuit pour organiser son combat, sa victoire, et c'est la police qui a donné cette chance à Paris ». L'avenir prouve qu'il avait raison autant que les adversaires de la trêve. Il plaide la cause de la PP auprès de Londres : « Il existe au cœur de Paris un coin de France Libre qu'il faut sauvegarder ». Ce « coin » aurait bien pu disparaître, puisqu'on sait aujourd'hui que c'est la trêve négociée par Nordling qui a peut-être empêché que la PP soit ravagée le 20 au petit matin par une attaque combinée de la *Luftwaffe* et de chars allemands.

Capturés près de Bailly, alors qu'ils tentaient de franchir les lignes pour rejoindre les Alliés, les gardiens Louis Huet²¹⁷ et **Raymond Rodon** sont fusillés par les Allemands. A Paris, vers 22 heures s'abat une pluie diluvienne. A 23 heures 15, le médecin du poste sanitaire de la rue de Richelieu demande des volontaires pour conduire six blessés à l'hôpital Saint-Louis. Les gardiens Raymond Salmon et Charles Fèvre accompagnent leur chef de groupe Emile Jaillette. A l'angle Château d'Eau-Saint-Martin, des coups de feu sont tirés sur l'ambulance. Réservoir percé, elle doit s'arrêter quai de Jemmapes devant un garage occupé par des Allemands. Avec l'aide des infirmiers, les policiers parviennent à pousser le véhicule hors de vue. Des FFI leur amènent de l'essence et le groupe finit par parvenir à l'hôpital. Tout au long de cette journée, les policiers soulignent la bonne volonté des FFI, trop rares, mais aussi leur relative inefficacité en raison de leur armement insignifiant. Ils relèvent aussi la présence de civils avec des armes de chasse. Dans la nuit, le gardien Paul Malaville du commissariat de Nogent part avec un collègue en mission vers Saint-Maur, quand il est capturé par les Allemands : il est relâché le lendemain vers 18 heures du fort de Nogent, après une négociation entre le chef de la *Feldgendarmeie*, le lieutenant Foster, et le commissaire Fouillard. Malaville raconte qu'il a été bien traité pendant sa détention, bien qu'il ait failli être fusillé... Collé au mur, il a été sauvé par Foster et des soldats qui disaient en avoir marre de la guerre. De leur côté, les deux gardiens mis à la disposition de *Rol*, Barrat²¹⁸ et Dubarry, partent à Montrouge récupérer Cécile *Rol*-Tanguy et l'amènent dans Paris. Vers 20 heures, les membres de quelques familles d'habitants de la PP, qui avaient passé la journée dans les abris souterrains sont regroupés pour être évacués de la caserne assiégée. Ils partent par les couloirs du métro, vers la porte de Clignancourt et trouvent refuge dans la station Etienne Marcel, puis, le lendemain, sortant par Strasbourg-Saint-Denis, ils sont hébergés jusqu'au 22 août dans un café et dans un hôtel proche sis rue Mazagran. Ils reviennent alors à la PP.

La PP recommande aux Parisiens la prudence en matière de pavoisement, pour ne pas leur attirer la vengeance des Allemands.

²¹⁸ L'ancien chauffeur du préfet Bussière...

Selon les témoignages des différents commissariats, si quelques groupes de FFI ont donc fait leur apparition dans l'après-midi et la soirée du 19²¹⁹, puis le 20, c'est surtout dans la seconde moitié du 21²²⁰ que l'arrivée en force des « fifis » contribue à stabiliser la situation des insurgés, puis à inverser progressivement le rapport des forces. Pendant toute une première période, c'est cependant largement sur les agents que repose le gros du poids de l'insurrection de Paris, même si *Rol* parle de policiers qui « appuient » les FFI dans la PP-même... : une modeste correction à l'Histoire ! Elle est redressée par Luizet, qui proclame : « La police de Paris, qui s'est fièrement battue, n'oubliera jamais le concours aussi efficace que valeureux que les FFI lui ont apporté du 19 au 25 août pour la défense de la Préfecture de police ». C'est *L'Humanité*²²¹ qui vient conforter sa déclaration, en décrivant « le courage exemplaire de la valeureuse police parisienne et des forces FFI qui l'appuient ». Mais, progressivement, des FFI plus nombreux viennent effectivement renforcer la PP à l'intérieur comme à l'extérieur de la caserne. Comment d'ailleurs douter du rôle de la police en regard des pertes humaines : plus de 170 agents²²² tués sur un total d'environ 900 FFI décédés, et près de 600 policiers grièvement blessés. Sans compter une grosse vingtaine de gendarmes morts²²³ aussi ! L'Assistance Publique ne se trompa point en adressant un peu plus tard à nulle autre que la PP la liste des agents blessés et soignés lors des combats, assortie de la facture à payer pour leur hospitalisation en raison des blessures reçues... Les policiers y ont totalisé 2800 jours d'hospitalisation, sans compter les nombreux agents soignés par la Maison de Santé des Gardiens de la Paix ni les périodes de convalescence ! La PP a d'ailleurs considéré tous ses agents participants à l'insurrection comme ayant été « en service »²²⁴. Dans les événements du jour : Pétain a quitté Vichy vers l'Est sous escorte allemande. Le CNR et le CPL ont lancé des appels à l'insurrection.

Un « artiste »

Le cas de l'inspecteur René Gresset des RG est représentatif d'un certain opportunisme. Relevé de ses fonctions par la PP en 1941 pour son appartenance à une société secrète, il rejoint une entreprise qui travaille pour les Allemands, grâce à laquelle il peut se payer la villa de ses rêves. Il côtoie des mouvements de Résistance sans s'engager. Plutôt que de rester discret à la Libération, jouant sur le cloisonnement au sein des structures clandestines, il se met en avant, se fait passer pour un leader de *Police et Patrie*, et vient, dès le 19 août, occuper le fauteuil du directeur des Renseignements Généraux. Hautain, il y vit bien en compagnie de quelques collègues avec lesquels il s'empresse dès le lendemain de préparer les tableaux d'avancement des temps nouveaux, en n'omettant pas ses propres intérêts ! Il va jusqu'à cosigner le rapport des exploits de ses confrères, sans s'oublier lui-même, à lire aux Archives Nationales. Traité avec une indulgence inattendue par la Commission d'épuration, il sera néanmoins réintégré et promu : il est vrai aussi que, en 1940, il avait courageusement arboré lui-même et fait porter des croix de Lorraine au revers des vestons de ses collègues et il est possible qu'il ait participé à quelque action qu'il revendique pendant la période insurrectionnelle. Il prendra sa retraite en 1963...

²¹⁹ « La grève de la police est un puissant facteur de la mobilisation populaire pour la lutte ».

²²⁰ De Vogue lui-même précise dans un compte-rendu du CNR daté du 21 août que c'est à partir du 20 que l'action des FFI a commencé à prendre « du poids et de la force », en parfaite concordance avec les témoignages policiers.

²²¹ Du 24 août 1944.

²²² Au prorata de leur place dans la population, les membres des forces de l'ordre auraient dû compter trente à quarante fois moins de victimes...

²²³ En comptant ceux tués dans les bombardements.

²²⁴ Ce qui avait le double avantage d'abord de faire prendre en compte les insurgés par l'institution, comme si elle était commanditaire de la démarche et des actions, ensuite pour les intéressés, de leur garantir la couverture administrative pour leurs actes. Tous les policiers morts pendant les « événements » ont été reconnus « victimes du devoir ». Comme si le devoir des policiers était de se révolter contre leurs Autorités. A posteriori, bien sûr... Plus curieux encore : des gardiens qui ont combattu sans interruption les 19 et 20 août sont punis d'un blâme en commission d'épuration, parce que, épuisés, ils sont rentrés chez eux se reposer. Ils ont « quitté le service sans autorisation »...

Dans la soirée du 19, c'est dans le bureau de Luizet, revenu tard²²⁵ avec Parodi et Hamon, que s'organise, pour le lendemain à l'aube, la prise de l'Hôtel de Ville.

Le dimanche **20 août 1944**, à une heure 30 tombe l'ordre de trêve pour le matin à 9 heures 10. Il faut prendre l'Hôtel de Ville avant ! Les combattants qui doivent prendre la Mairie de Paris dorment à même le sol de la PP, ou sur des brancards, des matelas cirés ou des paillasses pendant quelques heures. Vers 5 heures, un groupe de 75 gardiens de la paix, dont le corps-franc du commissariat de Montreuil, tous sous la direction d'Armand Fournet se réunit dans la cour Jean Chiappe. Il part vers 6 heures de la caserne de la Cité avec le petit effectif de gardes et de membres des Equipes Nationales qui attend sur le parvis : il sera ainsi l'acteur majeur de la prise de l'Hôtel de Ville. Le groupe franchit le pont d'Arcole et laisse passer trois blindés sur le quai. Il arrive en cinq minutes sur place. La grande porte de l'édifice est fermée, et les gardes ne laissent entrer les visiteurs qu'un à un. Fournet²²⁶ entre avec un garde, et la porte se referme. Puis il obtient que tout le monde puisse pénétrer afin de prendre possession des lieux. Hamon et Stéphane²²⁷ qui entrent à sa suite y construiront leur destin. Les policiers des Groupes Spéciaux de Protection de Laval rejoindront un peu plus tard les défenseurs. Commandés par le lieutenant Vidal, ils se comporteront brillamment jusqu'à l'arrivée de la 2^e DB. Des agents du 6^e arrondissement dirigés par le sous-brigadier Guyomard conduisent Pierre Taittinger, le président du Conseil Municipal et trois de ses adjoints vers la PP : au moment de sortir du bâtiment, ils sont pris sous le feu allemand et quittent finalement les lieux par les souterrains. Ils s'y perdent et se retrouvent à midi à l'Assistance Publique, où on leur donne à manger ! Ce n'est que vers 15 heures qu'ils arrivent à destination.

Disparus des tablettes !...

Les quelques 75 policiers de la PP qui ont été à la base de la prise de l'Hôtel de Ville, et dont une grosse moitié est restée pour sa défense, sans compter ceux engagés dans celle de ses abords, parmi les 400 défenseurs in fine du site, ont disparu des mémoires. Ils ont pourtant aussi entraîné avec eux dans les combats la quarantaine de policiers des Groupes Mobiles de Réserve et les membres de la Garde présents sur place, encore indécis... Tard dans la soirée du 21, ce sont également deux policiers²²⁸ qui, sur ordre de Stéphane, assurent auprès du Colonel Lizé le ravitaillement en munitions de la mairie. Et le gardien Roland Espinasse de l'Ecole Pratique y a créé une unité de combat : la « compagnie²²⁹ du lieutenant Espinasse ». Quant au brigadier Albert Lhomme, il a marqué les esprits par son habileté au tir, qui conduit au départ des blindés qui attaquent la mairie le 22 août, après avoir abattu à trois reprises les observateurs qui en émergent. Il est vrai que Léo Hamon voulait « qu'il n'y eut pas que des policiers » pour la prise de l'édifice, battant le rappel d'autres groupes²³⁰, au demeurant alors non-armés pour l'essentiel... « On aurait pu mener l'affaire rien qu'avec des sergents de ville, cela aurait fait un peu farce. » CQFD ! La remarque montre bien où était alors le potentiel des forces immédiatement disponibles. A quoi tient l'Histoire...

Vers 7 heures 50, les Allemands lancent une nouvelle offensive vaine contre la PP. De son côté, une dizaine de policiers du 2^e arrondissement conduit du ravitaillement vers la Cité. Puis ils procèdent à deux livraisons de détenus pour le dépôt. A la deuxième, ils sont attaqués par un blindé et une auto : l'habileté de leur chauffeur, le gardien Pelletier, leur permet de s'en tirer. Puis une ambulance est prise aux Allemands : elle contribue à mieux équiper les postes de secours de la PP. A 8 heures, le responsable Maurice Meunier du commissariat du 4^e arrondissement se rend à la caserne Napoléon et essaie de rallier la Garde, dont les chefs restent dans l'expectative, mais de nombreux gendarmes rejoignent les gardiens. Les agents des GMR affectés aux Groupes Spéciaux de Protection de Laval cantonnés dans le même immeuble feront de même et, conduits par Meunier qui leur confie les façades du bâtiment, ils rejoindront un peu plus tard les défenseurs de l'Hôtel de Ville. FFI et policiers du 12^e se mettent d'accord pour conduire toutes les opérations en commun.

Au commissariat du 5^e arrondissement, des sacs de sable entourent l'entrée et les fenêtres, avec des meurtrières. Un corps-franc de huit hommes occupe le 2^e étage de la mairie. Les policiers sont sur tous les points de résistance, mais se placent volontairement sous les ordres du jeune et énergique lieutenant Sarran des FFI qui, à partir de 23 heures, fait ériger des barricades autour de la Cité et dirige la défense antichars. L'obstacle dressé au carrefour Saint-Germain-Saint-Michel est rapidement attaqué par un blindé muni d'un lance-flammes, mais il tient bon. Le PC des policiers du 16^e est transféré au 4 rue Albert de Mun : aucune liaison n'existe plus. Un peu plus tard, les agents regagnent le commissariat, qu'ils protègent avec des sacs de sable avec l'aide de quelques FFI qui commencent à arriver plus nombreux. Le gardien Roger Savin²³¹ est capturé dans le 10^e arrondissement en venant renforcer la PP. Son corps sera retrouvé dans un charnier de la caserne du Prince Eugène place de la République, où il a été fusillé le 25 août. Les corps-francs ravitaillent la PP en armes et vivres. Un groupe-franc du commissariat de Gentilly installé dans la PP part en auto vers la cour Denfert-Rochereau afin de récupérer le véhicule qu'il y a laissé la veille. Sur le pont Saint-Michel, les deux occupants sont mitraillés par les Allemands et le conducteur Robert Hourdeau perd le contrôle de la voiture, qui se met en travers, moteur calé. L'ennemi n'insiste cependant pas. Ce même groupe repart à 13 heures vers Gentilly : rue de la Tombe-Issoire les policiers croisent un camion allemand arrêté avec de nombreux soldats autour. Dotée du drapeau blanc de la trêve, la voiture s'arrête et le brigadier Hubert Buffet descend et tente de négocier leur reddition. Une sentinelle agressive qui appelle des renforts fait échouer l'opération, mais le groupe peut repartir. Toujours vers 8 heures, les policiers de Gentilly regroupés sur la barricade Saint-Jacques voient apparaître quelques blindés accompagnés de fantassins, qui attaquent l'obstacle : l'empoignade dure deux heures. Les blindés sont tenus à distance : les policiers ont établi leur PC dans un débit de boissons proche, qui fournit aussi les bouteilles qui permettent de fabriquer des cocktails Molotov. Après le recul des assaillants, le corps-franc capture deux voitures allemandes vers 10 heures 30, faisant prisonniers sept soldats dont deux officiers. A 8 heures encore, un groupe de soldats est attaqué

²²⁵ Avec Henri Ribière aussi.

²²⁶ Témoignage de Léo Hamon. Fournet y organise la première phase de la défense des lieux.

²²⁷ Le préfet de la Seine, fraîchement nommé, Marcel Flouret, indique avoir été accueilli à l'Hôtel de Ville dans l'après-midi du 20 par des « détachements de FFI, de Police, de fonctionnaires de la Préfecture de la Seine en armes » commandés par Roger Worms Stéphane, résistant juif communiste, journaliste co-fondateur de *Combat*, qui, le 12 mars 1943 alla aussi voir Laval pour lui proposer d'être son interface avec Londres... L'Histoire n'a retenu que Roger Stéphane, ayant oublié Lepercq, qui a rejoint le 22 l'Hôtel de Ville, après avoir été libéré sur intervention de Nordling.

²²⁸ Charles Roux et Armand Clouet.

²²⁹ 129 hommes.

²³⁰ Surtout des Equipes Nationales.



Roger Savin

²³¹ Né le 23 février 1920 à Paris, il est membre de L'Honneur de la Police depuis 1943 et a participé à des actions de sabotage.



Emile Sitterlin

à hauteur de Sully-Morland : trois militaires sont tués et six sont capturés. Vers 8 heures, quelques policiers attaquent une voiture qui circule quai de l'Hôtel de Ville. Les pneus avant crevés, le véhicule doit s'arrêter : quatre soldats en descendant et poursuivent le combat abrités par la carrosserie. Le gardien Pierre Sarramagnan, protégé par un arbre, tue un Allemand et en blesse un autre : les deux derniers se rendent. A 8 heures 30, trois gardiens du 2^e arrondissement et un FFI partent aux Halles chercher de la viande. Ils sont assaillis par des soldats qu'ils repoussent à coups de grenades. A la même heure, porte de Paris, cinq policiers de Saint-Denis dont un parlant l'allemand invitent, l'arme au poing, trois militaires à se rendre : ceux-ci tirent. Dans la riposte policière, un soldat est tué, un blessé s'enfuit et le troisième est fait prisonnier. A 9 heures, un corps-franc de six agents du 4^e arrondissement part vers les entrepôts d'Ivry pour y prendre des armes : ils tombent en panne porte d'Italie, sur le chemin du retour et ne rentrent qu'à 14 heures. Ils fournissent des armes aussi à l'Hôtel de Ville.

La compagnie de la Musique, presque au complet, dont quasiment tous les membres ont adhéré à FNP, prend position dans la PP et à l'entour : elle participe à la défense de l'ensemble jusqu'au 25 août. Vers 10 heures, un corps-franc de la police attaque sur le quai de la Tournelle à la grenade et à la mitrailleuse trois péniches qui descendent la Seine et empêche leur départ. Quatre Allemands sont tués, ainsi que le gardien de la paix, clairon à la Musique **Emile Sitterlin**²³², atteint d'une balle dans le coeur. Simultanément, une action est conduite par les policiers à hauteur du pont Saint-Michel, qui conduit à la destruction de deux autos ennemies. Boulevard Painlevé à Villejuif, une voiture du commissariat avec quatre gardiens est attaquée par les occupants d'un véhicule militaire. A court de munitions, les policiers essaient de fuir, mais heurtent un mur. Une grenade jetée par les soldats blesse un des agents au genou : ceux-ci se dégagent finalement. A l'angle boulevard Arago-rue Messier, plusieurs équipes de policiers font 17 prisonniers et récupèrent cinq mitraillettes.

Miracle à Saint-Denis

Vers 9 heures 30, le commissariat de Saint-Denis est attaqué par une demi-compagnie et investi. Les gardiens fuient par les toits des communs. Le responsable Marcel Delnef essaie d'appeler des renforts par téléphone et quatre gardiens restent bloqués à l'étage. Les Allemands maltraitent Delnef et lui font enlever le drapeau qui flotte au 1^{er} étage. Le responsable en profite pour demander à ses collègues de cacher leurs armes. Les soldats interpellent tout le monde, inclus un jeune résistant de 16 ans aussi présent²³³. Quand les militaires découvrent un des leurs et des collaborateurs enfermés dans la geôle, la fureur de l'officier est décuplée : il fait aligner tous les résistants sur le trottoir et les fait mettre en joue. Tous sont sauvés par l'intervention d'un sous-officier, secrétaire du commandant allemand du fort de l'Est. Ils sont embarqués dans une camionnette et emmenés au fort sous les menaces de soldats hurlant « Terroristes ! Fusillés ! ». Le commandant vient simuler le jet d'une grenade dans le groupe, puis demande à Delnef de l'emmener récupérer le corps du soldat qui avait été tué place aux Gueldres lors de la capture de celui qui se trouvait au commissariat. Les gardiens restent détenus jusqu'au 25 août : vers 16 heures, ils sont libérés grâce aux démarches du responsable intérimaire, Martial Grand.

²³² Né le 25 février 1913 à Mulhouse (Haut-Rhin). Il est père d'un enfant posthume.

²³³ Il est relâché un peu plus tard.

Biographies

Le brigadier **Marcel Alfred Delnef Duparc** est né le 23 février 1904 à Las-signy (Oise). Recruté dans la police en 1926, il rejoint l'OCM en septembre 1942 et *L'Honneur de la Police* en février 1944. Il a une activité clandestine soutenue : transports d'armes, faux-papiers pour des juifs, faux-certificats pour des prisonniers évadés d'Allemagne, passage de réfractaires vers le plateau de Millevaches, recherche de renseignements sur les sites de lancement des V1 et V2, détection de terrains de parachutages et d'atterrissages... En novembre 1941, Delnef est dénoncé aux Allemands pour avoir hébergé des résistants et fait l'objet d'une perquisition. Il est mis en cause parce qu'on trouve chez lui une lettre d'un communiste détenu au camp de Pithiviers. En juillet il devient un des responsables FFI-OCM de Pierrefitte : il fait partie des saboteurs du transformateur de Champlâtreux, qui oblige les Allemands à évacuer leur état-major du château. Le 16 août 1944, il participe à une escarmouche à Saint-Ouen. Distingué pour ses capacités, il est sollicité pour agréger autour de ses résistants policiers une part importante des FFI de Saint-Denis. Deux groupes sont intégrés dans son unité : les « Grecs » et les gardes des communications. Le 21 août il envoie 71 hommes en renfort à la PP : les Grecs se battent place Saint-Michel et installent une mitrailleuse dans la fontaine. Au départ des Allemands du fort de l'Est, Delnef fait partie de leurs bagages, mais ils le libèrent à Arnouville-les-Gonesse. Sitôt remis en liberté, ce père d'un enfant de trois ans reprend le combat : son groupe bloque le 27 pendant 20 heures un important convoi allemand à Pierrefitte, permettant sa destruction. Il termine sa carrière officier de paix principal en mars 1959.

Celui auquel les policiers capturés doivent la vie est le responsable par intérim, **Martial Grand Vaillant**. Né le 11 février 1907 à Saint-Jouvent, dans l'Yonne, il est gardien en novembre 1944. Membre de l'OCM, il se distingue dans l'attaque de l'usine électrique du quai de Saint-Ouen à Saint-Denis occupée par les Allemands dont des gardiens prennent la relève : l'opération lui vaudra sa seconde Croix de Guerre. Lors de l'arrestation de ses collègues, Grand se fixe leur libération comme objectif majeur. Il développe des négociations avec les responsables allemands du fort de l'Est : il sera lui-même brièvement arrêté. Le 24 à 9 heures, installé sur le marchepied de la voiture du commandant du fort, il accompagne celui-ci à la kommandantur de Neuilly pour y négocier un échange de prisonniers. A 19 heures, se rendant à la PP pour chercher les prisonniers allemands, il est à son tour capturé, mis contre un mur pour être fusillé, et sauvé in-extremis par la Croix-Rouge, qui l'inclut dans un échange²³⁴ organisé à l'hôtel Continental, rue de Castiglione. Il finit par parvenir à ses fins. Libéré le 25 vers 7 heures, Grand obtient l'échange : vers 16 heures, 23 détenus français sont libérés du fort contre 46 Allemands. Il prend sa retraite d'officier de police en janvier 1955, homologué lieutenant.

Un gardien du 16^e arrondissement en reconnaissance dans le Bois de Boulogne est retenu prisonnier pendant cinq heures puis relâché. Rue des Apennins et avenue de Clichy, un groupe de policiers est pris à partie par des soldats descendus d'un camion. L'inspecteur François Déplanque tente de les prendre à revers, mais est lui-même pris pour cible par un militaire caché derrière un arbre, qui l'abat de deux coups de fusil au ventre. Déplanque est relevé par des riverains après le départ des Allemands et un quart d'heure de bataille. Il est transporté à l'hôpital où il subit plusieurs interventions sur ses intestins perforés par deux

²³⁴ Ils sont le plus souvent organisés par téléphone. Il y a peu de volontaires allemands pour ces échanges, qui sauvent la vie de quelques 300 policiers et FFI... Le rapport des assistantes sociales de la PP sur les journées insurrectionnelles parle aussi des prisonniers enfermés dans le « camp de concentration improvisé à la Cité ». Est-il besoin de préciser que les prisonniers sont à ce moment systématiquement et somme toute normalement amenés dans les locaux de police ?



Raymond Boisson



Fernand Mazoyer



Pau Pégart

balles. Au Sénat, le capitaine Mignette de la Garde voit cinq prisonniers alignés face au mur, les mains en l'air, dans la cour d'honneur : quatre policiers et un pêcheur capturés quelques heures avant. Ils sont assassinés un peu plus tard de cinq coups de pistolets. Place Saint-Michel, un autobus allemand est pris d'assaut par les groupes-francs de la police : neuf soldats sont tués ou faits prisonniers, dont l'Oberleutnant Rudolf Krockner de la Division Adolf Hitler. Côté police, le gardien **Raymond Boisson**²³⁵, chef du 2^e groupe du CFRG est tué en cherchant à obtenir la reddition des occupants du bus. Plus loin, le gardien Robert Saily est blessé par balle quai des Tournelles alors qu'avec plusieurs collègues, ils ramènent du ravitaillement à la Cité à bord d'une voiture. L'agent Oberson des Services Techniques part en camion chercher au 26 Boulevard Gouvion-Saint-Cyr 14 000 pansements individuels, dont l'essentiel va à la Maison de Santé des Gardiens de la Paix. Il réitère l'opération le 23 au profit du médecin-chef de la caserne de la Cité. Vers 11 heures un groupe de policiers s'attaque à un des blockhaus qui défendent le Luxembourg : ils doivent se replier et combattent sur la barricade angle Saint-Michel-Saint-Germain. Le corps-franc des RG intercepte un convoi angle rue de Rivoli-rue de l'Arbre-Sec : il capture trois Allemands et une auto avec quelques armes. Le même corps-franc se bat en fin de matinée avec les quatre occupants d'un véhicule sanitaire : ceux-ci sont capturés. Dans le véhicule est découvert un stock d'armes. Selon un rapport, l'après-midi « les abords de la PP commencent à ressembler à un cimetière de voitures ». Vers 12 heures, les policiers du 11^e arrondissement sont engagés dans un combat pour la défense du poste de la Folie-Méricourt, assailli par les Allemands, dont deux sont tués. A Aubervilliers, le gardien **Fernand Mazoyer**²³⁶ est chargé d'une patrouille de reconnaissance vers l'avenue Jean Jaurès, quand il est tué par un soldat. Le corps-franc du 15^e saisit du matériel dans un garage de l'avenue Emile Zola. Un peu plus tard, il arrête et conduit à la PP le général Herbillon, ancien gouverneur militaire vichyste de Paris : avec lui, il traverse plusieurs barrages sous les coups de feu. Toujours vers 12 heures, un groupe de policiers insurgés se retrouve à l'église Saint-Médard. Il remonte l'avenue des Gobelins, quand il tombe sur cinq équipages allemands en side-car, qui les prennent en chasse. Le groupe s'égaie, car faiblement armé. Le gardien Raymond Beauplé se retrouve isolé, mais peut sortir de son refuge un peu plus tard. Des témoins lui signalent qu'un soldat s'est caché dans un hôtel proche. Beauplé y pénètre par une fenêtre, la porte étant condamnée. Armé de son 6,35, il fouille le rez-de-chaussée : arrivé au 1^{er}, il est neutralisé par un coup de fusil de l'Allemand qui lui perce un poumon. Encore à midi, place de l'Hôtel-de-Ville, plusieurs véhicules ont été immobilisés par le feu des insurgés. Le gardien Edmond Martin accompagne une équipe de brancardiers pour relever les blessés. Le groupe est pris pour cible par un soldat caché sous un camion. Martin fait alors le tour du pâté d'immeubles par l'avenue Victoria et la rue de la Vacherie : il arrive sur l'arrière du récalcitrant et l'abat. A Asnières, une patrouille allemande fait irruption dans les locaux du commissariat transformés en poste de la Croix-Rouge, dont les quelques policiers présents deviennent ipso facto membres fictifs et ne sont pas inquiétés. Dans le 19^e arrondissement, une équipe d'agents arrête un milicien qui tire sur les passants depuis les toits. Il est interrogé par un lieutenant des FFI, qui le confie à un

²³⁵ Né le 26 janvier 1915 à Saint-Jean-des-Vignes. Il travaillait pour le réseau Jade-Amicol.

²³⁶ Né le 10 octobre 1917 à Lunéville (Meurthe-et-Moselle) : il appartenait à Libération, groupe capitaine Lafargue et à L'Honneur de la Police. Il est homologué sergent.

FTP, lequel l'exécute aussitôt. L'inspecteur Maurice Renault du MLN cambriole avec son corps-franc le garage de Doriot, 198 rue de Grenelle, d'où il ramène de nombreux documents. Rues Lauriston et Alphonse de Neuville, c'est l'inspecteur Cyrus Féron²³⁷ qui dirige une perquisition dans des locaux abandonnés par le « Gestapo française » et par la *Feldgendarmarie*. D'abondants dossiers y sont saisis. Mais les policiers tombent dans une souricière allemande rue Franklin. Ils sont conduits à Saint-Thomas d'Aquin, puis au Mont-Valérien. Ils seront inclus dans un échange de prisonniers négocié par Nordling le 24 août. Sur le quai Conti, le corps-franc des RG saisit des armes après avoir neutralisé une voiture. Porte de Paris, un gardien de Saint-Denis est surpris par une fusillade : il voit deux soldats tués et un autre réfugié dans un abribus : il s'approche de lui et le menace de son arme. Il prend celle de l'Allemand, mais ne parvient pas à le capturer, et doit le relâcher dans l'empoignade. Vers 13 heures 30, un vif incident se produit place Baudoyer. Le gardien du 4^e arrondissement **Charles Pezin**²³⁸ y trouve la mort en faisant le guet à l'angle de la rue de Rivoli, abattu par des soldats tirant depuis un camion. A 14 heures tombe l'ordre de cessez-le-feu : il est diffusé un peu après dans les rues par des véhicules des Services Techniques dotés de haut-parleurs. Le sous-brigadier **Michel Guillois**²³⁹ du 14^e arrondissement a sonné la trêve le 19 août. Le lendemain il fait partie d'un équipage d'une voiture qui diffuse la nouvelle par haut-parleurs, quand il est blessé à la tête d'une balle devant la *Kommandantur* de la place de l'Opéra puis achevé d'une rafale de mitrailleuse. A ses côtés, son collègue Pierre Gormond prend deux balles dans la jambe.

Cette trêve est vite rompue par les Allemands : des chars tirent boulevard Saint-Michel à hauteur du Luxembourg, pour empêcher toute circulation. Il en est de même autour de la place de la République. Même seulement partiellement respectée, cette trêve donne néanmoins aux policiers le temps de « respiration » qui leur était nécessaire pour voir arriver des renforts et constituer ou reconstituer des stocks d'armes et de munitions indispensables à leur action. Des cartouches sont ainsi livrées à la Police Judiciaire, de l'autre côté du boulevard du Palais par le gardien conducteur des Services Techniques Gaston Bertin. Le bref cessez-le-feu a sauvé par exemple les gardiens capturés à la mairie de Neuilly, qui devaient être passés par les armes. Rue de Rivoli, le gardien Jean Julien Dessauve attaque une auto allemande avec un collègue : ils mettent les soldats hors de combat. En attaquant un second véhicule, Dessauve est grièvement blessé par balles à la main et à la poitrine. Rue de Rivoli, un autre gardien, Léon Legrand affronte les occupants d'un camion : il est blessé au ventre par une grenade²⁴⁰. Un des passagers du véhicule est abattu un peu plus loin par le gardien André Gonet. Un groupe-franc aux ordres de l'agent Jean Mercier²⁴¹ prend d'assaut le garage allemand de la rue Boursault : après attaques et contre-attaques, les lieux restent entre les mains des policiers et des FFI. Vers 14 heures 15, le gardien de la paix du commissariat de Saint-Maur, **Marcel Bayon**²⁴², tient le pont de Bonneuil avec son groupe-franc du groupe *Ypres*. Les Allemands se battent avec acharnement : Bayon est presque coupé en deux par des rafales de mitrailleuses. Il tombe dans la Marne, dont son corps est retiré par le gardien Lucien Bruchon. Vers 14 heures 20, le poste de police de Cachan est attaqué et



Charles Pézin



Michel Guillois

²³⁷ Christian, Cricri, né le 8 mars 1910 à Neuville-les-Dieppe. Il est membre du réseau belge Zéro-France, puis d'Alibi-Maurice et il se livre à l'espionnage.

²³⁸ Né le 19 juin 1905 à Elicourt.

²³⁹ Né le 3 juillet 1899 à Fruges (Pas-de-Calais), membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent.

²⁴⁰ Legrand n'est pas au bout de ses souffrances : conduit par ses collègues dans une clinique de Saint-Maur, son état empire et il doit être transféré à Nogent-sur-Marne. En cours de route le véhicule des policiers est coincé dans un convoi allemand, dont il est dégagé par la virtuosité du conducteur, le gardien Jean Vermorel.

²⁴¹ Né le 13 février 1910, gardien de décembre 1931, Jean Lucien Mercier travaille avec l'OCM en 1941, puis à *Libé-Nord*. Il fournit des informations et des faux-documents. Devenu responsable de *L'Honneur de la Police* dans le 17^e arrondissement, il héberge une vingtaine de parachutistes alliés et assure leur passage en Espagne. Mercier participe aux actions des FFI contre les locaux de la Milice, rue Alphonse de Neuville et avenue de Wagram pendant la période insurrectionnelle ; il prend sa retraite de commandant en mars 1965.

²⁴² Né le 11 mai 1899 à Paris. Il était membre de *Libé-Nord* depuis 1942 et sera homologué sergent-chef.



Marcel Bayon

occupé par les Allemands. A Aubervilliers, le gardien **Maurice Bernard**²⁴³ est tué de trois balles dans la poitrine en arrêtant avec trois collègues, rue de Solférino, un débitant de boissons compromis avec les occupants. Dans un temps proche, quatre gardiens²⁴⁴ de Puteaux conduisent un blessé à l'hôpital de Nanterre : à l'intersection avenue de la République-Pont de Rouen, ils s'arrêtent. Le gardien **Noël Célestin Pons**²⁴⁵ descend pour saboter un panneau indicateur fraîchement remplacé : il est tué d'une rafale de mitrailleuse. A la Cité, trois gardiens du 16^e arrondissement effectuent une sortie offensive pendant la trêve : le gardien Trahan est blessé et fait prisonnier, mais aussitôt libéré par ses collègues Bassonnet et Dosière, ce dernier étant blessé à son tour.

Les 20 et 21 août, toute la volonté de *Rol* est tendue vers la création autour de la PP d'un « réduit », un « point fixe²⁴⁶ » isolé par des barricades fortement étayées et avec un effectif maximal. Les instructions du même *Rol*, le 23 août, visent bien à la sauvegarde à tout prix de la PP, en envisageant l'introduction d'hommes et d'armes dans l'enceinte par le cheminement compliqué des égouts.

Plus le moral !

Rol déclare dans *France d'abord* : « On peut dire que l'action contre la Préfecture de Police a littéralement cassé les reins²⁴⁷ au moral ennemi, déconcerté l'état-major allemand. C'est l'opération qui a conduit les Allemands à demander la trêve ». De l'avoir compris en temps réel confirme qu'Henri Tanguy était le bon choix à la tête des FFI de Paris. Il écrira ailleurs que « la transformation de la PP en bastion contre l'occupant a joué un rôle majeur pour souder l'insurrection », constituant selon Massiet « le pivot de la Résistance parisienne ».

Un déserteur allemand se présente proprio motu au poste de Saint-Denis pour se rendre aux policiers. Vers 15 heures, angle rue Pierre Corby-rue de Châtillon à Clamart, le brigadier Emile Clémenceau de Montrouge et le gardien Albert Corbey du 15^e arrondissement, accompagnés de deux FFI, capturent trois soldats avec leur camion de matériel et d'armes. Le véhicule est conduit à la PP par les agents du commissariat de Vanves, et les prisonniers rejoignent cinq de leurs congénères capturés par les FFI et d'autres gardiens dans les geôles de Montrouge. Le commissariat local est attaqué par une escouade d'Allemands : ils sont repoussés mais un policier est blessé. Toujours vers 15 heures, les agents du 11^e arrondissement sont engagés dans un combat pour empêcher la reprise d'un garage sis rue Gambey, dont les *Feldgrau* avaient été déposés le matin. A 15 heures encore, les Allemands tirent trois coups de canon vers la mairie de Colombes, où l'inspecteur principal Eugène Balochard²⁴⁸ a constitué un dépôt d'armes : les lieux investis, leurs recherches sont vaines et les armes reviennent aux FFI. Simultanément, le gardien Vasseur du 2^e arrondissement fait preuve d'un enthousiasme excessif : il s'en prend seul à un camion qui circule quai du Louvre. Vite submergé sous le nombre, il est fait prisonnier et emmené au Ministère de la Guerre pour être fusillé. Il sera ultérieurement inclus dans un

²⁴³ Né le 16 février 1921 à Drancy. Il est homologué sous-lieutenant au groupe Henry.

²⁴⁴ Dont Faisy et Sclavon.

²⁴⁵ Né le 16 décembre 1916 à Joch (Pyrénées-Orientales). Il était membre du groupe *Vander* où il s'occupait de l'armement. Il est homologué sous-lieutenant.

²⁴⁶ Robert Salmon : Chemins faisant.

²⁴⁷ Le futur Président du Conseil, Joseph Laniel, évoque à l'époque dans une allocution l'armistice proposé par les Allemands parce que « l'échec (...) dans leurs attaques contre la Préfecture avait été très net ».

²⁴⁸ Né le 14 août 1896 à Houdain-les-Bavay (Nord), pseudo *Loiselet*. Membre de *Libé-Nord* en 1942, il est décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre. Il est aussi titulaire de nombreuses décorations au titre de la guerre 14-18 : Légion d'Honneur, Médaille des Evadés, en particulier au titre de l'aide apportée aux actions d'Edith Cavell.

échange de prisonniers. Au même moment, trois autres agents du 2^e et un civil partent aider quatre FFI en difficulté rue de Volnay. Ils parviennent à les dégager après un vif affrontement dont ils ramènent un prisonnier. Aux environs de 15 heures 30, le groupe de Saint-André-des-Arts arrête un camion sur le quai des Grands-Augustins : son chargement de ravitaillement est distribué aux Parisiens. Un milicien et un Allemand sont capturés un peu plus tard par le même groupe. Avenue des Gobelins, une unité de policiers attaque une voiture, dont les occupants ripostent : le gardien du 7^e **Joseph Suire**²⁴⁹ est tué de deux balles au cœur et au cou. De 15 heures 30 à 21 heures 30, cinq gardiens dont les interprètes, le gardien Xavier Schmitt et l'agent spécial Fressing, vont occuper le *Soldatenheim* de la place de Clichy. Ils s'y opposent à des SS qui tentent de piller les lieux. Un peu plus tard, trois Allemands dans un side-car attaquent le poste de police du passage Ricaut : ils sont arrêtés rue du Château-des-Rentiers par une équipe mixte FFI-Policiers du 13^e, qui tue un des soldats. Vers 16 heures, un groupe d'agents dirigés par le responsable Emile Jaillette se rend 79 rue de la Victoire pour y récupérer des armes entreposées par les Allemands. Assailli par quatre camions de SS, le groupe peut rompre l'encerclement et se replier. Toujours vers 16 heures, la mairie du 20^e est vigoureusement attaquée par la *Wehrmacht* : les contre-offensives impliquent de nombreux policiers. Parmi les blessés, on compte les gardiens Clément Baby et Lucien Drucbert. Rue du Tâge, informés de ce que deux sous-officiers allemands se cachent dans un immeuble, deux gardiens du 13^e parviennent à les capturer après une courte empoignade. A hauteur du 42 rue de Rivoli, un groupe de policiers prend une camionnette chargée de nourrices d'essence, mettant quatre soldats hors de combat. A 16 heures 45, ce sont les gardiens du 17^e qui sont mis à forte contribution, quand la mairie qu'ils tiennent est prise d'assaut par un détachement allemand, qui doit se replier. Un corps-franc du commissariat de Gentilly part en expédition à Bures sous les ordres d'un officier FFI. En cours de route, les policiers sont pris en chasse par des Allemands mieux armés. Le conducteur, le gardien Alfred Fouet, réussit à dépister les agresseurs : il continue à se battre jusqu'au 25 malgré une fracture de la main.

Echange en famille

Un groupe-franc du 6^e arrondissement circule dans le car PS du commissariat, se rendant avenue Bosquet pour prendre un dépôt d'armes de la Milice. Boulevard des Invalides, les policiers tombent dans une embuscade et sont tous capturés. Parmi les occupants, le conducteur Marcel Chagnon²⁵⁰ est un résistant confirmé, qui, suspendu pour six mois, est rentré du Berry pour participer aux combats de Paris : les Allemands avaient trouvé la cache d'armes qu'il gérait pour *L'Honneur de la Police*. Le gardien Roger Cadet est aussi de l'expédition, avec six autres agents. Tous sont collés contre un mur de l'Ecole Militaire quand un officier allemand les sauve in-extremis. Il propose à Chagnon de négocier en deux heures un échange de prisonniers. Le policier prend contact avec le brigadier Ange Cadet, père d'un des détenus, également résistant de *L'Honneur de la Police* qui va se démenier pour obtenir tous les feux verts. Finalement, dans le délai fixé, sept captifs allemands sauveront les policiers français en servant de monnaie d'échange.



Joseph Suire



²⁴⁹ Né le 9 janvier 1914, il était FFI dans le 13^e arrondissement et père de trois enfants. Il appartenait à L'Honneur de la Police.

²⁵⁰ Né le 18 juillet 1918.



Emile Vançon

Vers 17 heures, quatre gardiens du 2^e arrondissement vont rue d'Antin pour arrêter des miliciens. En cours de route, ils sont attaqués par des blindés et doivent faire demi-tour. Au même moment, la mairie de Saint-Ouen est assaillie par les Allemands : policiers et FFI les contraignent au repli. A 17 heures aussi, en mission avenue d'Italie, le gardien François Garzoli du 13^e est blessé par balle : il allait avec son groupe récupérer des armes à l'Hôtel Matignon. Ils tombent sur des blindés, et Garzoli camoufle ses hommes pendant qu'il surveille la marche des tanks, qui lâchent une rafale sur lui au passage, qui le touche bien que réfugié derrière une porte. En surveillance à l'angle Baudoyer-Rivoli, le brigadier **Emile Vançon**²⁵¹ est tué par des soldats qui, de leur camion, envoient sur lui plusieurs rafales de mitraillette. A 17 heures encore, les occupants de plusieurs voitures allemandes mènent une action contre le poste de garde de la PP du boulevard du Palais : ils sont repoussés. Rue de Rivoli, lors d'un affrontement de porte à porte, le gardien Albert Jussier tue un soldat et en capture un autre. Simultanément, boulevard Saint-Michel, un groupe de policiers attaque une auto : un soldat est fait prisonnier. A 17 heures 10, des militaires en maraude volent la voiture du commissaire d'Aubervilliers, pourtant siglée d'une Croix-Rouge. Lors de la prise du fort de Romainville, c'est un policier, le gardien Emile Fournier, qui hisse le drapeau tricolore sur un mirador. La prise d'un dépôt de vivres de la *Kriegsmarine*, est effectuée par les élèves-gardiens de l'école de Beaujon, commandés par le brigadier Pierre Chevalier. Un important stock de plusieurs tonnes d'armes situé rue Leroux est aussi vidé par les agents et transporté à la PP, en franchissant en force un important barrage allemand à l'angle Foch-Malakoff. A 17 heures 35, les policiers de Choisy-le-Roi reprennent possession de leur commissariat. Un poste d'émission radio²⁵² est installé au 101 boulevard Murat, sous la protection permanente de deux agents. C'est enfin le poste de police Dauphine qui est cerné et investi par les Allemands : les gardiens parviennent à fuir par les toits. A Colombes, prévenus par un coup de téléphone du commissariat de Neuilly, les quatre gardiens présents au poste peuvent évacuer les lieux avant une violente attaque au canon par les forces allemandes. Ils reprennent les locaux le lendemain vers 8 heures 50.

Le rapport du gardien Henri Morel du 13^e arrondissement rend compte que « vers 17 heures 30, me trouvant avenue des Gobelins, face le n°6, j'ai été pris à partie par un individu qui se trouvait près d'une voiture occupée par des soldats allemands en station en bordure du trottoir entourée de nombreuses personnes. Cet individu acclamait les soldats allemands et cherchait à entrer en relation avec eux, au milieu des protestations indignées du public. Etant intervenu pour faire cesser ce scandale et m'étant fait connaître, il s'est jeté sur moi et au cours de la mêlée qui s'en est suivie, il m'a mordu à l'auriculaire et de la main droite²⁵³ et m'a frappé violemment à coups de pieds dans les côtes, côté gauche. Des collègues étant intervenus, ils n'ont pu opérer l'arrestation, cet individu ayant pris la fuite et n'ayant pu le rejoindre : à ce moment, les Allemands ont ouvert le feu sur la foule. Il y eut un tué et un blessé par balles.»

²⁵¹ Né le 1^{er} avril 1895 à Ruaux (Vosges).

²⁵² Il n'a pas été possible de déterminer pour qui travaillait ce poste.

²⁵³ Le doigt de Morel a été fracturé.

Vers 18 heures, le responsable du Dépôt, Girardot, signale que ses cellules sont sur-occupées. Le gardien de la paix auxiliaire **Paul Lerat**²⁵⁴ perd la vie pour la défense de la PP : lors d'un des assauts menés par les Allemands, il est tué d'une balle dans la tête. Le sous-brigadier **Emmanuel Philéas Perrony**²⁵⁵ trouve la mort lors des combats du Jardin des Plantes et de la place Valhubert pour la défense d'une barricade sur le quai de la Râpée. Touché de deux balles dans la tête, il succombe immédiatement. Vers 19 heures, une équipe de policiers et de FFI du 2^e arrondissement dégage, après un bref engagement, des collègues cernés dans le poste des Halles.

Dans la journée aussi, à partir de 10 heures, plusieurs nouvelles tentatives de fantassins contre le commissariat et la mairie du 10^e arrondissement sont repoussées par les agents et les FFI. L'attaque de 17 heures est épaulée par des blindés : ils sont mis en échec, malgré plusieurs morts dans les rangs des FFI. La PP elle-même attaquée ne peut pas envoyer de renforts : ce n'est que vers 20 heures 30 que les résistants repoussent les assaillants.

Les Allemands conduisent un assaut contre les bains-douches de la rue de Buzenval, où ils délivrent un officier retenu prisonnier : ils y capturent les gardiens Taddei et Dacher du 20^e qui se retrouveront parmi les détenus de Vincennes. Un groupe d'agents parti vers Vitry-sur-Seine pour y prendre des armes ne rentre pas bredouille : un rapide coup de main sur la caserne de Latour-Maubourg lui permet d'en ramener quinze caisses d'armement. Peu avant 20 heures 30, une équipe composée des policiers Bedeau, Chevrier et Daumet part avec deux F.F.I. vers le 7 rue des Morillons pour capturer quelques soldats allemands qui y sont signalés, préposés à la garde d'un garage et dépôt de munitions. Ils tombent sur une garnison fournie qui fait prisonniers les policiers et les F.F.I. qui les accompagnent. Ils sont aussitôt collés au mur et fusillés. Le jeune F.F.I. Vincent Finidori, qui n'avait été que blessé à leur arrivée est sauvagement achevé. Un autre étudiant, Charles Descours, est tué sur le coup.

Le mort-vivant de la rue des Morillons

L'inspecteur de police Albert François Daumet *Turpin* est né le 11 juillet 1920 à Perpignan. Il rejoint les rangs de la police à Montpellier en avril 1943. Dès le 24 juillet, il est arrêté pour avoir fourni des armes aux FTP. Daumet est alors condamné à 18 mois de prison. Incarcéré sur place, puis au pénitencier du Haut-Clos à Troyes, il s'évade le 26 juin 1944, échappant de peu à la déportation : un convoi part deux jours plus tard. Notre policier résistant rejoint brièvement un maquis proche de Troyes, à Saint-Léger, puis il va à Paris, où il gagne successivement un groupe de résistance à Joinville-le-Pont, puis à Neuilly-sur-Seine. A l'insurrection policière, il se greffe sur les équipes de la PP. Parti rue des Morillons dans l'équipe de Chevrier, il est fusillé avec ses camarades. Albert Daumet n'est que blessé au bras et à l'omoplate, mais il se laisse instantanément tomber. Ses collègues glissent sur lui ; le coup de grâce est donné par le jet de deux grenades. Finidori, qui bouge encore est achevé : la balle finit sa trajectoire dans le bras de Daumet. Celui-ci se garde du moindre mouvement. Il reste ainsi immobile, s'étouffant avec le sang de ses amis qui coule sur lui. Les Allemands ne bougent pas



Paul Lerat



Emmanuel Philéas Perrony



Germain Bedeau

²⁵⁴ Né le 10 mai 1921 à Trappes, il est gardien d'avril 1943.

²⁵⁵ Perrony a joué un rôle au sein de la Résistance : il fut le responsable de la 5^e Division pour *Police et Patrie* sous le pseudonyme de *Lescaillier*. Arrêté par les Allemands, il fut relâché faute de preuves. Il est né le 2 septembre 1900 à Saint-Cosme-de-Vair (Sarthe). Il était père de trois enfants. Il est homologué lieutenant.



Pierre Elie Chevrier

...

de la nuit, tournant dans le bâtiment sans relâche. Vers 5 heures du matin, Daumet constate du coin de l'œil un relâchement de la vigilance des tortionnaires qui fument dehors. Il s'extirpe alors rapidement de sous les corps martyrisés, bouscule les soldats et, profitant du moment de surprise, s'enfuit dans la rue de Vaugirard. Il est à nouveau blessé d'un coup de feu au côté par les tirs allemands, puis une nouvelle balle tirée par des FFI qui ripostent le touche. Il parvient difficilement à se traîner près d'un couloir d'immeuble où une résidente, infirmière au proche hôpital de Vaugirard lui prodigue les premiers secours. Il est soigné dans l'établissement pendant plus d'un mois, pouvant enfin faire la connaissance de l'enfant qui lui est né entre-temps. Il s'engage alors dans la Division Alpine, avec laquelle il termine la guerre, nanti du grade de sergent. Au plan administratif, Daumet a été révoqué en avril 1944. Réintégré, il sera révoqué à nouveau, d'abord en raison de son refus de rejoindre son affectation administrative, préférant rester en occupation en Allemagne, puis en raison de comportements ultérieurs. Il quitte définitivement la police en 1946 et devient exploitant d'un hôtel andorran du Pas-de-la-Case, à l'enseigne « Chez Bébert la Pipe, le fusillé »...

Les gardiens **Henri Germain Bedeau**²⁵⁶ du 6^e et **Philippe Chevrier**²⁵⁷, tuba à la Musique, font partie des fusillés. Leurs corps seront retrouvés dans une fosse commune du champ de tir d'Issy-les-Moulineaux.

Vers 20 heures 30, rue de Maubeuge, le gardien **Jean Nedellec**²⁵⁸ trouve la mort : chef de groupe dans un corps-franc du 16^e arrondissement, en mission pour récupérer des munitions, il tombe d'une balle au cœur lors d'un affrontement avec les Allemands, rue de Maubeuge. Dans la soirée aussi, un camion de ravitaillement est livré à la PP. A 20 heures 45, le Préfet Luizet donne aux policiers un ordre qui ne sera guère suivi d'effet pour sa première partie : « Ne pas tirer (sur les chars allemands) avant d'être attaqué. Alerter toute la défense ». Vers 21 heures 15, le fort des Halles **Louis Martine**²⁵⁹ est tué à l'angle rue du Jour-rue Coquillière par une balle explosive en pleine tête. Ce veuf père de deux enfants faisait partie d'un groupe de la PP assailli par une patrouille allemande. Plus tôt dans la journée, l'inspecteur des RG Raymond Collette est sérieusement blessé lors d'une escarmouche boulevard Saint-Germain d'une balle dans le bras droit et d'une balle explosive au pied. Les journées du 20 au 22, une équipe de gardiens de la paix motocyclistes pille au 95 quai de la Gare des wagons contenant armes et munitions qu'ils livrent à la PP, et dont profitent aussi les FFI. De son côté, le gardien de la paix stagiaire **André Auguste Dubois**²⁶⁰ est arrêté par une patrouille allemande. Trouvé porteur de son pistolet administratif, il est fusillé aussitôt. Défenseur de l'Hôtel de Ville, le sous-brigadier **Edmond Gagnepain**²⁶¹ est la cible d'une rafale de mitraillette tirée depuis le quai : son corps, transporté à l'Hôtel-Dieu disparaît et n'est retrouvé qu'en octobre 1944²⁶². Dans la soirée, un groupe de gardiens du 13^e occupe le Ministère des Travaux Publics, boulevard Saint-Germain : ils sont relevés un peu plus tard par des FFI. Relayant *Rol*, le colonel *Lizé* donne l'ordre de couvrir Paris de barricades : les ouvriers du bâtiment, en grève, y prêtent la main. Puis le gardien **René Revel**²⁶³ est tué de deux balles dans le cou par les occupants d'une voiture allemande en patrouillant sur les quais dans la nuit du 20 au 21.



Jean Nedellec

²⁵⁶ Né le 2 mai 1908 à Véron (Yonne), membre de *L'Honneur de la Police*, père de trois enfants, il est homologué adjudant-chef.

²⁵⁷ Membre de l'important groupe de Résistance de la Musique des Gardiens de la Paix, Chevrier est né le 13 décembre 1898 à Serrières-de-Briard (Ain). Membre du *FNP*, il est homologué sergent.

²⁵⁸ Né le 13 octobre 1908 à Garlan (Finistère), membre de *L'Honneur de la Police* en mars 1943, il est homologué adjudant.

²⁵⁹ Né le 16 septembre 1907 à Menet (Cantal), membre du *FNP*, homologué adjudant-chef.

²⁶⁰ Né le 10 octobre 1921 à Haillicourt (Pas-de-Calais), recruté comme gardien auxiliaire en février 1943. Son père est alors brigadier en fonctions à la PP. Un an après, celui-ci demande encore le paiement de la bicyclette volée à son fils par les Allemands...

²⁶¹ Né le 24 septembre 1898 à Besançon. Comme Pezin, il avait été enterré à Pantin, dans la précipitation.

²⁶² Gilles Primout précise que, après enquête, le corps de Gagnepain est trouvé dans un cercueil censé contenir les restes d'une femme inconnue et celui de Pezin dans celui d'un capitaine FFI.

²⁶³ Né le 13 février 1905 à Vals-les-Bains (Ariège), gardien de février 1931. Membre du corps-franc du 15^e, il a participé au combat du poste de Javel. Il était père d'un enfant de 5 ans.

Parmi les événements du jour : les Américains sont entrés dans Fontainebleau et ont traversé la Seine à Mantes-la-Jolie. Le général de Gaulle a débarqué à Cherbourg. Les gaullistes et les communistes se sont affrontés sur le sujet de la trêve, dont le CNR accepte finalement l'extension, condamnée plus tard par *Lizé*. De 14 heures 45 à 18 heures 30 Parodi a été arrêté par les Allemands. A minuit, le COMAC se dit hostile à la trêve.

Le lundi 21 août 1944 tout un groupe de policiers trouve la mort au carrefour de Belle-Epine, près de Thiais.

Massacre à Belle-épine

Ce 21 août vers 5 heures, cinq gardiens de la paix du mouvement *L'Honneur de la Police* du commissariat de Montreuil-sous-Bois décident de se lancer dans une mission qu'ils savaient périlleuse : ils y laisseront leurs vies. Circulant à bord d'une camionnette de police ils se dirigent vers les bois de Verrières-le-Buisson où un des leurs a repéré un dépôt d'armes. Le cruel manque de celles-ci pour la défense de la PP conduit les policiers résistants à prendre le risque de s'aventurer dans un périmètre encore fortement tenu par des troupes allemandes agressives. Interceptés par celles-ci rue de Versailles, à Thiais, au carrefour de Belle-Epine, reconnus comme « francs-tireurs » les policiers sont aussitôt collés contre le mur du cimetière et fusillés. Le gardien de la paix **Jean-Louis Le Coz**²⁶⁴ était père de trois enfants et adhère depuis janvier 1943 du groupe *Faivre*. Ses collègues **René Roth**²⁶⁵, **Yves Marie Labia**²⁶⁶ et **Oronce Giroud**²⁶⁷, gardien de janvier 1936, également père de trois enfants, subissent le même sort. **René Nadar**²⁶⁸ était pour sa part aussi membre de l'*OCM*.

De nouveaux groupes-francs sont créés avec des véhicules et des armes récupérés sur l'ennemi. Les combats reprennent officiellement : malgré la trêve, ils n'ont jamais vraiment cessé mais ils ont été ralentis. Un coup de main sur la Cité Universitaire permet aux policiers de récupérer armes et munitions : l'après-midi, en venant renforcer la PP, leur armement médiocre continue cependant à handicaper tous les FFI.

Vers 8 heures 30, l'inspecteur Jules Roger du commissariat des Halles organise une expédition pour y prendre du ravitaillement : il récupère 200 kilos de viande chez un boucher de la rue Saint-Honoré et 137 kilos dans un pavillon des Halles, et ramène le tout à la PP. Au Bois de Boulogne, le gardien Mahiet est capturé et menacé d'être fusillé puis il est relâché au bout de deux heures. A l'arrivée d'officiers F.F.I. compétents (lieutenants Joubert et de Cock), les policiers du secteur Saint-Jacques-Saint-Germain se placent sous leur autorité. Après une violente échauffourée, ils construisent une nouvelle barricade à l'angle Saint-Jacques-Petit-Pont. A 9 heures, un groupe d'agents part dans le 16^e arrondissement et ramène à nouveau trois tonnes d'armes. Un autre groupe édifie et organise des barricades au Pont-Neuf et place Dauphine, puis il se positionne en force face à la Samaritaine. Une équipe part pour l'hôtel Continental afin de tenter de libérer quatre policiers prisonniers : elle se heurte à une vive opposition des Allemands



André Auguste Dubois



Edmond Gagnepain



René Revel

²⁶⁴ Né le 18 novembre 1912 à Brest, gardien de février 1936.

²⁶⁵ Né le 2 juillet 1908 à Paris, homologué sergent.

²⁶⁶ Né le 22 avril 1908 à Louargat (Côtes-du-Nord).

²⁶⁷ Né le 13 avril 1911 à Saint-Pierre-d'Allevard, dans l'Isère. Il est nommé inspecteur et adjudant à titre posthume.

²⁶⁸ Né le 17 avril 1907 à Limoges.



Jean-Louis Le Coz



René Nadar

mais parvient à ses fins, en négociant un échange, après un face-à-face de deux heures et demie. Toujours à Paris, une vedette de la brigade fluviale repêche un soldat qui s'est jeté à l'eau du Pont-Neuf, pris sous les tirs des policiers qui soupçonnaient l'intéressé et ses collègues de vouloir miner le pont.



Barricade à l'angle Saint-Jacques-Petit-Pont

Biographie

Le commissaire de police **Louis Davous** est né à Paris le 13 décembre 1900. Auxiliaire en janvier 1933, il est secrétaire de police en 1937. Patriote précoce, il s'est engagé en 1918 à l'âge de 17 ans. Il adhère tôt à *Libé-Nord* mouvement auquel ses fonctions aux Renseignements Généraux lui permettent d'apporter des informations intéressantes. Soupçonné par sa hiérarchie, il doit alors rejoindre un poste en Police Economique. Adhérent aussi à *Darius* et à *Rafale* aux côtés du commissaire Pellevoizin qu'il alimente en informations sur les rampes de lancement de V1, il convoie des prisonniers évadés et aide des juifs et des réfractaires, aidé par son adjoint, Raymond Jaubert. Il rassemble aussi des armes qu'il cache. Il participe à l'exécution du traître Jean Deligne en juin 1944 boulevard Bineau. Il prend une part active aux engagements de la Libération à la tête d'un corps-franc, armé d'un simple 6,35. Il se bat le 19 août au Pont-au-Change. Le 21 août 1944 il combat sur la barricade angle boulevards Saint-Germain-Saint-Michel, quand quatre chars allemands viennent du Luxembourg et ripostent à coups de canon aux coups de feu dont ils font l'objet. Davous s'écroule, atteint à la tête par un éclat d'obus. Relevé par son voisin de barricade, le gardien Maurice Josselin, il est transporté au Val de Grâce où il est opéré durant deux heures et reçoit l'extrême-onction. Le volumineux morceau de métal ne sera extrait que lors d'une seconde opération, le 25 août. Invalide à 75 pour cent, Davous est homologué capitaine. Il prend sa retraite de sous-directeur en juillet 1957, Commandeur de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de Guerre avec deux citations et de la Médaille de la Résistance.

L'inspecteur Marcel Petit procède à l'enlèvement d'armes à l'usine Hotchkiss. Puis le groupe-franc Piccot de la police du 16^e arrondissement réussit lui aussi à saisir des armes dans un immeuble encore fréquenté par les Allemands rue de la Faisanderie, et à les amener à la PP. Plusieurs gardiens et FFI du 2^e arrondissement tentent aussi de récupérer un camion de grenades boulevard Péreire, où le groupe se rend à bord d'un car PS. Ils se heurtent en route à un regroupement de véhicules de transport place des Ternes, avec lesquels ils ont un bref mais vif engagement. Ils parviennent à repartir, mais à leur arrivée, leur proie était partie. Place de Bagnole, les policiers du 20^e attaquent un convoi et récupèrent quelques armes.

A 9 heures 30, le gardien **Claude Dupont**²⁶⁹ trouve la mort atteint par une balle à l'angle des boulevards Barbès-Magenta, en tentant de neutraliser des miliciens qui tirent des toits sur les passants. De son côté, le gardien Joannès Letocart interrompt un congé maladie d'un mois pour rejoindre les défenseurs du Palais de Justice : il franchit sans encombre les contrôles allemands entre Ivry et la Cité, son pistolet lié dans le dos avec une ficelle. Dans l'après-midi, deux véhicules quittent la PP pour aller escorter un camion de ravitaillement. Parvenu sur le quai du Marché-Neuf, le groupe est pris pour cible par une mitrailleuse allemande. La voiture de tête est lourdement mitraillée par des Allemands, qui blessent grièvement les gardiens Simon et Rolland. Leur collègue **Marcel Ternard**²⁷⁰ a moins de chance : une balle le touche mortellement. Vers 10 heures, quatre agents du commissariat de Gentilly participent à la capture place Maubert à Paris d'un fourgon cellulaire de la PP avec à son bord un officier allemand et plusieurs soldats. Toujours vers 10 heures, quai de l'Hôtel-de-Ville, les FFI du pont Philippe-Auguste associés à une équipe de policiers du 4^e s'emparent d'un camion de vivres qui ravitailleront le poste FFI. Une demi-heure plus tard, des soldats attaquent la mairie de Villemomble tenue par un fort groupe de policiers solidement équipés de trois mitrailleuses mises en batterie devant l'édifice et de grenades. Les assaillants venus par l'avenue du Raincy dans trois camions et deux side-cars battent en retraite vers Rosny après un combat de deux heures, avec plusieurs morts et blessés. A la porte de Châtillon, le gardien auxiliaire Daniel Hézez est grièvement blessé en attaquant une voiture dont il abat le conducteur : il devra être réformé.

Dans la Cité, la PJ reçoit à nouveau un ravitaillement en nourriture. Boulevard de Belleville, le gardien du 19^e arrondissement Louis Tertre est pris par les Allemands : il s'échappe malgré les coups de feu tirés sur lui du camion qui le mène vers le Sénat. Le groupe du CFRG de l'inspecteur Marie Joseph Olivier se bat angle rue de Rivoli-rue de l'Arbre Sec avec les quatre occupants d'une auto. Ceux-ci sont désarmés et faits prisonniers. Des policiers participent avec un corps-franc FFI à la prise d'un petit arsenal boulevard Saint-Germain, et repoussent une contre-attaque allemande. Les policiers du 4^e arrondissement, après un violent accrochage, parviennent à prendre un camion plate-forme mitrailleuse à l'angle rue du pont Louis-Philippe-rue de Rivoli, suite à une attaque sur la mairie. L'équipage, dont un capitaine, est capturé ou tué, pour certains après s'être réfugiés dans un immeuble où ils ont continué à combattre.



Marcel Ternard

²⁶⁹ Né le 4 juin 1908 à Entremont (Savoie). Il était gardien de janvier 1931.

²⁷⁰ Né le 1^{er} août 1920 à Cholet.

Drame sur la route

Le 21 août au matin, le gardien Pierre Lavoie du 11^e arrondissement se trouve au poste Sainte-Avoie. L'avant-veille il a été pris dans une fusillade place de la Concorde, et il a passé les nuits avec ses collègues. Au petit jour, quatre FFI se présentent aux policiers, et demandent à Lavoie d'être leur chef. Ils amènent en dot une auto prise aux Allemands, que le policier fait promptement réparer et parer de tricolore dans un garage rue de la Verrerie. Revenu au poste on signale au groupe une équipe de miliciens qui tirent sur la foule rue des Gravilliers. Lavoie et ses quatre hommes s'entassent dans la Traction. Dans un virage pris sur les chapeaux des roues, un pneu éclate et la voiture part dans un mur. Les quatre passagers avaient tous l'arme au poing : dans le choc, un coup de feu part, qui blesse grièvement un FFI. Georges Blarieaux, meurt quelques jours plus tard à l'hôpital Saint-Louis. Lavoie, choqué et légèrement blessé dans l'accident sortira d'hospitalisation le 24 août, pour aller, s'appuyant sur une canne, participer à la prise de la caserne du Prince Eugène.

Un groupe de quatre gardiens quitte la PP pour aller réquisitionner des autos. Place Saint-Augustin, ils se heurtent à un fort détachement allemand : un soldat qui essaie de les stopper est abattu. La voiture fonce vers le boulevard Malesherbes. A l'angle Laborde-Miromesnil, la patrouille butte à nouveau sur une troupe qui ouvre le feu. Un pneu de la voiture est crevé et celle-ci part dans un mur. Les gardiens essaient de se dégager : **René Fischer**²⁷¹ est tué de plusieurs balles en tentant de se réfugier dans un immeuble. Ses collègues parviennent à s'esquiver. Aux environs de 11 heures, le gardien **Joseph Lahuec**²⁷² des Compagnies de Circulation, non-armé, rentre d'une expédition au fort de Verrières où il avait signalé un dépôt d'armes, et où il avait déjà été la veille, ramenant sept mitrailleuses. Son groupe est attaqué par les Allemands près de la place



Barricade du Pont-au-Double-Square Viviani

²⁷¹ Né le 14 octobre 1916 à Anizy-le-Château (Aisne). Il était affecté aux Compagnies de Circulation et était membre du FNP.

²⁷² Né le 25 février 1904 à Bannalec (Finistère), il est père de trois jeunes enfants (le dernier a six mois).

Saint-André-des-Arts : en transportant une caisse d'armes vers la Cité, Lahuec se trouve isolé de ses collègues et se réfugie dans un immeuble où il est abattu par le passager d'un side-car qui l'a poursuivi. Ses camarades peuvent ramener les armements récupérés vers la PP. Le meurtrier du policier est à son tour pourchassé dans un immeuble de la rue Saint-André-des-Arts, où il se réfugie au 6^e étage. La Brigade des Gaz de la PP essaie de le déloger, puis à la nuit les policiers donnent l'assaut pour trouver le jeune soldat de dix-sept ans suicidé. Vers 11 heures 40 sur la barricade du Pont-au-Double-Square Viviani, trois Allemands sur un side-car s'arrêtent, munis d'un drapeau blanc et lèvent les bras. Quand les gardiens s'approchent, un soldat du tansad se baisse, prend sa mitrailleuse et tire en rafales : plusieurs hommes s'écroulent. Les soldats profitent de la confusion pour s'enfuir.

Traîtrise au Pont-au-Double

La trahison des militaires allemands sème la mort dans les rangs de la police. Trois des agents tués étaient en fonctions au 5^e arrondissement. Gardien de janvier 1921, l'inspecteur principal adjoint **Gaston Thibous**²⁷³ est né le 29 août 1898 à Courson (Yonne) : il commande la défense de la barricade quand il est mortellement atteint. Il meurt à l'hôpital le 22 août, malgré une intervention chirurgicale. Le gardien **Georges Adolphe Rouzé** est né le 30 octobre 1913 à Lille : policier de mars 1937, il est membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent. Il était veuf avec deux enfants adolescents, qui sont exceptionnellement pris en charge par sa concubine. Le gardien **André Vannerau** est né le 27 janvier 1918 à Paris. Il est gardien d'avril 1942 et il est membre de *L'Honneur de la Police* depuis juillet 1942. Il s'est distingué sur sa barricade par son aptitude au tir, qui lui a permis de mettre hors de combat plusieurs Allemands. Il était père de deux enfants d'un an et de deux mois²⁷⁴. Sont tués aussi à l'entour les gardiens **Maurice Roux**²⁷⁵, né le 17 octobre 1913 à Coulours (Yonne), gardien de mars 1938, membre de *Police et Patrie*, touché à l'angle quai de Montebello-Pont-au-Double et **Alfred Biard**²⁷⁶, de la 6^e compagnie de circulation, né le 4 décembre 1919 à Montfort-sur-Mer, en Ille-et-Vilaine, gardien de septembre 1942. Il est mortellement touché d'une balle dans l'aîne sur la barricade côté rue Saint-Jacques. Il meurt quelques heures plus tard à l'Hôtel-Dieu. Quatre autres policiers sont sérieusement blessés par les tirs.

A la PP, un douteux « tribunal » chargé de « juger » des « collabos » s'installe dans des locaux mitoyens au Service Social et se livre à quelques exactions. Au poste des Lilas, le commandant local des FTP, Gelvestre, se présente et réquisitionne dans les formes une somme de 63000 francs trouvés sur une détenue « pour payer la quinzaine due à ses hommes » : l'intéressée sera effectivement remboursée à la Libération. L'inspecteur spécial **André Chasserot**²⁷⁷ est tué rue de Tolbiac en tentant d'arrêter, en compagnie d'un collègue, Coste de Champeron, un collaborateur notoire, qui sera lui-même abattu plus tard en tentant de fuir du commissariat du 13^e. A Nogent-sur-Marne, les policiers arrêtent un juif tunisien, agent auxiliaire des services de l'avenue Foch. Une vingtaine de collaborateurs est aussi interpellée par le même service. Au viaduc de Nogent, les Allemands attaquent une patrouille de policiers : un gardien est blessé. Un violent combat



André Vannerau



Maurice Roux



Alfred Biard

²⁷³ Sa fille de 18 ans était engagée volontaire dans la Défense Passive.

²⁷⁴ Un an après la veuve demandait encore la restitution du vélo, réparé, de son mari, et une photo agrandie de celui-ci...

²⁷⁵ Père d'un enfant de quatre ans.

²⁷⁶ Le 28 janvier 1943, il avait déjà été sérieusement touché par un coup de feu accidentellement tiré par un de ses collègues, élève-gardien, devant interrompre son service pendant cinq mois.

²⁷⁷ Né le 10 novembre 1893 à Thiais. Il est homologué sergent.



André Chasserot



Marcel Imbert



Auguste Salvat

²⁷⁸ Né le 14 octobre 1907 à Puilly-Charbeaux (Ardennes) : il a participé la veille à 10 heures à la prise de la mairie du 20^e arrondissement, et le jour même vers 16 heures à la défense de cet édifice. Membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent.

²⁷⁹ Né le 26 mai 1911 à Saint-Germain (Haute-Saône). Membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué adjudant.

²⁸⁰ Invalide à 154 pour cent suite aux mauvais traitements subis. Il était membre de *L'Honneur de la Police*.

²⁸¹ Né le 14 septembre 1904 à Paris, il est chef d'un groupe-*franç* de *L'Honneur de la Police*.

²⁸² Voir le fascicule 2010.

a lieu aussi vers 12 heures 15 au poste de police de Charonne, rue des Orteaux, où les soldats veulent prendre possession des lieux, assistés d'un fort contingent de miliciens et de deux blindés. Ils rencontrent une vive résistance de la part des agents : quand ils capturent les gardiens du 20^e **Marcel Imbert**²⁷⁸ et **Armand Judy**²⁷⁹, ils les fusillent aussitôt dans la cour de l'immeuble, dont ils prennent le contrôle. Au poste du 15^e arrondissement, les policiers voient arriver les premiers renforts FFI en début d'après-midi. Les policiers se placent alors sous les ordres de l'officier qui les commande, le capitaine de Monsegou.

Les agents du 11^e arrondissement combattent au 163 rue Amelot et tuent deux Allemands. Un peu plus tard ils arrêtent une série de pillards dont huit FFI. Lors d'une récupération d'armes à Chevilly-Larue, l'inspecteur de la Police Judiciaire Alfred Allain est intercepté à un barrage allemand. Condamné à mort le 23, il échappe à l'exécution²⁸⁰ grâce à la libération de la prison de Fresnes le 25 août. Aux environs de 13 heures l'inspecteur **Auguste Salvat**²⁸¹ du 4^e va porter des instructions au responsable du commissariat du 19^e arrondissement, le téléphone étant temporairement coupé. En cours de route, il est arrêté sur le boulevard Magenta et fouillé. Trouvé porteur de son arme de service, il est immédiatement abattu.

Des agents du commissariat de la Muette « empruntent » une auto appartenant à un général vichyste. Ils sont pris en chasse par deux side-cars, qu'ils sèment brièvement dans le bois de Boulogne. Ils se cachent dans un immeuble de l'avenue de Longchamp : les Allemands détruisent la voiture à la grenade. Un peu après 16 heures, les mêmes policiers interviennent rue Marceau, et aident des antifranquistes espagnols à prendre possession d'un immeuble occupé par des phalangistes.

Vers 14 heures, un groupe d'agents du commissariat de Gentilly ouvre le feu à Cachan sur un camion allemand en représailles pour la mort de quatre FFI du *MLN*. Une heure plus tard le groupe de Saint-Michel attaque un camion attelé d'un canon antichar, qui est amené dans la PP, alors qu'un char ouvre le feu sur son emplacement précédent. Le premier coup que tirera le canon de prise éclate la pendule du boulevard Saint-Michel ! Un canon antichar est aussi mis à la disposition de la PJ pour la défense du Quai des Orfèvres, sous la direction des inspecteurs Arthur Lesauce²⁸² et Jacques Laparade. L'armurier du 36 s'occupe de toutes les armes, très diverses, qui équipent les policiers, y compris celles saisies avant-guerre à la Cagoule, qui sont recyclées dans le combat libérateur. Aux environs de 16 heures, les Allemands équipant trois motos et trois autos tirent sur le commissariat de Boulogne, essaient de l'investir, mais ils repartent car tout est fermé et les grilles sont tirées.

Toujours à 16 heures, l'agent motocycliste Louis Claudon récupère un side-car au garage de la rue Leboutoux et s'oriente vers la PP. Sur le quai Conti, les Allemands le contraignent à s'arrêter sous les coups de feu. Pendant près d'une heure, il doit rester debout entre ses ravisseurs et les FFI de l'autre côté du fleuve

avec lesquels ils échangent des coups de feu. Il peut finalement s'échapper après avoir dû demander à ses collègues de suspendre le feu. Il se replie avec un soldat allemand, et profite d'un angle mort pour s'échapper vers l'Institut de France et la rue de Seine. Il récupère sa moto, en panne, le lendemain.

Au même moment, les policiers du 11^e poursuivent et capturent huit soldats place de la Bastille : ceux-ci sont emprisonnés dans la caserne des Célestins. Puis une patrouille d'agents du 17^e arrondissement a un échange de tirs à l'angle Rome-Cardinet avec les occupants d'un camion, qui tirent sur les passants. Les soldats prennent la fuite. A Vanves, rue de Paris, une équipe mixte de FFI et de policiers s'arrête pour prendre en charge un blessé, quand ils sont pris sous le tir d'une automitrailleuse. Le gardien **Gaston Guittet**²⁸³ est touché à la tête et un FFI s'écroule aussi. Tous deux sont achevés sur place. Blessé également, le gardien Raymond Mergault parvient à s'en tirer. Vers 16 heures 15, le gardien André Bugnet défend avec deux FFI un angle de la barricade du quai de la Tournelle, quand trois chars se présentent. Réfugiés rue de Bièvre d'où ils empêchent le public d'aller vers les combats, les résistants sont arrosés par les rafales d'un char qui touche le policier à la jambe gauche.

Duel

Approchant du Sénat en vélo, le gardien André Lambert du 5^e arrondissement se trouve face à face avec un soldat allemand monté sur une motocyclette, dont il décide de s'emparer. Il fonce sur lui : « le choc fut très violent : nous roulâmes à terre tous les deux ». Au cours de la lutte qui s'ensuit, le policier réussit à se défaire du militaire, blessé, et prend la moto. Il est alors pris sous le feu d'une mitrailleuse implantée dans le Jardin du Luxembourg, d'où sortent une auto et plusieurs soldats. Lambert doit alors prendre la fuite pour rejoindre ses collègues sur la barricade Saint-Germain-Saint-Michel.

Vers 17 heures, un groupe part en renfort vers l'école de police de Beaujon, où les policiers sont vivement pris à partie par des SS agressifs et lourdement armés. Le camion tombe dans une embuscade rue d'Anjou, où il est détruit. Les gardiens se défendent, mais doivent finalement se rendre²⁸⁴, faute de munitions. Deux d'entre eux s'échappent cependant dans la rue Chauveau-Lagarde et parviennent à regagner la Cité. Le brigadier **Alphonse Maury**²⁸⁵, des Compagnies de Circulation, chef de groupe, a sur lui une grenade, trouvée lors de sa fouille : il est abattu sur place d'une balle dans le ventre. Les autres policiers sont conduits rue d'Astorg, où ils subissent trois heures de mauvais traitements, puis au Mont-Valérien pour y être fusillés. Ils y font l'objet de simulacres de fusillades, pour être finalement échangés le 24 contre des Allemands détenus à la PP. Puis le commissariat du 8^e arrondissement est mitraillé par des soldats qui veulent libérer des collaborateurs et des prisonniers qui y sont retenus.



Gaston Guittet



Alphonse Maury

²⁸³ Né le 2 juin 1919 à Paris, il était membre de *L'Honneur de la Police*.

²⁸⁴ Dont le gardien Roger Warin du *FNP*, blessé d'une balle dans la cuisse et le brigadier Roger Lespour de *L'Honneur de la Police* : ils sont inclus dans l'échange de prisonniers négocié par le brigadier René Alcher.

²⁸⁵ Né le 4 mai 1915 à Treignac (Corrèze). Membre de *L'Honneur de la Police*, il rentrait d'une autre mission, au cours de laquelle, leur voiture détruite, Maury doit se réfugier dans un immeuble avec un collègue : ils blessent un soldat qu'ils font soigner, après avoir récupéré sur lui de nombreux documents.

Vers 17 heures, place Jules Joffrin, trois SS à bord d'une voiture siglée d'une Croix-Rouge, ouvrent le feu sur les passants. Le gardien de la paix Lucien Point réussit à immobiliser le véhicule avec son pistolet administratif. Il poursuit les trois occupants et réussit à en prendre un après avoir été blessé par balle à la joue. Il revient avec des renforts, et ils capturent les deux autres SS qui s'étaient réfugiés dans un immeuble. Au 11 rue des Orchidées, le sujet allemand Adolf Krell, 40 ans, est interpellé par deux gardiens du 18^e, lors d'une action mouvementée. Il était recherché pour une tentative de meurtre sur un policier.

« Responsables »...

Pendant toute la période grève-insurrection, les policiers agissent aux ordres de leur hiérarchie « parallèle » : les « responsables » issus de la Résistance. Le tout sans mise en cause de la partie résistante de la hiérarchie, numériquement marginalisée par des groupes largement aux mains des gardiens. Ainsi l'adjoint du commandant d'armes de la PP, le « responsable » Jean Chassagnette, brigadier-chef de police et officier de réserve, est un commissaire résistant, Jean Schira, également officier de réserve... *Police et Patrie* comme le *Front National de la Police et de la Gendarmerie* ont adopté le dispositif pyramidal mis en place en 1943 par Dubent au sein de *L'Honneur de la Police* : responsables de direction, de division, d'arrondissement, de commissariat, de brigade... Ils permettent ainsi des convergences systématiques entre les trois mouvements. Mais cela signifie aussi que chaque structure géographique avait trois « responsables » : un par mouvement de Résistance, même si parfois se négocie un commandement unique ! Ce système fait néanmoins ses preuves tout au long des journées d'août, faisant ainsi d'un déporté, absent, le commissaire Edmond Dubent²⁸⁶, un acteur majeur de la libération de Paris. Les trois chefs de groupements signent leurs ordres : « La Commission des Responsables Généraux ».

Puis tous les « responsables » retrouvent rapidement, sans problèmes, leur hiérarchie traditionnelle, nonobstant quelques promotions ultra-rapides, en réintégrant l'autorité du préfet de police : l'insurrection fut une parenthèse, sous le commandement de *Rol*, pas un putsch !

Du côté du poste de combat établi boulevard du Palais, plusieurs autos allemandes sont détruites, leurs occupants tués ou capturés. A Nogent-sur-Marne, le gardien Mathis essaie de capturer deux sentinelles ennemies au viaduc : une est blessée suite à son refus et l'autre se rend. Le commissariat du 19^e arrondissement reçoit un coup de téléphone signalant que trois FFI sont assiégés dans un immeuble 62 rue d'Hautpoul. Le responsable Jean Bastien se rend sur place avec le gardien Jean Creff. Celui-ci parlant allemand engage des négociations qui permettent la fuite des FFI et la récupération de leur véhicule par les policiers.

Rue Claude Bernard, un groupe de policiers dirigé par un officier FFI capture un officier supérieur et trois soldats au cours d'un dur combat au cours duquel le gardien André Muller a le poumon droit perforé et son collègue Manoël Chirol prend une balle dans la jambe droite, qui remonte du mollet à la cuisse. Au même moment, capturé lors d'un engagement avec les Allemands à la gare de Lyon, le

gardien Emile Louvet réussit à s'enfuir de la *Kommandantur* locale. L'inspecteur auxiliaire **Roger Louis Gibrat**²⁸⁷ a moins de chance : à son poste sans interruption depuis le 19 août à 6 heures 30, il est employé au service anthropométrique et réfractaire au STO. Il va avec son collègue Pierre Ganne vers la station de métro place Saint-Michel pendant que des coups de feu s'échangent entre une voiture allemande et les défenseurs d'une barricade. Le véhicule s'arrête à la hauteur des deux policiers, qui ouvrent le feu : sous la riposte, Gibrat s'écroule, atteint d'une balle dans la tempe gauche.

A 17 heures 30, dans la cour du 9 boulevard du Palais, on découpe plusieurs cochons... Simultanément un groupe-franc du commissariat de Sceaux rentrant d'une mission à Chevilly-Larue, où il a cherché des munitions et des armes tombe sur un barrage de SS devant la prison de Fresnes. Les trois policiers sont capturés mis contre un mur face à un peloton d'exécution qu'un commandant stoppe au dernier moment. Les prisonniers sont roués de coups pour leur faire avouer qui est leur chef : ils seront libérés par les FFI dans la nuit du 24 au 25 août et soignés. Dans le même temps, le corps-franc du brigadier Léon Magoutier quitte la PP : vers 18 heures, il engage le combat sur le quai de Montebello avec un véhicule monté par quatre *Feldgendarmes*. La voiture prend feu et les quatre occupants sont tués pendant la poursuite du combat sur la berge. A 18 heures, un véhicule avec un équipage de policiers est attaqué par une forte patrouille allemande : touchée, l'auto heurte un mur rue Laborde. Un gardien, **Charlemagne Loiseau**²⁸⁸, ne peut fuir et il est immédiatement abattu. Simultanément, aux abords de la Cité d'autres agents arrêtent un camion et une voiture pleine d'officiers : tous sont faits prisonniers. Vers 19 heures, cinq policiers dans un camion pris aux Allemands, siglé police et doté d'un drapeau vont ravitailler en armes l'école de Beaujon : à l'aller, ils bénéficient de l'effet de surprise, mais au retour ils sont pris en chasse par les soldats. La poursuite ne s'arrête qu'aux portes de la PP. Vers 19 heures aussi le *CFRG* attaque un camion qui prend feu quai de Montebello : quatre militaires sont tués. A 19 heures 30, Georges Bréchat mène avec sa troupe mixte une opération pour dégager des FFI capturés par les soldats à la Porte d'Orléans. Quand l'unité arrive, elle ouvre le feu sur un véhicule qui survient en face, puis, après une hésitation, sur un car PS qui suit et se met en position : ce sont des Allemands qui, touchés, sortent du car.

Un chef

L'inspecteur du commissariat de Plaisance **Georges Bréchat** est un des acteurs majeurs de la libération de Paris. Né le 24 juin 1890 à Lichères (Somme), il rejoint tôt le groupe *Valmy*, puis *Pantagruel* Il aide au rapatriement de pilotes, récupère des armes et fournit des faux-papiers. Il anime et prépare un groupe du 14^e arrondissement et devient le responsable FFI de la 6^e Division qui couvre une partie du sud de Paris et de sa banlieue. Il dirige tous les combats de son secteur, et, à la Libération il commande 700 hommes et il est homologué lieutenant-colonel. Il prend alors le commandement d'un bataillon qui est mis à la disposition de l'Armée américaine. Son intégration dans l'Armée française lui est refusée pour avoir délivré

²⁸⁶ Voir le fascicule de 2009.

²⁸⁷ Né le 24 mai 1923 à Paris. Il était fils et petit-fils de policiers...

²⁸⁸ Né le 17 juin 1923 à Vitry-sur-Seine.



...

des attestations irrégulières, et Bréchat revient à la PP avec les galons de commissaire à la Police Judiciaire. Il prend sa retraite en juillet 1948, décoré des Croix de Guerre 14-18 et 39-45, ainsi que de la Légion d'Honneur et de la Médaille de la Résistance. Il meurt en 1956.

Un groupe important de policiers part vers Neuilly où mairie et commissariat sont aux mains des Allemands : ils sont repoussés, faute d'armes suffisantes. Place de la Réunion, les policiers du 20^e affrontent une escouade de soldats : le gardien Louis Voyen y est sérieusement blessé. A 19 heures 30, des blindés attaquent par le boulevard Saint-Michel. Un gardien fait prisonnier peu avant place du Châtelet²⁸⁹ et emmené dans un des chars est violemment battu, pour lui faire avouer le dispositif mis en place pour défendre la PP et les effectifs présents. Pendant l'affrontement avec les policiers et les FFI, il parvient à fuir alors que les Allemands se replient et à regagner les rangs de la police. Vers 20 heures, avenue des Gobelins, un groupe d'agents prend deux sous-officiers et un soldat, ainsi qu'un camion avec 10000 paquets de cigarettes. Dès ce soir, les bureaux des Renseignements Généraux deviennent trop exigus pour héberger tous les prisonniers²⁹⁰, qui sont transférés au sous-sol. D'autres sont installés dans la salle des cartes grises. Toujours vers 20 heures, un groupe de policiers du 18^e arrondissement vient en renfort de leurs collègues qui assiègent les Allemands retranchés dans la caserne Clignancourt : à l'angle Championnet-Letort, ils sont pris à partie par un canon et doivent se replier avec des blessés. Vers 20 heures encore, trois gardiens se rendant à Montrouge sont accrochés à la porte d'Orléans par deux soldats. La riposte des agents permet à l'inspecteur André Labbé de les abattre d'une rafale de mitraillette. Dans la soirée, une partie des policiers du 6^e arrondissement qui étaient restés à l'Hôtel de Ville, « désœuvrés » selon leur rapport, regagnent leur commissariat et se mettent « à la recherche des tireurs des toits ». Aux environs de 22 heures, sur la barricade de la rue Danton, un camion est arrêté par le groupe de Saint-André-des-Arts : les soldats répondent à la mitraillette et à la grenade. Finalement quatre gardiens protégés par des FFI prennent le véhicule d'assaut : six Allemands sont capturés ou tués, trois peuvent s'enfuir. Vers 23 heures, le commissaire résistant Marie Pons devient le nouveau chef des Renseignements Généraux. A 23 heures, un groupe de policiers est envoyé dans les couloirs du métro Châtelet vers Concorde, où des soldats ont été signalés pénétrant sur la ligne 1. L'affaire reste sans suite, comme ce fut souvent le cas pour ce type d'alertes.

Du 21 au 25 août, le gardien Roger Bourbon²⁹¹ des ST livre à longueur de journée munitions et essence avec un camion pris ce 21 aux Allemands. Il ne quitte pas son engin et y dort dans l'enceinte de la PP « car dans la cour il y avait des démonteurs de moteurs²⁹² ». Dans la nuit, un orage particulièrement violent fait craindre un bombardement aux défenseurs de la Cité. Il n'empêche pas les policiers du 5^e arrondissement de continuer à édifier une barricade à l'angle

²⁸⁹ Chassagnette avait fait de la place un avant-poste de la défense de la Cité. Les FFI et les policiers occupent le 4^e étage du théâtre du Châtelet, d'où ils font feu sur les Allemands. Le gardien Robert Piat s'y distingue.

²⁹⁰ Il y aura eu à la capitulation dans les géoles de la PP 745 prisonniers, dont un général. 248 ont été échangés.

²⁹¹ Il est suspendu depuis le 13 juillet.

²⁹² Les armes faisaient l'objet d'une égale convoitise.

Soufflot-Saint-Jacques. Une équipe de la PJ prend position à l'hôpital de la Pitié, pour s'opposer au départ des soldats qui y sont soignés. La veille une équipe d'inspecteurs a réussi à soustraire un dépôt d'armes et de munitions entreposées dans la chapelle de l'établissement, malgré une forte présence allemande.

Dans les événements du jour : l'Armée allemande est défaite à Falaise. Les premiers journaux de la Résistance font leur apparition. Le CNR décide de rompre la trêve et de dresser des barricades.

Le mardi **22 août 1944**, à zéro heure 45, le commissaire de Pantin signale les débordements d'une importante troupe de SS dont le train est en panne : il demande son bombardement par les Alliés. Vers 6 heures au Pont-Neuf, le dispositif policier est attaqué par un convoi allemand. Sur la riposte française, les assaillants se replient, laissant entre les mains des agents un camion et quatre prisonniers. Vers 6 heures 30, le gardien Victor Gaillemain, qui vient prendre son service au Central 4, capture un sous-officier SS qu'il conduit au service.

Au Lazarett !

« Le 22 août vers 6 heures 30 du matin, venant prendre mon service à bicyclette en tenue civile et non-armé (mon arme laissée au poste) passant rue du Cardinal Lemoine (5^e), je me suis trouvé en présence de deux soldats allemands, dont un qui n'avait pas d'arme apparente, et le second un sergent de SS armé d'un fusil et d'un pistolet. Le sergent demandait à un passant qui portait un brassard de la Croix-Rouge : « Lazarett ? Camarade blessé ». Aussitôt j'ai répondu « Ja Lazarett, komm ! ». J'avais imaginé tout de suite de les faire venir jusqu'à notre poste afin de les faire prisonniers. Ils m'ont suivi malgré la méfiance du sergent qui se retournait à chaque instant, jusqu'au carrefour Saint-Louis-en-l'Île-Deux-Ponts. Là un civil est venu derrière nous en courant et, avant qu'il nous ait rejoints, à environ dix mètres, le sergent se retourna, épaula son fusil en criant et tira dans les jambes du civil qui ne s'était pas arrêté. A ce moment, ne lui laissant pas le temps de réarmer son fusil, je sautai sur lui par derrière, le maintenant en lui immobilisant un bras et je lui enlevai son pistolet de l'étui. Une fois armé, et sous... la menace de « son propre pistolet, il ne m'opposa plus aucune résistance. Alors, tenu par le poignet, et le canon du pistolet sur le ventre, je l'ai ramené au poste en le faisant courir pour traverser le Pont Marie et le quai des Célestins où le passage d'une voiture allemande était possible. Fait prisonnier, fouillé et interrogé dans le bureau des bourgeois, il s'agissait du sergent SS Wildner Ludwig, né le 1^{er} janvier 1918 à Schwechat (Autriche). Je ne sais ce qu'est devenu l'autre soi-disant qui était blessé²⁹³, car à partir du coup de feu je me suis trouvé seul, sauf un civil arrivé en vélo qui s'est emparé du fusil et qui s'est enfui » (*Rapport du gardien Gaillemain*). Nota : Où est passé le vélo du policier ?

Des voitures de la police sillonnent les rues de la capitale pour appeler les Parisiens à édifier des barricades.

Les services administratifs de la *Wehrmacht* évacuent partiellement les locaux de l'hôtel Majestic, dont on renforce les défenses. Une patrouille du 5^e arron-



²⁹³ Il semble probable qu'il ait été abattu d'un coup de pistolet par le gardien Norbert Fournier alors qu'il fuyait : celui-ci avait été prévenu par un voisin de la présence du trio. C'est sans doute lui le premier civil évoqué par Gaillemain. Le témoignage tardif de Fournier sur cette action qui est repris dans *Liaisons* en 2004 n'est que partiellement compatible avec les faits, en particulier quant à ses propres actions. Né le 22 janvier 1905 à Auxerre, Fournier appartient à la Résistance : il héberge pendant plusieurs mois un responsable de réseau. Il tient aussi un journal durant toute l'occupation. Pendant les combats, il est du groupe qui tente de prendre à revers par les égouts les Allemands retranchés au Sénat.

dissement part pour Bourg-la-Reine afin d'arrêter, dès 7 heures 30, Mme B... la maîtresse du général Von Stulpnagel, et la ramène avec une voiture allemande et deux prisonniers. Le gardien Pierre Sardat de Gentilly se bat sur la barricade Saint-Jacques-Ecoles avec ses collègues. A l'arrivée d'un camion avec une mitrailleuse sur plateau et des voltigeurs, il prend l'initiative d'un mouvement tournant qui réduit l'arme au silence et permet huit prisonniers. Le même se distingue dans la soirée sur la barricade du Petit-Pont et, le 23, il abat deux Allemands dont il rapporte les armes. A la Croix-de-Chavaux, des policiers de Montreuil participent à l'érection et à la défense d'une barricade : une chenillette qui l'attaque est mise en fuite. A 9 heures 30, trois chars sortis du Luxembourg s'engagent dans la rue Soufflot et défoncent la barricade érigée par les agents du 5^e



arrondissement. Les blindés prennent position face à la mairie et au commissariat, déclenchant un violent échange de mitraille. Les grenades viennent à manquer aux policiers, les coups de canon ébranlent l'immeuble et cassent portes et cloisons. Les gardiens, à court de munitions, doivent se replier via un passage par la mairie vers le poste du Val-de-Grâce, rue Vauquelin. Les policiers évacuent onze prisonniers et quatre officiers, dont un est abattu en tentant de fuir. Une trentaine de collaborateurs sont emmenés aussi. Les gardiens occupent les rues adjacentes et poursuivent leur harcèlement. Plusieurs corps-francs partent leur porter assistance, ainsi qu'à un PC de Lizé, rue de Seine, sévèrement attaqué. Toutes les rues bloquées par l'ennemi, les membres du PC s'enfuient par les toits. Les secrétaires de police Roger Sirjean²⁹⁴, Louis Auroux et Gilbert Barbier, chargés de la protection de l'Etat-Major, y restent en arrière-garde pour camoufler les munitions, alors que les chars mitraillent déjà l'hôtel. Sirjean et Auroux sont capturés dans la cour de l'immeuble, ainsi que Barbier qui a son veston troué par plusieurs balles. Ils sont embarqués dans un char et réussissent à se

²⁹⁴ Né le 24 juillet 1917 à Troyes. Il termine sa carrière, contrôleur général, en septembre 1975, décoré de la Légion d'Honneur.

faire passer pour des étudiants locataires de l'Hôtel. Ayant détruit tous leurs documents de policiers, ils sont retenus prisonniers trois jours au Sénat, jusqu'à leur libération par la 2^e DB. Les Allemands se replient à 11 heures. Les Parisiens viennent dire leur reconnaissance aux policiers qui regagnent leur poste. Simultanément une attaque se produit sur le secteur Saint-Jacques-Saint-Germain, qui se répètera l'après-midi vers 13 heures 30, les soldats étant à chaque fois contraints au repli. Aussi à 9 heures 30, à Asnières, deux policiers vont arrêter leur commissaire et quatre gradés ou gardiens...

Le corps-franc du commissariat de Saint-Denis va chercher à l'Institut médico-légal le corps du gardien Boudreault, tué en tentant de s'échapper du Mont-Valérien : pris à partie dans une embuscade à la porte de Paris, il parvient néanmoins à remplir sa mission. Vers 10 heures le PC du 14^e est assailli par une automitrailleuse que les hommes de Bréchat contraignent au repli. A 10 heures rue de la République à Romainville des gardiens des Lilas sont prévenus de deux motociclettes stationnées avec trois Allemands. Sur place, cinq policiers dirigés par le brigadier Martin entourent les soldats, dont un esquive un geste de résistance. Sur un coup de feu tiré en l'air, ils se rendent, permettant la prise des deux engins et d'armes. Toujours à 10 heures, les gardiens Clovis Dailland et Albert Plessard viennent aider leur collègue Germain Bezin²⁹⁵ qui a attaqué une patrouille de soldats rue Beaubourg : un militaire est tué et un capturé. A 10 heures 10, une trêve de 30 minutes intervient devant le poste du 7^e arrondissement à la demande des Allemands, afin de leur permettre de ramasser leurs morts. Dans le courant de la matinée, un char attaque au canon la barricade du carrefour des boulevards Saint-Germain et Saint-Michel, où se distingue pendant plusieurs jours le gardien Robert Boitet²⁹⁶, responsable du commissariat d'Ivry. Les gardiens et les FFI doivent temporairement se replier. Vers 10 heures encore, les occupants d'une voiture allemande tirent des coups de feu sur le poste de police de Sainte-Avoie. Les agents ripostent : un assaillant est tué et un autre est capturé. Toujours à 10 heures, un aumônier lit la messe dans les locaux des Assistantes Sociales de la PP, qui se sont mobilisées comme infirmières bénévoles : elles établissent un poste de secours à l'entrée de l'escalier C, qui mène à la Police Municipale. L'assistante sociale Georgette Millet²⁹⁷ y gagne son surnom de « Madelon de la PP » : c'est aussi elle qui a l'idée de réquisitionner les vestes et les pantalons des collabos détenus pour vêtir les policiers démunis. Des gardiens dont les familles sont gênées par la grève viennent demander aux assistantes des farines et du lait concentré pour leurs bébés.

Aux environs de 10 heures 30, le gardien Grandclément des compagnies de circulation participe au dégagement d'un groupe de FTP assailli par les Allemands dans un dépôt de ravitaillement, 12 rue Boursault. Prenant les assaillants à revers, il fait deux prisonniers qui ne l'ont pas entendu surgir dans leur dos dans le couloir d'un immeuble. Avenue d'Italie, le gardien Louis Millereau de Gentilly est sérieusement blessé par une grenade. Le groupe Magoutier effectue un transport d'armes fournies par le capitaine Blanc des pompiers de Paris, de la caserne Duplex vers la PP. A 11 heures, deux blindés prennent position rue de

²⁹⁵ Né le 6 août 1899 à Cuisy-en-Almont (Aisne), résistant du FNP, révoqué en juin 1940 pour avoir voulu s'engager.

²⁹⁶ Né le 6 mai 1898 à Paris, membre précoce du FNP, il participe aux dépôts de gerbes du 11 novembre 1943 aux monuments aux morts d'Ivry, Vitry et Choisy-le-Roi, et prend sa retraite de commissaire-adjoint en mars 1956.

²⁹⁷ Née le 5 octobre 1900.

Rivoli et trois place de l'Hôtel de Ville : les échanges de tirs avec les défenseurs et avec les policiers du 4^e arrondissement durent jusqu'à 12 heures 30. Vers 11 heures aussi, un véhicule pris aux Allemands et équipé d'agents est vivement pris à partie par l'occupant aux Halles, puis par les FFI sur le trajet de retour vers la PP, car il n'avait pas encore pu recevoir le siglage « police ». Les policiers du 17^e arrondissement fournissent aux FFI 50 fusils et plusieurs caisses de munitions pris aux Allemands. Vers 11 heures aussi, le groupe du gardien Albert Rougée attaque un camion rue Lafayette, mais il doit se replier à l'arrivée d'un convoi ennemi, auquel il tue quatre hommes. Le même groupe, vers 13 heures, récupère dans un hôtel de la rue Byron, des grenades, des mines antichars et des balles de mitraillettes, remises au Central 9 et à la PP. A l'angle Saint-Martin-rue de la Verrerie, le gardien Maurice Durand de la 3^e compagnie de circulation est grièvement blessé lors d'un engagement et hospitalisé deux mois à l'Hôtel-Dieu.

La fin des pirates

L'histoire est racontée par le rapport d'activité du commissariat de Saint-Denis : « Vers 11 heures 30, un gardien qui va aux ordres de son point de ralliement au moyen de sa bicyclette est brusquement assailli par deux Allemands qui, sous la menace de leurs armes, l'obligent à stopper. Il est immédiatement palpé. La musette qu'il portait sur son dos est soulagée d'un litre de vin qu'elle contenait et les deux larrons se mettent en mesure d'ingurgiter celui-ci. Le gardien incapable de supporter plus longtemps un tel acte de piraterie saisit son pistolet qui était également dans sa musette et abat les deux assoiffés. Il reprend sa route mais un autre Allemand alerté par les détonations, se présente et le met en joue. Plus vif, le gardien tire et son troisième adversaire doit être touché car il ne riposte pas. Il (le gardien) en profite pour s'éclipser. »

Dans le courant de la matinée des policiers reçoivent l'ordre, controversé²⁹⁸ ultérieurement par les « victimes », de récupérer un canon antichars qui avait été pris à l'ennemi et se trouvait boulevard Saint-Germain. Un autre canon est récupéré par six agents à la gare d'Ivry. Un camion avec 1500 litres d'essence est capturé quai de la Tournelle, et ses occupants tués ou faits prisonniers. Boulevard Rochechouart, un groupe-franc de la police s'attaque à un convoi : le gardien Emile Périnet est grièvement blessé. A Nogent-sur-Marne le gardien Robert Alexandre capture deux soldats au viaduc de la ville. Des combats opposent aussi FFI, agents et militaires avenue des Ternes : un char est immobilisé par un jet de grenade dans la tourelle. Place Saint-Augustin, des policiers réduisent un îlot de résistance : plusieurs soldats sont blessés. Boulevard de la Chapelle, des gardiens du 18^e arrondissement libèrent neuf cheminots faits prisonniers par les Allemands à la gare de Paris-Est et emmenés comme otages.

²⁹⁸ La décision paraît judicieuse et justifiée, dès lors que, pour toutes les autorités de la Résistance, la défense de la Préfecture de Police est devenue la première priorité. Plusieurs cas de préemption en sens inverse semblent avoir échappé aux observateurs.

Morts au cimetière

Le corps-franc *Tante Jeanne* est composé en majorité de cheminots et de policiers. Dans la journée du 22 août un de ses groupes à dominante de FFI mais comprenant aussi des policiers est mis en difficulté face à des Allemands porte de Charenton, en bordure du cimetière, vers la pelouse de Reuilly. Un renfort est demandé au reste du corps-franc. Cinq gardiens trouvent la mort dans ce combat. Dans le premier groupe engagé tombent les gardiens Pégart et Ladet. Le brigadier **Paul Pégart** est né à Vaudricourt (Pas-de-Calais) le 6 mars 1902. Membre de *L'Alliance*, *Paul* y est chargé de la sécurité des agents et des parachutages, ainsi que du rapatriement d'aviateurs avec l'aide du groupe **Georges Prévôt**²⁹⁹. Il est aussi adhérent à *L'Honneur de la Police*, recruté par Quillet, le chef du corps-franc. Ce père de trois enfants est homologué lieutenant. Le gardien **Louis Ladet** est né le 27 août 1913 à Camy-par-Payrac (Lot). Son groupe a fait plusieurs prisonniers à la hauteur de la porte de Charenton, quand arrivent un camion et une auto-mitrailleuse : Ladet meurt d'une balle dans la tête. Il est homologué sergent. Arrivés en renfort pour secourir les combattants en difficulté, trois autres gardiens sont tués. D'abord le gardien-stagiaire **Robert Jégou** : il est né le 1^{er} novembre 1914 à Laurivain, dans le Nord. Le sous-brigadier **Henri Adrien Régnier**, né le 18 septembre 1899 est tué presque simultanément, tout comme le sous-brigadier **Simon Theureau**, né le 11 octobre 1902 à Bourbon-Lancy (Saône-et-Loire) : il était membre du groupe FFI de *Ceux de la Résistance d'Aubervilliers*. Cinq FFI laissent aussi la vie dans ce combat. Le gardien **Emile Hubert**³⁰⁰ est blessé par balle à l'avant-bras droit et sa main gauche doit être amputée. Un groupe-franc fut hébergé pendant l'insurrection dans la maison de fonctions des époux Alexandre, gardiens du cimetière.

Dans la matinée, le commissaire de Pantin, Jean Le Menn, tente d'endiguer le marché noir éhonté pratiqué par les maraîchers de sa circonscription en faisant afficher l'avis suivant : « Tout marchand qui vendra sa marchandise à des prix prohibitifs et exorbitants s'expose à l'arrestation suivie de mesures extrêmement graves. Les mêmes mesures seront appliquées aux acheteurs ».

Membre d'un corps-franc du commissariat du 18^e arrondissement, le gardien **Adrien Legrand**³⁰¹ est tué lors d'une mission de récupération d'armes à la caserne Babylone rue de Chartres. Sur le chemin du retour, les agents accrochent une patrouille allemande, sous les balles de laquelle Legrand est touché mortellement. Un engagement a aussi lieu rue Damrémont, où les policiers du 18^e mettent en fuite des soldats qui viennent prendre des moteurs dans un de leurs garages, mais le car PS de l'arrondissement est mis hors d'usage. Il sera remplacé par un gazogène prêté par un Parisien. Dans le 16^e arrondissement, le maire met à la disposition des policiers et des F.F.I. une auto et il réquisitionne un restaurant : il sera ravitaillé par cinq agents, et ce sont des policiers qui font la cuisine... Vers 10 heures 30, les garçons de laboratoire artificiers **Serge André Germain**³⁰² et **Virgile Bourdon**³⁰³ sont tués en chargeant dans un camion de la PP un stock de munitions allemandes qui explosent dans une école à Antony. Vers 10 heures 30 aussi, un camion avec une escouade de soldats tente de reprendre le garage central, 66 boulevard de l'Hôpital : ils sont refoulés par les gardiens Louis Fournet et Camille Descamps, armés de mitraillettes. Toujours vers 10 heures,



Simon Theureau



Adrien Legrand



Virgile Bourdon

²⁹⁹ Tué par les Allemands, voir le fascicule 2009.

³⁰⁰ Il est décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre.

³⁰¹ Né le 3 mars 1915 à Beugny (Pas-de-Calais).

³⁰² Né le 9 juin 1921 à Essonnes, employé puis artificier depuis décembre 1941, père de onze enfants.

³⁰³ Né le 12 novembre 1893, en fonctions depuis novembre 1941.

en mission avec son groupe, le gardien Louis Millereau de Gentilly est blessé par balle à l'abdomen : il restera hospitalisé 111 jours. A 12 heures le groupe de policiers qui tient le Pont-Neuf rive droite est attaqué par trois chars, qui se replient une heure et demie après le début de l'affrontement. Peu après 12 heures, deux voitures du commissariat du 7^e arrondissement viennent à la PP se ravitailler en armes et munitions, et surtout en obus antichars pour alimenter le canon dont ils ont « hérité ». Vers 12 heures 30, rue de Paris à Charenton, les gardiens locaux font prisonniers trois Allemands séparés de leur troupe pour réparer leurs vélos : ils sont conduits au centre de prisonniers de Champigny. Il est 13 heures quand le gardien d'Ivry **René Vinchon**³⁰⁴ est tué d'une balle dans la tête, tirée d'un convoi, en défendant une barricade à l'angle Saint-Germain-Saint-Jacques. Toujours vers 13 heures, trois gardiens sont chargés de bloquer six soldats réfugiés dans l'immeuble angle Boursault-Batignolles. Les policiers prennent position dans l'école de la rue Boursault : le gardien Marcel Levasseur prend la faction à une fenêtre où il est grièvement blessé d'un coup de fusil au



Barricade à l'angle Saint-Jacques - Saint-Germain

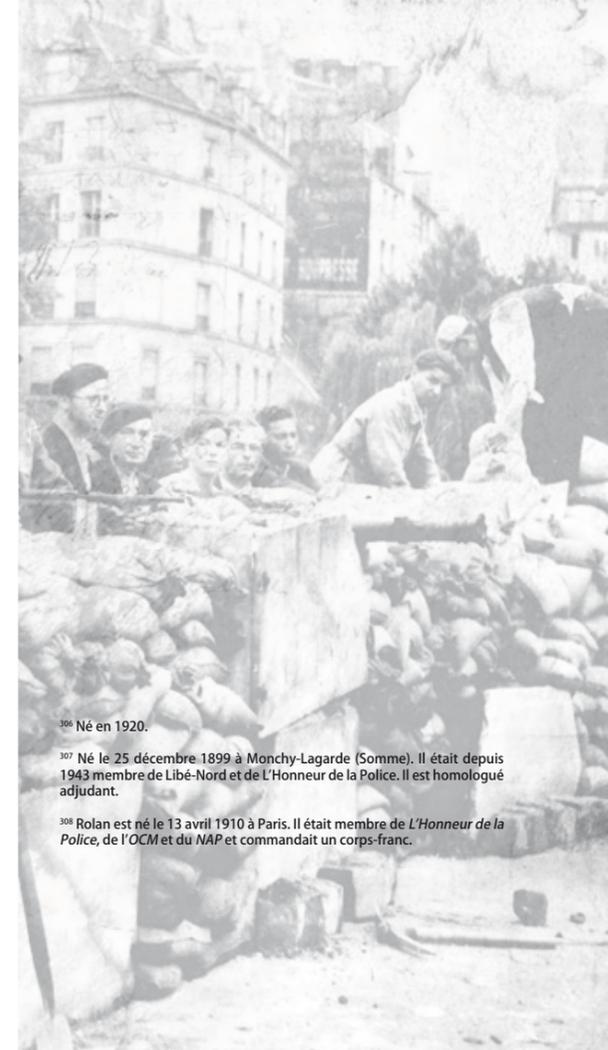
ventre. A 13 heures 30, un fort groupe de policiers part renforcer l'Hôtel de Ville qui subit un assaut allemand. A 14 heures, deux véhicules du 2^e Régiment Armor, circulent cours de Vincennes pour se rendre place Maubert où est signalé un camion de munitions. Le premier véhicule passe un barrage de soldats, le second est bloqué après un échange de tirs. Les gardiens Albert Dumont, Emile Savouret et Léon Léger³⁰⁵ sont capturés, frappés et emmenés au fort de Vincennes, où ils sont enfermés et maltraités par les SS. Toujours à 14 heures, un camion allemand vient se ravitailler dans les locaux de l'AKKU Lager de la rue d'Alésia, où les hommes de Bréchat montent la garde. Le camion est pris après un rude engagement. Un soldat est tué, et trois sont faits prisonniers, tous membres du *Luftnachrichten Regiment*. Le chef du groupe FFI, Guyot, est tué.

Un groupe de dix agents du 18^e arrondissement se rend en gare de La Plaine-Saint-Denis pour contribuer à la protection de deux trains de marchandises détournés par les cheminots. Vers 14 heures 30, quatre agents et un FFI du 2^e arrondissement effectuent un transport de farine pour les FFI de Renault. Au Pont Royal, ils sont arrêtés par des Allemands qui fouillent le camion, mais les laissent repartir. A 15 heures 30, des voitures à haut-parleurs des Services Techniques parcourent les rues de la ville pour relayer l'ordre d'érection de barricades selon l'appel affiché « comme en 1830, comme en 1848, pour protéger la République renaissante ». Un groupe-franc ramène de la rue de la Corderie une bonbonne d'acide sulfurique, cependant qu'une forte unité du commissariat de Gentilly achemine vers la PP des armes, des munitions et... 300 kilos de petit-pois ! D'autres policiers amènent simultanément trois porcs depuis Bicêtre. Bréchat refuse une trêve demandée par l'officier allemand qui commande porte d'Orléans. Un combat est engagé entre le 4^e groupe du CFRG et les occupants de cinq véhicules dont certains en remorque, à hauteur du café Le Palmier boulevard de Clichy. Les voitures sont prises et les soldats disparaissent. Trois blindés surviennent, qui se replient après un court engagement. Le gardien stagiaire **Robert Kegpi**³⁰⁶ trouve la mort lors d'un échange de coups de feu de son corps-franc de FFI avec les Allemands dans le quartier Beaujon. Vers 15 heures, le gardien **Charles Moïse Warrior**³⁰⁷ est tué d'une rafale de mitraillette lors d'un coup de main contre les Allemands, boulevard de la Chapelle, alors qu'il protège avec son groupe le pont du chemin de fer de l'Est et essaie de dégager un groupe de FFI, bloqué.

A nouveau le PC des FFI installé dans l'hôtel des Pyrénées est attaqué par un char et des fantassins. Ceux-ci entrent dans les lieux et récupèrent des caisses de munitions. Le CFRG intervient par la rue Jacob : deux Allemands sont tués et les assaillants se replient. Pendant ce temps, une équipe de policiers du 11^e arrondissement capture deux camions lors d'un combat avec un convoi, boulevard Voltaire. Le gardien **Rolland Léon Igersheim**³⁰⁸ du 9^e arrondissement trouve la mort place Valhubert-pont d'Austerlitz. Parti en mission vers Ivry pour y récupérer des armes avec des FFI, sa voiture est prise pour cible par les soldats : il meurt d'une balle dans la tête. Ses compagnons parviennent à s'échapper. Vers 16 heures 15, une voiture allemande contenant des munitions est détruite boulevard du Palais : huit soldats sont mis hors de combat. Le groupe de Saint-André-des-Arts bloque un gros camion qui déboule place Saint-Michel. Le chauffeur neutralisé, deux défenseurs protégés par des sacs de sable sont débusqués : ce sont des militaires de la *Luftwaffe*. Le camion est pris d'assaut et capturé. Un peu plus tard, d'un coup de fusil, le gardien Stiévenart met le feu à une camionnette. Place du Marché Saint-Honoré, un groupe-franc du 8^e arrondissement commandé par le gardien Joseph Le Nihouannen, entend une fusillade place du Marché Saint-Honoré : rendu sur place il voit une escouade de soldats s'en prenant à la caserne des pompiers et essayant de détruire leurs véhicules. Les policiers engagent le combat et réussissent à mettre les agresseurs en fuite après en avoir mis trois hors de combat. Vers 16 heures, les policiers du 15^e arrondissement prêtent aux FFI un petit arsenal dont cinq fusils-mitrailleurs.



Charles Moïse Warrior



³⁰⁶ Né en 1920.

³⁰⁷ Né le 25 décembre 1899 à Monchy-Lagarde (Somme). Il était depuis 1943 membre de Libé-Nord et de L'Honneur de la Police. Il est homologué adjudant.

³⁰⁸ Rolan est né le 13 avril 1910 à Paris. Il était membre de L'Honneur de la Police, de l'OCM et du NAP et commandait un corps-franc.

³⁰⁴ Né le 24 octobre 1920 à Paris, il est résistant au MLN d'Ivry. Victime de dissensions internes à la police, accusé d'actes de collaboration non-établis, Vinchon ne sera pas décoré... Alors que certains, tués par hasard, le sont !

³⁰⁵ Avec leur chef FFI, le lieutenant Roure.



André Delobelle

A 16 heures 50, tous les occupants d'un bus de l'armée d'occupation sont capturés ou tués près de la place Saint-Michel. Sur la barricade à l'angle du pont d'Arcole, un FFI est grièvement blessé lors d'une attaque de char. Il est sauvé par le gardien Marcel Meunier qui le ramène au poste de secours sous la mitraille. De son côté, le gardien Alain Dufleit et ses collègues mènent à son terme une mission délicate : ils conduisent un canon de 75 et une mitrailleuse à nouveau pris à Clamart à la PP. Place de l'Europe, partant en mission, le gardien Germain Deschamps est blessé par balle à l'épaule droite, en franchissant de vive force un barrage allemand. Rue de la Gaîté, un véhicule police-secours est pris par méprise sous le tir nourri de FFI : le gardien **Félix Auriac**³⁰⁹ est tué, et deux autres policiers sont blessés, dont le brigadier Alban Delfieu, grièvement atteint, les deux cuisses fracturées par des balles. Tous trois revenaient de Bagneux pour une intervention contre des tireurs isolés. Alors qu'il faisait une liaison dans le secteur des Champs-Élysées, le gardien **André Delobelle**³¹⁰ refuse de s'arrêter à un barrage allemand rue de Washington : il est tué alors qu'il a franchi l'obstacle, d'une balle dans la tête.

L'exploit du brigadier Bennezon

Quand Paul Emile Bennezon est capturé le 20 août 1944 lors d'un des affrontements de la Gare du Nord, il est vite condamné à la fusillade, et enfermé en attendant dans un hôtel proche. Vigoureux et très sportif, il profite d'un moment d'inattention de ses gardiens pour s'évader, le 22 août. Il réussit à s'emparer de la mitrailleuse d'un soldat allemand somnolent : il l'abat, ainsi que trois autres qui s'approchent. Il réussit à fuir et reprend le combat. Bennezon *Tavernier, Douglas* est né le 12 février 1900 à Hangest-en-Santerre. Il a rejoint la police en août 1926 et le *SR de l'Armée Volontaire* en 1941, puis adhère au *NAP*, puis à *L'Honneur de la Police*. Il fournit une aide aux réfractaires et forme un corps-franc avec lequel il se bat pour les mairies des 9^e, 18^e et 1^{er} arrondissements. Il prend sa retraite de commissaire en mars 1955.

Trois blindés attaquent la mairie et le commissariat du 13^e arrondissement : devant la vive riposte des policiers, ils continuent en culbutant des barricades avenue des Gobelins. A celle de la rue Saint-Jacques-Boulevard Saint-Germain, les gardiens de Gentilly détruisent à la grenade une auto de la *Feldgendarmarie*, tuant trois occupants et faisant un prisonnier. A 17 heures, une vingtaine de soldats met en batterie plusieurs fusils-mitrailleurs sur le quai de la Mégisserie. Un groupe de policiers part pour tenter de les déloger. Les Allemands exhibent un drapeau blanc, et demandent le passage vers la Concorde. Mal armés, les policiers doivent y consentir, mais parviennent à négocier que les soldats leur laissent leur matériel. Les gardiens ramènent ainsi un tracteur et un groupe électrogène dans les murs de la PP. Au Pont-Neuf, un convoi est attaqué : une auto brûle avec plusieurs morts. Les autres voitures sont capturées et les militaires prisonniers sont conduits au commissariat du 1^{er} arrondissement. Rue Danton, d'autres policiers s'en prennent à un camion avec une remorque : ils tuent deux Allemands et ramènent cinq prisonniers et du matériel récupéré. Vers 17 heures,

³⁰⁹ Gardien au 14^e arrondissement, le gardien Auriac est né le 18 mars 1908 à Saint-Etienne-du-Valdonnez, en Lozère. Il était chef de section à *L'Honneur de la Police*, homologué sergent.

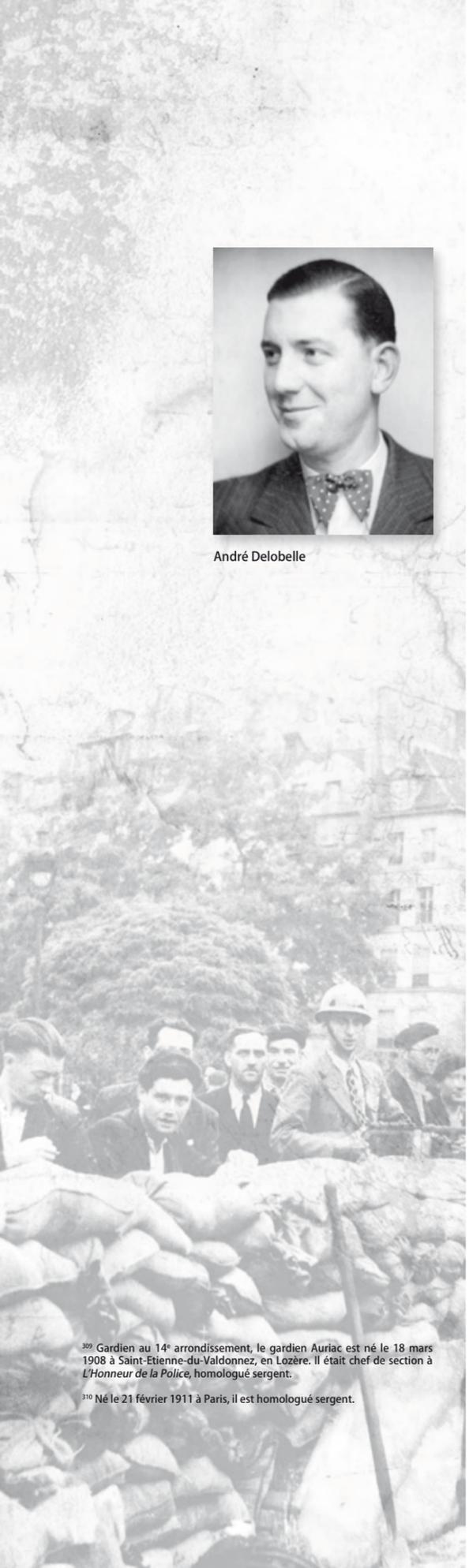
³¹⁰ Né le 21 février 1911 à Paris, il est homologué sergent.

une auto avec quatre SS à son bord est stoppée par les tirs des policiers du 4^e arrondissement. Un SS est de suite tué. Les autres se réfugient dans le couloir du n°50 de la rue de Rivoli et tirent en continu. Un est grièvement blessé par deux gardiens armés de mitraillettes et deux gardes avec leurs mousquetons et les deux autres sont capturés et emmenés au commissariat local. A 17 heures 15, un camion est pris à partie par le poste de contrôle établi par les policiers devant le n°9 du boulevard du Palais : huit soldats sont abattus et deux sont capturés alors qu'ils s'étaient réfugiés au n°13. A 18 heures, deux camions tentent à nouveau d'accéder à l'*AKKU Lager* : ils sont mis en fuite par les FFI du 14^e. Bréchat fait couper toutes les lignes téléphoniques des Allemands de la porte d'Orléans. Vers 18 heures 30, ses troupes livrent un violent combat près de l'Observatoire et capturent huit soldats. Un peu plus tard, elles attaquent la Mairie du 14^e et en reprennent possession. Le gardien Helig, interprète au 1^{er} arrondissement part avec un groupe d'agents et avec un prisonnier vers l'hôtel Continental, porteur d'un drapeau blanc. Il entre seul avec l'Allemand et obtient de rencontrer un officier. Helig expose que si les quarante gardiens détenus étaient tués, 120 détenus allemands le seraient, mais qu'un échange nombre pour nombre pouvait être envisagé. Les pourparlers sont engagés avec le cabinet du Préfet : à 18 heures, 60 policiers et FFI sont libérés contre autant d'Allemands.

A Charenton, une trentaine de SS et des chenillettes viennent s'en prendre au commissariat, hermétiquement fermé. Après un échange de tirs, les assaillants font demi-tour. Un peu plus tard, le gardien Girard tue un Allemand qui lui volait son vélo : en représailles, les soldats tuent une personne et lancent des grenades dans les immeubles voisins. Toujours à Charenton, un policier accompagne un agent des PTT dans les centraux téléphoniques pour y couper les câbles allemands.

Les assauts des FFI et des policiers se multiplient contre la caserne de Clignancourt : le gardien Georges Duvalle est grièvement blessé à la poitrine au cours d'une attaque et soigné à la clinique du Landy. A 18 heures 15, trois gardiens et deux FFI du 16^e arrondissement sont chargés d'arrêter un collaborateur avenue Camoëns pour l'amener dans le 9^e. Le gardien Raymond Tricot emploie pour cette mission sa voiture personnelle. Place Saint-Augustin, ils sont arrêtés par les Allemands : Tricot doit descendre et prend une balle dans le bras droit. Le gardien Adrien Carly reçoit des coups de crosse à la tête et au visage. Tous descendent de l'auto, les bras levés. Les soldats tirent de nouveau sur Tricot, atteint au côté droit. Les résistants sont menés dans une remise proche où ils cachent brassards et ordres de mission. Ils sont conduits plus tard à l'hôpital de Neuilly, où Tricot est soigné enfin vers 2 heures du matin. L'agent Crosse est emmené au Mont-Valérien : il sera inclus, avec Carly et les deux FFI, dans un échange de prisonniers.

De 19 heures à 21 heures a lieu un vif affrontement entre les agents du 20^e et les soldats d'un convoi qui circule rue d'Avron : il sera dégagé par des véhicules blindés, qui emportent morts et écopés. Six policiers sont blessés dans ce combat.



Vers 19 heures 15, un char avec trois grenadiers part à l'assaut côté boulevard du Palais : le tank se replie après le jet d'un cocktail Molotov, escorté par plusieurs voitures allemandes vers le quai de la Mégisserie, laissant les grenadiers morts. Tard dans la soirée, un groupe de policiers apporte des munitions au commissariat du 4^e arrondissement, devant franchir plusieurs barricades des FFI grâce au mot de passe : « Liberté ». Ils sont accueillis chaleureusement à l'Hôtel de Ville, puis empruntent les sous-sols et la caserne Napoléon pour rejoindre le poste de police. Les policiers en profitent pour « confisquer » les voitures du ministre vichyste **Abel Bonnard**³¹¹.

Vers 21 heures, le gardien **Jean-Auguste Fouilleul**³¹² est pris pour cible par les Allemands. Il revenait de la mairie du 10^e arrondissement où il s'était battu : entendant des coups de feu, il se poste dans une entrée d'immeuble du Faubourg Saint-Martin, où il est blessé de trois balles. Les militaires croient l'achever d'une rafale de mitrailleuse dans la poitrine sur le brancard de la Croix-Rouge où il est allongé. Il meurt le lendemain, à l'hôpital. A 21 heures 30, le commissariat de Montreuil est attaqué par deux voitures et soumis à un mitraillage intense : les policiers ripostent et les autos se replient.

Pour faire suite à l'ordre de *Rol*, la journée est largement consacrée à l'érection de barricades. Peu avant minuit est arrêtée l'organisation des obsèques, le lendemain à 14 heures 15, en la basilique de Saint-Denis, de trois gardiens tombés le premier jour de l'insurrection. Le commissaire local, Pierre Chassaignon y assistera en tenue.

Parmi les événements du jour : le commandant FFI *Gallois* a rejoint l'état-major du général Bradley, qui donne dans la soirée l'ordre à Leclerc de foncer sur Paris. Les secrétaires généraux des ministères ont été réunis par Parodi à Matignon. La première émission de la radio libre a lieu.

Le mercredi **23 août 1944**, dans la nuit, un petit vent de fronde se lève parmi les policiers présents dans l'hôtel préfectoral : non-relevés ni nourris depuis le matin, ils menacent de quitter les lieux... Le problème d'intendance vite réglé, ils refusent la relève et restent à leur poste ! Plus tard, un groupe ramène des armes, des munitions et... de la nitroglycérine, prudemment entreposée dans un coin excentré des sous-sols. Vers 2 heures, une équipe de gardiens du 11^e arrondissement intervient contre un convoi de 18 engins allemands. Divisés en deux groupes, les policiers laissent passer les premiers véhicules puis concentrent leurs tirs sur les derniers : les occupants de deux camions doivent les abandonner, avec leur chargement de matériel et prendre la fuite. Le brigadier Bruaux est blessé par des éclats de grenade.

Tôt le matin le 4^e groupe du *CFRG* capture rue Blanche trois soldats déserteurs.

³¹¹ Sa Hotchkiss noire et ses voitures d'escorte, une Delahaye et une 11 CV Citroën se retrouvent dans la cour de la PP avec les bagages de l'ex-Ministre.

³¹² Né le 20 mai 1920 à Chatou, il est gardien au 9^e depuis avril 1942 et membre de *L'Honneur de la Police*.

Mission³¹³ contrariée

Selon son rapport, l'agent technique Pol Lescallier appelle les Services Techniques pour savoir si ceux-ci disposent d'un moyen de liaison avec les troupes alliées. Ayant repéré à Pantin un train blindé, il souhaite le signaler. A 8 heures 30, il se présente aux ST, qui envisagent avec lui l'envoi d'un agent de liaison à travers les lignes. Sollicité sur ce point, Pisani donne le feu vert. Le gardien Roger Barnabé des Services Techniques se porte volontaire avec un gardien interprète, Charles Weniger, pour rejoindre la 2^e DB signalée à Arpajon. L'équipage part avec un conducteur, Lesage, et avec une lettre-alibi signalant que Barnabé est demandé au-delà des lignes, son fils étant grièvement malade. A Montrouge, ils rejoignent Jean Goasdoué, un gardien opérateur aux Services Techniques, qui connaît la région et qui les accompagne un temps. A 19 heures 30, près des lignes, à hauteur de Longjumeau, Barnabé et Weniger sont déposés : ils continuent quelques kilomètres à pied puis sont refoulés par des Allemands. Vers 22 heures, pris dans un orage, les deux hommes se réfugient dans la grange d'une ferme occupée par ceux-ci, qui les interrogent sans ménagements, ne les croient pas, mais se contentent de les enfermer dans un appentis. Après un échange de tirs avec les Alliés, les soldats allemands se replient vers 5 heures du matin. Un peu plus tard, les deux policiers fracturent la porte et rampent vers la route où ils rencontrent une jeep avec deux soldats français. Ils sont amenés devant un lieutenant, puis devant le colonel Billotte, qui propose d'emmener Barnabé avec sa colonne comme guide, Weniger suivant à un échelon plus reculé. Barnabé prend place dans la jeep du lieutenant Luciani et arrive à Paris le 25 au matin après avoir plusieurs fois essuyé le feu de noeuds de résistance ennemis. Weniger rejoint le même soir.

L'Humanité du jour écrit : « A la Préfecture, (...) l'atmosphère est superbe », « à l'heure où nous écrivons, la courageuse police parisienne organise des coups de main pour récupérer des armes ».

A 6 heures 30 débute l'affaire du Grand-Palais.

Le feu au Grand-Palais

Le gardien Jean Chastagnier, responsable local du *FNP* ouvre imprudemment le feu sur une colonne allemande qui retraite par les Champs-Élysées : légèrement blessé lors de la riposte qui s'ensuit, il réussit à s'esquiver ultérieurement via les sous-sols. Le lieu, qui abrite le commissariat et le PC des FFI du 8^e, est aussitôt pris d'assaut par des forces accrocheuses, qui, vivement prises à partie par les policiers, assaillent l'édifice avec une forte escouade. L'attaque se renforce avec des chars Goliath vers 8 heures 30. La galerie du 1^{er} étage résiste longtemps avant de devoir céder. Deux policiers, blessés, se réfugient dans les sous-sols. Le gardien René Audiane, touché à la tête, plonge dans la Seine. Son collègue Géo Guignebault a la main emportée. D'autres, non-armés, quittent les lieux par la place du Canada. Un char *Goliath* chargé d'explosifs fait s'effondrer une partie du pilier central de l'édifice. Le feu prend au palais, et les policiers n'ont plus de munitions. Les animaux du cirque Houcke, enfermés dans les sous-sols, sont sauvés de justesse. Les Allemands empêchent les pompiers d'éteindre l'incendie en sectionnant les tuyaux. Certains agents ont pu profiter de l'incendie pour

³¹³ Le compte-rendu n'est recoupé que par le témoignage des participants.



Henri Mosmeau

...

s'esquiver, parfois après être montés sur le toit, à demi-asphyxiés. Le responsable Fauvel négocie une reddition en se servant en garantie d'un officier supérieur allemand détenu. Au total 30 gardiens sont capturés, conduits à pied sous les coups à l'Hôtel Continental, puis emprisonnés et menacés d'être fusillés. Le commissariat est totalement pillé et dévasté. Les policiers sont échangés le lendemain, mais le gardien du 8^e **Henri Mosmeau**³¹⁴ a laissé sa vie dans l'affaire, à hauteur du Petit-Palais, en se portant au secours de ses collègues. Le gardien **Jean Marsal**³¹⁵ trouve aussi la mort lors des affrontements.

Un haut-parleur demande dans la PP des volontaires pour dégager le commissariat central du 8^e arrondissement pris d'assaut par les Allemands. De nombreux candidats se présentent, mais qui ne peuvent s'y rendre faute de véhicules pour les transporter. Plusieurs autos finissent par partir, mais sont durement prises à partie par des soldats très implantés aux alentours du Grand Palais et des Invalides. Les policiers doivent se replier en emportant plusieurs blessés. Quand l'Hôtel Continental est pris par les FFI et les policiers, ceux-ci en ramèneront plus tard 160 prisonniers au poste de police de l'Opéra.

Vers 7 heures, le groupe-franc Le Nihouannen du 8^e part vers Saint-Denis afin de s'emparer d'un dépôt d'armes. Rue de Paris il tombe sur un convoi allemand : le gardien chauffeur perd son sang-froid et fuit, laissant ses collègues désemparés. Les policiers se réfugient dans un immeuble, en devant laisser une partie de leur armement dans le véhicule. Assiégés par les Allemands, les agents réussissent à s'éclipser par les toits. Ils se présentent au poste de police de Saint-Denis, qui les refoule, pour finalement se réfugier dans l'école des filles où la directrice les accueille et où une voiture de la PP vient les chercher.

A travers la ville, gardiens et FFI parisiens font descendre les habitants de leurs appartements pour les aider à ériger des barricades. Dans le 16^e arrondissement sont organisées des patrouilles de deux gardiens à vélos : l'une d'elles arrête des pillards à la porte Maillot. Vers 8 heures, un fusil-mitrailleur des résistants de la Brigade Mondaine atteint un camion circulant sur le pont du Châtelet : un occupant, blessé, se rend aux FFI du quai de Gesvres. A 9 heures une voiture allemande est détruite par le corps-franc de la police implanté place Saint-Michel. Une heure plus tard, la même scène se répète boulevard du Palais. Peu après un groupe de policiers part vers la gare de Paris-Ivry. Ils ramènent un canon antichars et un camion d'obus dont deux sont remis au préfet Luizet ! Le gardien Marcel Denizart participe à l'action, puis il part avec son groupe-franc de la 9^e compagnie au secours du Grand Palais : ils doivent se replier³¹⁶ devant la vive défense des soldats, avec un blessé grave, le brigadier chef de l'unité, Ange Alfonsi. Plus tard, ils font six prisonniers rue de Rivoli. Puis, ses chefs blessés, et bien que lui-même ait été touché, c'est Denizart qui prend le commandement du groupe.

³¹⁴ Né le 10 avril 1916 à Saint-Hilaire-la-Treille (Haute-Vienne), membre de L'Honneur de la Police.

³¹⁵ Né le 22 juin 1906, Marsal souffre d'une affection cardiaque lors des événements et se trouve en position de congé maladie. Il rejoint quand même ses collègues dans les combats. Il est foudroyé par une crise cardiaque, dont il meurt le 27 décembre.

³¹⁶ C'est le cas de plusieurs groupes, dont celui du gardien Fernand Aupet (né le 20 mai 1901 à Bannegon) solide résistant décoré de la Médaille Militaire et de la Croix de Guerre. Il a fait partie des équipes qui ont libéré les Tourelles, la caserne Clignancourt et la gare de la Chapelle.



Cour de la Cité, canon antichars allemand

Un gros effectif de policiers du 13^e arrondissement part pour occuper le lycée Stanislas : ils arrivent trop tard, car l'immeuble est protégé par un fort contingent allemand. De 9 heures à 14 heures, des agents aidés de Parisiens édifient les barricades du secteur Halles-Rivoli, Sainte-Opportune-Plat d'Etain, Rivoli-Bourdonnais, Rivoli-Pont-Neuf. Une barricade est même édiflée dans le métro, sur la ligne 4, entre Les Halles et Châtelet. Quai de la gare, une patrouille renforcée s'empare d'un canon et le ramène dans l'enceinte de la PP. Au pont d'Asnières,



Façade sud de la PP



Gabriel Quéré

des chars se replient devant l'obstacle installé par des policiers et des FFI pour défendre le lieu. Le groupe-franc d'Hubert Buffet du commissariat de Gentilly revient en assistance vers la PP avec des munitions prises aux Allemands : sur le quai, à côté de la Cité, il butte sur un camion auquel les policiers mettent le feu. De retour dans la caserne, il tire d'une fenêtre de l'escalier E sur un convoi qui passe. Dans la riposte, Buffet est blessé au bras par balle, mais reste malgré tout à son poste.

Dans la matinée, la PP reçoit un SOS du commissariat du 17^e, dont les agents sont bloqués boulevard des Batignolles par huit camions et une chenillette. Les renforts sont attaqués par les soldats : la mise hors de combat de quelques militaires ouvre aux policiers la possibilité de contourner le lycée Chaptal et de prendre les troupes à revers par la rue de Rome. Un camion est à dix mètres : un agent lance une grenade antichar prise la veille : le véhicule saute avec ses occupants. Les autres soldats ripostent à la mitrailleuse. FFI et policiers décident d'investir le lycée : ils se retrouvent face à cinq Allemands décidés. L'officier FFI lance une grenade et ferme la porte : tout saute, mais une rafale de mitrailleuse tirée à travers l'huis blesse deux résistants, qui vont se faire soigner au poste de secours des Batignolles. Les policiers bloqués peuvent finalement décrocher.

Rue Clovis un char de passage envoie sans autre dommage un obus dans un petit blockhaus de sacs de sable édifié et tenu par des policiers. Les agents du 20^e arrondissement font quatre prisonniers dans l'assaut d'un camion, place Martin Nadaud. Dans le 16^e, le gardien Leblond est chargé de s'occuper du suivi des blessés et des familles des tués : il est arrêté et refoulé en allant à l'hôpital de Neuilly. Il revient chez lui et repart avec un brassard de la Croix-Rouge, grâce auquel il passe sans encombre... Trois policiers du 5^e arrondissement vont aux Lilas chercher des vêtements pour les FFI : ils réussissent à passer six contrôles allemands et ramènent les tenues ! Des camions des Services Techniques régulent la livraison de farine aux boulangers de la capitale. Un groupe d'agents part à pied vers Gentilly : en route ils prennent une camionnette et y transbordent une partie du chargement de munitions d'un camion allemand inutilisable abandonné. L'ensemble, groupe et attelage regagne la Préfecture sous escorte du corps-franc du commissariat de Gentilly-Arcueil. Dans la matinée, un char vient tirer quelques obus sur le poste du 3^e arrondissement, puis il se retire. Le même scénario se répète avec un camion le soir vers 18 heures. Rue de Bretagne, deux soldats sont blessés et deux se réfugient dans un immeuble. Une automitrailleuse vient les soutenir et tire sur les pompiers qui essaient d'éteindre le véhicule en feu. Les policiers parviennent à crever les pneus de l'automitrailleuse à coups de fusil : ses occupants se réfugient au Central Archives.

Dans la cour de la PP, Georges Bidault prononce une nouvelle allocution, qui transforme la cour Chiappe en cour du 19 août. Les gardiens Marcel Chapat, Julien Cornet, Jean-Paul Ulysse³¹⁷ et Julien Garenne, qui n'oublent pas leur structure d'origine, les Services Techniques, veillent à y rapatrier une vingtaine de véhicules. Un corps-franc de policiers du 15^e arrondissement dirigé par Jean-

³¹⁹ Voir fascicule 2009. Hébergé après sa révocation au siège de *Police et Patrie*, le café Picot, quai Voltaire, il participe aussi à la prise de dépôts d'armes en gare d'Ivry et rue du Château des Rentiers.

Marie Le Jossec, de *Police et Patrie*, soustrait plusieurs tonnes de munitions et d'armes destinées à l'aviation allemande aux usines *Junkers*, 10 rue Sextius Michel. Des canons de flak sont aussi pris, des mitrailleuses et... trois machines à calculer ! Une partie est envoyée par ambulance ou via les tunnels du métro vers la PP assiégée. A 12 heures 15, le gardien des Services Techniques Marcel Braud sort à vélo du garage de la rue Chanoinesse. A l'angle Opéra-rue Croix des Petits-Champs, il doit s'abriter de tirs allemands qui ciblent tous les passants. Il est lui-même visé par deux soldats qui s'adonnent à cette activité : il en abat un avec son pistolet, mais est grièvement blessé par le second. Il parvient à s'esquiver grâce à l'arrivée d'une voiture de FFI. Un pharmacien lui pose un garrot, puis Braud est conduit à l'hôpital Saint-Louis.

A 12 heures 30, le *CFRG* blesse un Allemand après un court engagement boulevard de Rochechouart. Rue de la Harpe, le gardien Raymond Dornberger abat un individu qui, d'une fenêtre, tirait sur les passants. De leur côté les agents du commissariat de la Muette récupèrent un stock de 1500 bouteilles de vin qu'ils remettent à la PM. A Boulogne, le corps-franc de l'inspecteur Gabriel Bernard libère quatre policiers retenus par les Allemands dans la propriété Rothschild, après un échange de tirs qui tue un soldat.

Biographie

En janvier 1944, Gabriel Lucien Bernard est recherché par les Allemands en raison de son action dans la Résistance. Le 10 octobre 1944, c'est sur ordre de la commission d'épuration qu'il est arrêté et incarcéré un an, avant d'être réintégré. Né le 5 octobre 1912 à Paris, *Lassalle* adhère en 1942 à *Libé-Nord* et participe à la création de *Police et Patrie* au commissariat de Boulogne. Il aide à l'évasion en zone sud puis vers l'Espagne de réfractaires et de prisonniers évadés. Il crée et dirige le corps-franc du commissariat, fait ériger des barricades et participe à des coups de main au pont de Sèvres et au pont des Peupliers. Il est homologué lieutenant.

A Clichy, les policiers contribuent à la construction des barricades et les protègent : un corps-franc du commissariat local voit ainsi déboucher un convoi composé d'un blindé léger et de deux camions qui vient des quais vers le pont de Clichy. Les soldats sont pris de flanc par les agents postés dans l'île Robinson : le chef de convoi est tué et celui-ci fait demi-tour. Les policiers doivent cependant se replier car des renforts blindés arrivent. Aux alentours de 13 heures, des gardiens des Lilas, du 12^e et du 20^e arrondissement participent à la prise de deux trains allemands de munitions et de matériel fortement escortés en gare de Ménilmontant-Belleville et dans le tunnel des Buttes-Chaumont. Le gardien Louis Lacour³¹⁸ est grièvement blessé par des balles de mitrailleuse en posant une mine pour empêcher le départ des trains. Un responsable des FFI et le brigadier Georges Lefèvre, en tenue, entrent dans le tunnel pour demander aux soldats de se rendre, mais ils ne parviennent à contacter personne. L'assaut se fait FFI et policiers confondus, les Allemands étant poussés hors de leurs abris et des

³¹⁸ Né le 12 avril 1910 à Beaumont-de-Lomagne (Tarn-et-Garonne), il est responsable du quartier Père-Lachaise pour *L'Honneur de la Police*. Le 19, il contribue à la prise d'un garage allemand rue de la Réunion.

tunnels à coups de gaz lacrymogènes actionnés par la police. Les militaires sont capturés à la sortie du tunnel, côté 20^e arrondissement. Tout le matériel transporté par ces convois est récupéré.

A 13 heures 15, au cours d'un engagement avec un blindé boulevard de Sébastopol, l'inspecteur Roger Derom du *FNP* est sérieusement blessé par balle à la main droite à l'occasion d'une mission de ravitaillement. Un petit bus Citroën est aussi pris aux Allemands : il servira de car PS aux policiers du 18^e arrondissement. Devant l'Hôtel de Ville, le gardien Albert Lhomme du 11^e arrondissement abat plusieurs Allemands qui attaquent l'édifice avec des chenillettes. Un vif affrontement a lieu aussi au « fortin de la Huchette », où se distingue l'inspecteur Louis Dizès. Vers 13 heures 50, trois blindés attaquent la porte de l'hôtel préfectoral, boulevard du Palais. Deux obus atteignent le pilier droit et un défenseur est éborgné. Quai Voltaire, un groupe de FFI qui intègre des policiers du 2^e arrondissement s'empare d'un camion chargé de matériel, qui est dirigé sur la mairie du 7^e. Vers 14 heures, un groupe d'agents du commissariat de Gentilly dirigé par le gardien Georges Mareine participe à l'attaque du fort de Bicêtre. Mareine arme un mortier Brandt pris aux Allemands et tire 80 obus sur le fort, avant d'être sérieusement blessé. Les assaillants, FFI et policiers, doivent se retirer devant le tir croisé des mitrailleuses lourdes. A l'Hôtel de Ville, le gardien Blot, membre des GMR et tireur d'élite, se distingue lors des durs combats de ce jour en éliminant tous les servants d'une automitrailleuse, que les FFI s'approprient. Vers 15 heures, le gardien **Jean David Lasfargues**³¹⁹, du commissariat des Lilas, est tué avenue de Bretagne à Romainville : il est en mission avec un corps-franc pour prendre possession d'un dépôt de marchandises quand il est abattu d'une rafale de mitrailleuse. Le combat se poursuit jusqu'à épuisement des munitions, puis les policiers doivent se replier. Vers 15 heures 10, une voiture de ravitaillement de la PP se trouve en panne rue Pierre-Lescot et doit être dépannée : le conducteur, blessé, est hospitalisé. Les collaborateurs détenus au poste Europe doivent être évacués en urgence, car les différentes emprises de la police du 8^e sont les cibles des Allemands. L'opération se fait vers 16 heures 15 par les FFI, vers la mairie du 8^e. Entre 15 heures et 16 heures un char escorté de fantassins tire des obus sur la mairie et le poste de police du 7^e arrondissement : les agents postés sur les toits répondent aux tirs, et les militaires se retirent avec plusieurs blessés. Peu après 15 heures, un groupe de policiers des Services Techniques sous les ordres du quartier-maître de la Marine Maméa quitte la PP vers Ivry et revient plus tard, après un accrochage avec des Allemands, avec un plein chargement de munitions et de grenades. Lors d'un second voyage, ils ramènent 3000 obus et des caisses de fusées éclairantes. A ce moment le conducteur du véhicule de ravitaillement est grièvement blessé par un tireur des toits : un défenseur de la Préfecture sort et ramène le véhicule avec son chargement. Au même moment, un char allemand positionné à l'angle rue de la Banque- rue des Petits-Champs tire quelques obus sur la mairie du 2^e arrondissement. « Aussitôt les gardiens de la paix FFI prennent leur poste » et repoussent l'assaut, selon les termes du rapport du Maire-Président du Comité local de Libération, qui signale que « les policiers se distinguèrent particulièrement : dès le 20 août, la cour de la mairie



Jean David Lasfargues

³¹⁹ Né le 29 mai 1905 à Cransac (Aveyron), ce père de six enfants a pris part le 19 août aux actions sur la station électrique de Romainville. Gardien de mars 1942, il était membre du FNP. Selon une autre version, il aurait pu être victime de balles françaises.

s'emplissait de véhicules capturés ». Vers 15 heures aussi, un groupe de policiers du 2^e arrondissement attaque au cocktail Molotov deux blindés et une chenillette qui se dirigent vers la rue des Petits-champs. Les Allemands se retirent avec un blindé endommagé. Concomitamment, le groupe d'agents embusqué au Pont-Neuf aperçoit un char en difficulté pont du Carrousel. L'attaque est décidée, mais les agents doivent se replier avec des blessés, car la riposte ennemie est forte, à l'aide de canons et de mitrailleuses. Un autre échec est essuyé rue de Flandres où un groupe de policiers attaque deux camions-citernes. La réaction énergique des militaires, dotés de nombreuses armes automatiques empêche la réussite de l'action. Vers 16 heures, un groupe-franc de policiers attaque une voiture occupée par deux SS place Saint-Augustin : un soldat est tué et l'autre capturé. Vers 17 heures 30 sur le quai de Gesvres, les policiers l'emportent dans l'attaque de quatre véhicules, même si le brigadier Léon Magoutier³²⁰ est grièvement blessé, sauvé par le pompier Wiart, intégré dans son groupe, qui lui pose un garrot. Un camion de munitions explose. Deux autres, avec leur contenu vont aux FFI. Le dernier, transportant des canons jumelés, est pris aux policiers par une action-éclair des FFI défenseurs de l'Hôtel de Ville. Le gardien Auguste Néant³²¹ est sérieusement blessé par une grenade lors d'un combat sur le quai de l'Hôtel de Ville.

Une patrouille qui intervient dans les tours de Notre-Dame pour des tireurs isolés rentre bredouille. Un nouveau canon antichar pris par les FFI est mis en batterie devant la PJ. Rue de Flandres, un convoi de trois camions est attaqué par les policiers du 19^e arrondissement : un officier et un soldat sont capturés avec leur véhicule : ils venaient de Provins pour chercher de l'essence. Dans le 16^e arrondissement, trop de prisonniers, principalement des collaborateurs arrêtés par les policiers, et dont l'arrivée doit être protégée de la vindicte des FFI et de la foule, sont maintenant détenus : ils sont transférés dans le lycée Jean-Baptiste Say et gardés par les FFI. Aux environs de 16 heures, le corps-franc de la police du 15^e arrondissement va au secours de FFI bloqués par les Allemands place Cambronne. Les agents se rendent à destination avec un car Police-Secours et tombent sur un violent tir de barrage à partir des fortins de l'Ecole Militaire. La situation ne s'apaise que deux heures plus tard. Plusieurs policiers ont été blessés lors du combat, dont le gardien Roland Choulot, qui, monté sur un toit pour mieux viser les Allemands, passe à travers une verrière. A 17 heures, les agents du 16^e du groupe Dosière attaquent un camion au pont Saint-Michel : quatre Allemands sont mis hors de combat et le fourgon capturé est conduit dans la PP. Simultanément, une équipe du même commissariat dirigée par le gardien Huet, en charge du ravitaillement de la Cité est attaquée par un char et rentre avec deux blessés. Vers 17 heures, un groupe-franc de policiers du 9^e arrondissement pourchasse deux soldats rue Lafayette. Au cours de l'échange de coups de feu chaque Allemand est blessé, un à l'épaule et l'autre à la jambe : ils se replient dans un immeuble au 42 bis en jetant une grenade, sans suites. Deux gardiens de la paix entrent : l'agent Guilbert est tué au pied de l'escalier d'une rafale de mitrailleuse, Grange est abattu dans le couloir. Les brancardiers de la Croix-Rouge sont aussi accueillis à coups de feu. Le brigadier Robert Thomas va parlementer avec

³²⁰ Né le 14 juillet 1903 à Treignac (Corrèze), il est membre du FNP de mars 1942. Il fournit des faux-papiers et convoie des patriotes vers les maquis de Corrèze.

³²¹ Auguste Ernest Néant est né le 19 février 1897 : ce gardien qui est aussi compositeur typographe est le chef de l'imprimerie de la PP. Il en profite pour faire des faux-papiers pour le groupe Sébastopol-MLN dont il est membre depuis 1942. Lui-même est à la tête d'un petit groupe de résistants et adhère aussi à *L'Honneur de la Police*. Il effectue des transports d'armes et des surveillances au profit du MLN. C'est avec son unité qu'il opère pendant les combats de la Libération du côté de l'Hôtel de Ville, attaquant des convois allemands. Il est titulaire des Croix de Guerre 14-18 et 39-45 et de la Médaille Militaire. Il est homologué dans le grade d'adjudant-chef.



Désiré Guilbert



Jean-Pierre Grange



Marcel Héraut

³²² Né le 16 novembre 1900 à Vonneuil (Vienne), il était membre de *L'Honneur de la Police* et il est homologué sergent. Il est père d'un enfant de 18 mois.

³²³ Né le 29 décembre 1913 à Yermenonville (Eure-et-Loir), membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué sergent.

³²⁴ Né le 21 novembre 1914 à Montbouy (Loiret), il était membre de *Libé-Nord*.

³²⁵ Né le 30 août 1920 à Saint-Sérotin (Yonne), il laisse une femme gravement malade et un jeune fils. Il était membre de *L'Honneur de la Police*.

³²⁶ Voir l'article sur la Gendarmerie.

³²⁷ Né le 15 février 1921 à Paris, il est membre de *L'Honneur de la Police* et homologué sergent. Il était père d'un enfant de trois mois.

les soldats et obtient leur reddition en garantissant leur sécurité. Les Allemands donnent leurs armes sur le pas de la porte au gardien Maurice Borne, qui les fait conduire à la PP. **Désiré Guilbert**³²² et **Jean-Pierre Grange**³²³ ont été tués sur le coup. De retour d'une mission de récupération d'armes à la PP, le gardien **Marcel Faisy**³²⁴ et quatre autres policiers, dont son collègue Charles Clément sont arrêtés par une patrouille allemande au n°35 du boulevard Malesherbes. Faisy est abattu par les SS d'une rafale de mitrailleuse : il avait déjà été blessé lors d'une opération à Nanterre le 20 août. Clément est transporté au Mont-Valérien puis échangé. Le gardien **Marcel Héraut**³²⁵ du 6^e arrondissement trouve la mort près de la barricade de la rue de Bourgogne. Il revient d'une intervention au Ministère de l'Instruction Publique avec son collègue Pencoat, quand il est tué d'une balle. Il s'était aussi battu aux combats de l'Ecole Militaire et des Invalides.

Vers 18 heures, les policiers de Saint-Ouen interviennent contre une patrouille : leur rapport raconte : « un engagement a eu lieu entre notre groupe et quatre Allemands. Les trois hommes ont été blessés et tandis que nous avons réussi à nous assurer de la personne du capitaine, un inconnu a traitreusement tiré sur lui, le blessant grièvement. Il a été immédiatement communiqué à la population que de tels actes, indignes de soldats FFI, ne devaient plus se renouveler ». Dans la soirée, les agents du même commissariat interviennent avec des FFI contre trois camions circulant quai de Seine : après un échange de coups de feu qui blesse plusieurs soldats, ceux-ci repartent en abandonnant une mitrailleuse. A 19 heures, les policiers du 17^e participent à la prise de la caserne Bessières. Vers 19 heures 30, trois camions circulant vers la Concorde sont pris à partie sur le quai de Gesvres : le troisième, atteint par les tirs venant de la Brigade Moudaine, saute après avoir été incendié. L'inspecteur du CFRG Marcel Bournazel est sérieusement blessé lors de l'assaut par plusieurs balles. Vers 20 heures, une voiture de policiers du 11^e arrondissement est attaquée place Jean Jaurès : la riposte des gardiens tue un soldat et en blesse un autre. Une équipe du même commissariat prend le garage 55 boulevard de Charonne. Sur le quai de Valmy, des agents du 18^e somment une escouade de SS cachée dans une réserve à ciment de se rendre : ils envoient aux Allemands un interprète dont ceux-ci s'emparent. Les nazis mettent la nuit à profit pour fuir : les policiers retrouvent leur collègue enfermé dans la cave. A Levallois, un groupe de gardiens, de gendarmes et de FFI commandés par l'adjudant-chef de gendarmerie Albert Biville monte des barricades sur les quais. Vers 20 heures 30, le commissariat du 3^e arrondissement subit une vive attaque qui est repoussée à l'arrivée de renforts. Quelques minutes plus tard, le poste du 7^e subit le même sort. Aux environs de 22 heures, le gardien du 14^e **Maurice Laurens**³²⁷ est abattu d'une rafale de mitrailleuse avenue de Châtillon : il avait, la veille, participé à la capture de cinq soldats allemands rue d'Alésia.

Dans Paris, les agents vêtus de leur uniforme avec un brassard refont leur apparition.

Le jeudi **24 août 1944**, à zéro heure trente, l'officier allemand du Central Archives propose d'échanger deux civils contre les deux soldats bloqués rue de Bretagne.

L'accord est conclu avec la Croix-Rouge : les deux FFI sont livrés au poste sanitaire du 3^e arrondissement, puis les soldats retenus par les policiers sont conduits au Central Archives. A une heure, des coups de feu sont tirés contre la barricade de la Huchette : un groupe de policiers sort de la caserne de la Cité



Barricade de la Huchette

pour s'informer. Il se fait lui aussi tirer dessus par les défenseurs de la barricade, jusqu'à ce qu'il soit assez près pour faire entendre le mot de passe. Le retour est aussi agité et le groupe sert de cible aux occupants de la PP : les policiers doivent ramper pour la rejoindre ! Pendant ce temps une équipe de pompiers installe des projecteurs sur les toits de l'édifice pour mieux contrer toute velléité d'attaque nocturne. Toutes les fenêtres des immeubles sont occultées : l'obscurité est totale. Du côté des détenus allemands le soulagement règne : pour ceux-là, la guerre est finie. Seule pèse sur eux la menace d'un échange de prisonniers que beaucoup refusent. Cela n'empêche pas les négociations d'aboutir et le soir 57 ex-prisonniers quittent le Mont-Valérien et rejoignent la Cité, contre autant de soldats retenus à la PP. Pendant la nuit, les policiers érigent des barricades rue de Grenelle et à l'angle rue de Bellechasse-rue de Bourgogne : celle-ci est détruite au matin à coups de canon par les Allemands implantés place du Palais-Bourbon. Le corps-franc des agents du 7^e arrondissement réussit à s'approcher du canon et tire sur les servants qui se réfugient dans le palais. Le même corps-franc arrêtera plus tard Sacha Guitry, Paul Chack et l'ex-ministre Georges Ripert. Au petit jour, un groupe du Pont-Neuf a un engagement violent avec un convoi. Deux camions d'armes et de munitions sont capturés, parmi lesquelles des mitrailleuses lourdes, des fusils-mitrailleurs, des détecteurs de mines et des balles antichars qui sont transférés à la PP. Au même moment le groupe de l'inspecteur Armand Gagné des RG débusque et capture trois Allemands déserteurs dans une carrière, boulevard de Verdun à Issy-les-Moulineaux. A sept heures, un groupe d'agents part pour Belleville afin de chercher du ravitail-



Maurice Laurens



lement : sans succès. Au retour il est attaqué par un char et deux camions : les policiers se réfugient dans des immeubles, puis peuvent rejoindre la Cité. Un corps-franc envoyé dans le 5^e arrondissement est assailli en route : il se dégage, accomplit sa mission et rentre. Vers 7 heures 45, un autre corps-franc dirigé par le brigadier Yves Le Puill prend position avec des bouteilles incendiaires au 4^e étage du 6 rue Saint-Denis, pour interdire la rue aux Allemands. Les policiers et les FFI vont occuper la gare et les docks d'Austerlitz. Vers 8 heures 25, le chef de la Défense Passive de Pantin met à la disposition de la PP un stock de 40 bombes incendiaires qu'il a récupérées.

A Sceaux, face à une forte action militaire contre le commissariat de la ville, le maire demande aux agents de se replier : ils gagnent un local sis au 99 rue de Houdan. Ils participent néanmoins dans l'après-midi à la réduction avec les FFI de plusieurs points de résistance allemands. Dans le sud de la capitale, le gardien Robert Bacher ne peut rejoindre la PP : il se présente à 13 heures 30 au chef de poste d'Antony, d'où il appelle l'état-major de la Police Municipale et rend compte des combats locaux au préfet Luizet lui-même. Il reçoit l'ordre de revêtir sa tenue et de se mettre à la disposition des troupes de Leclerc qu'il rencontre sous la conduite du commandant Putz : Leclerc lui dit bien connaître le Préfet et lui avoir envoyé un message.

Avec la 2^e DB

Vers 10 heures, les gardiens Gaudry et Cassagne, du commissariat de Sceaux sont mis à la disposition de la 2^e DB, arrivée à Antony, pour la guider vers Paris. Ils vont d'abord réduire un nid de résistance allemand au groupe scolaire Jules Ferry, où le gardien Roger Cassagne est sérieusement blessé vers 13 heures 15. 45 *Feldgrau* sont capturés. Gaudry guide ensuite quatre chars vers la rue Jeanne d'Arc, où la *Wehrmacht* occupe un blockhaus, démoli au canon par le char *Friedland*. A hauteur de la Croix-de-Berny, Gaudry signale l'existence de deux canons embossés près de la Gendarmerie : le même char réduit les deux pièces à coups de canon. De nombreux prisonniers sont faits dans le stade du métro. Des gardiens participent aux combats comme fantassins. Rue du Cottage, la colonne tombe sur une forte résistance : elle se replie, un char touché. Vers 1 heure 30 Gaudry part en éclaireur en direction du Parc de Sceaux pour voir la position des pièces : il rentre à 6 heures au PC installé avenue Aristide Briand à Antony. A 7 heures, la colonne se remet en route : les pièces signalées sont détruites. Les informations de Gaudry permettent aussi à une autre colonne venant de Versailles de neutraliser des pièces dans le bois de Meudon.

Le message envoyé ce 24 août par le Général Leclerc est un autre indice du rôle premier reconnu alors à la PP. Le piper-cub piloté par le capitaine Jean Callet survole la préfecture et provoque l'enthousiasme, mais aussi des coups de feu malvenus. L'observateur, le lieutenant Etienne Mantoux, largue sa dépêche destinée aux « FFI Préfecture de Police Paris » : « Tenez bon, nous arrivons ». L'appareil, revient à sa base criblé d'impacts et le train arraché. Son télégramme est tombé sur le quai du Marché-Neuf.

Une équipe d'inspecteurs de la PJ sous les ordres de Paul Constantin se rend à Champigny-sur-Marne, où ils s'emparent de quatre voitures allemandes et d'un stock d'essence. Vers 10 heures, les policiers de Gentilly ramènent des forts de Montrouge et de Bicêtre, via les souterrains du métro Denfert-Rochereau, plusieurs caisses de munitions : ils terminent leur périple exténués. Les Allemands évacuent leur garage de la rue de Courcelles : quand les policiers fouillent les lieux, ils découvrent un soldat endormi, oublié par ses pairs dans leur fuite : il est aussitôt fait prisonnier ! A 10 heures, les agents reprennent position dans le commissariat d'Asnières où sont hissées les couleurs tricolores, devant tous les policiers réunis. A l'Île-Saint-Denis, le corps-franc du gardien Pierre Aigrot du commissariat de Saint-Ouen est appelé à l'aide par des FFI mis en difficulté par une attaque allemande : après une brève empoignade, les résistants sont délogés. Aux environs de 10 heures 30, le gardien de la paix **Henri Rault**³²⁸ de Saint-Denis, part avec quatre FFI en camion pour une mission de ravitaillement. Lui seul est armé. Leur véhicule arrive au pont de Villeneuve-la-Garenne vers l'Île-Saint-Denis, où il se heurte à une forte troupe qui prend le véhicule pour cible. Rault riposte mais il est touché à la cuisse droite par une balle de mitrailleuse. Le combat se poursuit durant une heure et demie avec l'aide des FFI venus en renfort. Laisse sans soins du fait des combats, Rault meurt, vidé de son sang, à l'hôpital Bichat. A ses côtés, le gardien François Ballereau, venu à la rescousse, a été grièvement blessé à la tête. A Charenton, un groupe de policiers part à la rescousse vers le commissariat de Champigny : ils se heurtent à plusieurs barrages allemands et certains gardiens doivent abandonner leur arme. Rentrant au service sur un contrordre, ils arrêtent quatre soldats de l'Armée Vlassov en train de se restaurer sur la route de Créteil à Maisons-Alfort. A Paris, le *CFRG* accroche une voiture et un camion au square Saint-Jacques : les véhicules sont détruits et quatre nouveaux prisonniers rejoignent la PP. Deux gardiens du 16^e arrondissement qui rentrent du transport d'un blessé à l'hôpital Necker attaquent un groupe de soldats place Cambronne et ramènent trois prisonniers qu'ils remettent aux FFI. Au pont de Saint-Ouen, les policiers du commissariat local et des FFI mettent en fuite un convoi qui compte plusieurs blessés. Boulevard Montmartre, des agents du 9^e arrondissement capturent une auto-chenille, avec les armes et munitions qu'elle contient. Aux environs de 11 heures, les policiers du 17^e arrondissement défendent le garage de la rue Boursault contre l'attaque de trois blindés. Un corps-franc de la police participe aussi à l'attaque conduite par les FFI contre la Milice, au 131 avenue de Wagram et au 13 rue Alphonse de Neuville. Vers 11 heures encore, le gardien **Eugène Bertaut**³²⁹ du 5^e arrondissement trouve la mort de plusieurs balles dans la tête lors d'un combat avec les Allemands à l'angle Gobelins-Saint-Marcel. Rue Corbon, c'est le gardien du 6^e arrondissement **Albert Hérembert**³³⁰ qui tombe sous les tirs venus de plusieurs véhicules : il meurt le 4 septembre 1944. Au Rond-Point de la Défense, un affrontement entre soldats et policiers revenant d'une reconnaissance à Plaisir-Grignon se traduit par la blessure par balle au thorax du brigadier du service Nord-Africain de la PP Raymond Baillon, par ailleurs membre du réseau de Résistance *Goëlette*³³¹.



Henri Rault



Eugène Bertaut



Albert Hérembert

³²⁸ Né le 12 novembre 1919 à Erquy (Côtes-du-Nord), il est gardien de décembre 1941 et membre de l'OCM.

³²⁹ Né le 13 août 1906 à Auxonne (Côte d'Or), il est homologué sergent.

³³⁰ Né le 18 décembre 1909 à Paris.

³³¹ Pour lequel il cherche les renseignements militaires dans l'ouest parisien ou en Afrique du Nord, via ses nombreux contacts.



Constant Ruchaud



Paul Marquès

Vers 13 heures un convoi de quatorze véhicules est intercepté et anéanti entre le Pont au Double et la Préfecture de Police par plusieurs équipes de policiers et de FFI. Rue de la Cité, une colonne de sept camions est interceptée, dont un peut être ramené dans la PP. Route de Chevilly, à Villejuif, à la limite de l'Hay-les-Roses, trois agents du commissariat de Gentilly engagés dans les FTP, sont aux prises avec deux soldats, dont l'un est tué et l'autre peut fuir : le gardien Georges Herbert prend une balle dans le mollet gauche. Une demi-heure plus tard, un violent accrochage a lieu aux abords nord-ouest de la PP : le gardien de l'Ecole Pratique **Jean Montauron**³³² y laisse la vie, rue de Lutèce. Rue de Lorraine, les gardiens Marcel Berthet et Pierre Groscolas du 19^e arrondissement remarquent un véhicule allemand avec deux soldats à bord : ils le font arrêter, l'arme au poing, et capturent les deux militaires qu'ils conduisent au central. Un groupe de FFI tard venu s'empare de la voiture et du revolver de l'officier. En revenant de la PP en vélo, le gardien **Constant Ruchaud**³³³ des Compagnies de circulation est mortellement blessé d'une rafale de mitrailleuse au ventre sur le pont de Neuilly. En congé maladie, Ruchaud avait été prendre ses instructions à la PM : il meurt de ses blessures le 27. Près de l'Ecole Militaire, des policiers participent à la défense d'une barricade : le gardien du 16^e arrondissement **Paul Marquès**³³⁴ est tué d'une balle dans le cou aux côtés de son collègue Raymond Degarde, miraculeusement indemne. Là un groupe d'agents monte des obstacles avec la population : les carcasses de véhicules viennent les renforcer. Sous le pont de l'Alma, une patrouille d'un corps-franc du 16^e arrondissement tombe sur un détachement allemand duquel elle blesse deux soldats avant de devoir se replier devant deux blindés. Les militaires regagnent de leur côté l'enceinte du chemin de fer. L'inspecteur Michel Drouot du groupe-franc des RG est blessé par balle au mollet droit lors d'un affrontement rue du Temple. Son collègue Emile Perrinet voit sa clavicule droite fracassée. Quai de l'Hôtel de Ville, un groupe de gardiens attaque et détruit trois camions accompagnés par une automitrailleuse, qui se replie. Le même groupe se saisit un peu plus tard de 3000 cartouches dans le camp de la *Luftwaffe* installé dans le bois de Vincennes. Boulevard Saint-Martin, une escouade de gardiens dirigés par le brigadier Prosper Cormier attaque une patrouille allemande qui se replie en laissant deux morts sur le terrain.

Biographie

Le corps-franc des RG constitué par le commandant Paul Mathieu a compté quelques personnalités intéressantes, qui permettent de s'échapper du canevas non-individualisé qui rend compte des actions du groupe. Ainsi Prosper Cormier Pierrot est né le 27 septembre 1904 à Notre-Dame-du-Pé (Sarthe). Il est inspecteur en janvier 1941 et rejoint *Libé-Nord* et le réseau *Prosper-Buckmaster* l'année suivante. Il fait passer en Zone sud des réfractaires et des juifs, sécurise des transports d'armes, fournit des renseignements sur les Allemands et des faux-papiers, en particulier à des membres importants d'*Ajax* entrés en clandestinité : le commissaire Xavier Vincenti et ses adjoints Philippe Sabbatori et Gaston Corbani.

³³² Né le 12 mai 1923 à Paris : sa fille posthume nait cinq mois plus tard.

³³³ Né le 20 juin 1902 à Vaire (Vendée), il était membre de *L'Honneur de la Police*.

³³⁴ Né le 28 juin 1911 à Paris. Il était membre de *L'Honneur de la Police*.

La PP positionne une pièce d'artillerie de 75 sur le Pont-Neuf, avec comme objectifs le Pont Royal et ses abords. A Boulogne, les gardiens arment aux côtés des FFI quatre barricades place Marcel Sembat et route de Versailles, où se produisent de nombreux accrochages avec les Allemands, qui ne parviendront pas à passer. Un camion avec un canon antichar est pris par les policiers du 5^e arrondissement à hauteur de la barricade Saint-Michel. Au cours d'une patrouille de reconnaissance dans le 7^e arrondissement avec une équipe de FFI, le gardien **Gabriel Masse**³³⁵ est tué dans une embuscade place de l'Alma.

Vers 14 heures, un fort convoi escorté par un blindé attaque les barricades du pont de Clichy : il finit par être bloqué à Asnières entre la rue Fournier et la rue du Bac, où les soldats sont pris à partie par un corps-franc de policiers de Clichy qui tirent au fusil-mitrailleur et jettent des grenades et des bouteilles d'essence. Le blindé parvient finalement à passer l'obstacle dont les défenseurs doivent se replier, pour revenir vers 17 heures. A 19 heures 30, les Allemands se retirent pour sortir de la nasse : le blindé repart avec un seul camion vers Levallois, laissant sept morts et six prisonniers, ainsi qu'un camion et deux autos incendiés. Quatre autres camions, une citerne d'essence et trois autos sont capturés intacts par les FFI – qui perdent trois des leurs dans le combat – et les policiers, qui ont trois blessés.

A 14 heures, le poste de garde du métro Halles, dirigé par le gardien Doisie est attaqué : les corps-francs de la police interviennent pour le dégager. A la même heure, le personnel en tenue est rassemblé devant le commissariat du 1^{er} arrondissement : il hisse le drapeau et chante la Marseillaise, applaudi par le public. Des renforts sont envoyés vers la mairie du 3^e arrondissement, où ont lieu de sérieux combats. A 15 heures, les agents du 13^e se remettent en tenue. Vers 15 heures aussi, un groupe des RG assisté de FFI attaque un convoi angle rue de Châteaudun-rue Lafayette où police et population érigent une barricade. Au square Montholon, le CFRG prend une voiture et fait cinq prisonniers allemands. Rue Jean Dolent trois agents capturent huit soldats avec leur armement. Vers 16 heures, le gardien Victor Largillière, qui avait été commandé avec de nombreux collègues rue du Simplon avec deux jours de vivres, voit son service annulé. Il est renvoyé à son domicile pour se mettre en tenue et rejoindre le commissariat du 3^e arrondissement. C'est en s'y rendant qu'il tombe sur des Allemands qui essaient de forcer une barricade angle Faubourg du Temple-rue Bichat : il se joint aux défenseurs et tombe touché par une balle explosive à la jambe droite : il sera amputé. Aux environs de 16 heures, à Villejuif, à l'angle de l'avenue de la République et de la rue d'Amont, le gardien Roger Carré de la Brigade Fluviale participe à un engagement entre FFI et militaires : il aperçoit une voiture hippomobile, parvient à sauter sur le marchepied, capture le conducteur qu'il remet aux gendarmes et distribue les armes transportées.

Vers 16 heures aussi, route de Bezons à Colombes, un camion est attaqué par les gardiens locaux : ceux-ci passent par des jardins, mais sont pris dans le champ de tir d'une mitrailleuse et doivent se protéger, tout en continuant le combat.



Gabriel Masse



³³⁵ Né le 15 avril 1905 à Sedan, gardien de décembre 1929.

Un char qui arrive en renfort butte sur une barricade tenue par les policiers : il patine sur l'huile répandue au pied de la construction et doit se replier vers 21 heures 15. Les gardiens, harcelés par des militaires d'une caserne proche doivent se regrouper dans les sous-sols des écoles de la Montagne.

Vers 16 heures 15, l'effectif du poste de police de Sannois doit reculer face à une vigoureuse attaque allemande. A 16 heures 30, le corps-franc des Lilas reçoit le signalement de deux voitures occupées par une dizaine de soldats qui essaient de réquisitionner une auto boulevard Eugène-Decros. Rendus sur place avec des unités du MLN, ils mettent en fuite les militaires, sans parvenir à les capturer car couverts par des mitrailleuses. Dans l'après-midi, un groupe de FFI et d'agents qui reviennent de la PP sont pris sous le feu d'un blockhaus de l'enceinte du Ministère des Affaires Etrangères : les FFI comptent deux tués. A l'angle place de Roubaix-boulevard de Magenta, le gardien de la paix **Claude Marcel Dupont**³³⁶ du 18^e, est tué d'une rafale de mitrailleuse par des miliciens qui tirent sur la foule, alors qu'il tente de les neutraliser.

A 17 heures, dans la cour de la PP, il est procédé à l'essai d'un mini-char pris aux Allemands : il ouvrira le défilé de la Libération des Equipes Nationales. La Musique des Gardiens de la Paix répète inlassablement des morceaux pas joués depuis quatre ans : la Marseillaise, *God save the King*, la Marche Lorraine, Sambre-et-Meuse... Dans le « centre de la Résistance parisienne », « une immense banderole tricolore de huit mètres de haut vient de se déployer sur la façade. La croix de Lorraine y brille, dorée »³³⁷. Vers 17 heures 30, quatre véhicules se présentent près du périmètre PP : une auto et une moto sont détruites, permettant la capture de quatre militaires. A 18 heures 45 les policiers de Montrouge récupèrent deux Américains et un soldat français à la Tour Biret à Châtillon et les amènent à l'état-major FFI de Bagneux. Aux environs de 19 heures, quatre gardiens du 19^e arrondissement accrochent un convoi allemand circulant avenue Jean Jaurès vers la porte de Pantin. Visés par une automitrailleuse, ils abattent le chef de bord debout dans sa tourelle, puis doivent se réfugier dans le couloir d'un immeuble en attendant une accalmie. Simultanément, des policiers restent engagés dans des combats sur les quais de Clichy : le gardien Jean-Marie Guillou est blessé par balle. Place Cambronne se distingue le gardien Gilbert Dutrieux, qui couvre le repli de son groupe pris à partie par un fort contingent de troupes. Renforcés par une unité d'agents du 15^e arrondissement, policiers et FFI ont raison des Allemands, qui quittent les lieux. La Brigade Fluviale capture un remorqueur allemand chargé de mines. A 19 heures 45, il y a foule dans la cour de la PP, au pied du drapeau : les pompiers installent trois projecteurs, et le drapeau des Anciens Combattants arrive. Vers 20 heures, des policiers attaquent un char quai du Louvre, mais doivent se replier avec un blessé. Vers 20 heures aussi un des canons antichars de la PP est envoyé en renfort aux effectifs du commissariat du 1^{er} arrondissement. Il est placé en batterie contre un char à hauteur du pont du Carrousel, côté Louvre. Le blindé est touché, mais riposte, coupant net un arbre une quinzaine de mètres en avant de la position tenue par les policiers. Suite à un incident de tir, ceux-ci se replient temporairement.

³³⁶ Né le 4 juin 1908.

³³⁷ *Le Parisien Libéré* du 25 août 1944.

Quand ils peuvent à nouveau ouvrir le feu, ils sont violemment pris à partie et doivent se retirer, emportant le servant du canon, le gardien Léon Heurton, grièvement blessé. Un autre groupe, envoyé vers le pont de Solférino se trouve face à trois blindés et doit se replier, emmenant deux blessés. Dans le 13^e arrondissement, policiers et FFI conduisent une reconnaissance vers le stade Lathès, où une violente escarmouche les oppose à des miliciens.

Dans la nuit retentissent les cloches de la Libération.

Les sonneurs de Notre-Dame

Vers 21 heures, ce 24 août, l'état-major de la PP reçoit un appel téléphonique de l'évêché, qui sollicite la présence d'un groupe d'agents dans la cathédrale Notre-Dame. Prémunant que, comme lors de précédentes alertes, il s'agit d'aller affronter des tireurs des toits, dix policiers armés sont envoyés. Arrivés sur place, ils sont accueillis par un prêtre qui se fait accompagner par les gardiens dans les clochers : là il leur demande de se préparer à sonner les cloches pour l'arrivée des premiers éléments de la 2^e DB. Le religieux leur explique le mode d'emploi : sur un coup de sifflet, la cloche doit être mise en branle. Un moment plus tard, l'ordre arrive et ce sont huit policiers qui, via le bourdon de la cathédrale qu'ils activent en appuyant de toutes leurs forces sur les leviers, annoncent aux Parisiens qu'ils sont de nouveau libres ! Malgré des coups de feu tirés sur les événements, les policiers achèvent leur tâche. Ils rentrent en sueur dans une PP en transes...

Le corps-franc des policiers du 7^e arrondissement intervient contre des Allemands qui tirent sur les passants au square Samuel Rousseau : les soldats se retirent avec un blessé. A 21 heures un groupe d'agents dirigé par le gardien Armand Oresves arrête une famille de collaborateurs rue des Halles : ils avaient tiré sur des résistants. Vers 21 heures aussi une équipe de policiers emmenée par le gardien Toussaint Pérez attaque au carrefour Alésia-Orléans un camion d'Allemands, faisant sept victimes parmi ceux-ci. A la même heure les gardiens en surveillance devant le poste de la rue Lecourbe sont visés par plusieurs coups de fusil tirés depuis des camions : deux agents sont blessés, mais les soldats se retirent. Les policiers du 15^e remettent aux FFI un camion-benne pris aux occupants, qu'ils avaient blindé. Le commissariat du 15^e fait par ailleurs l'objet d'une attaque vers 21 heures 30, par des Allemands venant du 154 rue Lecourbe.

A 22 heures 15, après un passage à l'Hôtel de Ville, le capitaine Dronne³³⁸ est reçu à la PP par Luizet, Parodi, Chaban et le général Louis Hary, fraîchement nommé chef de tous les gendarmes et pompiers de Paris, au son d'une vibrante *Marseillaise*. Dronne passe entre une double haie : « à droite, de rudes FFI, mitrailleuse sous le bras, à gauche, les agents en grande tenue : deux aspects d'une même fidélité³³⁹ ». Il est accompagné de Jeanne Borchert, une Alsacienne en tenue traditionnelle qui l'accompagne depuis les faubourgs de Paris dans une jeep. Elle se fait conduire dans le local où sont détenus les Allemands, et, le drapeau tricolore à la main, elle leur chante la Marseillaise avec ses compagnons, devant les *Feldgrau* ébahis...

³³⁸ Le groupement Billotte est alors à la Croix-de-Berny, et celui de Langlade au Pont de Sévres.

³³⁹ *Le Parisien Libéré* du 25 août 1944.



Le préfet Luizet reçoit le capitaine Dronne

Dans la nuit, le clairon sonne : des corps-francs sont demandés pour aller à Bois-Colombes délivrer des FFI et pour attaquer le Central téléphonique Archives. Malgré plusieurs accrochages, les policiers du premier groupe réussissent leur mission. L'armement insuffisant contraint le second, composé d'une trentaine d'hommes prélevés sur la PJ et les RG et de 22 agents donnés par Chassagnette et dirigés par le gardien Jacques Bachrich à rebrousser chemin face à un véritable camp retranché.

D'une courte barbe...

Dans l'après-midi, le groupe-franc de la 8^e compagnie de circulation apprend lors d'une action du côté de la porte d'Orléans que les Américains seraient à Cachan. Le moniteur Vincent décide avec son équipe de tenter de les rejoindre : ils partent dans leur camion « de prise » mal maquillé, franchissent divers barrages, et arrivent à la mairie de Bagneux où ils rencontrent un capitaine français et deux Canadiens, séparés de leurs effectifs par une troupe allemande. Ils essaient de convaincre le capitaine Serfaty *Gérardin* de les accompagner vers Paris. L'officier tergiverse une petite heure, puis se décide : « Paris vaut bien une messe ». Débute l'odyssée du retour vers Paris. Le camion bute à nouveau sur plusieurs barrages, essayant leur feu, Allemands comme FFI³⁴⁰. A peu de distance de la PP, l'équipage doit quitter le véhicule, à court de carburant, et regagne la Cité à pied. Les policiers, heureux, vont présenter le capitaine à Luizet, croyant que c'est le premier officier français parvenu dans la capitale, mais Dronne venait de passer par là. « Monsieur le préfet serre la main du capitaine Serfaty en lui disant spirituellement, faisant allusion à la barbe fleurie de Dronne : « Mon capitaine, vous êtes battu d'une courte barbe ! »³⁴¹.

³⁴⁰ Les ouvertures de feu des FFI et policiers sur des véhicules « ex-allemands » mal-francisés sont fréquentes et ont occasionné blessures graves et gros dégâts matériels.

³⁴¹ Rapport du groupe-franc, assorti d'attestations.

A 22 heures 40, au cours d'un engagement rue des Plantes, le gardien Noël Triviaux est grièvement blessé en allant porter secours à des FFI coincés par trois soldats en pleine retraite. Le policier se trouve face au premier Allemand, qui pointe son fusil sur sa poitrine, mais le Français le précède et le *Feldgrau* s'écroule le long du mur. Triviaux est à son tour victime des tirs des deux autres militaires qui le touchent au coude droit et à l'aîne gauche : il réussit à regagner le trottoir opposé en tirant avant de s'effondrer. Il voit les ennemis relever leur collègue, puis le gardien est à son tour secouru, couché sur une échelle et emmené à l'hôpital.

Vers 23 heures, quatre gardiens du 16^e arrondissement sont surpris par une quinzaine d'Allemands square Lamartine : après un échange de tirs, les policiers doivent se réfugier dans les caves. Dans ce même arrondissement, des gardiens en tenue ont quitté le lycée Janson de Sailly et ont repris leurs fonctions au poste central. Tard le soir, plusieurs camions allemands prennent position sur les ponts pour protéger le passage des troupes : profitant de la nuit, trois corps-francs du 16^e arrondissement avec douze hommes chacun approchent par des itinéraires différents du pont de Passy, qu'ils attaquent de trois côtés. Les Allemands se dispersent vers le 15^e. Trente-trois soldats se rendent : ce sont des Géorgiens qui seront enfermés dans la mairie du 16^e arrondissement, sous la garde de FFI. Les policiers réussissent à chasser successivement les troupes des ponts d'Iéna et de l'Alma, ainsi que de la passerelle de Passy.

Ce 24, le général Pierre Marie Koenig, chef national des FFI, décide de remettre les policiers sous la seule autorité de Luizet : la préservation de l'ordre public apparaît en effet à Charles de Gaulle comme une préoccupation majeure. Or les Parisiens se sont comportés avec un grand sens des responsabilités pendant l'absence de leur police : il y a eu peu de pillages ou d'incidents. Par ailleurs, la menace communiste sur le pouvoir s'est estompée, condamnée par Moscou, et de toutes façons prise de vitesse par l'action policière. *Rol* intervient donc vigoureusement pour conserver ses policiers. *Chaban*, qui a installé son « PC à la Préfecture de Police³⁴² », décide que 70 pour cent d'entre eux restent sous l'autorité FFI et 30 pour cent reviennent au préfet pour assurer la sécurité publique et éviter les pillages. CNR et CPL se sont aussi réunis à la PP. Pendant la période de l'insurrection l'effectif de certains commissariats³⁴³ qui ont envoyé tous leurs hommes vers la PP est souvent réduit à sa plus simple expression : à Ivry par exemple, le service est assuré par un secrétaire et un gardien !

A Cosne, le gardien Robert Boulmier de la PP participe avec les *FTPF* à la libération de la ville, puis, le 2 septembre, à plusieurs embuscades sur la route de Paris.

Le vendredi 25 août 1944, vers une heure 30, le clairon sonne le rassemblement à la PP : une information donne à penser que les ennemis seraient en train de venir via les souterrains : c'est une vaine alerte ! Vers 3 heures du matin, le gardien Georges Comte est chargé par le chef FFI du 9^e arrondissement de convoyer vers la rue du Temple un officier de liaison canadien. Là ils se heurtent



³⁴² Avant de s'installer à l'Hôtel de Ville.

³⁴³ La densité des renforts autour de la PP a permis en cinq jours un résultat étonnant : parmi les nombreux véhicules allemands saisis ou détruits figurent quatre blindés !

à un barrage allemand : Comte est sérieusement blessé à la tête mais réussit sa mission. A l'aube, le corps-franc de policiers du Pont-Neuf capture trois Allemands, qui donnent des informations sur le dispositif de défense du jardin des Tuileries. L'attaque lancée par les agents est repoussée : ils ramènent deux des leurs, blessés.

Le Central Archives est assiégé : les policiers sont bloqués par une automitrailleuse placée square du Temple, qui balaie tout autour d'elle et une mitrailleuse jumelée qui tire de la rue des Archives, à hauteur d'une barricade au niveau de la rue Pastourelle. Les Allemands essaient de quitter le Central: un camion peut passer. Un second, protégé par une automitrailleuse, est assailli à coups de grenades. Quatorze de ses occupants se réfugient dans un immeuble de la rue du Temple, où, démoralisés, ils sont capturés par un gardien, un peu plus tard rejoint par quelques collègues. Un officier capturé est l'artificier qui a miné le Central : il aidera les démineurs de la PP dans leur travail. Le combat se poursuit : policiers et FFI tirent sur l'immeuble convoité, malgré l'automitrailleuse. L'affaire est réglée quand arrivent les éléments de la 2^e DB. Les artificiers du Laboratoire Central viennent désamorcer les parties de l'édifice qui n'ont pas sauté le 21, quand les occupants ont détruit la salle des machines et la moitié de la salle des répétiteurs. L'ingénieur en chef du Laboratoire Municipal, Paul Chovin et son collaborateur René Collet, neutralisent plusieurs tonnes d'explosifs : ils étaient destinés à empêcher les communications à grande distance.

A 7 heures 10³⁴⁴, une trentaine d'agents du 4^e arrondissement doit intervenir sur le parvis de Notre-Dame où les chars de la 2^e DB sont bloqués par la foule. Tôt le matin, les éléments avancés des « Leclerc » ont pris position, au milieu d'une population enthousiaste. Des balles ricochent sur les chars : comme le dit le rapport de la PP, « les salopards sont à l'œuvre » ! Les chars et les fusils ripostent vers les combles des immeubles du quai de Montebello et vers la tour de la Sorbonne, rue Saint-Jacques. Le feu de la tour reprend³⁴⁵ : quelques obus bien placés du char *Villers-Cotterets* y mettent fin. Les groupes-francs de la police rentrent avec des prisonniers : les agents ont fort à faire pour les protéger de la foule voire de certains de leurs collègues. A leur arrivée, au passage de la barricade de la rue Saint-Jacques, les chars ont été temporairement bloqués par une benne à ordures qui renforçait l'obstacle. Ils avaient été noyés aussitôt dans une foule en délire, laquelle fuit dans la panique lors des tirs : le gardien Marceau Quintin est piétiné par la multitude alors qu'il essaie de riposter aux snipers.

Aux environs de 7 heures 30, à la PP, le colonel Pierre Billotte rédige l'ultimatum qu'il va adresser à Von Choltitz. Vers 8 heures, le gardien **Pierre Perlin**³⁴⁶ quitte son habitation 28 rue du Faubourg Saint-Jacques pour rejoindre son groupe-franc du 16^e arrondissement. Un coup de feu parti d'un étage élevé d'un immeuble contigu blesse une passante : Perlin monte avec son arme et un civil mon-armé. Arrivé sur le palier du 6^e étage, il s'écroule atteint d'une balle dans la tête. Le meurtrier n'a jamais été retrouvé. A 8 heures 30, le corps-franc du commissariat des Lilas se rend à la gare de Villemombre-Le



Pierre Perlin

³⁴⁴ A 7 heures 45, le groupement Billotte entre dans Paris et envoie deux heures plus tard un ultimatum à Von Choltitz. A 14 heures, le groupement Langlade est placé de l'Étoile.

³⁴⁵ Deux théories s'opposent alors quant aux « tireurs des toits », la majorité tient pour des nostalgiques forcés de l'ancien régime. Une minorité impute les tirs aux trublions du PC, déçus de n'avoir pu prendre le pouvoir : aucune arrestation ne confirme cette thèse partisane.

³⁴⁶ Né le 12 avril 1916 à Paris, gardien de 1941 et père d'un enfant. Membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué adjudant. Perlin avait été interné en Suisse lors de l'armistice et s'était évadé en février 1941. Selon une autre version, non documentée, il pourrait avoir été victime d'une erreur de FFI, qui lâchaient des salves de mitrailleuse dans l'escalier en espérant toucher le tireur...

Raincy où une machine avec deux plates-formes est présente : avec l'aide des FFI, les défenseurs sont neutralisés, mais l'engin poursuit sa route. Dans la capitale, un char incendie la loge de la concierge au 18 rue Perrée : les gardiens Yves Renaux et Henri Bellanger évacuent les habitants et luttent contre le feu sous les tirs ennemis. Toujours vers 8 heures 30, un groupe de six gardiens du 3^e arrondissement, sous les ordres du brigadier Croizet, réussit à bloquer un important convoi allemand 131 rue du Temple en accédant par la rue des Vertus à l'immeuble situé en surplomb. Avec l'aide d'un gros renfort de FFI, puis des chars de Dronne, le convoi est totalement neutralisé. Aux environs de 9 heures, trois gardiens prennent position avec deux mitrailleuses au 4^e étage du 111 boulevard Saint-Michel et ouvrent le feu sur le Sénat : le gardien Clovis Michel continue le tir malgré plusieurs blessures. Les policiers se replient sur ordre et laissent se dérouler l'attaque par les chars français. Le gardien Charles Chambon y rencontrera son destin.

Mort sans reconnaissance

La triste histoire de Charles Chambon mérite l'attention. Gardien au 5^e arrondissement, il est né le 14 novembre 1912 à Allasac (Corrèze). Il se distingue d'abord à Dunkerque comme chef d'une batterie de DCA. Embarqué vers l'Angleterre, les deux bateaux sur lesquels il prend place sont successivement coulés. Il reste accroché durant une nuit à une planche avant d'être sauvé et de rejoindre le Royaume-Uni. De suite rapatrié en France, il reprend le combat pour la défense du Havre, puis de Bolbec, avec un petit groupe qui, comme lui, refuse les ordres de retraite. Il finit prisonnier mais s'évade de Belgique, passe un moment à l'Hôpital du Val-de-Grâce où il noue les premiers contacts avec la Résistance et reprend son travail de gardien de la paix. Il devient chef des *FTPF* et de *L'Honneur de la Police* dans son commissariat, participant à des parachutages, récupérant des armes et fournissant des faux-papiers. Pendant les combats de la Libération, Chambon participe à la capture d'un camion transportant des armes, puis il prend part aux combats pour le Sénat, pendant lesquels il est grièvement blessé aux deux cuisses par des balles explosives, alors qu'il accomplissait rue Soufflot son travail d'agent de liaison. Longuement hospitalisé, puis en convalescence à domicile, il ne supporte pas de voir les honneurs qui se déversent sur des « résistants » tardifs et, déprimé, il se suicide le 18 mai 1945. Il est décoré de la Croix de Guerre... à titre posthume.

Les policiers participent au nettoyage des jardins du Luxembourg aux côtés de la 2^e DB. On y découvrira les corps de leurs quatre collègues, qui avaient dû creuser leurs propres tombes. Les gardiens du 18^e participent à l'attaque contre la caserne de Clignancourt, dont ils avaient coupé l'eau depuis trois jours et harcèlent les ennemis en retraite vers Saint-Denis, après leur départ à 13 heures. Les agents du même arrondissement chassent les Allemands des Magasins Généraux de La Plaine-Saint-Denis : ils rendent compte de démonstrations de sympathie pour les policiers : « Vive les flics ! ». A Boulogne, les Inspecteurs Principaux adjoints Pierre Queinnet et Henri Douaud servent de guides à quatre automitrailleuses de récupération et à un fort groupe de FFI, de gendarmes³⁴⁷ et de policiers qui partent attaquer 500 Allemands repliés dans l'île Saint-Germain. L'assaut dure 30 minutes, mais les soldats ont mitrailleuses lourdes et canons : l'île ne peut



Charles Chambon

³⁴⁷ Voir l'article sur la Gendarmerie.



Maurice Giquel

être prise. Elle sera bloquée et la troupe se rend le 26 août : ce sont les policiers qui garderont les lieux après le départ des derniers prisonniers. Ils appelleront à l'aide, car la vingtaine d'agents restés sur place est menacée par les FFI qui veulent razzier les objets laissés sur place. A Charenton, la garnison allemande abandonne le fort : le laboratoire de la Police doit y intervenir longuement car les fuyards ont laissé de nombreux explosifs activés. Place de la République, une rafale de mitrailleuse tirée depuis l'hôtel Moderne a raison de l'inspecteur de Montrouge **Maurice Giquel**³⁴⁸. Il était parti à l'assaut avec son corps-franc pour s'emparer de canons allemands quand il est fauché : il mettra plus de sept mois pour mourir, le 4 avril 1945. Au pont de Choisy-le-Roi, l'inspecteur principal adjoint André Vaudry accompagné par un FFI et un soldat canadien mènent une reconnaissance vers le pont, détruit par les ennemis, pour vérifier s'il peut encore être pratiqué en partie. Ils se heurtent à un fort nid de résistance, qu'ils neutralisent au bout d'une heure de combat.



Intérieur de N. Dame de Paris pendant la fusillade le 26 Août

L'heure de gloire du gardien Munaut

Vers 10 heures, les policiers du 16^e voient apparaître une jeep américaine avec deux reporters dont ils assurent guidage et protection. Simultanément, le corps-franc Piccot du même commissariat attaque à l'angle Lauriston-Poincaré à partir des toits un regroupement d'Allemands. Le relais du corps-franc est pris par un de ses homologues (Dosière) vers 11 heures : doté d'une mitrailleuse, il touche quatre soldats. Ceux-ci ripostent aussi en installant leur propre mitrailleuse dans le carrefour : le gardien Roger Molin prend une balle dans l'œil. Il est sauvé par un médecin FFI présent et transporté à l'hôpital Necker. Une équipe de FFI guidée par le gardien Gaston Munaut prend position dans l'immeuble du 37 avenue Poincaré, puis impasse Malakoff. Vers 17 heures, les Allemands agitent un drapeau blanc et demandent à se

³⁴⁸ Né le 5 juin 1911 à Courbevoie, il était membre du groupe-franc PH/35/Mauny.

...

rendre à Munaut, seul en tenue. Celui-ci va à leur rencontre et négocie la reddition sans condition avec l'officier, leur garantissant la vie sauve. Il fait charger les armes dans un camion, désigne un chauffeur parmi les prisonniers et deux FFI pour l'escorter vers le lycée Say. Puis Munaut met avec deux autres FFI et trois gardiens les soldats en colonne : les 23 Allemands, dont 3 officiers partent vers la mairie. Place Victor Hugo, le groupe essuie quelques coups de feu, mais tous arrivent saufs à destination.

Par contre l'escorte d'un reporter américain se passe moins bien : le brigadier Jones qui l'accompagne est blessé, mais les assaillants se replient sous le feu du gardien Carreau qui riposte aux Allemands. A 10 heures aussi, rue Cujas, un tireur des toits est remis à un policier, qui doit le protéger de la foule. A 10 heures encore, le gardien Koerper est grièvement blessé par des miliciens lors des combats devant la mairie d'Asnières.

Biographie

Georges Charles Koerper est né le 21 avril 1910 à Levallois-Perret. Sa femme tient un bistrot rue d'Argenteuil à Asnières où se réunissent les membres locaux du *MLN* dont Koerper est adhérent. Sa démission de la police est refusée en décembre 1942 : il ne réintègre pas ses fonctions, et obtient gain de cause en étant révoqué. Début 1943, il devient agent de liaison de Léon Ladrant, et distribue des faux-documents aux réfractaires. Il s'empare avec son groupe des plans de l'usine Gnôme et Rhône. Fin 1943, il est arrêté à son domicile comme membre du réseau *Mat*, dont plusieurs membres avaient été capturés. Il est torturé par Masuy avenue Henri-Martin – il déposera plus tard contre lui lors de son procès – et emprisonné à Fresnes. Relaxé le 22 janvier 1944, Koerper suspend son activité jusqu'en mai, où il crée un groupe-franc sous l'égide de *Ceux de la Résistance* et devient adjoint au commandant militaire d'Asnières. Blessé devant la mairie, il reste à son poste jusqu'au soir. Victime de la commission d'épuration, Koerper est arrêté et interné à Drancy : il aurait été vu en train de prendre l'apéritif avec un officier allemand. Réintégré, il est réformé des suites de sa blessure en février 1947, pour devenir industriel.

Les policiers du 16^e arrondissement retrouvent une plaque de rue au nom du Président Wilson, abandonnée par les miliciens : ils la remettent en place à l'angle du Trocadéro. Rue du Temple, un demi-groupe du *CFRG* prend neuf soldats allemands qui s'étaient retranchés dans un immeuble, dont un adjudant. A 10 heures 30, une patrouille d'agents part à nouveau dans les clochers de Notre-Dame, d'où sont partis des tirs : elle ne trouve rien, mais est elle-même la cible de coups de feu qui viennent du sol. La patrouille ne fera cesser les tirs qu'en actionnant le bourdon... à nouveau ! Quatre de ses membres sont légèrement blessés. A 9 heures 30, à Pantin, l'agent technique Lescallier négocie avec un officier allemand le départ des soldats des bâtiments qu'ils occupent dans la ville contre le fait qu'ils laisseront tout leur matériel et des armes. Les Allemands



Georges Dubret

partent en colonne à 12 heures 30. Au Central Saint-Amand, c'est l'ingénieur du Laboratoire de la PP Henri Munsch qui désamorce les charges explosives mises en place par l'ennemi. Aux environs de 11 heures, Dubret, le responsable fraîchement libéré de la 4^e Division prend la précaution d'en déplacer le siège de la rue de Lyon dans le commissariat de Saint-Maur, la pression ennemie restant forte. A 11 heures 30, un sniper est abattu rue du Renard par un gardien qui a pu aller jusqu'à la chambre où il se retranchait. Un peu plus tard, des gardiens qui accompagnent des chars de la 2^e DB dans le quartier Saint-Michel, sont encore pris à partie par des canons allemands. Presque simultanément, un appel au secours vient de policiers bloqués à l'hôtel Cécil au carrefour Lauriston-Saint-Didier. La difficulté se déplace un peu plus tard vers le n°12 de la rue Lauriston, où une dizaine de gardiens est cernée par des Allemands. Tous sont dégagés.

L'Ecole Pratique des Gardiens de la Paix

L'Ecole Pratique des gardiens de la paix est sise sur le site de Beaujon. Co-dirigée par le commissaire Schira, lui-même résistant, elle devient rapidement un fief de la Résistance policière, fortement tenu par *Police et Patrie*, sous l'impulsion des gardiens Haverlant et Culiez. Le premier nommé prend la main et devient pour la Résistance le chef des 1100 hommes, dont 600 effectivement actifs dans ses rangs. Ils sont répartis en compagnies et participent aux combats de la Libération, y tenant souvent une place prépondérante. Charles Haverlant a eu l'initiative de se faire officiellement reconnaître par *Lizé*, le chef d'état-major des FFI d'Ile-de-France et terminera la guerre capitaine ! Il est né le 25 mai 1901 à Houchain (Pas-de-Calais). Il se distingue en prenant l'Agence Havas, puis il participe à plusieurs combats autour de Beaujon et de la Concorde. Louis Culiez *Leblond* est né le 16 octobre 1917 à Bouloire, dans la Sarthe. Il rejoint *Turma-Vengeance* en janvier 1942. Avec sa section, dès le 19, il se bat autour de l'Etoile, le 21, il s'empare du dépôt de la *Kriegsmarine*, rue de Courcelles, et le 22 d'un immeuble tenu par les Allemands, avenue Kléber. Il a auparavant participé au sabotage de l'usine Bronze-Avia de Courbevoie, le 8 avril 1944 et il a transporté des armes en provenance des GMR de Vierzon pour le maquis de Montargis, le 31 mai 1944. Parmi ses assistants, le gardien Gaston Roucheux (né le 23 octobre 1905 à Mévoisins en Eure-et-Loir) a joué un rôle important dans la préparation des groupes, leur enseignant des méthodes militaires. Membre de *L'Honneur de la Police* il se distingue dans les combats du 18^e arrondissement. Les autres gradés étaient Pierre Chevalier, Mathieu Vaucenat et Roland Espinasse.



Maurice Lamy

A 11 heures 40, le gardien **Maurice Lamy**³⁴⁹ du 3^e arrondissement trouve la mort d'une balle en plein cœur tirée du toit d'un immeuble lors des combats devant la caserne de la place de la République auxquels prennent part plusieurs centaines de policiers. Son collègue **Jean Le Grand**³⁵⁰, après avoir combattu au Central Archives, meurt pour sa patrie dans un accident atypique : au cours de l'assaut avec une trentaine de collègues contre la caserne du Prince Eugène, il est heurté par un char de la 2^e DB et meurt des suites de ses blessures le 19 décembre 1945. Toujours Place de la République, vers 12 heures 30, lors des assauts répétés contre le camp retranché, le gardien Jacques Berthelot a l'épaule fracturée par une balle : il avait pris part aux combats de la PP, de la gare de l'Est et du



Jean Le Grand

³⁴⁹ Né le 15 mars 1915 à Paris.

³⁵⁰ Né le 23 mai 1900 à Quéménéven (Finistère).

faubourg du Temple. Quai d'Orsay, des FFI du 2^e arrondissement et des policiers s'emparent d'onze Allemands dans un immeuble du quai : dans l'opération, le gardien Gaston Lapouge est blessé d'une balle dans un genou. A 12 heures, le gardien Armand Oresves investit avec son groupe le n°3 de la rue du Louvre, où avait siégé une unité du service de sécurité allemand : ils y récupèrent un stock de munitions. A 12 heures aussi, des volontaires procèdent sans problème à un échange de prisonniers au Fort de l'Est à Saint-Denis. Ils sont attaqués sur le chemin du retour par des troupes qui se replient. Tous parviennent quand même à rentrer à la PP vers 16 heures. En début d'après-midi, un groupe de policiers est parti de la rue de Washington vers la rue de Messine. Il se trouve devant une cinquantaine d'Allemands. Le face-à-face est interrompu par des éléments de la 2^e DB, auxquels les occupants se rendent.

A Vincennes, des policiers attaquent un détachement de SS réfugié dans un immeuble : le gardien Guy Maupome est grièvement blessé par balle au thorax et à la main³⁵¹. Des policiers du corps-franc du commissariat de Montreuil accompagnés de FFI ont aussi un violent engagement avec l'ennemi dans Vincennes, rue Céline Robert. Mais c'est à l'angle avenue de Paris-Cours des Maréchaux qu'est tué au cours d'un affrontement le gardien du commissariat de Vincennes, chef d'un groupe-franc, **Henri Liger**³⁵². De son côté, son collègue Gilbert Naze, à la tête de son groupe du *Régiment Armor*, empêche des Allemands qui viennent du Château de Vincennes par les couloirs de desserte du métro, de venir vers les ateliers de Fontenay-sous-Bois. De sérieux combats mobilisent aussi les policiers du 20^e arrondissement contre des Allemands qui s'accrochent à la porte de Vincennes : seule l'arrivée d'éléments de la 2^e DB permet de débloquent la situation.

Des groupes de policiers se font attaquer par les Allemands autour de la gare d'Orsay. Des violents combats ont également lieu place de la Concorde, où interviennent des éléments de la 2^e DB. Au cours de l'assaut, le gardien auxiliaire **Roger Jourdain**³⁵³ trouve la mort. Lors de l'attaque de l'hôtel Crillon, c'est le gardien stagiaire **Roger Réal**³⁵⁴ qui est tué : son collègue Augustin Hinault est sérieusement blessé d'une balle de mitrailleuse dans la cuisse gauche. A l'occasion des combats, l'inspecteur Yves Hamon est capturé : il réussit à se débarrasser de son arme, puis à fausser compagnie aux Allemands. Rue de Rivoli, le combat pour l'hôtel Meurice, siège du général Von Choltitz, coûte la vie au gardien stagiaire **Alain Clair Auray**³⁵⁵, atteint de deux balles dans le ventre. Enfin, rue du faubourg Saint-Honoré, c'est un autre stagiaire, André Yobé qui est tué en nettoyant des îlots de résistance dans les immeubles : deux SS font mine de se rendre, mais lui tirent une balle dans le foie. Ils sont aussitôt fusillés par un soldat de la 2^e DB. Plusieurs policiers sont grièvement blessés par balles, dont le gardien Maurice Percheron, touché à l'abdomen.



Henri Liger



Roger Jourdain



Roger Réal

³⁵¹ Il avait déjà été sérieusement blessé le 23 août lors de l'attaque d'un train à Ménilmontant.

³⁵² Né le 15 juin 1898 à Saint-Vincent-des-Prés (Sarthe) : il avait été révoqué en octobre 1940 en raison de son comportement personnel. Il travaille alors à la cartoucherie de Vincennes, qu'il quitte pour la clandestinité en mars 1944. Dès le début de la grève, il rejoint ses anciens collègues et combat avec eux. Réintégré à titre posthume, Liger est homologué adjudant.

³⁵³ Né le 9 juillet 1924 à Paris, il est entré en fonctions en avril 1944.

³⁵⁴ Né le 28 septembre 1921 à Paris.

³⁵⁵ Né le 21 avril 1924 à Guenrouet (Loire-Inférieure).

³⁵⁶ Né le 17 juillet 1899 à Champigny. Il était gardien depuis novembre 1921.

³⁵⁷ Né le 18 avril 1902, gardien en avril 1925, il fait partie des révoqués de juin 1940 (réintégré en mai 1941).



André Yobé

Biographie

André Yobé est né à Lamballe (Côtes-du-Nord) le 13 août 1921. Il s'engage en mai 1940 dans la Marine, et revient en France après un long périple sur son bateau, juste pour le sabordage de la Flotte à Toulon. Il rejoint la police en septembre 1943. Recruté dans la Résistance par Culiez, il participe sous ses ordres au sabotage des lignes téléphoniques à grande distance à Boulogne, le 8 juin 1944, sur instructions de Londres. Le 13 juillet, il contribue au ramassage et au transport d'armes vers les maquis de Sologne, pour l'équipe du commandant Thénard et du policier Lacure. Le 19, Yobé prend part à un coup de main contre l'Intendance de la *Kriegsmarine* rue de Courcelles. Il se bat aussi avenue Kléber et à la Mairie de Neuilly. Il commandait un groupe de dix hommes de l'Ecole pratique de Beaujon. Il était aussi membre de *Police et Patrie* et fut homologué sergent.

A 12 heures 45, la Musique joue dans la cour de la PP : elle suivra l'arrivée du général Leclerc. Les policiers participent à la prise de l'Ecole Militaire. A 13 heures 10, les troupes américaines qui sont à Charenton demandent l'intervention de la police pour canaliser la foule qui gêne les évolutions des chars. Vers 14 heures, le gardien Darzacq du 1^{er} arrondissement guide les chars de Leclerc pour prendre de revers trois blindés allemands aux Tuileries. A Nogent-sur-Marne, lors du combat pour le fort, le gardien Henri Quillery ramène sous un feu violent son collègue **Georges Audinet**³⁵⁶ mortellement blessé. Celui-ci et un camarade avaient installé une mitrailleuse rue Thiers : appelés à la rescousse des FFI retranchés dans le fort, ils sont la cible d'un sniper. A 14 heures, le fort de Nogent-sur-Marne, tenu par des gardes mobiles est attaqué par les Allemands : gardiens et FFI viennent en renfort et repoussent les assaillants après un combat de quatre heures, qui occasionne des pertes de part et d'autre. Les forces d'occupation installent un noyau de résistance au rond-point de Plaisance : elles sont attaquées par les policiers dirigés par le commissaire Fouillard et le gardien Lucien Papelard. Les prisonniers allemands sont conduits au fort de Nogent, enjeu de durs combats, auxquels participe un groupe du *Régiment Armor*, dirigé par le gardien Gilbert Naze. De 14 heures à 20 heures 30, de forts groupes-francs de la police contribuent aux combats pour les ponts de Joinville et de Saint-Maur : la préservation des ouvrages est garantie par le renfort, dans la soirée, d'éléments de la 2^e DB.

Aux environs de 14 heures aussi, le commissariat de Montreuil est informé de la présence de six soldats angle des rues Céline Robert-Charles Marinier. Un groupe de dix policiers, commandés par l'inspecteur principal adjoint Henri Moreau, bloque les militaires qui refusent de se rendre, malgré un feu nourri. L'aide de FFI, d'un renfort de policiers du 20^e arrondissement, et d'une section de la 2^e DB permet d'éliminer ce groupe combattif et bien armé qui refuse de se rendre jusqu'au bout.

Le sous-groupe Massu fait son entrée dans Paris escorté par des agents cyclistes de la PP...

³⁵⁶ Né le 17 juillet 1899 à Champigny. Il était gardien de novembre 1921.

L'aventure du sous-brigadier Brice

En début d'après-midi, le sous-brigadier Eugène Brice³⁵⁷ du 9^e arrondissement part en mission avec un groupe de gardiens depuis le poste de la rue Drouot dans une Mercédès prise aux Allemands. Place de l'Opéra, il butte sur un barrage ennemi : il réussit à faire descendre ses passagers, puis il s'enfuit. Il revient un peu plus tard pour essayer de reprendre l'auto et se fait capturer par les Allemands puis est emmené à la *Kommandantur* de l'Opéra³⁵⁸. Ultérieurement, quatre Allemands, la mitrailleuse au côté, l'amènent à l'hôtel Continental, où il est fouillé et interrogé. Il finit enfermé dans un placard aménagé en cellule, où il retrouve d'autres jeunes patriotes. Au bout d'une heure, retentissent des coups de feu et des balles traversent la cloison : tous se couchent à terre. Un Allemand jette au groupe un paquet de six cigarettes en disant aux hommes qu'ils allaient être tous tués par « Amérique ». Puis un autre soldat leur ouvre la porte après qu'aient retenti plusieurs coups de canon. Le groupe se rend dans le sous-sol, où se trouvent d'autres détenus : la fumée y est insupportable. Tous remontent au rez-de-chaussée : des Allemands refusent de se battre et jettent leurs armes quand un soldat de la 2^e DB paraît. Brice se fait reconnaître comme policier : il prend des armes et accompagne le militaire français, puis il distribue celles qui restent aux anciens captifs, qui gardent maintenant les prisonniers allemands, assistés de FFI qui ont pris part à l'assaut. De nombreux *Feldgrau* sont rassemblés dans la cour de l'hôtel Continental, dans un recoin duquel sont aussi trouvés deux soldats américains très affaiblis vite pris en charge par une ambulance. Brice se met enfin en route avec sa colonne d'Allemands qu'il mène au poste de police de l'Opéra.

Un corps-franc du 9^e commandé par le gardien Joseph Audoucet – qui prend deux balles dans l'opération – participe aussi à la prise de l'hôtel Continental, où plusieurs FFI sont détenus dont le sous-brigadier de police Brice. A Fontenay-sous-Bois, le commissariat est pris d'assaut vers 15 heures 40, puis les Allemands se replient. Vers 16 heures une équipe de policiers dirigés par le brigadier Marie Thiel intervient 3 rue Monge pour arrêter un collaborateur qui a tiré sur les résistants. L'intéressé est absent, mais la perquisition permet de récupérer de nombreuses armes et munitions. A 16 heures le corps-franc du commissariat des Lilas participe au dégagement du fort de Rosny, cerné par les Allemands. Egalement appelé à la rescousse par les gendarmes assiégés, le corps-franc du commissariat de Montreuil y tue un assaillant et fait un prisonnier. Toujours à partir de 16 heures, les soldats français, les FFI et les policiers finissent de ratisser les Tuileries. Pendant ce temps, la foule s'agglutine autour de la caserne de la Cité : les arrivées de



Prisonniers allemands

³⁵⁷ Né le 18 avril 1902, gardien en avril 1925, il fait partie des révoqués de juin 1940 (réintégré en mai 1941).

³⁵⁸ Les policiers sont aussi en nombre aux côtés des chars de la 2^e DB pour réduire la *Kommandantur* de l'Opéra.



André Louis Sarre

prisonniers sont huées, comme les femmes tondues, nu-pieds, en particulier une qui porte une pancarte « J'ai fait fusiller mon mari ». Boulevard Voltaire une pièce antichars est prise d'assaut par les agents : le gardien Julien Duffourg est grièvement blessé. Au carrefour Saint-Mandé-Tourelles, des policiers et des FFI attaquent des SS retranchés dans un immeuble. Ils sont aidés ultérieurement par un élément de la 2^e DB pour réduire les défenseurs qui sont tous tués. Aussi vers 16 heures, les agents des avertisseurs Henri Auberge et Jean Zaleski sont chargés de faire accepter un cessez-le-feu place de la République. Ils partent avec un véhicule des Services Techniques équipé de haut-parleurs et diffusent le message en français et en allemand. Le feu s'arrête, puis reprend. Leur voiture est littéralement constellée d'impacts. Ils réussissent cependant à s'esquiver. Ils vont un peu plus tard au pont de Joinville, où ils participent à la reddition des Allemands présents de l'autre côté de l'ouvrage. A Colombes, place de la République, est tué le gardien **André Louis Sarre**³⁵⁹, du commissariat local : informés de ce que deux motocyclistes ennemis tirent sur la foule, quatre gardiens se rendent sur place. Au cours de l'engagement, Sarre est tué. Un des Allemands est capturé, l'autre s'enfuit sur sa moto.

Un groupe de gardiens parti au ravitaillement dans le 16^e arrondissement rencontre un élément des « Leclerc » qui a fait des prisonniers à l'Amirauté. Ceux-ci sont remis aux policiers. Quand ils passent avenue Victor Hugo, ils sont attaqués depuis les toits : des prisonniers essaient de fuir, et un des gardiens qui les poursuit est blessé par une grenade. Tous les détenus sont repris : ils rejoignent à la PP les nombreuses captures faites au cours de ces journées. On leur donne à boire de l'eau dans des seaux, avant de les regrouper avec leurs camarades.

Ravitaillement

Le corps-franc de la Musique dirigé par André Voisart se spécialise dans les opérations de ravitaillement, qui sont supervisées à la PP par un administratif, Louis Pommier : il constitue un exemple intéressant de l'activité déployée dans ce domaine. Il mène des actions successivement aux entrepôts Olida, où ils se font mitrailler, puis au Kremlin-Bicêtre, route d'Italie, où ils se livrent à l'abattage, au dépeçage et au transfert de plusieurs cochons vers la PP. A la Cité Universitaire, avec le corps-franc du commissariat de Gentilly, ils profitent de l'absence des Allemands pour piller des boîtes de poudre d'œufs et des légumes secs. Le 23 août les policiers partent à pied vers Bicêtre, sans armes : ils reviennent sous la mitraille avec une camionnette et une tonne de boîtes de conserves de bœuf.

A 16 heures 15, le général de Gaulle arrive gare Montparnasse. Vers 16 heures 30³⁶⁰, le colonel Billotte amène le général Von Choltitz qui fait son entrée à la PP sous les huées, protégé par vingt gardiens en tenue. Là l'attendent le général Leclerc – arrivé à 13 heures 10 au son de la *Marseillaise*, qui a déjeuné frugalement sur place –, Rol-Tanguy et le préfet Luizet : il signe dans la salle de billard de l'appartement préfectoral la reddition des forces allemandes. Le gardien François Romiti ramène son trophée à la PP : la voiture du commandant du *Gross Paris* !



Le Général Leclerc sur le parvis Notre-Dame



Le Général Leclerc et Von Choltitz

Vers 16 heures, est tué par les Allemands dans les bois de Sucy-en-Brie l'élève-gardien **André Raunet**³⁶¹, qui circule en vélo vers Paris, arborant son brassard tricolore. Place de la République est abattu à 16 heures 40 d'une balle dans la tête le gardien **Marcel Bisiaux**³⁶² du 3^e arrondissement, peu avant la capitulation de la caserne. Aux combats de Neuilly-Madrid le brigadier René Lecerc³⁶³, qui s'était distingué dans la Résistance, est blessé d'une balle dans la jambe ainsi que son collègue de Colombes Aimé Delprat. Sur les quais de Levallois, un petit



Marcel Bisiaux

³⁶¹ Né le 3 septembre 1923 à Paris.

³⁶² Né le 14 janvier 1906 à Cambrai.

³⁶³ Né le 7 août 1905 à Beignon (Morbihan), Labiche, Le Tondou est membre de *L'Honneur de la Police*. Inspecteur au service des étrangers de Neuilly, il est trois fois dénoncé et perquisitionné par les BS et par la *Feldgendarmerie*, soupçonné de trafic d'armes. Il a hébergé des évadés et des réfractaires, des alsaciens... Il est retraité en avril 1946.

blindé qui accompagne un convoi est détruit par une bombe fabriquée sur les indications de l'adjudant-chef de gendarmerie Biville, et lancée par le gardien de la paix Robert Jumer. Deux camions de munitions et de denrées sont capturés.

Gendarmes et policiers

L'adjudant-chef de Gendarmerie Albert Biville crée un groupe de Résistance à Levallois-Perret, auquel adhèrent plusieurs policiers, qui seront formés par un capitaine de l'*Intelligence Service*. L'inspecteur spécial Yves Hamon³⁶⁴, le brigadier Robert Bouché-Pillon, et les gardiens Jules Croix et Robert Jumer joueront un rôle important au sein de cette unité des FFI. Hamon fournit des faux-documents à *Vengeance*, et participe à des actions contre les usines Hotchkiss à Saint-Denis et Jaeger. Le 20 juillet 1944, les trois premiers cités enlèvent dans un local de Levallois 180 kilos d'explosifs qu'ils apportent, dans un camion affrété par eux, à un gendarme résistant, Roques, dans un immeuble sis à l'angle des rues Saint-Denis et du Caire, après avoir récupéré les détonateurs 116 rue Anatole France. Un peu plus tard, le groupe essaie à bord d'une auto volée aux Allemands de faire sauter la voie ferrée vers l'Est à hauteur d'Esternay. Les résistants échouent, car ils sont coincés dans des embouteillages inextricables causés par les troupes allemandes en retraite, parvenant à passer tous les contrôles et rentrer. Gendarmes et policiers s'unissent pour fabriquer des grenades artisanales avec lesquelles ils s'en prennent aux véhicules allemands. Le 25 ils participent à la prise de la Kommandantur de Neuilly.

Braderie d'armes

Le brigadier René Alcher est membre du *FNP* : il apprend le 25 août que les gendarmes français distribuent au fort de Vincennes libéré des armes remises par les Parisiens, stockées par les Allemands. Il envoie une camionnette avec cinq hommes dirigés par l'inspecteur Jules Nicolas en récupérer un maximum. Une centaine de fusils et d'armes de poing sont ainsi regagnés, moyennant signature d'une décharge à l'officier de gendarmerie qui procède à la distribution... Les armes sont remises aux gardiens de la 6e compagnie en fonction de la date d'entrée en service des agents. Quelques mois après la gendarmerie se livrera à une vaste enquête pour retrouver les armes...

A 16 heures, les policiers prennent une part majeure dans la reddition des 500 hommes de la *Kommandantur* de Neuilly. Dotés d'armes prises la même nuit, les FFI et policiers bloquent l'immeuble. L'inspecteur spécial Hamon porte le drapeau blanc et escorte le parlementaire qui négocie le départ des soldats. Il part ensuite à toute vitesse vers le commissariat de Levallois, d'où il revient avec un maximum d'agents pour escorter les prisonniers vers la caserne Duplex à Paris. Puis, vers 17 heures 30, un groupe de gardiens, sous la conduite du brigadier André Leeman³⁶⁵, responsable du 3^e arrondissement accompagne les troupes de Leclerc qui négocient la reddition des défenseurs de la caserne du Prince Eugène. Ils suivent le capitaine Vivier dans les lieux : la capitulation obtenue, ce sont les sept policiers accompagnés de trois gendarmes, qui rassemblent, désar-

³⁶⁴ Yves Hamon est né le 11 juin 1915 à Lannion. Gardien en août 1938, il rejoint *Vengeance* en 1942, réseau auquel il fournit des renseignements sur la *Kommandantur* de Neuilly. Tout comme son collègue Croix, il aura quelques démêlés avec la commission d'épuration après la Libération. Croix est né le 30 septembre 1910, et meurt en septembre 1953. Quant à Bouché-Pillon, il est né à Paris le 20 juillet 1909 et prendra sa retraite de brigadier-chef en octobre 1962.

³⁶⁵ Né le 4 juillet 1900 à Paris, membre du *FNP* depuis juin 1942, il rejoint les *FTP* en juillet 1943, et prend sa retraite de commissaire en février 1949.

ment et gardent les 500 prisonniers, en attendant leur prise en charge par des effectifs de police plus conséquents. Vers 18 heures 10, la PP est à nouveau sollicitée par un officier américain afin d'assurer le transfert des 500 soldats capturés à l'hôtel Majestic vers la caserne Duplex : une forte escouade de policiers prend l'opération en compte. Au même moment, le poste de Nogent est pris d'assaut par les Allemands et demande des renforts.

A 18 heures 15, surviennent dans la cour de la PP les représentants des Pompiers, de la Garde, des Gendarmes Mobiles... A 18 heures 55 le général de Gaulle arrive, venant par le boulevard du Palais. Il fait là sa première visite de chef d'Etat, inspectant les policiers rassemblés et entend sa première *Marseillaise* « parisienne » jouée par la Musique des Gardiens de la Paix. Il rejoint le cabinet de Luizet au son de la Marche Lorraine. Le cérémonial à la PP se clôt par la musique des Pompiers de Paris qui sonne *Aux Champs*, puis Luizet présente au chef de la France Libre les membres du Comité de Libération de la PP. C'est de là que le Général part vers l'Hôtel de Ville.



Le général De Gaulle est accueilli par le préfet Luizet

Aux environs de 19 heures, des policiers participent à l'attaque d'une position allemande à Fontenay-sous-Bois. A la même heure est tué à Nogent-sur-Marne le gardien **Alexandre Buchou**³⁶⁶, en sortant de son service, en tenue, par des Allemands postés en défense du pont de Joinville. A 21 heures un groupe de policiers part aider des FFI en difficulté porte des Lilas : quand ils arrivent, la situation est déjà maîtrisée. Vers 22 heures, le commissariat de Montreuil doit être évacué sous la pression allemande. Dans celui du 7^e arrondissement les groupes-francs font leur bilan de la journée : ils ont procédé à 99 arrestations !



Alexandre Buchou

³⁶⁶ Né le 5 mai 1900 à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée). Il est gardien de la paix d'août 1929. Il avait été mis en cause par les Autorités Allemandes en mai 1943, pour avoir interpellé deux sous-officiers algériens de la Légion Française contre le Bolchévisme, dont un *Hauptfeldwebel*, qui vociféraient des *Heil Hitler* et cherchaient querelle dans un bistrot.

Même au dernier jour, les policiers représentaient encore plus du quart des insurgés. *Franc-Tireur*, déjà, les a pourtant oubliés dans son édition du 22 août, où il énumère : « Ouvriers, cheminots, métallurgistes, boutiquiers, étudiants, dispersés en petits groupes de guérilla, harcèlent à travers la ville immense un ennemi déjà traqué... »

La Police Nationale à la rescousse

Le 25 août 1944, le commissaire de la Police Nationale **Paul Léon Guerre**³⁶⁷ trouve la mort lors de l'assaut contre l'hôtel Majestic, un des points forts des Allemands à Paris. Il était membre du groupe-franc créé au sein des services centraux de la Police Nationale (PN) par le secrétaire de police **Ernest René Marchand**³⁶⁸. Celui-ci est attaché aux unités du colonel *Morlot* : il est désigné par *Lizé*, pour diriger les FFI de la Police Nationale sur Paris. Tôt engagé dans la Résistance, Ernest Marchand établit des faux-documents pour les juifs, les prisonniers évadés et les résistants, tout en fournissant des informations au SR de *L'Alliance*. Ce père pas très tranquille de deux enfants profite du poste stratégique qu'il occupe au sein de la 1^{ère} Brigade Mobile de Police de Sûreté de Paris, rue de Bassano, pour servir au mieux la Résistance. Il participe ainsi à la libération de Jean-Pierre Lévy, le chef de *Franc-Tireur*, et organise à Gagny un atelier de fabrication de faux-papiers. Capitaine de l'*Armée Secrète* en février 1944, il dirige les actions de son groupe-franc *Bassano* aux côtés des policiers de la Préfecture de Police. Il est décoré de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre. En poste au commissariat de la gare de l'Est, le commissaire Guerre combat avenue d'Iéna et il fait prisonniers cinq Allemands avec l'aide de plusieurs de ses collègues. Quand ils emmènent les captifs, l'un de ceux-ci dégoupille une grenade qu'il cachait et la jette sur les résistants. Guerre est mortellement blessé. L'inspecteur Fabien Baudart³⁶⁹ en réchappera, ainsi que ses collègues Jean Hitta et Emile Bouillon, et les commissaires Jean Saubion et Georges Argent³⁷⁰. Les prisonniers sont abattus sur place. Baudart sera grièvement touché vers 14 heures 15 lors de l'assaut du Majestic. Guerre était membre de plusieurs mouvements (*MLN, MUR, Vengeance, L'Alliance*). Il s'était distingué dès 1941 : le 11 février, le tribunal de la *Feldkommandantur* de Saint-Cloud l'avait condamné à six mois de prison pour propos antiallemands, qu'il purgea au Cherche-Midi. Il avait été libéré sous condition le 11 août 1941. Le commissaire Guerre est homologué lieutenant et décoré de la Légion d'Honneur, de la Médaille Militaire et de la Croix de guerre.

De son côté, le commissaire de la Police Nationale Pierre Bouf transporte, le 21 août, de la Bastille à la rue Saint-Dominique, les armes des patriotes polonais engagés dans les combats, ce qui lui vaudra de recevoir la distinction de chevalier de la *Polonia Restituta*. Enfin, plusieurs policiers de la PN participent aux combats de la PP, dont l'inspecteur Félon, qui se fait remarquer côté boulevard du Palais.

Dans la grande banlieue parisienne, se distingue le gardien de la PP Wenceslas Garrigoux³⁷¹, qui a rejoint un maquis de 60 FFI en forêt de Brévannes. Celui-ci est encerclé par huit chars allemands et des fantassins. Garrigoux franchit les lignes, rejoint les Américains, et obtient leur intervention qui se solde par la destruction des blindés et la libération des FFI. A l'autre bout de cette banlieue, le gardien **Georges Schoenfeld**³⁷² est capturé au combat, puis fusillé dans le parc municipal de Chelles.

Le samedi 26 août 1944, la quasi-totalité des gardiens ont repris leur tenue. Tous les agents de la PP sont invités à rejoindre leur poste au plus tard pour 10 heures.

La place Saint-Michel « sent encore la bataille, qui a été rude entre la place et le boulevard Saint-Germain : barricades dans tous les sens, autos et camions percés, brûlés, devantures sans glace : la défense de la Préfecture de Police semble s'être faite dans cette tête de pont³⁷³ ». Une foule énorme et endimanchée s'assemble dans l'île de la Cité : la police des temps nouveaux doit faire face à son premier service d'ordre³⁷⁴, géré dans une aimable et inévitable pagaille par le commissaire Georges Maurice, le directeur fraîchement nommé de la Police Municipale, un ancien résistant. A 14 heures, les troupes qui participeront à la parade se rassemblent place de l'Etoile. Lors du défilé des troupes sur les Champs-Élysées,



Défilé des troupes sur les Champs-Élysées

sées, la police est sur deux rangs pour sécuriser le cortège, qui, par moment, doit se réduire à une seule file sous la poussée de la foule. Sur les Champs-Élysées, c'est encore la Musique des Gardiens de la Paix qui officie, sous des acclamations délirantes, partagées avec la musique de la Garde Républicaine. Des coups de feu partent d'une rue adjacente : le gardien Marius Brunerie³⁷⁵ essaie avec des collègues d'interpeller le tireur quand il est touché à l'épaule gauche par une balle de fusil mitrailleur. Rue Lord Byron, c'est le gardien Gaston Cardon³⁷⁶ qui est blessé par balle. Son collègue Louis Fleury³⁷⁷ du 20^e arrondissement a moins de chance : il est victime d'un tireur des toits : il est mortellement atteint d'une balle dans la tête à l'angle Champs-Élysées-avenue de Friedland. A Stains, des soldats et un officier refluent devant une offensive des FFI. Un gardien de Saint-Denis propose à l'officier de se rendre : le policier et un civil l'accompagnent avec un drapeau blanc vers le fort : le groupe est reçu par des rafales de mitrailleuses, dont l'officier profite pour se jeter dans le fossé et rejoindre ses pairs. Le gardien

³⁶⁷ Né le 3 mai 1907 à Paris, commissaire en 1936. Il avait été mis en cause par des militants communistes de Chennevières pour l'action qu'il avait menée contre eux.

³⁶⁸ Né le 6 mai 1909 à Chateaubriant (Loire-Inférieure), entré dans la police en avril 1935, Marchand terminera sa carrière comme commissaire principal en mai 1965.

³⁶⁹ Né le 22 mai 1909 à La Fère-en-Tardenois (Aisne). Il est membre du réseau *Béarn*. Il prend sa retraite d'officier de police en juillet 1964, décoré de la Médaille de la Résistance.

³⁷⁰ Né le 23 janvier 1892 à Prats-de-Mollo (Pyrénées-Orientales). A la fois résistant puis chef d'une section politique, il est amené à arrêter des patriotes. Il avait aussi été dénoncé comme « propagandiste et gaulliste actif », pour son « hostilité aux Autorités Allemandes » et par deux de ses inspecteurs pour avoir prélevé des cartes d'identité vierges. « Indésirable », il était invité à ne plus se présenter à son service. Il prend sa retraite de commissaire principal en mai 1953, décoré de la Légion d'Honneur et de la Croix de Guerre.

³⁷¹ Roger est né le 10 septembre 1912, arrêté à son domicile en mai 1944 par la police allemande, il profite d'un passage au commissariat pour s'évader. Une perquisition ultérieure permet d'y découvrir de nombreux faux-documents.

³⁷² Né le 9 octobre 1914 à Paris. Il est fusillé avec André Verdeaux, le frère cadet de Roger Verdeaux, un des trois gardiens fusillés au Bois de Boulogne. (Information communiquée par Gilles Primout)

³⁷³ Paul Tuffrau.

³⁷⁴ Au matin, les instructions prévoient un véhicule « pour une personnalité importante », une voiture-pilote, une escorte de 40 motocyclistes et 10 side-cars armés. L'itinéraire est balisé pour garantir la sécurité et le libre passage du cortège dans le quartier de l'Etoile et sur l'itinéraire vers la PP.

³⁷⁵ Coïncidence : quelques décennies plus tard, un Brunerie Maxime tentera de tirer sur le président Chirac, sur le même itinéraire...

³⁷⁶ Les victimes d'après le 25 juin ne sont pas toutes reconnues comme ayant agi en zone des combats...

³⁷⁷ Né le 4 février 1901 à Paris, il est agent de liaison de *L'Honneur de la Police*.

peut ramener le civil, blessé, vers les FFI. Aux environs de 15 heures 50, un contingent de policiers de Pantin bloque plusieurs blindés sur la route des Petits-Ponts et sollicite un renfort. Vers 16 heures une colonne américaine prend le relais : les Allemands lâchent prise. A Paris, dans l'après-midi, un groupe de FFI intervient pour un tireur embusqué dans l'école de garçons angle rue Doudeauville-Chapelle : le gardien de la paix Jean Batisse est blessé par balle par le milicien à la jambe droite. Toujours vers 16 heures, le gardien Joseph Darras³⁷⁸ participe à la tête de son groupe à l'attaque du dépôt de Bobigny que les Allemands ont entrepris de faire sauter. La veille au matin, le même agent a participé au combat de la plaine du Blanc-Mesnil. L'inspecteur Henri Joly, un mutilé de 14-18, regagne la PJ après avoir été de surveillance sur l'itinéraire du général De Gaulle, quand, arrivé place Dauphine, il est la cible de coups de feu. Il parvient à ramper jusqu'au quai des Orfèvres où il prend position derrière une fenêtre. C'est là qu'il est blessé d'une rafale de mitrailleuse au côté droit.

Quand De Gaulle arrive en trombe devant la cathédrale, vers 16 heures 15, venant de la rue de Rivoli, escorté par une douzaine d'agents motocyclistes, des coups de feu partent des hauteurs de Notre-Dame, de l'Hôtel-Dieu et des immeubles voisins. Selon des témoignages policiers, le général n'était pas visé : avant son arrivée, le premier coup de feu aurait été tiré en l'air par un FFI un peu exalté et « gai ». Une réponse serait partie d'une tour de Notre-Dame, vers laquelle un char de la 2^e DB envoie une salve : des morceaux tombés sur le service de sécurité entraînent de nouveaux tirs de « riposte ». C'est à ce moment qu'arrive de Gaulle, d'un parfait sang-froid, pendant que la plupart « se planque ». Il entre dans le sanctuaire, protégé par le commissaire – alors devenu colonel des FFL – Achille Peretti³⁷⁹, qui lui fraye un chemin dans la cohue, à coups de poings ou de pied quand nécessaire. Des corps-francs de la police font partir les FFI énervés des points hauts intérieurs et arrêtent des suspects, qu'ils doivent protéger. Au moment des tirs, la foule a paniqué, et une partie du public court alors se réfugier dans la cour de la PP. Ce sont aussi des policiers qui se sont interposés en bloquant la sortie de sa résidence avec une voiture, pour empêcher que le cardinal Suhard vienne présider une cérémonie où sa présence était indésirable.

Membre du FNP, l'ouvrier plombier de la PP **Gabriel Quéré**³⁸⁰ s'est brillamment battu autour de la PP dans les premiers jours de l'insurrection. Le 26 août, un inconnu tire des coups de feu sur les passants depuis le 6^e étage de l'immeuble du quai de Gesvres où habite Quéré. Celui-ci descend dans la rue pour voir ce qui se passe et intervenir. Arrêté par méprise, il est aussitôt abattu par un FFI. Interpellé, celui-ci est vite relâché...

A 16 heures 45, un groupe de policiers est bloqué au 36 avenue de Friedland par des tirs croisés d'armes automatiques. Vers 17 heures, les policiers doivent aussi intervenir 11 rue Morand pour des tireurs des toits, qu'ils ne trouvent pas, mais ils capturent un milicien et trois soldats allemands. Simultanément, avenue de Wagram, deux agents partent interpellier un individu qui tire sur la foule. Au

cours de l'opération, le gardien Georges Maréchal est touché d'une balle dans la jambe gauche. Devant l'Ambassade d'Allemagne et la Chambre des Députés, les policiers insuffisamment équipés en armes lourdes restent en échec face à de forts nids de résistance. Au cours d'une mission vers Montreuil, les gardiens du 20^e arrondissement sont accrochés par des Allemands en retraite rue d'Avron et comptent un blessé grave. Sur la barricade érigée au 44 boulevard Diderot, le gardien du 1^{er} arrondissement **Marcel Verriez**³⁸¹ est tué : agrégé au groupe de FFI *Massebiau*, il défendait l'ouvrage attaqué par les Allemands.

Pendant toute la journée, de 9 heures 45 à 20 heures 30, d'après combats opposent des policiers et des FFI aux Allemands, pour libérer d'autres FFI bloqués par la Wehrmacht au lieu-dit *La Maltournée* à Nogent-sur-Marne. Vers 10 heures, un groupe de policiers avec l'aide de quelques jeunes FFI à l'armement dérisoire emmenés par le commissaire Henri Fouillard et le secrétaire de police Jean Dutrey prend d'assaut l'usine Thomson où les Allemands sont retranchés. Les résistants parviennent à empêcher toute sortie des soldats pendant quatre heures, puis finissent pas repousser les soldats dans l'usine, réalisant la jonction entre les deux groupes des FFI.

Biographies

Secrétaire de police au commissariat de Nogent-sur-Marne, Jean Léon Dutrey est né le 28 mai 1899 à Albi, pupille de la Nation. *Basset* dans la Résistance, aux *Ardents*, qu'il a vite rejoints, il affiche malgré l'occupant des idées de gauche, arborant dans son bureau une médaille de Jaurès. Il fournit des faux-papiers pour des juifs et des prisonniers évadés et les aide à passer en zone non-occupée. Il détourne aussi des armes déposées au commissariat et fournit à *Libé-Nord* des informations sur les mouvements de troupes et les usines travaillant pour les Allemands. Il héberge un long moment trois soldats alliés. Il est membre du Comité Directeur de *Police et Patrie*. Ses activités clandestines s'effectuent en étroite collaboration avec son chef, le commissaire **Henri Louis Fouillard**. Dutrey se bat à la tête d'un groupe à Paris pour la libération de la caserne du Prince Eugène et à Nogent-Le Perreux. Il sera homologué lieutenant et officier de la Légion d'Honneur, décoré de la Médaille Militaire, de la Médaille de la Résistance et de la Croix de Guerre 14-18 et 39-45. Il termine sa carrière au grade de Contrôleur Général, après avoir été cassé en 1941 de sa promotion comme commissaire. Il meurt en février 1959.

Fouillard est né le 3 février 1898 à Paris, gazé à Douaumont, il sort de la Première Guerre Mondiale décoré de la Croix de Guerre avec trois citations : il en aura autant à la seconde, qu'il commence comme commissaire spécial attaché à la Ve Armée. Libéré de détention en août 1940, il reprend son poste de commissaire de banlieue. Il milite au *MLN* et à *Police et Patrie*, recruté par un de ses brigadiers, Roger Haab. Professionnellement, Fouillard se distingue par sa parfaite inertie : sur 6000 fiches de réfractaires qu'il gère, aucun ne sera arrêté. Pour la Résistance, il se fait remarquer particulièrement par son sens de l'initiative et ses dons de meneur d'hommes, assisté par le gardien Lucien Papelard, lors des combats de Nogent et de *La Maltournée*, où les engagements sont acharnés et où on se bat maison par maison. Il est officier de la Légion d'Honneur et homologué lieutenant quand il prend sa retraite de contrôleur général en mai 1945.



Marcel Verriez

³⁸¹ Né le 26 novembre 1919 à Désertines (Allier).

³⁷⁸ Né le 14 janvier 1911, chef d'un groupe de Résistance dans la banlieue nord, il héberge des parachutistes et aide réfractaires, juifs et évadés.

³⁷⁹ Le futur Président de l'Assemblée Nationale, créateur du réseau *Ajax*, qui avait rejoint Londres.

³⁸⁰ Né le 24 avril 1912 à Paris.

Aux environs de 17 heures 30, scènes de panique à Saint-Denis : le bruit du retour en force des Allemands se répand comme une traînée de poudre, assorti de celui qu'ils rassemblent tous les hommes pour les fusiller. L'effolement gagne même le PC de la police que réussit à calmer le brigadier Lamielle, pendant que le responsable Grand mène une reconnaissance aventureuse vers les lignes allemandes, qui lui permet de démentir la rumeur et de ramener le calme dans la cité³⁸². Avenue de la République à Bry-sur-Marne, vers 19 heures, le brigadier **William Bède Dalley**³⁸³, chef d'un groupe de FFI au commissariat de Nogent-sur-Marne garde plusieurs collaborateurs et miliciens. Les Allemands font une incursion dans la ville pour les libérer : ils tirent sur des passants près de la propriété des Franciscains. Dalley s'oppose avec sa mitrailleuse et tue un assaillant, mais la riposte le laisse mort aussi. A 21 heures 45, le gardien Pierre Decèvre de la Brigade Fluviale est blessé par balle rue Parmentier, en essayant d'arrêter les quatre occupants d'une Traction avant qui tirent sur les passants. Avec un collègue et un FFI, ils stoppent le véhicule, mais un coup de feu a raison de Decèvre, qui est transporté à l'Hôtel-Dieu.

Le dimanche 27 août 1944³⁸⁴, vers 2 heures, le gardien Maurice Mongrenier est grièvement blessé en rejoignant son commissariat de Levallois-Perret où il est appelé. En cours de route, place Champerret, il est interpellé par quatre individus armés, dont un avec une mitrailleuse. Le gardien décline sa qualité : le porteur de mitrailleuse menace de l'abattre. Le policier engage la lutte pour essayer de désarmer et il est touché par une balle qui lui fracasse le bras droit : il réussit à s'enfuir malgré sa blessure sous les coups de feu tirés par le groupe. Dans la journée, à l'angle avenue de Marigny-rue des Saussaies, le gardien Lucien Hadrot qui sécurise un déplacement du général de Gaulle, intervient contre un individu réfugié dans un immeuble voisin qui tire à la mitrailleuse sur la foule. Le policier est lui-même touché par deux balles à la cuisse droite. A 14 heures, les agents de Saint-Denis apprennent que des mitrailleuses allemandes sont installées sur la route vers Pierrefitte, en limite du département. Ils se rendent sur place, déployés en tirailleurs et attaquent avec un contingent d'armes réduit. Après vingt minutes de combat, les Allemands se retirent, laissant sur place trois tués ou blessés.

Dans l'ancien domicile du défunt chef de la Cagoule, Eugène Deloncle, tué par les Allemands en janvier 1943, une perquisition est effectuée par trois FFI et un inspecteur de police. Les documents saisis sont ultérieurement exploités par la Police Judiciaire.

Le 28 août 1944, une patrouille du commissariat de Saint-Denis tombe sur trois soldats allemands, qui engagent le combat : un est tué, et les deux autres s'enfuient.

Les bureaux de la PP rouvrent leurs portes au public.

Le 29 août 1944 vers 3 heures 30 du matin, le gardien **Léon André Frenay**³⁸⁵ du commissariat du Raincy trouve une mort absurde. Membre du groupe de com-

bat du commandant Alexandre en Seine-et-Oise et du mouvement *Vengeance*, il monte la garde d'honneur dans la mairie de Clichy-sous-Bois à côté du corps d'un officier du *War Office* tué. Assisté de son collègue **Roger Ricou**, il voit arriver au milieu de la nuit un soldat américain en état d'ivresse avancée. Celui-ci, malgré les réticences de Frenay, tient à leur montrer le maniement du fusil lance-grenades dont il est doté. Un dysfonctionnement tragique de l'arme la fait exploser entre les mains de son détenteur, tué sur le coup. Ricou tombe mort. Frenay a les deux jambes déchiquetées. Secouru, il a le temps de raconter la navrante histoire aux secours avant de décéder le lendemain. Il est homologué au grade de caporal-chef. Vers 16 heures 30 à Paris, un équipage de gardiens de la paix intervient pour perquisitionner l'appartement de la concubine d'un collaborateur au 12 rue du Bouquet de Longchamp : un coup de feu atteint au cou l'agent **Louis Raymond**³⁸⁶, qui meurt le lendemain des suites opératoires. L'auteur du meurtre n'est pas identifié.

La 4^e Division d'Infanterie Américaine défile sur les Champs-Élysées.

Le 30 août 1944, vers 18 heures, des agents de la PP arrêtent à Pantin, dans un appartement de la rue Hoche, l'ingénieur allemand Karl Riebe. Celui-ci déclare être en possession dans son bureau du Bourget de tous les plans de câblage des lignes haute tension, basse tension, balisage, goniométrie de l'aéroport. Rendus sur place, les policiers trouvent le coffre forcé, mais les documents y sont présents. L'Allemand est amené au 2^e Bureau, qui n'en veut pas, mais garde les plans. Sans nouvelles au bout de deux jours, ils conduisent l'ingénieur au commandant des ports aériens, intéressé par leur prise.

Le 31 août 1944, les sœurs qui gèrent le dispensaire de la rue Georges Bizet à Paris requièrent l'intervention de la PP. Elles entendent chaque nuit des bruits dans le sous-sol, et pensent qu'ils proviennent des souterrains creusés par les Allemands pour relier le 54 avenue d'Iéna, anciennement occupé par les SS, à l'hôtel Majestic. Elles craignent que des soldats ennemis s'y trouvent encore réfugiés. Les mêmes contrôles avaient été sollicités la veille pour les Catacombes par le Ministère des Colonies... Le siège du Gouvernement Provisoire de la République Française est transféré d'Alger à Paris.

Monsieur Jo

Contesté et contrasté. Joseph Joinovici l'est autant l'un que l'autre. Contesté, il a été, après-guerre, l'objet de nombreuses exégèses hostiles, fut en butte à l'animosité de **Roger Wybot**³⁸⁷ et condamné en justice pour son attitude envers les Allemands grâce à l'acharnement de ce dernier. Le comportement de Monsieur Jo fut pourtant pour le moins contrasté et ne semble pas mériter une condamnation autre que de principe ou morale, à une époque qui ne l'a guère été. Manipulateur, il le fut. Mais avec ses deux partenaires, et sans doute plus avec les Occupants qu'avec la Résistance. Là était son intérêt financier immédiat auquel ce commerçant doué et à l'esprit agile n'a jamais renoncé. Mais une part non-négligeable de l'argent extirpé aux nazis était mis à la disposition des résistants et, particulièrement à partir

³⁸² Les éléments de la 2^e DB du colonel Roumianzoff s'engagent ce jour dans le nord de la banlieue parisienne.

³⁸³ Né le 16 octobre 1910 à Paris, il intègre la police en juillet 1922. Sa mort occasionne une polémique autour de la garde d'une fille d'un premier mariage. La seconde femme de Dalley doit en effet être hospitalisée. Membre de *L'Honneur de la Police*, il est homologué lieutenant.

³⁸⁴ L'inspecteur spécial **Edmond Marcelet** (né le 12 juin 1904 à Ahun dans la Creuse) trouve la mort dans des conditions indéterminées. On ne sait ni où ni dans quelles circonstances a été tué aussi ce 27 août 1944 l'inspecteur spécial **Yves Chatelain**, né le 22 septembre 1908 à Kéryty Côtes-du-Nord. Il en est de même pour le gardien retraité **Fortuné Brajon**, né le 27 janvier 1884 à Saint-Etienne-de-Valdonnez, dans l'Isère.

³⁸⁵ Né à Barlin (Nord) le 8 septembre 1911.

³⁸⁶ Né le 18 novembre 1907 à Seez (Savoie), gardien de novembre 1934, membre de *L'Honneur de la Police*.

³⁸⁷ Ancien officier résistant, devenu le directeur de la Surveillance du Territoire.



...

des premiers mois de 1944, de L'Honneur de la Police. Cet engagement au profit de la France Libre fut précoce et pas seulement de façade. Précoce parce que dès les premiers jours de 1941³⁸⁸ Joinovici apparaît comme soutien d'un réseau d'évasions vers l'Angleterre via La Rochelle qu'il finançait, allant jusqu'à acquérir deux bateaux et dans lequel il avait impliqué des membres de sa propre famille. Son neveu Avrili qui gérait la filiale Rochelaise de l'entreprise de vieux métaux de Joino est alors arrêté et condamné à cinq ans de prison et Hermann Chait, un de ses employés, est fusillé. Le policier révoqué par Vichy que le ferrailleur avait mis à la tête du siège de son affaire à Clichy, le brigadier Emile Gaget, est fusillé au Mont-Valérien, avec son compagnon au sein de la filière, l'inspecteur Albert Dhalenne du commissariat de Clichy. Le responsable du groupe, le commandant Fillol, est aussi exécuté. Joino lui-même est mis en cause³⁸⁹. Un tel engagement précoce dans la Résistance, avec un membre de sa famille et des employés de son entreprise, le financement pour exfiltrer des évadés et des aviateurs alliés, à un moment où l'écrasante majorité du pays ne pensait encore qu'à survivre au mieux, ne semble pas pouvoir résulter d'un simple calcul. D'autres éléments viennent à l'appui de cette analyse. Profitant des privilèges que lui accordaient les Autorités Allemandes Monsieur Jo répond sans réticences à toutes les très nombreuses demandes d'interventions qui lui étaient adressées par ses sollicitateurs de la Résistance : entre autres, des proches d'Alexandre Parodi, de *Libé-Nord* ou des responsables de *Défense de la France* lui doivent la vie. Sa capacité à compromettre jusqu'aux responsables de l'appareil de l'occupant et de ses satellites – telle la « Gestapo française », lui permet alors de sauver des dizaines de juifs ou autres victimes de la répression vichyste ou nazie. Enfin son engagement personnel montre le courage physique de Joino : à plusieurs reprises il communique des informations vitales à la Résistance et n'hésite pas à fournir des camions pour transporter des armes, allant jusqu'à les convoyer lui-même. Ce au mépris de tous les dangers : sa condition de juif étranger doté de sauf-conduits ne le mettait pas à l'abri de la sauvagerie nazie. Après la Libération, le 30 août 1944, c'est grâce aux informations de Joinovici que l'inspecteur Georges Morin arrête dans la ferme des Baslins à Bazoches-sur-le-Betz l'équipe de la rue Lauriston, avec à sa tête les célèbres Bonny et Lafont. Après-guerre il est arrêté une première fois : Piednoir le fait libérer avec l'aide de Bayet et de Luizet, puis met quatre policiers à sa disposition pour le protéger. Une première enquête d'une rigueur exemplaire des commissaires Clot et Sébille conduit à la libération de Joino par le juge Donsimoni après 49 jours de détention, avant qu'il ne devienne victime de ses propres maladrotes et de ses « magouilles » passées. Son cas mériterait sans doute d'être réétudié en regard de ce que nous savons aujourd'hui de son action dans la Résistance. Tous ceux qui ont été ses contacts directs au sein de *L'Honneur de la Police* ou de la PP ont subi le contrecoup de sa chute misérable : le préfet Luizet, pourtant peu porté aux compromissions, Yves Bayet, les policiers Fournet et Piednoir et finalement l'imprimeur de Rudder.

Le même jour est créée la Commission d'Épuration³⁹⁰ de la Préfecture de Police, dominée par les communistes : Arthur Airaud, le président et Auguste Lelièvre, le rapporteur, sont d'anciens responsables du *Front National de la Police*. On y fera le procès, souvent partial et contestable, de policiers de tous grades à défaut de faire d'abord celui des hauts responsables qui la dirigeaient. Les incohérences seront telles que la majorité des décisions seront réformées par les juridictions régulières au cours des années ultérieures et les carrières des agents seront reconstituées.

³⁸⁸ Voir le fascicule de 2009, l'affaire Fillol.

³⁸⁹ Il aurait séjourné brièvement au Cherche-Midi.

³⁹⁰ Elle siège au 1^{er} étage, 9 boulevard du Palais.

Parallèlement, les Milices Patriotiques créent leurs « Commissions d'enquêtes » qui accomplissent en parallèle de la PP des actes de police, souvent arbitraires, à l'égard des suspects de collaboration... La compagnie du 11^e arrondissement est installée dans la Mairie, gardée jour et nuit par un détachement des Milices. Elle dispose d'une « mitrailleuse installée dans la cour au milieu d'un blockhaus de sacs de sable et la nuit deux armes automatiques sont installées de chaque côté du hall d'entrée de la Mairie ». Les Commissions séviront quelque temps, malgré les interdictions et les rappels au respect de la légalité républicaine.

Reconnaissance

Dans une lettre du 25 novembre 1981 adressée au préfet de police, l'historien de la Résistance Henri Michel donne « à l'action de la police dans l'insurrection parisienne toute la place qu'elle mérite, c'est-à-dire, à mon avis, la première ». Comme l'écrit Pierre Maudru³⁹¹, « la Préfecture fut le berceau de l'insurrection parisienne », « le centre de la Résistance parisienne » selon le *Parisien Libéré* du 25 août. Le 22 août 1944, le Conseil National de la Résistance publiait une motion par laquelle il portait « spécialement à la connaissance du pays le magnifique courage des défenseurs de la Préfecture de Police, proclamant que l'attitude héroïque de la police parisienne est à la fois un exemple donné à tous, et une promesse d'amitié française entre le peuple de la capitale et les gardiens de l'ordre républicain. L'exemple et la promesse sont inscrits à jamais au mémorial des grands jours de Paris. » Bidault vient lui-même lire la proclamation dans la cour de la PP. Un « A jamais » trop vite oublié... Le même CNR rendait hommage dans son compte-rendu d'activité à « la police parisienne, où l'esprit de résistance avait été si prompt et si puissant, faisant front contre l'ennemi et marchait avec le peuple ». Le 8 septembre 1944 *Rol*, écrit : « Dès le premier jour, dès le samedi, par suite de la magnifique résistance de la Préfecture de Police, les boches ont été stupéfiés et ont perdu leur sang-froid ». De Gaulle lui-même rappelle que ce sont les policiers qui ont donné « le signal du combat ».

Le 1^{er} septembre 1944 est enterré le gardien stagiaire **Gérard de Basly**³⁹², de l'École Pratique, tué en allant chercher des armes avenue Jean Mermoz à Versailles. Il faisait partie du groupe FFI *Jean Coutal* d'Issy-les-Moulineaux.

Le 6 septembre 1944, les gardiens du corps-franc des Compagnies de Circulation **Emile Le Pen**³⁹³ et Paul Meunier s'engagent dans l'Armée française. Le premier est adjudant commandant un groupe de FFI du Pont-Neuf avec lequel il s'est battu autour de la PP et membre du FNP. Tous deux participent à de nombreux combats : nettoyage dans le Loiret, puis Autun, Nevers, Dijon, Vesoul. Le Pen est tué au combat de Raddon près de Luxeuil-les-Bains, dans la forêt du Chat Pendu. Son corps, dévêtu et dépouillé de tout objet ou document est retrouvé par son ami Meunier. Il est enterré à Luxeuil.

Le 7 septembre 1944, le gardien Pierre Abadie est grièvement blessé en arrêtant un collaborateur. Il avait déjà été sérieusement atteint pendant les combats pour la mairie du 10^e arrondissement. Il sera réformé pour invalidité.



³⁹¹ In *Les six glorieuses de Paris*.

³⁹² Né le 6 mai 1923 à Neuilly. Il était père d'un enfant de neuf mois.

³⁹³ Né le 3 juin 1916 à Buby (Morbihan).

Déjà le 15 septembre 1944, la composition du *Comité Parisien de Libération* publiée au Bulletin Municipal Officiel, n'intègre aucun représentant, même indirect, des organisations regroupant les policiers insurgés parmi ses vingt-neuf membres !

Le 17 septembre 1944 deux gardiens de la paix, **Raymond Lamartine**³⁹⁴ et François Boinet, sont chargés d'une double mission conjointement par le commandement des FFI de Paris et les responsables du 5^e arrondissement. Ils convoient d'abord une vingtaine de prisonniers vers le camp de Nonant-le-Pin. Leur première tâche accomplie, ils partent avec leur camionnette vers Le Merlerault (Orne) où Boinet a de la famille, afin de chercher du ravitaillement pour les FFI de la capitale. Les deux agents sont hébergés pour la nuit par des habitants. Vers 7 heures 30, une énorme explosion détruit le cœur du bourg : un camion citerne américain et un autre chargé de cinq tonnes de bombes soufflantes ont sauté. Lamartine fait partie des 43 morts, réduits en cendres, et Boinet des 80 blessés. Il ne reprendra son service que le 25 décembre 1944.

A Paris, un équipage PS requis par un « titi » arrête quatre Allemands chez un coiffeur de la rue Saint-Séverin : ils sont amenés au Centre de regroupement institué à l'École de Chimie.

Le 21 septembre 1944, le gardien **André Picout**³⁹⁵ est une victime tardive du conflit. Il est alors responsable d'un groupe-franc du 10^e arrondissement chargé de traquer les collaborateurs, sous les ordres du capitaine Bonneau. Il est assassiné à son domicile de la rue des Vinaigriers avec sa femme et un civil de son groupe, Etienne Lalis, victimes de la vengeance d'un collabo, auquel avait été confisquée une partie de sa fortune mal acquise.

Le 25 septembre 1944, une Commission de Contrôle Militaire est installée dans les locaux de la PP où elle siègera tous les après-midi. Elle comprend des représentants de la Sécurité Militaire, des Etats-Majors FFI et des Directions de la PP. Elle est chargée d'étudier les dérives d'ordre public imputables aux FFI, aux Milices ou Groupements annexes, dont les errances comportementales grèvent la sécurité dans le département de la Seine. La Commission crée une Délégation mixte chargée de veiller à la suppression à l'amiable des organismes illégaux et à la remise des armes et des détenus aux autorités légitimes. Elle recommande aussi que l'épuration soit laissée entre les mains des autorités régulières, et qu'il soit mis fin aux quêtes organisées par les chefs de certaines unités de FFI pour solder leurs troupes.

Le 5 octobre 1944, dans la cour des Invalides, le général De Gaulle, accompagné de l'amiral Thierry d'Argenlieu, agrafe au drapeau de la Préfecture de Police la croix d'officier de la Légion d'Honneur et la Croix de Guerre qu'il lui a attribuées pour les « dix glorieuses ».

³⁹⁴ Né le 17 février 1906, il n'est considéré ni comme victime du devoir, ni de faits de guerre... Comme si cette mort s'inscrivait dans le champ de compétence normale des fonctions d'un gardien de la paix !

³⁹⁵ Né le 1^{er} août 1904 à Eperlecques (Pas-de-Calais), membre de *L'Honneur de la Police*.

Parole d'expert

« La police parisienne a connu dans la période de la guerre, comme toutes les institutions, des pages sombres. Elle doit aux hommes de la Résistance qui ont agi en son sein et à ceux qui ont engagé le combat décisif contre l'occupant une énorme reconnaissance. Les résistants de la police ont bien mérité la fourragère rouge. » *Maurice Kriegel-Valrimont*

Le 31 octobre 1944, à la station de métro Saint-Mandé, le capitaine *Simonin* de la DGER et trois de ses collaborateurs, arrêtent le capitaine *Wettervald*. Ce dernier nom cache le célèbre docteur Marcel Petiot, qui s'était engagé dans les Milices Patriotiques, après s'être fait passer pour le chef du réseau *Fly-Tox*. Son réseau d'évasion se terminait dans le calorifère de la cave de son cabinet... Le capitaine Simonin était en fait le commissaire de la Police Nationale Henri Soutif, un des hommes-clés de *L'Alliance* dans l'ouest de la France, dont le rôle dans la lutte contre les communistes lors de son séjour en Bretagne fut très controversé et lui fit encourir des poursuites judiciaires.

Le 22 décembre 1944, meurt le gardien **Maurice Harbonnier**³⁹⁶. Il s'est distingué lors des combats pour la libération de Paris, en particulier place Cambronne, aux abattoirs de la Villette, le 24 août, et à la prise de l'École Militaire. Dès le 25 il s'engage avec deux collègues de l'Escadron de Vaugirard au sein de la 2^e DB, et rejoint le Régiment de Marche du Tchad en tant que sous-lieutenant. Le jour de sa mort, à l'assaut de la Maison du Sapin à Saint-Pierre (Bas-Rhin), Harbonnier emmène son unité à travers un champ de mines : blessé mortellement de trois balles, il refuse de se laisser évacuer avant ses hommes. Il s'était déjà fait remarquer, en mai 1940, par son exceptionnel courage et son sang-froid, en ramenant, bien que grièvement blessé, son officier dans nos lignes. Le 25 novembre 1944 il s'est de nouveau brillamment comporté dans un combat au corps à corps devant le fort Ney, à La Wantzenau dans la banlieue de Strasbourg. A ses côtés trouve la mort son collègue **Jean Albert Le Collen**³⁹⁷, qui avait quitté la PP avec lui³⁹⁸ et Michel Callewaert.

Biographies en gris

Bons ou mauvais ? Parmi d'autres, quelques cas de policiers *Janus* méritent l'intérêt.

Le brigadier Albert Benoît est né le 4 janvier 1902 à Vitry (Seine) et rejoint la PP en décembre 1920. Il est détaché au service allemand des laissez-passer de la rue Galilée, puis auprès de la police allemande de la rue des Saus-saies. Il fait l'objet de plaintes de Français et commet une indélicatesse que l'intervention de ses protecteurs laisse sans suite. Dès le début des combats de la Libération, Benoît est arrêté par ses propres collègues et enfermé dans les geôles du Grand Palais, d'où il est libéré lors de l'intervention des troupes d'occupation et emmené avec d'autres policiers à l'hôtel Continental, où il

³⁹⁶ Né le 17 juin 1911 à Fourmies, pupille de la Nation, il devient gardien en août 1943. Il avait été révoqué de la PP pour n'avoir pas repris son service : tous les policiers qui ont demandé l'autorisation du Préfet pour s'engager par exemple dans la 2^e DB se sont vu opposer un refus systématique.

³⁹⁷ Né le 13 décembre 1920 à Kécity.

³⁹⁸ Un nombre non-connu de policiers a fait de même : parmi eux le gardien Jules Docq, qui fera campagne dans les Vosges, en Allemagne puis devant la poche de Royan.



...

est remis en liberté. Il passe rapidement chez lui et s'engage dans l'Armée de Lattre. Il sera deux fois cité et décoré de la Médaille Militaire. Il meurt adjudant le 6 décembre 1944 dans les combats du Col de la Schlucht, en Alsace.

Accusé de collaboration, le brigadier Just Bignand de la brigade anti-juive est arrêté par ses pairs le 22 août 1944 alors qu'il venait se battre contre l'occupant. Lui aussi est enfermé dans les geôles du Grand-Palais. Emmené et libéré par les Allemands, il demande à rester avec ses collègues : à un moment, tous sont conduits rue Cambon, et alignés devant un mur, les mains sur la tête, face à un peloton d'exécution. Il fait accepter par les Allemands un échange de prisonniers. Il sera détenu au camp de Saint-Denis. Il l'avait déjà été par les occupants en octobre 1941, condamné à six semaines de prison pour outrage à l'armée allemande. Il a été reconnu que Bignand a aussi fourni de nombreux faux-documents à des juifs et à des évadés. Il avait cependant également été mis en cause pour avoir abusé de ses fonctions à l'égard de certains israélites.

L'inspecteur Maurice Bel est né en 1910. Nommé à la BS1 dès 1941, il y est l'auteur de plusieurs dizaines d'arrestations. En fuite à la Libération, Bel est retrouvé dans l'Armée, ayant participé aux combats d'Alsace. Il a une jambe arrachée en sautant sur une mine à Kembs alors qu'il dirige une attaque à la tête de son groupe. Son dossier judiciaire sera classé, mais Bel ne sera jamais réintégré.

Le cas de Jean Giot est encore plus emblématique des contradictions rencontrées par les policiers. Né en 1921, lui aussi est versé dans les BS à leur création et procède à de nombreuses arrestations tout en étant adhérent à *Libé-Nord* dès 1941 : il présentera même à son procès une attestation en sa faveur du Ministre de l'Intérieur Edouard Depreux ! Avant-guerre, Giot travaille contre la Cagoule, puis dans une brigade antinazie créée par Georges Mandel. Mis au ban de la PP, notre homme se bat d'abord avec les FFI de Montrouge puis il rejoint la 2^eDB en août 1944 : il s'y distingue par son courage et y gagne un nombre impressionnant de décorations. Amputé des deux jambes devant Strasbourg, il est arrêté à son retour à Paris et comparait en Justice sur une civière. A la stupéfaction générale et dans un brouhaha intense, il est condamné à mort. Il recouvre cependant la liberté dès mars 1948.

Jean Cazabat³⁹⁹ fut-il un *Janus* ? Rien ne permet de le dire. La mort a empêché que son cas soit totalement éclairci : tué le 21 août 1944 il est alors détenu administrativement à Charenton depuis le 19, car soupçonné de collaboration, bien que responsable d'un corps-franc local. Son transfert vers le Dépôt est décidé : le véhicule des policiers est attaqué près de la gare de Lyon, à l'angle Daumesnil-Ledru-Rollin, par des agents du service de sécurité de la *Reichsbahn*. Cazabat est tué d'une rafale de mitraillette. Il est reconnu « Victime du devoir » : son décès a arrêté toute investigation.

Tous « victimes » de logiques patriotiques différentes dans le temps ?

Dans la nuit du 22 au 23 décembre 1944, dix-neuf membres des Gardes Civiques Républicaines, qui ont succédé aux Milices Patriotiques sont arrêtés dans le département de la Seine, pour avoir continué à procéder en armes à des contrôles routiers illégaux. Au cours de l'opération, au siège de l'organisation, avenue des

³⁹⁹ Né le 18 août 1907 à Paris.

Champs-Élysées, le chef de cabinet du Préfet de Police, Edgar Pisani est resté longtemps sous la menace d'une arme braquée sur lui par un des cadres du groupe.

Le 24 mars 1945, la ville de Paris est faite Compagnon de la Libération.

Le 11 août 1945, le commissaire Charles Clément et son équipe sont félicités pour avoir démembré un groupe de douze policiers fondateurs du « Comité de défense des policiers victimes de la répression communiste », qui sont inculpés de complot contre la sûreté de l'Etat. Déjà en octobre 1944, des gardiens avaient été arrêtés pour avoir été membres d'un groupement politique anticommuniste : toutes les sanctions ont été rapportées, car la structure avait été créée après la Libération.

Laissons le mot de la fin à la presse : *France-Libre* du 22 août 1944 écrit que « la conduite de la police patriote reste héroïque et mérite le plus magnifique éloge ». Jusqu'à *L'Humanité*, qui, le 21 août, écrit « Le Comité Parisien de Libération a pu, avec juste raison, afficher sur les murs de Paris : Policiers, nous sommes fiers de vous ! ». Le 22, le même journal écrit : « Les agents de la Police parisienne se sont battus en héros »⁴⁰⁰.

Rebelles

La Préfecture de Police se trouve curieusement honorée à travers ses « enfants » rebelles ! Les résistants policiers – précoces et/ou actifs ou non – furent pas en petit nombre : avec une certitude vérifiée, sensiblement plus de 2000⁴⁰¹ sont homologués, ce qui, sur un chiffre de 25000⁴⁰² agents, administratifs inclus, représente un pourcentage peu courant pour une institution : sans doute plus de 10 pour cent des agents. Et ce même si quelques liquidateurs de « réseaux » (par ex. pour *L'Honneur de la Police* ou le *Front National de la Police*) ont parfois eu la main agile pour signer certaines attestations qui, sans être de complaisance, n'étaient pas nécessairement pleinement justifiées. A l'inverse, ce sont quelques centaines de policiers, inclus des résistants reconnus ou des blessés graves lors des combats, qui n'ont pas jugé utile de se faire enregistrer comme FFI au sein du *Bureau Résistance*⁴⁰³. Beaucoup n'ont même plus leur fiche à la PP, leur employeur... Et une majorité de rapports rend compte anonymement de l'activité des agents !

Tableau des agents PP et PN tués par date

| Date | 1-18 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 | 24 | 25 | 26 | 26 + | inc |
|-------|------|-------------------|----|----|----|----|-----|------|------------|------|-----|
| Tués | 12 | 58 ⁴⁰⁴ | 22 | 23 | 15 | 8 | 8 | 17 | 4 | 9 | 3 |
| Total | | | | | | | 179 | dont | PP à Paris | 171 | |

⁴⁰⁰ A voir au Mémorial Leclerc et de la Libération de Paris, qui dispose d'une belle collection de journaux de l'époque.

⁴⁰¹ Le *FNP* revendique à lui seul près de 5000 membres dont quelques 3000 vraiment actifs ! Ses listes sont nominatives, par service, déposées au *Bureau Résistance* à Vincennes.

⁴⁰² Au 1^{er} janvier 1943, on compte 19356 emplois budgétaires de gardiens, 4000 d'auxiliaires, auxquels il faut ajouter l'encadrement supérieur et les agents administratifs.

⁴⁰³ Il paraît difficile dans ces conditions d'imputer leur action à quelque recherche d'intérêt que ce soit.

⁴⁰⁴ Pour les policiers assassinés à Vincennes ou ceux morts en différé à été retenue la date de leur arrestation ou de leur blessure.



La PP compte officiellement 167 agents « morts pour la Libération de Paris », avec quelques noms variables selon les tableaux retenus. Elle inclut dans ses listes certains agents tués au loin (Croce, Le Collen, Harbonnier, Le Pen, Callewaert⁴⁰⁵ : le premier mort au maquis à Barjac, les quatre derniers aux armées, ayant contracté un engagement pendant les combats pour Paris) ou longtemps avant (Dhalenne) ou encore tombés sans participation à un combat (deux agents) : nous n'en avons pas tenu compte ci-dessous, car nombre d'autres agents sont morts ainsi, sans jamais être comptabilisés. La PP ne retient cependant pas certains policiers morts pendant les combats pour la libération de Paris (Ferrouillon ou le retraité Brajon), des suites de blessures (Debeugny ou Vésine) ou des conséquences directes de cette libération (Lamartine) que nous avons réintégrés.

Les agents de la PP tombés pour la libération de la ville sont donc au nombre de **171 (dont 167 policiers)**⁴⁰⁶.

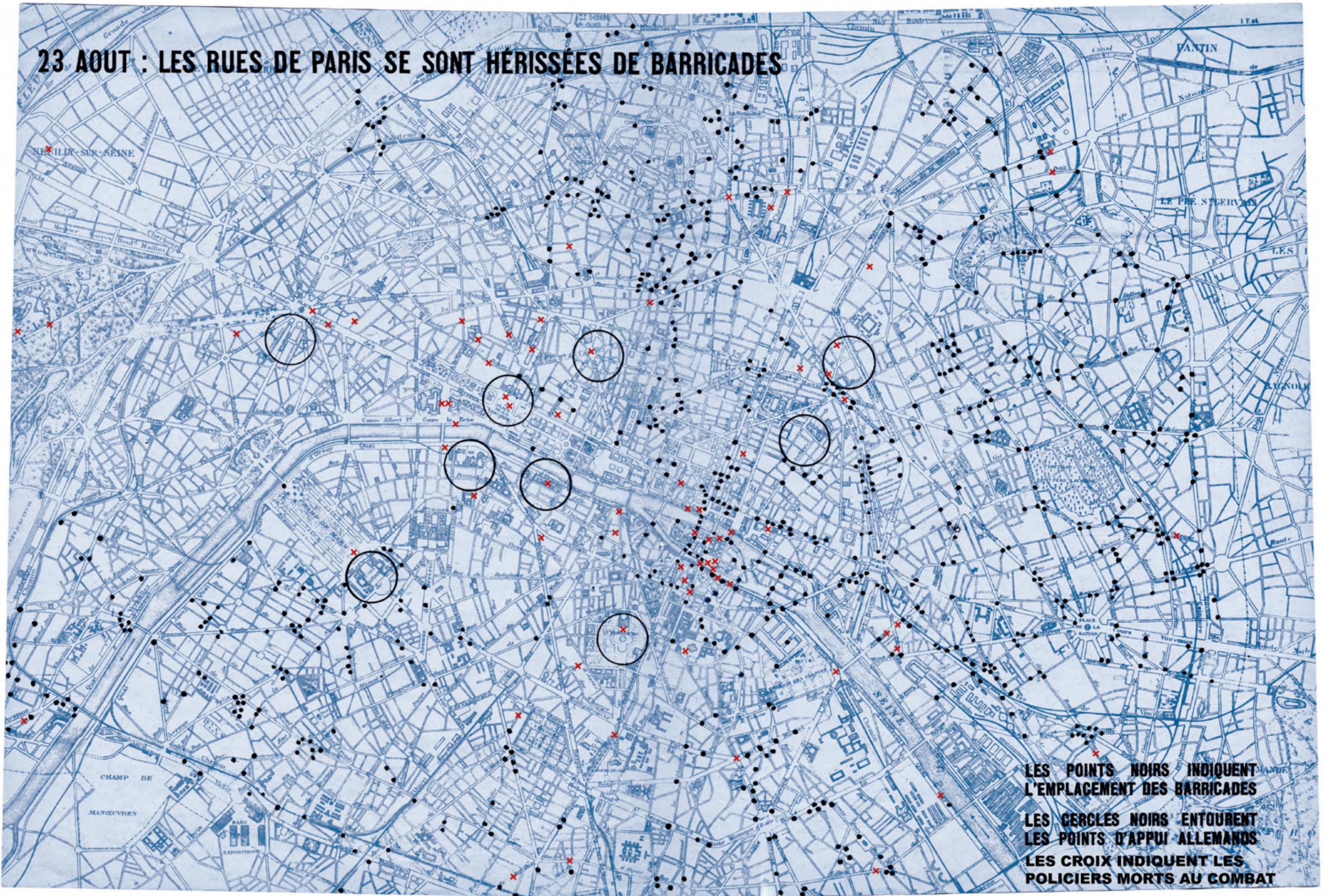
Luc RUDOLPH⁴⁰⁷

⁴⁰⁵ Duquel on n'a aucune trace dans les archives de la PP, mais qui figure sur le monument aux morts.

⁴⁰⁶ Auxquels on peut rajouter les deux représentants de la Police Nationale.

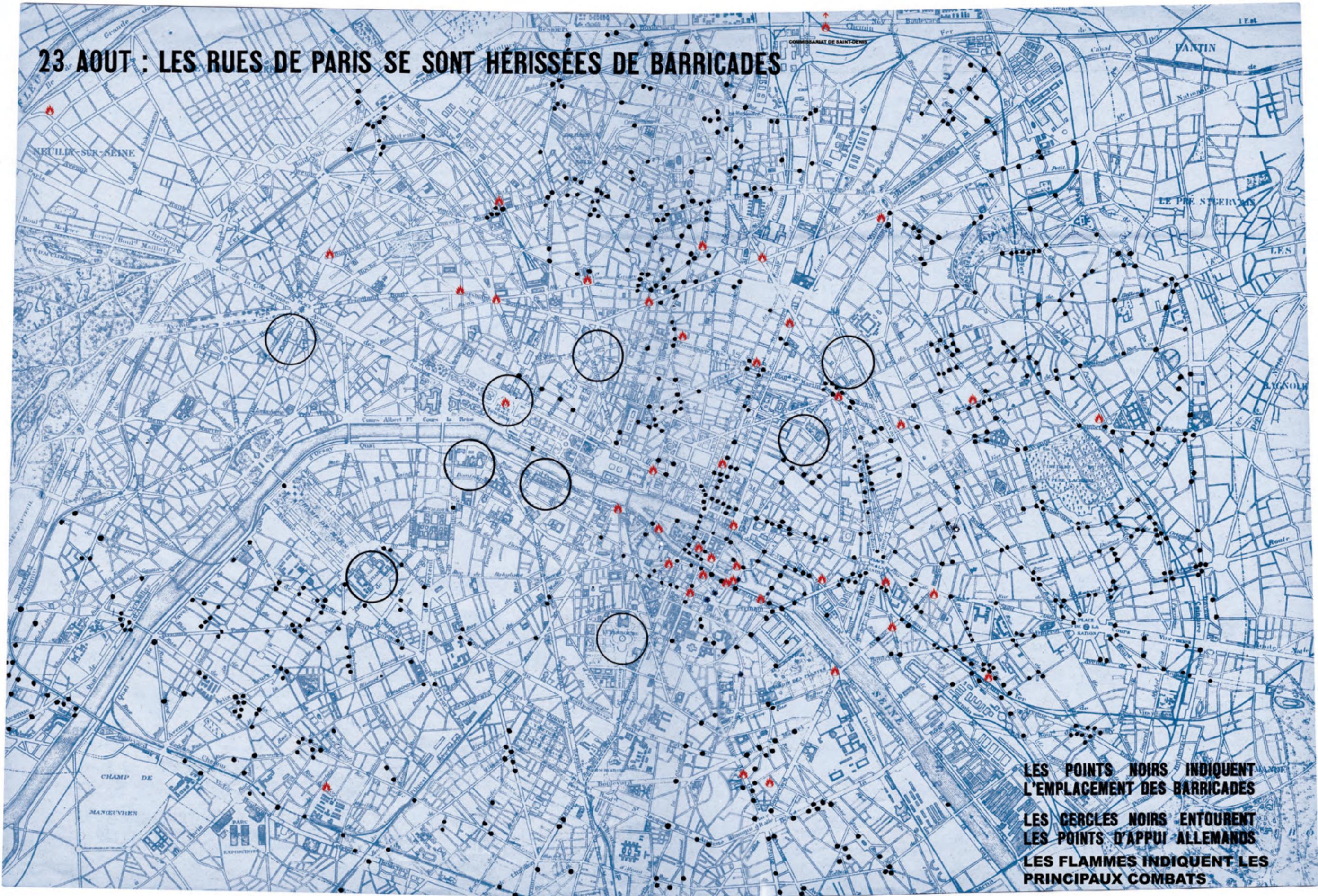
⁴⁰⁷ Le temps a fait défaut pour tenter de finir de dénombrer les policiers résistants dont de multiples noms apparaissent dans nos recherches. Ils appelleront notre attention dans un stade ultérieur des publications.

23 AOÛT : LES RUES DE PARIS SE SONT HÉRISSEES DE BARRICADES



**LES POINTS NOIRS INDIQUENT
L'EMPLACEMENT DES BARRICADES**
**LES CERCLES NOIRS ENTOURENT
LES POINTS D'APPUI ALLEMANDS**
**LES CROIX INDIQUENT LES
POLICIERS MORTS AU COMBAT**

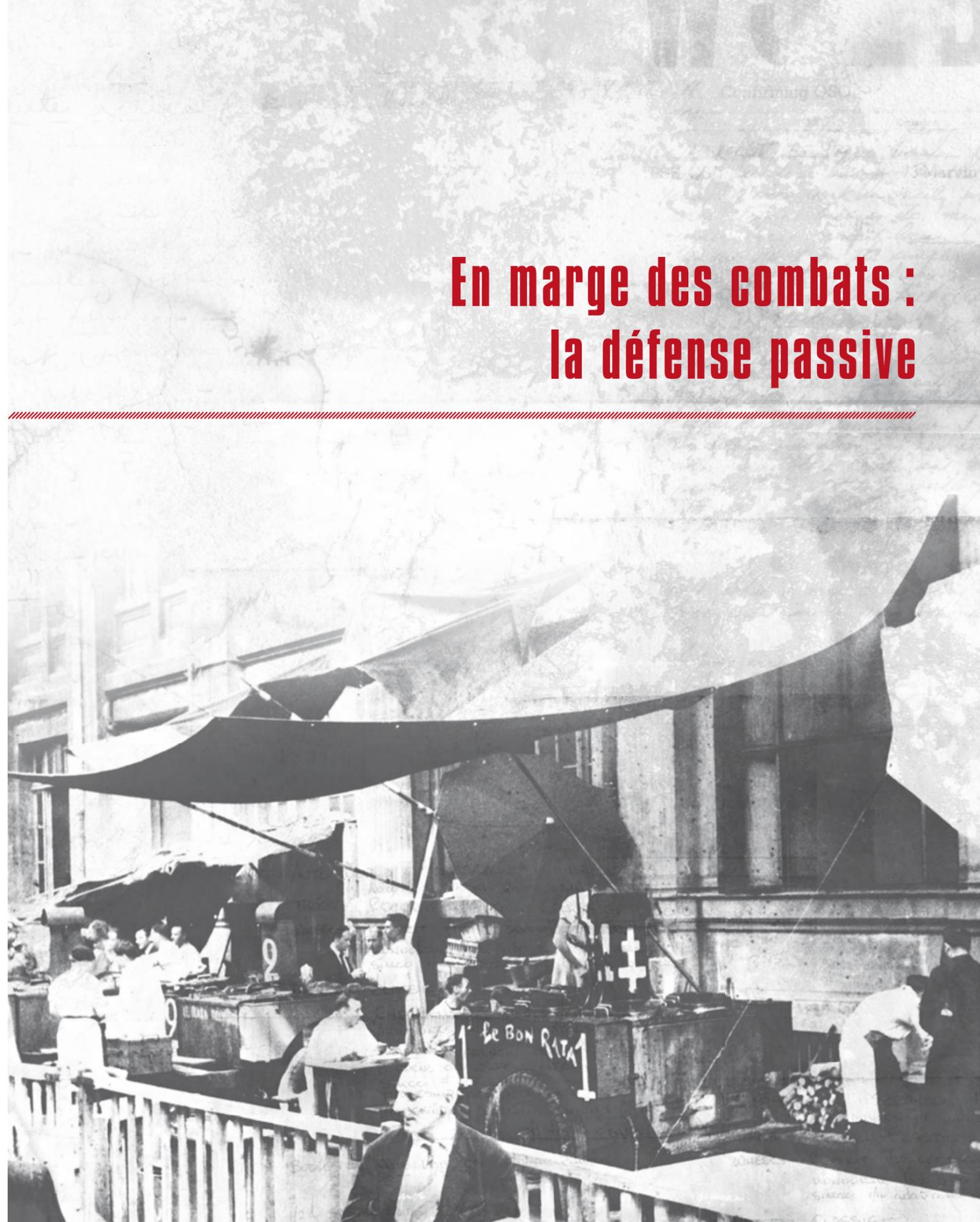
23 AOÛT : LES RUES DE PARIS SE SONT HÉRISSEES DE BARRICADES



**LES POINTS NOIRS INDIQUENT
L'EMPLACEMENT DES BARRICADES**
**LES CERCLES NOIRS ENTOURENT
LES POINTS D'APPUI ALLEMANDS**
**LES FLAMMES INDIQUENT LES
PRINCIPAUX COMBATS**



En marge des combats : la défense passive



EN MARGE DES COMBATS : LA DÉFENSE PASSIVE

« Cette Défense que l'on dit passive, elle est, pour nous autres médecins, pour nous autres sanitaires, merveilleusement active. Il est beau de combattre, il est sage de s'abriter, mais quand sous la pluie de fer et de feu, les plus braves courbent le col, sortir de ses retraites, aller relever les blessés, réconforter les moribonds, fouiller les décombres, voilà bien la plus généreuse et la plus noble de toutes les activités humaines ». Georges DUHAMEL, de l'Académie Française et de l'Académie de Médecine



Citation Défense Passive

Pendant la Première Guerre Mondiale, les autorités civiles et militaires souhaitent assurer la protection de la population civile face aux bombardements aériens et terrestres, et aux attaques aux gaz de combat (la « Grosse Berta » énorme pièce d'artillerie allemande sur rails pouvait atteindre la capitale). Ainsi naît l'idée de création d'une Direction de la Défense Passive au sein du Ministère de la Défense Nationale et de la Guerre. Le 25 mars 1932, le Préfet de Police Jean Chiappe signe un arrêté sur l'organisation des Services de la Défense Passive contre les attaques aériennes. A Paris et dans sa banlieue limitrophe, la Défense Passive est dirigée par un Secrétaire Général Permanent, les Muni-cipalités étant quant à elles chargées de préparer et de réaliser la protection de leurs populations, le Ministère de l'Intérieur devant coordonner les diffé-rents ministères impliqués. Il convenait donc d'aménager certains lieux publics : réseau du Métropolitain, souterrains, écoles publiques, bâtiments administratifs et privés, caves d'immeubles, en abris pour la population. Sous la responsabilité des élus de la capitale et des maires de banlieue, les architectes de la Ville de Paris avaient pour mission de superviser la consolidation ou la construction de ces refuges. Parallèlement à ces travaux, un réseau de surveillance et d'informa-tion de la population sur la conduite à tenir en cas d'alerte était mis en place avec les postes de secours médical et sanitaire. Les personnels de la Défense Passive sont alors agents et ouvriers des Services Publics non soumis aux obligations militaires, volontaires, des deux sexes, requis civils non mobilisables et hommes de la 2^e réserve non rappelés à l'activité. Alors que la Libération approche et que les bombardements aériens des Alliés s'intensifient, le chef d'ilot de la Défense Passive, est la clé de voûte du système : avec son équipe il prévient la population civile lors des attaques de l'aviation, veille à ce qu'elle gagne les abris, surveille le camouflage de la moindre lumière durant le couvre-feu, prend part au dégagé-ment des victimes sous l'effondrement des bâtiments, au transport des blessés dans les postes de secours et hôpitaux et, assure l'information et la formation, notamment à l'emploi du masque à gaz (obsession héritée de la 1^{re} Guerre Mondiale).

Les chiffres de ces « années de plomb » sont éloquentes 403 alertes, 32 attaques aériennes sur Paris, près de 4 000 morts civils, 6 600 blessés extraits des im-meubles et bâtiments bombardés, 1 455 victimes ensevelies sous les décombres, plus de 30 000 blessés traités dans les postes sanitaires de la Défense Passive. Pen-dant la « semaine glorieuse », sous le feu des chars et des *mausers*, de nombreux

secouristes, brancardiers, conducteurs d'ambulance, et médecins de la Défense Passive, ont été blessés, ou ont perdu la vie en accomplissant leur devoir au cours des combats pour la libération de Paris, brandissant un drapeau souvent troué par les balles et dérisoirement protégés par leur casque blanc, leur blouse souillée. Le 19 août 1944, les services de la Défense Passive rejoignent la Résis-tance, à laquelle elle était largement acquise. Ses chefs, souvent policiers résis-tants de la Préfecture de Police se tiennent en contact avec le Général Revers. Elle devient officiellement le Service de Santé des FFI. Certains de ses membres s'enrôlent dans les rangs de ceux-ci et font le coup de feu :

- l'Equipe des Jeunes du 17^e secteur s'empare du drapeau de la Kommandantur qui défigure l'hôtel Continental ;
- C'est une autre équipe du 17^e qui pénètre la première au Palais-Bourbon, capturant 25 officiers d'Etat-Major allemands retranchés ;
- Un troisième groupe de « sanitaires », conduit par son chef, le capitaine Georges Tourret, force les portes du Sénat et y entre avant les soldats de la 2^e DB, empêchant l'ennemi de détruire l'édifice.

D'autres se distinguent par leur courage :

- Boulevard des Batignolles, deux brancardiers de seize ans ramènent un blessé allemand sous le feu d'un char ennemi ;
- Le poste de Défense Passive de l'Hôtel-Dieu fait preuve d'une remarquable organisation : les blessés sont d'abord évacués dans de profondes caves béton-nées, puis dans le centre de triage, le service préopératoire et le centre des choqués.

Les plus grands médecins de la capitale, professeurs, chirurgiens, internes as-surent les soins et les interventions chirurgicales, enregistrant pendant les jour-nées insurrectionnelles l'entrée de 244 morts, tant français qu'allemands, et 319 blessés plus ou moins graves.

Les sacs de sable de la Défense Passive installés au dernier étage des immeubles pour se prémunir des bombes incendiaires servent désormais, derrière les arbres abattus en travers de la chaussée, à construire les barricades qui entravent les véhicules de la Wehrmacht. Dans l'ordre du jour n° 3, repris par toute la nouvelle presse, les commandants FFI de l'Hôtel de Ville, Landri et Stéphane tiennent à signaler à l'attention des combattants l'admirable dévouement des services sani-taires. Après la libération de Paris, la Défense Passive poursuit sa contribution à l'effort de guerre. Le service central de transfusion-réanimation de l'Armée, alors en pleine organisation devait ainsi fournir dans le plus bref délai possible une grande quantité de sang pour les blessés du front. La DP disposait dans tout le département de la Seine d'un réseau serré et d'un personnel bien qualifié. 48 postes répartis dans chaque quartier et dans chaque commune de la banlieue permettaient une sollicitation systématique de toutes les couches de la popula-tion et d'effectuer les prélèvements sanguins dans des conditions idéales. Ainsi elle a reçu 22 906 donneurs et recueilli 15 000 litres de sang qui ont servi aux soldats blessés. La Défense Passive de la Seine paya un lourd tribut pour son rôle joué pendant les journées insurrectionnelles du 19 au 25 août 1944 en assurant les secours, l'assistance et le transport des blessés dans les combats pour libérer Paris. Les pertes furent également nombreuses parmi les membres qui avaient



rejoint les FFI. Le Monument de la Défense Passive, situé au cimetière du Montparnasse, inauguré le 10 novembre 1945 par M. Perrier, secrétaire général permanent de la DP et remis solennellement à Charles Luizet, le Préfet de Police de la Libération, rappelle parmi tous ses morts ceux tombés pendant la semaine héroïque⁴⁰⁸. Le 3 avril 1945, lors de la remise de la Croix de la Libération à la Ville de Paris, les effectifs de la Défense Passive furent associés au défilé qui acheva la cérémonie avec les policiers, les sapeurs-pompiers et la garde républicaine. Charles Luizet leur rendit un vibrant hommage :

« Depuis plus de cinq ans, ceux de la Défense Passive veillent sur la capitale. Au cours des années d'épreuves et d'espérance, ils ont été présents partout sur les lieux sinistrés, alors que les bombes tombaient encore... Ils ont lutté parmi les ruines, pour arracher les français à la mort. Puis, lorsque sont venues les journées grandioses du combat pour la Libération, les vaillants Sanitaires de la Défense Passive se sont portés au secours de leurs camarades combattants, à quelques pas, parfois, des chars ennemis. Ils se sont élancés, malgré le tir des canons et des mitrailleuses, et jamais ils n'ont laissé plus d'une minute un blessé sur le sol. Dans les siècles à venir, l'Histoire leur réservera la place d'honneur qu'ils ont gagné au prix de leur sang... La Légende s'emparera de leurs frères drapeaux à croix rouge, souvent troués par les balles. Mais, dès à présent, Paris, qui s'y connaît en courage, les entoure de sa reconnaissance, de son admiration, et de son affection ».

Le 23 août 1946 le Ministre des Armées Edmond Michelet, cite à l'ordre du Régiment les Services Sanitaires de la Défense Passive de la Région de Paris. Cette citation comporte l'attribution de la Croix de Guerre avec étoile de bronze. Cette décoration venait s'ajouter à la Médaille Commémorative de la Guerre 1939-1945 avec barrette « Défense Passive ».

Parmi ces milliers de héros anonymes, citons quelques « Sanitaires » qui furent connus ou reconnus :

- Le docteur Pierre Favreau, médecin de la Défense Passive qui fut nommé chevalier de la Légion d'Honneur, avec attribution de la Croix de Guerre avec palme pour le motif suivant : « au cours de la bataille pour la Libération de Paris a effectué le 22 août à travers les lignes, une liaison avec les unités américaines, est revenu à la Préfecture de Police, a franchi à nouveau la ligne de feu le 23 août pour porter un important message au Général de Gaulle et est rentré à Paris pour reprendre sa place au combat ».
- Le Commissaire Divisionnaire Yves Sabourin⁴⁰⁹, Chef de Secteur de la Défense Passive et un des responsables de *Turma-Vengeance* et le brigadier de police André Michel, numéro 2 de *Police et Patrie*.
- Georges Tourret⁴¹⁰, contrôleur technique des services sanitaires, capitaine FFI, officier de santé, nommé en décembre 1942 responsable sanitaire de tous les postes de secours sanitaire de la Défense Passive pour le département de la Seine soit 68 postes et 12 000 personnes. Il devient chevalier de la Légion d'Honneur, décoré de la Croix de Guerre 1945 et chevalier de la Santé Publique. Il fut un membre influent de *Police et Patrie* de la Défense Passive rattaché au Mouvement de résistance *LibéNord*.

Ainsi furent ces « Sanitaires », tantôt sauveteurs, secouristes au plus près des

victimes, des combattants, des soldats, tantôt eux-mêmes l'arme à la main dans ces rudes combats de la Libération. Leur abnégation, leur patriotisme, leur héroïsme furent décisifs pour la Libération de Paris et les Parisiens peuvent à cet égard leur témoigner une fidèle reconnaissance⁴¹¹.

Philippe Gesret

Annexe : liste des tués.

- Abon Roland : 19 ans, agent de liaison du 15^e secteur, tué le 25 août près de l'Ecole Militaire
- Bailly Georges : 24 ans, agent de liaison du 1^{er} secteur, tué le 25 août place de la Concorde
- Bedos Gabriel : chef d'îlot du 7^e secteur, tué le 26 août à Montmorency
- Bernard Edmond : sapeur-pompier auxiliaire du secteur d'Alfortville et sergent des FFI
- Bessot Henri : fusillé le 19 août dans les Jardins du Luxembourg
- Boehm Paul : chef d'îlot du 7^e secteur mortellement blessé le 22 août 9 rue de Solferino
- Bourdon André : 49 ans, équipier de premier secours du 11^e secteur, décédé le 24 août à l'hôpital Saint-Antoine
- Bourreaux Gilbert : 20 ans, équipier de premier secours du 17^e secteur, tué le 20 août, 21 avenue des Champs-Élysées
- Bréant Marcel : 31 ans, tué le 25 août lors des combats de Fontenay-sous-Bois
- Bretagne (de) Michel : 26 ans, brancardier du 7^e secteur, tué le 24 août, 75 rue de Varennes
- Bricout Emile : 27 ans, brancardier du 20^e secteur, sergent des FFI tué le 25 août lors de l'attaque de la caserne Clignancourt
- Calmel André : équipier de premier secours du 17^e secteur, tué le 21 août, 53 rue des Dames
- Carouget Fernand : 51 ans, chef d'îlot du secteur d'Aubervilliers tué le 22 août, 127 avenue Victor Hugo à Aubervilliers
- Colasse Georges : 45 ans, équipier du 1^{er} secteur décédé le 26 août à l'hôpital Necker
- Croquette Arthur : agent de liaison, adjudant des FFI tué le 23 août sur le Pont de Charenton
- Davy Michel : 19 ans, brancardier du 17^e secteur tué le 23 août rue Pouchet
- Dayma Maurice : 37 ans, tué le 25 août rue Charlot
- Delsupexche Maurice : brancardier du secteur de Montrouge, FFI mortellement blessé le 13 août gare de Châtillon
- Dova René : 19 ans, brancardier du 6^e secteur, FFI tué le 19 août sur la barricade du quai des Grands Augustins
- Dudraisil-Elie Jean Pierre : 21 ans, étudiant en médecine, volontaire du 12^e secteur, fusillé le 16 août au Bois de Boulogne
- Faucher André : 20 ans, chauffeur du 14^e secteur fusillé le 22 août Gare de l'Est
- Golaudin Henri : 24 ans, agent de liaison du 2^e secteur, FFI du groupe *Les Ardents*

⁴⁰⁸ Voir en Annexe.

⁴⁰⁹ Pour les deux, voir le fascicule 2009.

⁴¹⁰ né le 01 février 1911 à Saint-Eloi-les-Mines

⁴¹¹ Les archives ne permettent pas en l'état d'apporter plus de précisions sur les détails des actions de la Défense Passive.

fusillé le 16 août à Châtenay-Malabry
Guinchard André : 48 ans, agent de liaison du secteur de Fontenay sous Bois tué le 25 août à Vincennes
Joly Louis : 51 ans, décédé le 20 août à l'hôpital Rothschild
Lebricon Jacob : 22 ans, agent de liaison tué le 25 août
Letemplier Jean : 21 ans, agent de liaison, FFI fusillé le 26 août à Stains
Lindner Marcel : 43 ans, brancardier du 4^e secteur tué le 19 août rue de Rivoli
Loison André : agent de liaison, FFI du groupe *Manteau* fusillé le 24 août à Vullennes
Mainini Charles : 38 ans, chef d'îlot du 9^e secteur mortellement blessé le 24 août place Cambronne
Marchal Joseph : 44 ans, chef d'îlot du 6^e secteur, tué le 21 août
Momble André : 51 ans, brancardier du 4^e secteur tué le 19 août
Ohresser André : 48 ans, chef d'îlot du secteur de Nogent-sur-Marne, lieutenant FFI tué le 25 août à Champigny sur Marne
Oquinareina René : 35 ans, volontaire du 9^e secteur, FFI tué le 22 août rue du Faubourg Montmartre
Pecard Roger : 22 ans, brancardier, FFI fusillé le 22 août à Congis
Sage Charles : 32 ans, pompier auxiliaire du secteur de Drancy tué le 20 août place de la Mairie à Drancy
Van der Heyden Louis : 48 ans, chef d'îlot du secteur de Rosny-sous-Bois tué le 25 août rue du Pré-Gentil
Van Hulst Henri : 19 ans, pompier auxiliaire, FFI tué le 25 août à Neuilly-sur-Seine
Varnier Louis : chef d'îlot du 16^e secteur, FFI tué le 19 août lors de l'attaque de la mairie de Neuilly-sur-Seine.⁴¹²

A ces morts pour la France, s'ajoutent de nombreux blessés.

Le régiment de sapeurs-pompiers de Paris et la Libération



⁴¹² Liste non exhaustive établie par la PP et étayée par les travaux de Gilles Primout, dans ses remarquables recherches historiques sur la Libération de Paris.

LE RÉGIMENT DE SAPEURS-POMPIERS DE PARIS ET LA LIBÉRATION

« Sapeurs-pompiers de Paris tous à vos postes pour Sauver ou Périr et réaliser la Sécurité Parisienne » voici quelques mots extraits de la consigne n°2 portés le 20 août 1944 à la connaissance des sapeurs-pompiers de Paris par le lieutenant-colonel Camus qui prend le même jour le commandement du Régiment. Ayant rappelé dans cette consigne que la mission première des hommes était : « (...) d'assurer le service normal [celui de la défense contre l'incendie et le sauvetage] sous la direction des chefs en fonction (...) », Camus précise que pour les « (...) activités en dehors du service d'incendie (...) seuls les chefs mandatés ont le droit de donner des ordres (...) ».



Arrivée du lieutenant-colonel Camus à Champéret

Ainsi, il donne à la réalisation de la *Sécurité Parisienne* au cours des journées qui conduisent à la libération de la capitale deux aspects : celui d'une activité normale orientée sur le service de protection des biens et des personnes et celui d'une action tournée vers la forme « Résistance », deux aspects que nous évoquerons ici.

1° LA SITUATION DU RÉGIMENT À LA VEILLE DE L'INSURRECTION

Institué spécialement pour le service de secours et de défense contre l'incendie⁴¹³ sous la haute direction du Préfet de Police, le Régiment est à la charge financière de la ville de Paris et du département de la Seine. Corps d'infanterie contrôlé pendant l'occupation par la *Feurschutzpolizei* (Police de protection incendie allemande), le Régiment est placé en avril 1943 sous l'autorité directe du Ministre secrétaire d'état à l'Intérieur qui exerce les attributions antérieurement dévolues au secrétaire d'état à la Guerre (organisation, recrutement, avancement, discipline, etc.).

Pour opérer le Corps est servi par un effectif de 5290 pompiers (3396 d'active, et 1894 réservistes)⁴¹⁴. Il est divisé administrativement en quatre bataillons, constitués de plusieurs compagnies dont le champ d'action couvre Paris et

⁴¹³ Sur la voie publique, les sapeurs-pompiers trouvent immédiatement l'eau en ouvrant des prises spéciales : les « bouches d'incendie ». En 1944, on compte à Paris 9877 bouches d'incendie et 4035 dans les communes de la Seine. Par ailleurs 836 bouches d'incendie appartiennent à des administrations ou des particuliers et permettent ainsi la défense d'établissements publics ou privés.

⁴¹⁴ Dont 713 militaires réservistes en congé conditionnel.

l'ensemble du département de la Seine⁴¹⁵. Sur les vingt secteurs que compte le département opèrent plusieurs centres de secours.

Une Compagnie Hors Rang (regroupant de nombreux services) et un Groupe Technique de Défense Passive (GTDP)⁴¹⁶ viennent compléter le dispositif. Enfin, le Régiment dispose d'un matériel perfectionné et varié constitué de 309 véhicules (motos-pompes comprises), de trois bateaux-pompes (*Paris*; *Ile-de-France*; *Lutèce*) ainsi que deux vedettes (*Seine*; *Marne*).

A la veille de l'insurrection le Régiment compte, avec les Gardes de Paris (futurs gardes républicains) et les Groupes mobiles de réserve (GMR), comme une des composantes des Forces Gouvernementales⁴¹⁷ que commande le général Hary.

2° UNE MISSION TRADITIONNELLE DE DÉFENSE CONTRE L'INCENDIE ET DE SAUVETAGE RENDUE DIFFICILE VOIRE DANGEREUSE

La mission traditionnelle des sapeurs-pompiers parisiens est rendue parfois difficile suite aux réquisitions répétées de véhicules par les autorités allemandes en retraite. Les centres de secours sont alors privés de moyens extrêmement précieux pour accomplir leurs missions. C'est ainsi qu'entre le 13 et le 21 août cinq voitures de liaison, trois camionnettes, deux camions, vingt-deux motocyclettes et un bateau-pompe, le « *Paris* », tombent aux mains de l'occupant⁴¹⁸.

Par ailleurs, les missions des « soldats du feu » sont rendues dangereuses au regard du cadre insurrectionnel que vient rompre une trêve intermittente et équivoque. Le message envoyé le 19 août dans l'après-midi par la Préfecture de Police à l'état-major du Régiment situé porte de Champéret indique que pour toute intervention au cours de la nuit « *Les cornes à deux temps des voitures d'incendie doivent être actionnées à l'aller et au retour* ». Le 21 août le chef de bataillon Curie, commandant en second du Régiment, rappelle que les « *véhicules (de liaison) doivent circuler très lentement, avertir très tôt, chaque fois qu'un détachement allemand est en vue et s'arrêter à l'ordre* ». Enfin le 22 août, le lieutenant-colonel Camus obtient par l'intermédiaire du consul de Suède, Raoul Nordling, l'assurance que les allemands ne tireront plus sur les véhicules du Corps sous condition que ces derniers n'effectuent aucun transport d'armes.

Se rendre sur les lieux de l'intervention est une opération qui peut se révéler extrêmement périlleuse pour les sapeurs-pompiers. C'est ainsi que de nombreuses interventions se déroulent sous les tirs nourris de l'armée allemande qui empêchent toute approche des lieux ou sous les balles provenant de vifs accrochages entre l'occupants et certains éléments des Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.). Souvent les sapeurs-pompiers sont dans l'obligation de se replier dans l'attente d'une accalmie.

⁴¹⁵ Le décret du 22 février 1940 (6 articles) intègre les sapeurs-pompiers communaux du département de la Seine (870 sur 2000 environs) dans l'organisation du corps des sapeurs-pompiers de Paris. Tandis que certains sont astreints aux obligations du service militaire, les autres sont à la disposition des autorités communales comme pompiers auxiliaires, volontaire ou requis civils.

La loi n° 205 du 5 avril 1943 réorganise le Régiment et étend sa mission à tout le département de la Seine. A la suite de cette loi, le secrétaire d'état à l'Intérieur exerce sur le Corps les attributions antérieurement dévolues au secrétaire d'état à la Guerre : organisation, recrutement, commandement militaire, police intérieure, discipline, avancement, récompenses, gratifications, administration intérieure.

⁴¹⁶ Le Groupe Technique de Défense Passive est chargé spécialement du contrôle, de la vérification et des réparations des appareils de protection contre les gaz de combat appartenant à la population civile ou détenus par certains établissements du département de la Seine. Trois nouvelles missions vont venir s'ajouter à celle pour laquelle ce groupe est créé au départ : 1° - contrôle, vérification, réception et expédition dans certains départements d'un nombre important d'appareils de protection contre les gaz (pour le compte de la Direction de la Défense Passive au ministère de l'Intérieur) ; 2° - gestion du magasin central de Saint-Ouen (organe de ravitaillement des magasins des inspections régionales de la Province) ; 3° - instruction et formation des inspecteurs et chefs d'ateliers de la Province. Le Groupe Technique de Défense Passive dispose d'un important matériel de contrôle, de voitures-ateliers et de moyens de transport. Il contrôlera 697 050 appareils et 711 054 cartouches filtrantes.

⁴¹⁷ Les Forces Gouvernementales ont d'autant plus d'importance qu'elles forment les « forces dites du maintien de l'ordre ».

⁴¹⁸ C'est aussi le cas le 16 août au centre de secours de Cachan où une douzaine de jeunes gens armés s'empare de trois voitures de liaison et d'un fût d'essence de 50 litres.

⁴¹⁹ - Sapeur Mary (9^e compagnie d'incendie) : tué le 20 août à Saint-Ouen Vers 16 heures 30, une vive fusillade s'engage entre les troupes allemandes et les F.F.I., place de la mairie et dans les rues avoisinantes. Un grand nombre de personnes passe en courant devant le centre de secours (rue Ampère) en criant qu'il y a des blessés. Le sapeur Mary se précipite alors à l'extérieur du centre de secours afin d'assister les personnes blessées et se dirige avec deux de ses camarades vers la place de la mairie située à 200 mètres du poste. Protégés par les bâtiments de l'école communale, les trois sapeurs avancent rue Diderot sans difficulté jusqu'à la place de la mairie. A ce moment là une rafale tirée dans la direction des trois sapeurs-pompiers atteint mortellement le sapeur Mary dans la région du cœur et à la tête.

- Caporal Leick (26^e compagnie d'incendie) : tué le 24 août 1944 à Saint-Denis

A 16h55, les pompiers du centre de secours de Saint-Denis interviennent pour l'extinction d'un feu mis volontairement par l'occupant allemand à un dépôt de papier (n° 69 de la rue de Strasbourg à Saint-Denis). Le fourgon mixte se rend sur les lieux. Alors que le sergent-chef Bourgeois procède à l'extinction, deux camions allemands, armés de mitrailleuses lourdes et de mitraillettes, ouvrent le feu dans la rue de Strasbourg en direction d'une barricade qui est dressée à proximité du fourgon mixte. A ce moment précis le caporal Leick, qui se rend à la voiture pour prendre une pelle et effectuer le déblai, reçoit une rafale de balles. Grièvement blessé à la jambe gauche et aux reins, ce dernier reçoit d'un infirmier allemand les premiers soins sur place avant d'être transporté d'urgence à l'hôpital Saint-Denis où il meurt. Le fourgon mixte, les roues crevées et les vitres brisées, est remorqué jusqu'à la caserne par une voiture de ravitaillement.

- Sapeur Bel (27^e compagnie d'incendie) : tué le 25 août à Gennevilliers Vers 15 heures une patrouille allemande, forte d'une quinzaine d'hommes, vient de traverser le pont d'Epinay en direction de Gennevilliers. Elle est attaquée par des membres des F.F.I. retranchés dans un immeuble au n°135 avenue du pont d'Epinay (Gennevilliers) voisin du cantonnement de l'observatoire régimentaire n° 8 où le sapeur Bel est détaché. Face à la fusillade, le pompier prend la décision de fermer les volets donnant sur la rue. Son geste est mal interprété par les soldats allemands qui le prennent pour un combattant et tirent dans sa direction. Le sapeur Bel décède de ses blessures le 29 août à la clinique de la rue Saint Denis à Asnières.

- Sapeur Caupain (23^e compagnie d'incendie) : tué le 26 août à Montevran

Alors qu'il se rend avec des collègues au n°152 boulevard de Lorraine au Perreux (Seine) pour relever des camarades blessés (sergent Sebico et sapeur Masseaux), le sapeur Caupain est arrêté et fait otage par les allemands le 25 août. Il est dirigé sur l'usine Thomson à la Maltournée (commune de Neuilly-sur-Marne / Seine-et-Oise). Là, avec cinquante trois prisonniers civils et militaires, le sapeur Caupain est emmené en camion le 26 août au matin en direction de Lagny. Le convoi prend la direction de Belfort. L'interdiction de parler à l'intérieur du véhicule est formelle. Caupain est rappelé à l'ordre deux fois avant l'arrivée à Montevran (quelques kilomètres à l'Est de Lagny). Dans le village, Caupain tente à l'arrêt de parler à des civils qui se trouvent à proximité du camion. Sans sommation un soldat allemand tire sur Caupain. Touché à la poitrine, ce dernier meurt quelques instants plus tard sans avoir prononcé une seule parole. A la sortie de Montevran, les occupants du camion reçoivent l'ordre de jeter le cadavre sur la route.

⁴²⁰ Le vendredi 18 août à 12h00, au n° 4 rue Belhomme (18^e arrondissement) l'incendie demande l'établissement de 11 grosses lances et 2 petites. Ce dernier semble avoir été mis volontairement par l'occupant. Le bâtiment, annexe des magasins Dufayel est endommagé sur une superficie de 1500m² du 3^e au 6^e étage.

⁴²¹ Le jeudi 24 août à 21h35, les sapeurs-pompiers des centres de secours de Ménilmontant, Bondy, Pantin, Sévigné et Central (Détachement Nord) interviennent pour un incendie au n° 122 rue de Pantin à Noisy-le-Sec au moyen de sept grosses lances et trois petites. L'incendie concerne un camp militaire placé à la limite des communes de Noisy-le-Sec et de Romainville. Les bâtiments composés d'un simple rez-de-chaussée et en maçonnerie légère servent de magasins de stockage pour du matériel de campement et des effets d'habillement militaire. Le feu mis volontairement par l'occupant allemand est circonscrit à 6h05.

⁴²² Le mercredi 23 août à 11h27, les sapeurs-pompiers des centres de secours de Plaisance et de Port-Royal interviennent sur quatre camions incendiés, sur l'avenue d'Orléans (face au n° 96) pour établir un barrage. Les troupes allemandes ont mis volontairement le feu aux véhicules au moyen de bidons d'essence. Le feu est éteint à 11h58.

⁴²³ Le lundi 21 août à 18h44, les sapeurs-pompiers interviennent à la caserne Mortier (n°118 au 146 rue Mortier dans le 20^e arrondissement). Les allemands sur le point de quitter la caserne ont arrosés d'essence plusieurs magasins et dépendances de la caserne avant d'y mettre le feu.

⁴²⁴ Le jeudi 24 août 1944 à 19h50, les pompiers des CS de Vincennes, Charonne et Chaligny interviennent pour feu mis volontairement par les autorités d'occupation à un bâtiment à usage de dépôt de munitions (caroucherie de Vincennes) route des sabotiers dans le 12^e arrondissement.

L'incendie de la rue Auguste Chabrières (15^e arrondissement) 25 août 1944

Le vendredi 25 août à 1h35, les sapeurs-pompiers se rendent rue Auguste Chabrières pour un incendie concernant un convoi allemand composé de quinze véhicules. Sur les lieux, le combat fait rage entre F.F.I. et soldats allemands. Dans l'impossibilité d'intervenir, les « soldats du feu » se tiennent à proximité. Au bout d'une trentaine de minutes, alors que le calme semble être revenu, les allemands tirent de nouveau en direction des engins d'incendie. Le chef de garde donne aussitôt l'ordre de se retirer et ce n'est qu'après une demi-heure, alors que les tirs ont cessé, que les soldats du feu, auprès desquels cinquante soldats allemands se constituent prisonniers, peuvent procéder à l'extinction.

Au cours des missions traditionnelles, dix-neuf sapeurs-pompiers sur trente quatre sont blessés par balles, grenades ou par des éclats d'obus. Alors que quatre⁴¹⁹ sont tués par des balles allemandes, dix sont arrêtés sur les lieux même de l'intervention et emmenés comme otages. Quatre mourront en déportation.

Jamais le Corps n'aura été autant mis à contribution sur une période aussi courte que celle de la Libération. 1058 interventions sont enregistrées dont 725 pour Paris et 333 pour la banlieue. La moitié concerne des feux, soit 431 au total (260 à Paris et 171 en province).

2.1 Les causes d'incendie

Incendies déclenchés volontairement par l'occupant

On en dénombre trente-trois pour Paris et vingt-six pour les communes du département de la Seine. Ces feux ont été mis volontairement à des magasins⁴²⁰, des entrepôts (matériel, effets militaires⁴²¹), des véhicules⁴²², des wagons, des casernes⁴²³ et des dépôts de munitions⁴²⁴ par l'occupant au moment du retrait des troupes, et ce au moyen de grenades, de balles incendiaires ou d'essence. A de nombreuses reprises les allemands minent les lieux avant leur départ.

Explosion du central téléphonique de Saint-Amand (15^e arrondissement) - jeudi 24 août 1944

A leur arrivée place d'Alleray, où se trouve un central téléphonique comportant de nombreuses salles d'exploitation téléphonique et télégraphique allemande ainsi que bureaux et des machines d'appels, les sapeurs-pompiers sont mitraillés par des soldats allemands prenant la fuite en camions ainsi que certains restés sur les toits. Descendu du fourgon-pompe, l'adjudant-chef Taxile apprend que son premier-secours a été enlevé avec son personnel. Faisant ranger en hâte avec un sous-officier d'alimentation l'engin et l'échelle dans la rue Paul Barnel, les deux pompiers se retrouvent cernés par une file de voitures allemandes de retour après s'être heurtées à un barrage. Sous la menace de mitraillettes, deux sous-officiers allemands font reculer les « soldats du feu ». En s'éloignant, ces derniers effectuent un violent tir en rafale pour couvrir leur retraite. En début de soirée, les secours de Grenelle

...

(fourgon-pompe, échelle et premier-secours) arrivent sous les ordres du lieutenant About. Une reconnaissance du central téléphonique est entreprise. L'établissement est en cours quant à nouveau une vive fusillade éclate. Le personnel est mis à l'abri et la reconnaissance se poursuit dans les immeubles mitoyens du n°6 et 10 de la rue Saint-Amand. Le lieutenant About traverse d'un bond la place pour retrouver son personnel réfugié à la clinique d'Alleray. Le capitaine Bonnard, commandant la 6^e compagnie, arrive à son tour sur les lieux entouré par des soldats allemands armés qui ont fait conduire quatre de leurs blessés à la clinique. Les soldats valides s'y sont rendus quant à eux avec armes et bagages avant d'être confiés au lieutenant Berton des F.F.I. du 14^e arrondissement. Le 25 août à 1h15, le Central semble complètement détruit. A 10 heures après qu'une reconnaissance ait été faite par le lieutenant Rossigneux, commandant provisoirement la compagnie, l'envoi d'un fourgon-pompe est ordonné pour procéder à l'extinction de l'incendie qui sévit dans les sous-sols. A 11h35, trois petites lances sont établies. Jusqu'au 29 août des employés du laboratoire municipal désamorcent de nombreux explosifs ainsi que des munitions non éclatées.

Incendies résultant des combats entre résistants et autorités d'occupation

On dénombre vingt-deux incendies sur Paris et cinq dans le département de la Seine.

L'incendie du Grand Palais - 23 août 1944

Le feu s'est déclaré dans le cirque Jean Houcq en début de matinée à la suite d'échanges de tirs d'armes automatiques et d'obus entre des soldats et chars allemands et des résistants retranchés dans le grand Palais. Dix-sept grosses lances et six petites sont nécessaires pour circonscire et éteindre l'incendie. Le cirque est entièrement détruit ainsi qu'un grand nombre de bureaux et une partie de la toiture (15000 m²).

Incendies déclenchés volontairement par les F.F.I.

Parmi les vingt incendies relevés :

- Le mardi 22 août un incendie s'est déclaré à la gare Est-Pierres, rue d'Aubervilliers dans le 18^e arrondissement. Un groupe de FFI a mis le feu à plusieurs wagons en partance pour l'Allemagne. Ces derniers transportent du magnésium et de la dynamite (pour l'un d'entre eux). Armes à la main les F.F.I. empêchent « les soldats du feu » d'intervenir. L'extinction se voit repoussée de plusieurs heures.

- Le mercredi 23 août, les pompiers procèdent rue de Courcelles (17^e arrondissement) à l'extinction d'un feu sur un char allemand après qu'une grenade incendiaire ait été lancée par des F.F.I. Les munitions stockées dans le char explosent causant de graves dégâts aux alentours. et blessant gravement les occupants.

...

- Le vendredi 25 août à 20h00, les sapeurs-pompiers interviennent au métro *Eglise de Pantin* où des F.F.I. voulant déloger des soldats allemands réfugiés dans les souterrains du métro, ont lancé des grenades fumigènes et offensives par les différentes entrées. Alors que onze soldats allemands se rendent, deux entrées prennent feu. Une reconnaissance des pompiers est entreprise par une sous-station de la rue Victor Hugo avant qu'ils n'entreprennent l'attaque du foyer au moyen de deux lances.

Incendies résultant des combats entre la 2^e Division Blindée et les points de résistance allemands

Au cours de la journée du 25 août, les interventions des sapeurs-pompiers dans la capitale «collent» à la progression des éléments de la 2^e Division Blindée du général Leclerc. Celles-ci sont étroitement liées aux zones où se déroulent de violents combats entre les points de résistance allemands et les sous-groupements et détachements des groupements tactiques de la 2^e DB.

- Autour de l'Hôtel Meurice, siège du général Von Choltitz commandant du Gross-Paris⁴²⁵

Les secours interviennent sur un camion transportant des fûts d'essence place de l'Opéra sous les tirs d'allemands embusqués sur la Platzkommandantur. Les opérations d'extinction se poursuivent rue de Castiglione, rue de Rivoli, rue d'Alger, rue du Mont-Thabor, rue Mondovi sous les rafales de mitrailleuses. De nombreux foyers ayant pris naissance sur une quinzaine de véhicules allemands et commençant à s'étendre au rez-de-chaussée et l'entresol de l'Hôtel Meurice ainsi qu'à une partie du bâtiment de la Cour des Comptes sont rapidement circonscrits et éteint par les sapeurs-pompiers.

- Autour du ministère des affaires étrangères et du Palais Bourbon⁴²⁶, siège pour le Palais Bourbon des bureaux civils de l'état-major administratif du commandant du Gross-Paris

A 12h25 les sapeurs-pompiers de trois centres de secours sont appelés pour un violent feu sur cinq étages d'un bâtiment du ministère des Affaires Etrangères, rue de Constantine / angle rue de l'Université. Le feu a pris naissance suite aux très violents combats⁴²⁷ qui s'y déroulent. Les opérations d'extinction ne sont pas immédiatement entreprises sur l'ordre d'un officier du sous groupement Rouvillois et ne débutent qu'à 20 heures. Durant les sept heures d'attente, les sapeurs-pompiers sont mis en réserve rue Saint-Dominique où ils établissent le poste de commandement à la maison de la Chimie. Le feu ne sera définitivement éteint que le 26 août à 5h30 du matin. Parallèlement, cinq centres de secours interviennent pour un feu qui s'est déclaré sur trois étages au Palais-Bourbon (rue de Bourgogne). Avec trois lances alimentées par un engin, les pompiers arrivent à préserver le bâtiment où est située la bibliothèque. Tandis que certains d'entre eux enrayent la progression des flammes vers le corps

principal de l'édifice (salle des séances), d'autres opèrent le déménagement et le bâchage de la bibliothèque ainsi que le déménagement des livres. A 21h20 l'incendie du Palais-Bourbon est circonscrit.

Parallèlement à la défense contre l'incendie, les sapeurs-pompiers procèdent au sauvetage et à l'évacuation de nombreuses victimes, civils, résistants, soldats allemands, suite aux mauvaises manipulations d'explosifs, aux nombreuses escarmouches ainsi qu'aux tirs perpétrés par l'occupant depuis des véhicules en marche. C'est ainsi que les sapeurs-pompiers relèvent à Paris trente cinq blessés (trente et un civils et quatre F.F.I.), neuf tués⁴²⁸ (deux civils - trois F.F.I. - deux allemands - deux pompiers) et dix blessés en banlieue.

Incendies sur Paris et la banlieue résultant des bombardements de l'aviation allemande - nuit du 26 au 27 août 1944

« *Le bombardement que l'aviation allemande fait subir à Paris dans la nuit du 26 au 27 août rompt très vite l'euphorie, (...) ramène brutalement au quotidien et rappelle l'ordre des priorités : la guerre n'est pas finie* », Pierre Laborie.

Dans la nuit du 26 au 27 août, Paris et la banlieue font l'objet de deux attaques aériennes allemandes. Les renseignements des observatoires du Régiment⁴²⁹ indiquent que les bombardements très violents ont atteint neuf arrondissements⁴³⁰ de Paris⁴³¹ et quinze communes du département de la Seine⁴³². Ils ont été exécutés par une cinquantaine d'avions isolés volant à basse altitude⁴³³. Les bombes incendiaires ont donné naissance à de nombreux foyers d'incendie dans les îlots nettement séparés les uns des autres. On relève 1055 points de chute dans les différents secteurs bombardés. 1632 sapeurs-pompiers sont mobilisés et 383 lances sont établies pour venir à bout des flammes.

Débordé, le Régiment fait appel pour la première fois aux pompiers de Seine-et-Oise. Jusqu'au mercredi 30 août les secours du Corps procèdent à l'extinction des nombreux incendies ainsi qu'aux sauvetages des personnes ensevelies. Alors qu'à Paris on retire des décombres cinquante six blessés et dix-sept tués, dans le département de la Seine onze personnes sont retirées vivantes et neuf sans vie.

3^o ACTIONS DES SECTIONS SPÉCIALES DES COMPAGNIES CLANDESTINES DU GROUPEMENT RÉGIMENTAIRE DE RÉSISTANCE SÉCURITÉ PARISIENNE

Assurer la *Sécurité Parisienne* c'est aussi garantir, parallèlement à la mission traditionnelle du Corps, les actions des compagnies clandestines du mouvement régimentaire de résistance.

3.1 Historique et organisation du groupement régimentaire de résistance

Sécurité Parisienne naît au cours de l'année 1942⁴³⁴. A ses débuts le groupement, filiale du mouvement *Résistance*, est inconnu du commandement. Il voit se cristalliser en juillet 1944 autour d'un noyau actif comptant six officiers, contre

⁴²⁵ Le groupement tactique (GT) du colonel Billote articulé en deux sous-groupements :

Le sous-groupement Warabiott rejoint la Préfecture de Police avant de se scinder en trois détachements pour attaquer l'hôtel Meurice :

1^o détachement Branet (au centre) : rue de Rivoli, hôtel Meurice, place de la Concorde ;

2^o détachement Bricard (gauche) : quai du Louvre, quai des Tuileries ;

3^o détachement Sammarcelli (droite) : rue Saint-Honoré, il passe par la place de l'Opéra hôtel Meurice, Elysées, Champs-Élysées.

⁴²⁶ A 14h19, les pompiers interviennent sur un feu de camion allemand transportant des fûts d'essence place de l'Opéra face au n°2. La place est alors balayée par des rafales de tirs provenant de l'avenue de l'Opéra et de la kommandantur. A 14h40, les soldats du feu interviennent à la hauteur du n°6 de la rue de Castiglione où sept véhicules allemands sont en flamme ainsi qu'une pharmacie. A l'approche de la place Vendôme, les tirs provenant de l'hôtel Meurice et de l'hôtel Continental en direction de la rue de la Paix interdisent l'accès au fourgon-pompe du Régiment qui est laissé à l'abri rue des Capucines. Protégés par les arcades jusqu'à la rue du Mont-Thabor, les sapeurs-pompiers, sont obligés de progresser à pied pour la reconnaissance. Ils établissent par la suite deux grosses lances. A 14h40, les pompiers parisiens interviennent sur un feu de camion allemand face au n°2 de la rue d'Alger. Le véhicule est chargé de denrées diverses et de munitions. A 14h44, les pompiers du centre de secours de Saint-Honoré interviennent à hauteur des n°11,13 et 14 de la rue d'Alger où les troupes de Leclerc incendient les voitures avec des lances-flammes. Sous la protection d'un char d'assaut américain qui neutralise les tirs adverses venant de la façade d'une maison située dans un terrain vague et faisant face à la rue d'Alger, les pompiers éteignent trois véhicules allemands en flamme et circonscrivent un départ de feu sur une façade des bâtiment avoisinants. A 14h54, ils procèdent à l'extinction d'un feu sur un char de combat allemand (face au n°3 de la rue de Castiglione) résultant de la projection d'engins incendiaires. A 14h56, les pompiers interviennent au n°44 de la rue du Mont-Thabor au 2^e étage des bureaux de la Cour des Comptes pour un feu communiqué par les véhicules allemands incendiés dans la rue. A 15h02, le premier-secours de Rousseau intervient à son tour dans la rue de Castiglione, angle rue de Rivoli pour des véhicules allemands (chenillettes, chars et voitures) en proie aux flammes. A 17h00, les pompiers se rendent au jardin des Tuileries où vingt deux véhicules allemands sont en proie aux flammes. Le fourgon-pompe se met en aspiration dans le bassin central du jardin. L'opération d'extinction demandera trois heures. A 17h56, « les soldats du feu » interviennent place de la Concorde où ont été incendiées trois voitures allemandes au n°2 de la place face à l'hôtel Crillon.

⁴²⁷ Le groupement tactique (GT D) du colonel Dio qui entre par la porte d'Orléans est articulé en deux sous-groupements dont :

Le sous-groupement Rouvillois qui compte l'escadron d'Orgeix du 12^e régiment de Cuirassiers, de la compagnie Grall du I/RMT, d'un peloton de spahis du RMSM ainsi que de trois batteries du 3^e RAC. Le sous-groupement prend le boulevard des Invalides en direction du Palais-Bourbon et du ministère des Affaires Etrangères. Le détachement Briot qui a atteint le Quai d'Orsay y perd le char Quimper dans lequel se trouve le lieutenant Bureau. Ce dernier est tué à quelques mètres du lieutenant Pollingue, officier au régiment de sapeurs-pompiers de Paris, qui prend aussitôt la relève pour diriger les tirs jusqu'à la fin des combats.

⁴²⁸ Dimanche 20 août à 20h00 : les sapeurs-pompiers du centre de secours de Rosny-Sembat se rendent au square Richard Garde Bled après que des soldats allemands aient tiré sur la foule stationnées devant et aux abords la mairie. Quatre personnes sont tuées et deux autres blessées. Elles sont relevées par les pompiers aidés des équipes nationales avant d'être transportées au poste sanitaire de la mairie et à l'hôpital Saint-Antoine.

⁴²⁹ - Le centre de renseignement régimentaire a pour mission de signaler rapidement et avec précision à l'état-major, les zones atteintes par les bombardements afin de procéder à l'envoi des secours sur les lieux sinistrés. Le centre régimentaire de renseignements comprend dix observatoires.

- Le « détachement rapide » composé de neuf engins (14^e compagnie - centre d'instruction régimentaire, place Duplex dans le 15^e arrondissement) ainsi que le « détachement Nord » (mis sur pied le 1^{er} juillet 1944) sont maintenus constamment en état d'alerte et prêts à intervenir dans une zone bombardée de la région parisienne ou de la province.

- Les principales améliorations réalisées en 1944 sont la mise en service d'une voiture PC dans chaque bataillon. Elle est destinée à matérialiser sur les lieux mêmes des bombardements ou des grands sinistres le poste de commandement avancé. 70 motocyclettes destinées à renforcer les moyens actuels du corps et engins rapides de liaison et de reconnaissance indispensables en cas de bombardement important ; 2 vedettes car il y a intérêt à disposer dès le début des opérations d'extinction, du nombre maximum

⁴³⁰ 3^e, 4^e, 5^e, 12^e, 13^e, 14^e, 17^e, 18^e, 20^e arrondissements.

⁴³¹ - Halle aux vins : 35 lances ;
- Bâtiments industriels rue Danois : 20 lances ;
- Magasins généraux, quai de la Gare : 10 lances ;
- Usines Panhard, avenue d'Ivry : 10 lances ;
- Usines saint Frères : 7 grosses lances ;
- Ilot d'immeubles rue des Francs Bourgeois, rue Vieille du temple, rue des Blancs-Manteaux et rue des Guillemites.

⁴³² Alfortville, Aubervilliers, Bagnolet, Créteil, Drancy, Les Lilas, Alfortville, Montreuil, Pantin, Romainville, Saint-Denis, Saint-Mandé, Sceaux, Vincennes, et Vitry.

⁴³³ Les avions sont « armés » de :

- Bombes constituées par un container renfermant 120 à 150 grenades explosives et connues sous le nom de bombes SD, causant de grands ravages parmi la population ;

- Bombes explosives de plusieurs types ;

- Bombes incendiaires de 50 kg renfermant d'un liquide d'hydrocarbure additionné de phosphore ;

- Bombes à retardement de gros calibre (1000kg) chargées d'ammato (explosif).

⁴³⁴ Parallèlement l'Organisation Civile et Militaire (OCM) noyauté le Régiment par le biais du commandant de Soultrait, organisateur militaire pour la ville de Paris. Le 14 janvier 1944, le réseau régimentaire du mouvement de résistance est victime de la répression allemande. Il devient alors urgent de réorganiser la résistance au sein du Corps sur le plan collectif car de nombreux sapeurs-pompiers prennent le maquis ou sont enclins à se tourner vers des formations extérieures.

quatre en 1943, 498 sapeurs-pompiers disséminés dans les compagnies d'incendie et ayant appartenu pour certains au réseau régimentaire du mouvement Organisation Civile et Militaire (OCM), victime en janvier 1944 de la répression allemande.

Avec *Sécurité Parisienne* la Résistance au sein du Régiment est réorganisée sur un plan collectif. Elle est ordonnée, hiérarchisée et commandée de façon militaire.

Le 15 août, la consigne n°1 est diffusée au sein de chaque compagnie d'incendie. Elle précise que: « *certaines groupements* (il faut entendre ici de résistance) *étrangers au Régiment essayent de s'adjoindre des gradés et sapeurs pour remplir diverses missions (...). Le régiment a les siennes et elles lui suffisent* ». Par ailleurs la consigne précise qu'« *aucune formation* (autre que *Sécurité Parisienne*) *n'a autorité pour donner un ordre quelconque aux gradés et sapeurs du régiment (...)* »⁴³⁵.

Le 18 août, les officiers « cadres » de *Sécurité Parisienne* se réunissent au café Dreher, place du Châtelet, et déterminent les mesures à prendre durant la lutte sachant que les actions des sections spéciales ne doivent affecter en rien le service normal du Régiment.

Le 20 août, le colonel Lizé (John de Marguerittes), commandant les Forces Françaises de l'Intérieur pour le département de la Seine annonce le rattachement de *Sécurité Parisienne*⁴³⁶ aux F.F.I.

Le même jour le lieutenant-colonel Camus fraîchement promu⁴³⁷ au commandement du Régiment, rassemble les sections spéciales des compagnies clandestines (six compagnies qui totalisent 651 sapeurs-pompiers) dans la cour de la caserne Duplex. On distribue à chaque sapeur-pompier un brassard tricolore⁴³⁸ portant une numérotation spécifique : le chiffre des milliers indique la compagnie clandestine d'intervention ; le chiffre des centaines la section ; le chiffre des dizaines le groupe enfin le chiffre des unités le « partisan ».

3.2 Les actions du groupement régimentaire de résistance

Au cours de la Libération, les opérations entreprises par les compagnies clandestines de *Sécurité Parisienne* sont d'une grande diversité. Onze sapeurs-pompiers y perdent la vie et quinze sont blessés.

Préfecture de Police⁴³⁹

Dans la mesure où un piquet de garde du Régiment se trouve en permanence à la Préfecture, les sapeurs-pompiers sont présents dès les premières heures de l'insurrection. Le 21 août, deux sections spéciales comptant quarante quatre hommes en tenue civile se rendent sur l'île de la Cité pour renforcer les effectifs déjà présents.

Distribution de journaux

Les 20 et 21 août, des distributions dans les centres de secours (pour une redistribution à la population) du premier bulletin d'information de la France libérée, « *L'information officielle des Armées de la République* », sont effectuées en tenue civile par des sapeurs-pompiers des sections spéciales.

Dressage de barricades

Dans la nuit du 22 au 23 août, des sapeurs-pompiers du groupement de résistance aident à l'aménagement et à la construction de barricades⁴⁴⁰ dans le 5^e et 15^e arrondissement ainsi qu'à la pose de mines anti-chars.

Instruction au maniement d'explosifs et au déminage

Le 21 août, aux postes de commandement F.F.I. des 5^e et 6^e arrondissement, des sapeurs-pompiers des sections spéciales donnent des instructions sur le maniement des mines anti-chars et leur désamorçage par des moyens de fortune.

Les 25 août et 26 août, des sapeurs-pompiers visitent les centraux téléphoniques souterrains du Sénat pour déceler et désamorcer des charges explosives. Le 27 août ce sont les jardins du ministère des Affaires Etrangères qui sont « sondés » afin de procéder au désamorçage des nombreux explosifs.

Instruction au maniement d'explosifs et au déminage⁴⁴¹

Des reconnaissances au moyen d'engins incendie roulant à vitesse réduite sont effectuées dans les rues de la capitale sur les positions, les effectifs et les moyens de l'occupant.

Parallèlement, des reconnaissances sont faites à pied des sapeurs-pompiers habillés en tenue de sortie ou civil sur les emplacements où ont été dressées des barricades.

Attaque de points de résistance allemands⁴⁴²

24 août un groupe de sapeurs-pompiers armés investit avec l'aide d'éléments extérieurs la caserne Fontenoy, dépôt de vivres allemands.

25 août une section spéciale armée participe à l'assaut de l'Ecole Militaire.

Service d'ordre et de protection

Le 25 août au soir, à l'Hôtel de Ville, des sapeurs-pompiers assurent le service d'ordre lors du passage du général de Gaulle et le 26 août au cours de sa descente sur les Champs-Élysées. Parallèlement des sections spéciales assurent la sécurité de l'Amiral d'Argenlieu à l'hôtel Claridge.

⁴³⁵ Dans la consigne n° 2: « (...) toute désertion au profit d'un groupe quelconque sera considéré comme un abandon de poste. »

⁴³⁶ Dans la nuit du 19 au 20 août, à 2 heures du matin, le préfet de police Luizet donne l'ordre à *Sécurité Parisienne* de prendre le Régiment en main.

⁴³⁷ Par ordre de service n°27/GMP/EM en date du 26 août 1944 du général de corps d'armée Koenig, délégué militaire provisoire de la République pour la zone Nord, le lieutenant colonel Camus Aimé est désigné pour assurer le commandement provisoire du Régiment à compter du 20 août 1944 (l'affectation ancienne de Camus et la 4^e compagnie, chef de Bataillon, commandant du bataillon Sud).

⁴³⁸ Les brassards sont confectionnés par les familles et par les sœurs de Notre-Dame-de-la-Miséricorde à Vitry.

⁴³⁹ Une mission en gare de Bercy est entreprise le 24 août au soir par un détachement composé de sapeurs-pompiers en civil et armés afin d'entreprendre la recherche de munitions dans un wagon allemand. La reconnaissance faite, le commando de sapeurs-pompiers fait envoyer un camion chargé de munitions à la Préfecture ainsi qu'une ambulance chargée d'explosifs, mines, engins divers et appareils d'optique à l'état-major.

⁴⁴⁰ Sur demande des F.F.I. une section spéciale de la 9^e compagnie clandestine aide à l'aménagement d'une barricade face au n°410 de la rue Vaugirard (15^e arrondissement).

⁴⁴¹ Activité primordiale pour laquelle le Régiment œuvre régulièrement en offrant une infinité de renseignements précieux. Sont privilégiés ceux se rapportant à la situation géographique des usines, les destructions résultant des bombardements alliés, l'emplacement des dépôts d'essence, les parcs de véhicules allemands stationnés dans la région parisienne. Les renseignements économiques sont centralisés par le réseau Centurie A et B vers le 2^e bureau qui les transmet au Bureau Central de Renseignement et d'Action (BCRA).

⁴⁴² Au cours de ces opérations trois sapeurs-pompiers trouvent la mort.

- Sapeur Année (2^e compagnie d'incendie) : tué le 21 août, boulevard Magenta (côté pair angle rue St-Vincent de Paul)
Alors qu'il rentre d'une mission à la Préfecture de Police vers 11 heures, il se retrouve pris boulevard Magenta dans un combat entre FFI et allemands. Il fait feu de son arme pour aider les FFI et tient son poste jusqu'à épuisement de ses munitions. Blessé légèrement d'une balle à la tête, il est abattu un peu plus tard d'une balle explosive qui le touche en plein cœur.

- Sapeur Ponsard (Compagnie hors rang) : tué le 25 août à Paris au du n° 8, place de la République (angle boulevard Voltaire)
Vers 16 heures il est chargé avec plusieurs pompiers par le commandant Darcourt (FFI) d'empêcher les allemands de reprendre une pièce anti-char momentanément abandonnée par ses servants. Blessé à l'épaule gauche, il décède à l'hôpital Saint Louis.

- Lieutenant Hahn (9^e Compagnie)
Grèvement blessé par balles le 25 août à en se portant spontanément avec un petit groupe de volontaires à l'attaque des allemands puissamment armés au fort de la Briche (Saint Denis). Hahn meurt de ses blessures à l'hôpital de Saint-Denis.

Transports divers

Tout au long de la libération les sapeurs-pompiers des sections spéciales assurent le transport au moyen d'engins incendie ou de voitures de liaison de groupe F.F.I. (dans différents secteurs de Paris et de la Banlieue), de caisses de munitions, d'armes, d'essence, d'huile mais aussi de farine et lait qui sont entreposées dans les cliniques et pharmacies pour en éviter le pillage.

Chasse aux tireurs des toits

La recherche de tireurs isolés et effectués les 25 et 26 août par plusieurs sections spéciales du groupement *Sécurité Parisienne*. Six pompiers⁴⁴³ trouvent la mort au cours de ces opérations. Six tireurs dont quatre allemands sont arrêtés aux n° 116, 136 et 140 de l'avenue des Champs-Élysées. Au soir du 26 août, jour de réconciliation des Français avec leur histoire et qui marque le triomphe personnel du général de Gaulle, flottent sous l'Arc-de-Triomphe et au sommet de la Tour Eiffel, les deux drapeaux tricolores fixés et déployés la veille par les pompiers de Paris.

La caserne Duplex siège de la compagnie régimentaire d'instruction a été transformée en un vaste camp improvisé recevant par centaine des prisonniers allemands de jour comme de nuit (jusqu'à 3390 entre les journées du 26 et du 27 août). Les autres compagnies assurent quant à elles sur ordre du Gouverneur militaire de Paris la garde des principaux établissements de leur secteur précédemment occupés par les allemands et risquant d'être pillés par la population ainsi que ceux présentant un danger tels que les dépôts de munitions...



Sapeur-pompier et soldat de la 2^e DB

L'action des sapeurs-pompiers au cours de la libération de Paris n'a pas dérogé aux propos que le journal « Aujourd'hui » tenait à leur sujet dans un article en date du 24 septembre 1943: « *des hommes qui les premiers sont là, prêts à sacrifier leur vie pour sauver celle de leur semblables (...). D'eux pourtant il n'est question dans les palmarès du zèle et de l'abnégation (...). C'est que les sapeurs-pompiers considèrent avec simplicité que l'accomplissement d'un devoir d'Etat n'offre pas matière à publicité. Dans l'affolement inévitable, ils apportent le sang froid, dans le désordre la méthode, dans la débandade la discipline (...). Dans ce régiment parisien, l'initiative et le cran sont le premier et informel article de la théorie* ».

Cependant aucun n'aura résumé avec autant de justesse et d'éloge l'action historique du Régiment sous l'occupation et pendant la Libération le général De Gaulle: « *Paris, libéré de l'ennemi, sait ce qu'il doit au régiment de sapeurs-pompiers. A tant de dévouement prodigué tout au long des années par le Régiment, la guerre a ajouté les épreuves dignement subies pendant l'odieuse invasion et l'honneur des combats victorieux de la libération* », Paris, 14 novembre 1944.

Cne (R) Emmanuel RANVOISY

Conservateur

Musée de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris

⁴⁴³ Au cours de ces opérations, six sapeurs-pompiers trouvent la mort.

- Sapeur Prochasson (12^e compagnie d'incendie) : tué le 25 août au n° 116 avenue des Champs-Élysées
Placé sur la terrasse de l'immeuble au n°116 avenue des Champs-Élysées avec un camarade. Vers 20 heures, le groupe est pris à partie par un tireur probablement posté dans l'immeuble qui fait face. Le sapeur Prochasson reçoit une balle en pleine tête.

- Sapeur Birlinger (2^e compagnie d'incendie) : tué le 25 août avenue des Champs-Élysées (hauteur de la rue de Berri)
En mission spéciale dans le secteur des Champs-Élysées, il traverse l'avenue dans l'intention de débuser des tireurs ennemis qui harcèlent les troupes américaines. Il franchit la moitié de l'avenue quand obus tiré depuis les Tuileries balaye la chaussée. Ce dernier le blesse très grièvement en lui arrachant la jambe. Le sapeur Birlinger meurt quelques instants plus tard.

- Adjudant Mouchet (Compagnie hors rang) : tué le 25 août, face au n°252 rue de Rivoli
Voulant s'emparer de quatre soldats allemands qui décident de se rendre, angle place de la Concorde et rue de Rivoli et pris sous le feu d'une mitrailleuse allemande qui est positionnée sur les toits du ministère de la Marine. Légèrement blessé une 1^{re} fois, il est atteint par plusieurs projectiles quelques mètres plus loin voulant traverser la rue de Rivoli (balle cuisse droit et perforation de l'abdomen).

- Caporal-chef Lemaire (8^e compagnie) : tué le 25 août au n° 27 de la rue du Château d'Eau
En sortie vers 15h15, il apprend dans la rue qu'un milicien est posté sur les toits de la rue du Château d'Eau et tire sur les passants. Il se procure un revolver et se lance courageusement à la recherche de ce dernier qu'il repère sur le toit du n° 34. Alors qu'il monte au n° 27, Lemaire est grièvement blessé et meurt peu après. Le milicien est abattu.

- Caporal-Chef Evrard (14^e compagnie) : tué le 26 août au n° 56 rue de la Fédération / cité Morieu
Vers 18h30, au cours d'échauffourées provoquées par des tirs en provenance de toits proches de la caserne Duplex, Evrard meurt touché d'une balle en pleine tête alors qu'il se porte sur l'un d'entre eux.

- Sapeur Bertel (22^e compagnie) : tué le 26 août au n° 13 rue Presle (angle rue Duplex et Alasseur)
Utilisant les tours du clocher comme meurtrières, un tireur harcèle la cour de Duplex du haut du clocher de l'Eglise Saint-Léon. Bertel monte avec autre pompier dans immeuble situé à l'angle de la rue Duplex et de la rue Alasseur. Touché dans le dos Bertel meurt quelques instants plus tard.

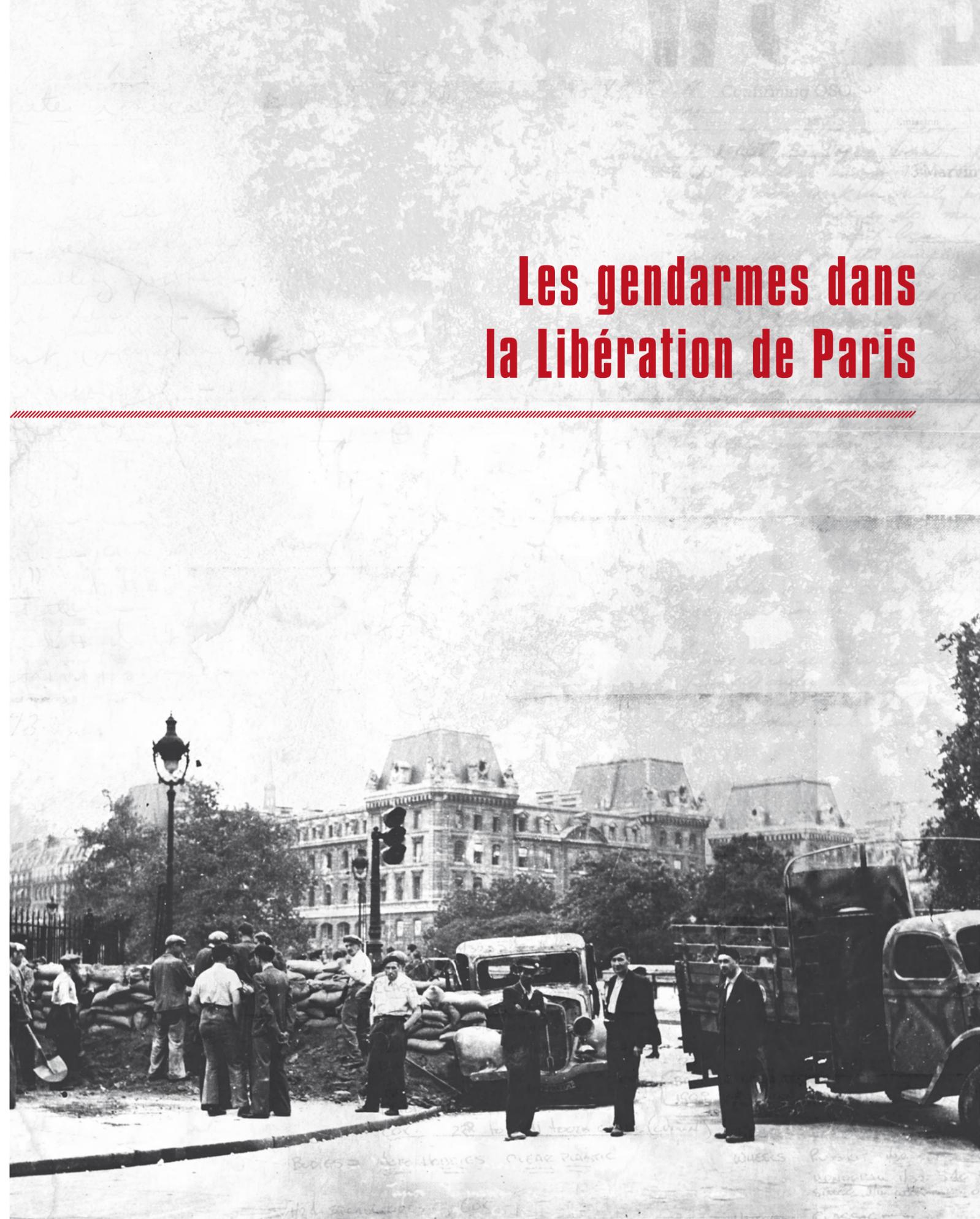
Autres

- Sapeur Bertrand (24^e Compagnie) : tué le 20 août devant mairie de Montreuil
Le sapeur Bertrand est tué d'une balle en plein cœur devant la mairie de Montreuil-sous-Bois par des miliciens qui passent en voiture et tirent dans sa direction. Ce dernier s'était joint depuis le 18 août au groupe de résistance qui occupait la mairie.

- Médecin de 2^e classe Pouységur (10^e Compagnie)
Tué le 17 août alors qu'il est pris sous une vive fusillade en allant porter secours à une personne blessée par balle.



Les gendarmes dans la Libération de Paris



LES GENDARMES DANS LA LIBERATION DE PARIS DE LA CLANDESTINITE AUX JOURNEES INSURRECTIONNELLES

En 1944, la police parisienne, placée sous l'autorité du préfet de police, est la principale force de l'ordre française présente dans la capitale. Mais ce n'est pas la seule. La gendarmerie est également présente avec deux formations distinctes : la garde républicaine de Paris (alors baptisée *garde de Paris*) et la gendarmerie départementale. La première, chargée de la garde des bâtiments officiels et des services d'honneur dans la capitale peut être requise par le préfet de police pour intervenir en cas de maintien de l'ordre. La seconde remplit les missions traditionnelles dévolues à la gendarmerie (police administrative, police judiciaire, etc.) tout en précisant qu'une partie d'entre elles sont du ressort de la police. La gendarmerie départementale de la région parisienne dépend du commandement de la gendarmerie de l'Île-de-France⁴⁴⁴ constitué de quatre légions : légion de Paris-Est, légion de Paris Nord-Ouest, légion de Paris Sud-Ouest et légion de Seine-et-Oise. Cette organisation compliquée, qui ne respecte pas le découpage des trois départements franciliens (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne), a été imposée par les autorités d'occupations dès 1940. A la veille de la Libération, la garde de Paris, forte de 2 800 hommes, et la gendarmerie des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, constituée d'environ 4 500 militaires, sont placées sous l'autorité de la section gendarmerie de la délégation générale du gouvernement dans les territoires occupés (DGTO). Dirigée par le lieutenant-colonel Sérignan, la section gendarmerie des territoires occupés représente, auprès des autorités d'occupation, la direction générale de la gendarmerie qui se trouve à Vichy. Seuls militaires français présents à Paris, des gendarmes ont pris contact avec des réseaux de la Résistance dès l'été 1940. Alors qu'une victoire contre le Reich semble possible à partir de 1943, ces gendarmes résistants vont s'organiser, aux côtés des différents mouvements clandestins qui se sont constitués, pour préparer la libération de la capitale.

La mission du capitaine Demettré

En décembre 1943, les services spéciaux d'Alger envoient en mission secrète en France le capitaine de gendarmerie Léon Demettré pour prendre contact avec les gendarmes acquis à la Résistance et les mettre en relation avec les éléments d'un service de sécurité militaire précurseur, mis en place par le lieutenant-colonel Navarre pour assurer la sécurité des troupes alliées et le maintien de l'ordre lors de la libération du territoire⁴⁴⁵. Jusqu'en avril 1944, Demettré va ainsi effectuer un véritable tour de France, avant de revenir à Alger. A Paris, il prend contact avec un officier du régiment d'infanterie de la garde de Paris : le capitaine Louis Artous. Celui-ci a été signalé aux autorités d'Alger par Charles Luizet, préfet de la Corse libérée, comme appartenant au réseau *Super-Nap*⁴⁴⁶. Demettré demande à Artous d'organiser la Résistance dans la gendarmerie de la région parisienne et de mettre au point un réseau de renseignements travaillant en liaison avec le service de sécurité militaire clandestin de Navarre.

Mais le capitaine Artous n'a pas attendu Demettré pour commencer à organiser la Résistance au sein de la garde de Paris et dans la gendarmerie départemen-

tale de la région parisienne. Adhérent au réseau *Super-Nap* depuis le début de l'année 1943, alors qu'il était affecté à Vichy, il avait entrepris de rallier à la Résistance une partie des cadres de la gendarmerie et de l'ex-garde républicaine mobile rebaptisée *garde*⁴⁴⁷. Muté à la garde de Paris, il poursuit la même mission dans la région parisienne. Avec l'aide du capitaine Convert, du 2^e bataillon d'infanterie, il réussit à rallier vingt-cinq cadres de la garde de Paris dans différentes casernes de la capitale (sept capitaines, cinq lieutenants, deux adjudants-chefs, quatre adjudants et sept maréchaux des logis-chefs). Pour la gendarmerie départementale, il peut compter sur l'aide du commandant du 2^e groupement de réserves motorisées à Asnières⁴⁴⁸ : le chef d'escadron Paul Audra⁴⁴⁹. Au début de l'année 1944, le capitaine Artous peut compter sur vingt-sept officiers et gradés⁴⁵⁰ de la gendarmerie de l'Île-de-France⁴⁵¹.

Louis ARTOUS (pseudonyme : *commandant Delatreille*)

Né le 26 septembre 1908 à Gransac (Aveyron), Louis Artous est admis à l'école d'application de gendarmerie de Versailles en 1935. Lieutenant de gendarmerie en 1936, il est détaché à la Force de police de Tanger. En juin 1940, avec le capitaine Charles Luizet, attaché militaire à Tanger, il adresse un câble au général de Gaulle et demande à rejoindre Londres. Il reçoit comme instruction de rester sur place et de participer à la formation d'un réseau de renseignements. Mais ses sentiments gaullistes ne passent pas inaperçus et en juillet 1940, l'ambassadeur d'Espagne à Vichy remet au maréchal Pétain un rapport de son gouvernement dans lequel le lieutenant Artous est présenté comme un opposant au régime. La direction de la gendarmerie le raye du tableau d'avancement sur lequel il figurait pour le grade de capitaine et le mute à Kouriba (Maroc) où il commande le 4^e escadron de garde républicaine mobile. Le 25 décembre 1941, il est promu capitaine à l'ancienneté et le 25 avril 1942 il regagne la métropole et prend le commandement du 1^{er} escadron de la garde à Marseille. En novembre 1942, lors de l'invasion de la zone libre, il refuse de laisser désarmer son escadron par l'occupant qui cède à sa volonté. Détaché à Vichy, il fait la connaissance de Maurice Nègre, chef du réseau *Super-Nap* auquel il adhère immédiatement. Nègre le charge de noyauter la gendarmerie et la garde pour préparer l'action militaire à déclencher le jour du débarquement des Alliés en France et d'organiser un réseau de renseignements. Le 28 janvier 1943, il est muté à l'infanterie de la garde de Paris, puis, le 23 mars 1944, à l'état-major de ce même corps. Nommé responsable de *Super-Nap* pour la gendarmerie de la région parisienne, il reprend dans sa nouvelle affectation les activités de noyautage et de renseignement qu'il avait entreprises à Vichy. Parallèlement, à partir de mai 1943, il dirige un groupe d'action et de renseignement en Eure-et-Loir et dans l'Eure. Mais les Allemands procèdent à plusieurs arrestations au sein du réseau *Super-Nap* (Maurice Nègre est arrêté le 6 mars 1944). Le 2 juin 1944, le *Sipo-SD* arrête le capitaine Artous à son bureau de la caserne des Célestins à Paris. Déporté à Buchenwald, il y organise la Résistance française aux côtés de Marcel Paul, du colonel Manhès. Un comité clandestin constitué de représentants de plusieurs nationalités est difficilement mis en place et permet la libération du camp quelques heures avant l'arrivée des Américains le 11 avril 1945. Rapatrié le 18 avril 1945, Louis Artous poursuit une brillante carrière dans la gendarmerie jusqu'en 1969, après avoir été promu général de division (1962) et avoir occupé le poste d'inspecteur général de la gendarmerie nationale (1966). Il meurt le 22 juin 1983 à l'hôpital du Val-de-Grâce (Paris).

⁴⁴⁷ La garde (ex-garde républicaine mobile de la III^e République) a été détachée de la gendarmerie en novembre 1940 et rattachée à l'armée d'armistice sur ordre des Allemands. Elle est interdite en zone occupée. En 1943, après la démobilisation de l'armée d'armistice, elle dépend du ministère de l'intérieur.

⁴⁴⁸ Les groupements de réserves motorisées de la région parisienne ont été créés à la fin de l'année 1940 après la dissolution des légions de la garde républicaine mobile en zone occupée, et rattachés à la gendarmerie départementale. Les gendarmes qui y sont affectés sont souvent qualifiés, improprement, de gardes mobiles.

⁴⁴⁹ Né le 28 août 1891 à Angers (Maine-et-Loire) et mort le 5 juin 1966 à Chevilly-Larue (Seine), l'activité de Paul Audra dans la Résistance est mal connue. Ses états de services n'en font pas état, et il n'y a aucun dossier à son nom au Bureau Résistance de Vincennes.

⁴⁵⁰ En gendarmerie, on qualifie de gradés les sous-officiers du grade de maréchal des logis-chef, adjudant et adjudant-chef.

⁴⁵¹ Légion de Paris Nord-Ouest (Courbevoie) 1 chef d'escadron
4 capitaines
6 lieutenants
1 médecin-lieutenant
2 adjudants-chefs
2 adjudants
Légion de Paris Sud-Ouest (Arcueil) 1 chef d'escadron
1 capitaine
2 lieutenants
Légion de Paris Est (Paris-Minimes) 1 capitaine
Légion de Seine-et-Oise (Versailles) 1 capitaine

Comme Artous, le commandant Audra rencontre Demettre et l'informe de ses contacts avec la Résistance. Par l'intermédiaire de l'adjudant-chef Tramoni, des brigades motorisées d'Asnières, il a pris contact avec deux représentants du *Front national*, dont Arthur Airaud, fondateur du *Front national de la police*. Ce même adjudant-chef a constitué avec des gendarmes des brigades motorisées d'Asnières, d'Issy-les-Moulineaux et de Courbevoie, et des militaires des brigades territoriales des banlieues nord et ouest de Paris et de Seine-et-Oise, des petits groupes très actifs qui apportent leur concours dans des opérations de sabotages. Soucieux d'éviter la dispersion du personnel dans de multiples groupes de résistance, le capitaine Demettre accepte de rencontrer des membres du Front national de la police qui vient depuis peu de mettre en place un *Front national de la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais*.

Le Front national de la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais

Le *Front national de la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais*⁴⁵² est issu du Front national de la police. Apparu sous la forme d'un *Comité directeur général de la Résistance de la gendarmerie de la région parisienne*, présidé par l'adjudant-chef Jean Tramoni (alias *Dortolo*), et secondé par l'adjudant Albert Biville (alias *Lenormand*). Cet organe comprend, outre son président et son vice-président, un capitaine, deux gradés et trois gendarmes. Tramoni, qualifié de « militant communiste corse », est entré en contact à l'automne 1943 avec Arthur Airaud, responsable du *Front national de la police*, auquel il semble subordonné. Après l'arrestation d'Airaud par la police française en février 1944, Tramoni continue de rendre compte à son successeur Serge Lefranc. En mai 1944, le *Front national de la gendarmerie* compte environ deux cent cinquante adhérents (qui paient une cotisation). A la même période, le *Comité directeur du Front national de la gendarmerie* met sur pied le groupe-franc *Bir-Hakeim*, placé sous la direction de Vaucourt (capitaine Auguste Rivalland). *Bir-Hakeim* est chargé de l'action directe (sabotages, harcèlement de l'ennemi, exécutions de collaborateurs notoires).

Albert BIVILLE (pseudonyme : Lenormand)

Né le 12 mai 1900 à Avremesnil (Seine-Inférieure), Albert Biville est admis en gendarmerie en 1922. Détaché en 1939 à la prévôté de la 3^e division légère de cavalerie, il fait l'objet d'une citation à l'ordre du régiment en 1940. Promu adjudant en 1941, il est affecté aux brigades motorisées de Courbevoie (Seine), et, en février 1944, il est détaché au commandement de la brigade de Levallois-Perret (Seine). En 1943, il adhère au *Front national de la gendarmerie* où il exerce la fonction de vice-président du comité directeur. La même année, il est immatriculé agent P1 du réseau *Armand* (Buckmaster). Particulièrement actif, il participe, notamment, au camouflage d'aviateurs alliés recherchés par les Allemands et à plusieurs sabotages, dont celui des usines *Jaeger* de Levallois (juillet 1944). Le 25 août 1944, à Levallois, à la tête d'un petit groupe d'une vingtaine d'hommes, il attaque un convoi allemand et l'anéantit. Le même jour, il participe à la reddition de la *Feldkommandantur* de Neuilly. Promu sous-lieutenant (1945), puis lieutenant (1946), il est dégagé des cadres de la gendarmerie en 1947.

⁴⁵² On ne connaît pas l'origine de cette appellation associant l'Île-de-France et l'Orléanais. Pour le Front national de la gendarmerie, dont une étude reste à entreprendre, on peut se reporter au CD-Rom édité en 2005 par l'Association pour l'étude de la Résistance intérieure (AERI) : *La Résistance en Île-de-France*. Nous avons également consulté le fonds privé Louis Kerjan, sous-officier de gendarmerie membre de ce mouvement, conservé au Service historique de la défense (SHD/DITEEX 1 K 966).

Mais le principal souci de Tramoni (et de Lefranc) est de parvenir à recruter des officiers supérieurs dans un mouvement dont les membres appartiennent essentiellement au corps des sous-officiers de gendarmerie, même si quelques officiers subalternes l'ont rejoint. Le chef d'escadron Paul Audra, cité plus haut, ne semble pas appartenir au *Front national de la gendarmerie*, bien qu'il lui apporte son soutien. En juin 1944, l'adjudant-chef Tramoni présente à Serge Lefranc Jacques Capdevielle, qui se prétend mandaté par Alger. Celui-ci est lieutenant-colonel de gendarmerie en retraite (il a quitté la gendarmerie en 1938, après avoir commandé le régiment de cavalerie de la garde républicaine de Paris). Capdevielle qui prend alors une place majeure au sein du *Comité directeur du Front national de la gendarmerie*, sous le pseudonyme d'*Ursus*, revendique le commandement de la gendarmerie de la région parisienne. Mais, dans l'immédiat, le mouvement reste sous le contrôle du *Front national de la police*.

Jacques CAPDEVIELLE (pseudonyme : Ursus)

Né le 2 mars 1880 à Saint-Laurent de Cerdans (Pyrénées-Orientales), Jacques Capdevielle est admis en gendarmerie en 1910 avec le grade de lieutenant. Il prend part à la Grande Guerre dans l'armée d'Orient. Il est versé dans les réserves le 2 mars 1938, avec le grade de lieutenant-colonel, après avoir commandé le régiment de cavalerie de la garde républicaine de Paris. En 1944, se prétendant mandaté par Alger, il prend contact avec le Front national de la gendarmerie et, sous le pseudonyme d'*Ursus*, est « promu » au grade de général FFI. Le 13 août 1944, il se range sous l'autorité de *Rol-Tanguy* et, le 18 août, le général Hary, nommé par le GPRF commandant des « Forces gouvernementales », le place à la tête de la gendarmerie de la région parisienne. Après la Libération, il conserve quelques mois le commandement de la gendarmerie de la région parisienne et tente de donner au *Front national de la gendarmerie* une place prééminente au sein de la direction. En octobre 1944, le ministre de l'Économie nationale, Pierre Mendès France, se plaint justement du comportement de Capdevielle. Une enquête révèle des agissements antérieurs incompatibles avec la fonction. Ce qui permet à la direction de la gendarmerie de se séparer de lui. Le 31 décembre 1944, le lieutenant-colonel Capdevielle est « démobilisé et renvoyé dans ses foyers », après, toutefois, avoir été promu colonel dans les réserves. Il meurt le 24 décembre 1972.



Jacques Capdevielle

Après le débarquement du 6 juin 1944 des difficultés apparaissent

Comme dans plusieurs légions de province, de nombreux militaires de la gendarmerie de la région parisienne désertent pour gagner les « maquis » (on estime que trois cents gendarmes quittent leurs casernes entre juin et août 1944). Or, en Île-de-France, le *Front national de la gendarmerie* a besoin de tous les gendarmes pour pouvoir disposer d'hommes en armes (même s'ils sont sous-armés par la volonté de l'occupant). Leur formation militaire en fait des « techniciens » indispensables pour participer aux combats de rues et encadrer des formations de FFI. C'est ainsi que le 13 juin 1944 l'adjudant-chef Tramoni intervient en personne à la caserne de Drancy pour empêcher le départ de dix gendarmes. Le 18 juin, le *Front national de la gendarmerie* adresse un appel dans toutes les casernes de la région parisienne pour « assigner à résidence » le personnel auquel il est demandé d'agir dans le cadre de l'institution.

Par ailleurs, les hommes des groupes-francs se montrent trop « indisciplinés ». Les gendarmes, forts de leur état militaire, semblent avoir des difficultés à se plier aux directives des « civils » (les responsables militaires du *Front national de la gendarmerie* sont soupçonnés de prendre leurs consignes auprès du *Front national de la police*). De plus, leurs relations avec les autres « maquis » ne sont pas toujours harmonieuses. Bien souvent les *FTP* ne voient dans les gendarmes (et les policiers) que des agents de la répression vichyste, complices de l'occupant. Ils n'hésitent pas à attaquer des casernes ou des gendarmes isolés pour s'emparer de leurs armes. Or un gendarme ou un policier désarmé peut être traduit devant les tribunaux du maintien de l'ordre, institués par Joseph Darnand⁴⁵³, et passible de la peine de mort. Le 16 juillet 1944, quatre *FTP* attaquent un gendarme à Clichy-sous-Bois (Seine-et-Oise) et lui dérobent son pistolet. Ce qu'ignorent les résistants, c'est l'appartenance de ce gendarme au groupe-franc *Bir Hakeim*. Prévenus de l'affaire, ses collègues démissionnent du *Front national de la gendarmerie*. Pour éviter que de semblables incidents se reproduisent, le Comité directeur lance un appel « aux patriotes », le 27 juillet 1944, pour leur demander de ne désarmer dorénavant que les Allemands, les miliciens et les représentants des forces de l'ordre connus pour leur « sentiment collaborateur ».

Des difficultés avec les représentants du GPRF, qui seront provisoirement réglées dans l'immédiat, apparaissent également. Mandaté par le général de Gaulle, le général Louis Hary (pseudonyme : *Henri Martin*), officier de la coloniale, est chargé de prendre la tête des « forces gouvernementales », comprenant le régiment de sapeurs-pompiers, la garde de Paris et la gendarmerie de la région parisienne⁴⁵⁴, pour occuper et défendre les édifices publics au moment où l'insurrection sera déclenchée. L'arrestation du capitaine Artous par le *Sipo-SD*, le 2 juin 1944, contraint les services du GPRF à tenir compte de la place du *Front national de la gendarmerie*. Au début de juillet 1944, un représentant du général Hary rencontre Tramoni et Capdevielle pour définir le rôle qui sera dévolu aux « forces gouvernementales » au sein du dispositif FFI. Le mois suivant Hary rencontre en personne Capdevielle⁴⁵⁵. Ce dernier confirme son appartenance au *Front national* et déclare qu'il ne recevra d'ordre que du Comité directeur. Hary, ayant besoin de toutes les forces constituées, accepte néanmoins de prendre Capdevielle comme adjoint pour la gendarmerie.



Louis Kerjan

Louis KERJAN (pseudonyme : *Kairouan*)

Né le 2 mars 1901 à Lignol (Morbihan), Louis Kerjan est admis en gendarmerie en 1923. Affecté à la brigade mixte de la région de Paris, dans le dispositif de la défense de la capitale, il est promu adjudant (1940), puis adjudant-chef (1941). Affecté aux brigades motorisées d'Asnières (Seine), il s'engage dans un groupe local de Résistance de cette localité, dirigé par l'adjudant Cartigny, commandant de la brigade de gendarmerie d'Asnières, et adhère au *Mouvement de Libération nationale (MLN)* en novembre 1942. Adjoint au commandant du 3^e groupe de réserves motorisées à Courbevoie (Seine), il adhère au *Front national de la gendarmerie* le 5 septembre 1943. Blessé le

⁴⁵³ Joseph Darnand, secrétaire général de la milice, a été nommé secrétaire général du maintien de l'ordre à la fin de l'année 1943. A ce titre, toutes les forces de police, gendarmerie comprise, lui sont subordonnées. Le 13 juin 1944, Pierre Laval le nomme secrétaire d'Etat à l'intérieur.

⁴⁵⁴ « ... toutes unités qui seraient enchantées de recevoir un chef nommé par de Gaulle », écrit le général de Gaulle dans ses *Mémoires*.

⁴⁵⁵ Tramoni, menacé d'arrestation par la milice, ne peut être présent à cette rencontre. Il reste toutefois à la tête du Comité directeur du *FN de la gendarmerie*.

...

23 août 1944, avenue des Champs-Élysées, il manque de peu d'être capturé et probablement achevé. Après la Libération de la capitale, il participe activement aux activités du *Front national de la gendarmerie* qui réclame une vigoureuse épuration de l'Arme. Promu sous-lieutenant, puis lieutenant (1945), il demande à passer dans la gendarmerie de l'air alors subordonnée à l'armée de l'air. Nommé en 1946 directeur de l'école de la gendarmerie de l'air à Vitré (Ille-et-Vilaine), il commande ensuite la section de gendarmerie de l'air du Bourget (Seine-et-Oise). Rayé des cadres de l'active le 1^{er} octobre 1946, il intègre les réserves de la gendarmerie. Il meurt le 16 février 1979 à Lorient (Morbihan).

Les journées d'août 1944

Le 13 août 1944, *Rol-Tanguy* affirme que le « responsable » du *Front national de la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais* (probablement Capdevielle) vient le voir pour se placer sous ses ordres et ordonner « aux responsables des casernes de gendarmerie de faire mettre leur personnel en civil [et] de ne plus assurer leur service en tenue militaire »⁴⁵⁶. En fait, la réalité est quelque peu différente. Il semble bien que la rencontre du 13 août ait eu lieu, et, le lendemain, le Comité directeur du *Front national* lance un appel dans toutes les casernes de gendarmerie :

« L'ordre de grève a été donné à la police parisienne pour demain mardi 15 août à 7 heures. Il est en conséquence fort possible que nous, force de gendarmerie, soyons appelés à assurer un service à la Cité⁴⁵⁷. Nous devons nous y rendre, mais il ne faut pas oublier que nous sommes solidaires des gardiens de la paix et que leur cause est la nôtre. Dans le cas bien improbable où des ordres nous seraient donnés de marcher contre eux, nous devons sans commentaires observer la passivité la plus complète. Nous vous connaissons et comptons sur vous. »

Le 16 août⁴⁵⁸, le Comité directeur précise ses consignes aux militaires de la gendarmerie de la région parisienne : rester en tenue pour donner l'impression à la population qu'elle n'est pas abandonnée ; supprimer le service de nuit après le couvre-feu ; rester en liaison étroite avec les policiers en grève et n'engager aucune action contre eux ; surseoir à toutes les constatations de simple police et à toute mise à exécution des mandats de justice et de perquisition ; n'entreprendre aucune action de police économique en ce qui concerne le ravitaillement ; redoubler de vigilance dans les casernes et renforcer les services de sécurité ; rester en liaison avec les casernes voisines et les commissariats de police ; sous aucun prétexte n'accepter l'entrée de la milice dans les casernes ; appliquer dans toutes les casernes le plan de défense prévu contre les « terroristes » ; refuser tout service de maintien de l'ordre à l'extérieur de Paris et de sa banlieue⁴⁵⁹. Si une grande partie des militaires de la gendarmerie appliquent ces consignes, certains, cependant, sont encore réticents : le 17 août, un capitaine de la garde de Paris, de la caserne Penthievre, refuse de laisser entraîner ses hommes dans l'insurrection qui se prépare.



Ordre de grève

⁴⁵⁶ Colonel *Rol-Tanguy* et Roger Bourderon, *Libération de Paris*. Les cents documents, Paris, Pluriel, 1994, p. 189.

⁴⁵⁷ La caserne de la Cité est le siège de la préfecture de police.

⁴⁵⁸ Ce 16 août, deux gendarmes de la brigade de Draveil, Emile Fruchart et Lucien Malaviolle, accompagnent à Paris un groupe de résistants de cette localité à la recherche d'armes. Ils tombent dans le piège qui leur a été tendu par la « gestapo de la rue de la Pompe ». Conduits rue Leroux (dans le 16^e arrondissement), tous sont immédiatement abattus. Ce sont ces mêmes auxiliaires de la police allemande, qui le même jour, sont à l'origine de l'arrestation et de l'exécution, à la Cascade du bois de Boulogne, de jeunes résistants.

⁴⁵⁹ On trouvera toutes ces précisions dans le fonds privé Louis Kerjan, *op. cit.*

Le vendredi 18 août, le général Hary s'installe dans un immeuble de la gendarmerie au 53, boulevard de Latour-Maubourg, et prépare, comme prévu, l'occupation des édifices publics par les « forces gouvernementales »⁴⁶⁰. Il ordonne immédiatement de faire consigner, dans la nuit du 18 au 19 août, les officiers de la garde de Paris et de la gendarmerie suspects d'être vichystes⁴⁶¹. Capdevielle, promu provisoirement général, est nommé au commandement de la gendarmerie de la région parisienne, le lieutenant-colonel Chapoton prend la tête du régiment d'infanterie de la garde et le lieutenant-colonel Mathis celui du régiment de cavalerie. En général, la mise aux arrêts des officiers se passe relativement bien. La situation a failli être plus dramatique à la caserne des Minimes (dans le 3^e arrondissement), siège, notamment, de la légion de Paris-Est. Le lieutenant-colonel Hamel, qui commande provisoirement la légion depuis plusieurs semaines, sans être pour autant un « collaborateur », n'est pas favorable aux forces de la Résistance. Le capitaine Rivalland, chargé par le *Front national de la gendarmerie*, depuis juin, de la lutte armée dans le secteur Est de Paris⁴⁶², reçoit l'ordre de le relever de son commandement. Dans la nuit du 18 au 19 août, Rivalland pénètre de force dans la caserne des Minimes. Son entrevue avec Hamel est orageuse. Ce dernier refuse de céder la place et le menace de son arme. Le lieutenant-colonel finit néanmoins par céder et, le lendemain matin, les deux officiers assistent ensemble au lever des couleurs⁴⁶³. Ce même jour, les policiers occupent la préfecture de police et l'insurrection, pour la libération de la capitale, commence.



Auguste Rivalland

Auguste RIVALLAND (pseudonyme : *Vaucourt*)

Né le 9 septembre 1903 à Saint-Gemme-la-Plaine (Vendée), Auguste Rivalland entre dans la gendarmerie en 1925. Admis à l'école d'application des officiers et élèves-officiers de la gendarmerie de Versailles en 1935, il en sort sous-lieutenant, puis est promu lieutenant en 1938. Détaché au 348^e régiment d'infanterie pendant la campagne de 1939-1940, il est fait prisonnier le 18 juin 1940. Libéré le 6 août, il est nommé commandant de la section de Saint-Menehould (Marne) le 1^{er} octobre 1940. Pendant son affectation dans la Marne, il entre dans la Résistance au sein d'un groupe local de l'*Armée volontaire*, dirigé par l'abbé Carré et Christian Hecht. Le 6 janvier 1944, il prend le commandement par intérim de l'arrondissement territorial de Neuilly-sur-Marne (Seine-et-Oise). Le 18 avril, promu capitaine en Seine-et-Oise, il est nommé commandant de l'arrondissement territorial du Raincy. Ayant adhéré au *Front national de la gendarmerie*, il met sur pied le groupe franc *Bir-Hakeim*, avec l'aide de l'adjudant Biville. Le groupe commet plusieurs sabotages et n'hésite pas à exécuter des collaborateurs notoires. Le 15 juin 1944, il prépare l'enlèvement d'Edouard Herriot, interné à la maison de santé de Ville Evvard à Neuilly-sur-Marne. Les Allemands ayant emmené Herriot à Nancy le 16 juin, le projet est abandonné. Chargé de la lutte armée du secteur Est de Paris, Rivalland laisse le groupe *Bir-Hakeim* au gendarme Charles Hilaire des brigades de Paris-Minimes. Dans la soirée du 18 août 1944, il investit la caserne des Minimes, dans le 3^e arrondissement de Paris, met aux arrêts le commandant la légion de Paris Est dont il prend le commandement (avec le grade provisoire de lieutenant-colonel). Réintégré dans son grade de capitaine après la Libération, il poursuit sa carrière dans l'Arme et passe au grade de chef d'escadron. Rayé des cadres en 1955, il meurt le 14 avril 1971 dans sa commune natale.

Nous ne pouvons relever tous les combats auxquels des gendarmes ou des gardes ont participé dans les rues de Paris et de sa banlieue. Les archives de la gendarmerie, relatives à la libération des départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, sont lacunaires ou d'une précision toute relative. Ces relations des combats de la Libération ont évidemment été rédigées plusieurs semaines après les faits. On dispose notamment des rapports demandés par la direction de la gendarmerie sur « l'aide apportée par le personnel à la cause de la libération, depuis le 25 juin 1940 »⁴⁶⁴. Les réponses ont toutes été rédigées entre décembre 1944 et février 1945, alors que l'épuration administrative (et pénale) est lancée depuis quelques semaines. Cela ne signifie pas pour autant que tous les faits relatés doivent être mis en doute. De très nombreux gendarmes et gardes ont combattu aux côtés des FFI dans les rues de la capitale et en banlieue. Quelques-uns y ont laissé leur vie. Toutefois, à la lecture de certains rapports, il apparaît que beaucoup d'actions exposées sont invérifiables. Nous ne relaterons donc que les faits qui sont attestés par plusieurs témoignages et qui nous ont semblé les plus importants.

Le dimanche 20 août, alors que la préfecture de police est occupée depuis la veille, des FFI et un détachement de la garde de Paris d'une soixantaine de fantassins commandés par le lieutenant Meunier, de la 8^e compagnie d'infanterie, et l'adjudant Denefeld, de la 10^e compagnie, participent à la prise de l'Hôtel de Ville. Pendant toute la durée de l'insurrection ces fantassins des 2^e et 3^e bataillons de la garde – rejoints par une vingtaine de cavaliers, sous le commandement du lieutenant Emin, venus du quartier des Célestins – tiennent garnison dans l'édifice et seront régulièrement relevés chaque jour. A plusieurs reprises des gardes (et des FFI) sortent de l'Hôtel de Ville pour repousser les détachements allemands qui se présentent et faire des prisonniers. A plusieurs reprises, du matériel est pris à l'ennemi (notamment six camions avec cinq mille litres d'essence, un canon anti-char, une mitrailleuse lourde...). Mais ces actions ne se font pas sans pertes. Outre plusieurs blessés, le garde Laboudance, venu de la caserne Penthievre pour livrer des armes et des munitions, est tué par balle à proximité de la place Baudoyer, proche de l'Hôtel de Ville, le 22 août.

Le 20 août, jour de la prise de l'Hôtel de Ville, le groupe de résistance de la caserne d'Arcueil attaque le poste allemand du Fort de Chatillon et capture la petite garnison qui s'y trouvait (un sous-officier et onze soldats).

Le lundi 21 août, les gardes Gillard et Mariton, de la 12^e compagnie, franchissent les lignes allemandes à bicyclette pour aller chercher le colonel Houllier à Châlons-sur-Marne. Celui-ci, qui commande alors la légion de gendarmerie de Champagne, a été désigné par le général Hary pour prendre le commandement de la légion de la garde de Paris, en remplacement du colonel Pellegrin. Sur la route du retour, la voiture, où ont pris place le colonel et les deux gardes, est mitraillée à plusieurs reprises avant de pouvoir rentrer à Paris et permettre au colonel Houllier de prendre ses fonctions.

⁴⁶⁰ Mais, ce n'est que le 22 août, en pleine insurrection – Paris se couvre alors de barricades –, qu'il sera envoyé par Jacques Chaban-Delmas (délégué militaire national du GPRF) au PC du colonel Ro-Tanguy, pour se placer sous ses ordres.

⁴⁶¹ Le lieutenant-colonel Sérignan, chef de la section gendarmerie de la DGTO, ne sera consigné que quelques heures.

⁴⁶² Le gendarme Charles Hilaire a pris le commandement du groupe franc Bir-Hakeim.

⁴⁶³ Jean-Paul Lefebvre-Filleau, *Gendarmes FFI de l'Île-de-France. Chronique d'une libération*, Luneray, Editions Bertout, 1994, pp. 93-94.

⁴⁶⁴ Circulaire du 13 novembre 1944.

Le mardi 22 août, des policiers en civil de la préfecture de police se rendent à la gendarmerie du Plessis-Robinson et demandent que les armes entreposées au fort de Verrières, gardé par les gendarmes, leur soient remises pour les défenseurs de la Cité. Le lieutenant Vernadat, le sous-lieutenant Bohler et le gendarme Vertodic, auxquels se joint le capitaine Chalvidan des brigades de Paris-Exelmans, les y conduisent. Quinze mitrailleuses sont chargées dans la voiture des policiers qui demandent aux militaires de les accompagner au terrain d'aviation de Villacoublay, abandonné par les Allemands, pour récupérer des munitions. La voiture des gendarmes suit celle des policiers et les munitions sont chargées. Sur le chemin du retour, les deux véhicules sont pris sous le feu d'une patrouille allemande. Mais la voiture de police parvient tant bien que mal à poursuivre sa route alors que celle des gendarmes est immobilisée. Le lieutenant Vernadat est tué sur le coup. Le capitaine Chalvidan qui a réussi à sortir de la voiture est abattu. Les deux autres militaires sont blessés.

Le jeudi 24 août, en compagnie de FFI, des gardes de la caserne Penthievre, sous le commandement de l'adjudant Poirel et du maréchal des logis-chef Ducher, prennent part aux combats qui se déroulent devant le Grand Palais. Cette opération permet de capturer soixante Allemands. Ce même jour, des gardes de la caserne Penthievre investissent le Palais de l'Élysée et le ministère de l'intérieur.

Le vendredi 25 août, alors que la 2^e DB entre dans Paris, le lieutenant Bongat, l'adjudant Decoen et un groupe de gardes de la 3^e compagnie attaquent des Allemands retranchés dans une casemate à l'angle de l'avenue de Tourville et de l'avenue de Ségur. Ils réussissent à isoler l'ennemi en l'empêchant de rejoindre l'École militaire. Aidés d'un char de la 2^e DB, ils parviennent à réduire la casemate et capturent deux officiers, deux sous-officiers et sept hommes. Le même groupe, accompagné de FFI, participe à l'attaque de l'École militaire. La chute de cet îlot de résistance permet de faire prisonniers plus de 200 Allemands.

A Issy-les-Moulineaux, dans l'île Saint-Germain, le gendarme Laudy, de la brigade de Clamart, attaque à la mitrailleuse, avec une compagnie de FFI, un groupe d'Allemands qui s'y est retranché. Ce n'est que le lendemain, avec l'arrivée des Américains, que les Allemands se rendent. A Levallois, l'adjudant Albert Biville, commandant la brigade, prend la tête d'un petit groupe d'une vingtaine d'hommes (dont des policiers) qui attaque un convoi allemand et l'anéantit, avant de participer à la reddition de la *Feldkommandantur* de Neuilly. Alors que le général Von Choltitz s'est rendu, un important détachement allemand attaque la caserne de la brigade motorisée de Nogent-sur-Marne. Prévenu, le capitaine Rivalland (qui commande provisoirement la légion de Paris-Est), dépêche immédiatement des gendarmes de la caserne des Minimes (sous le commandement du maréchal des logis-chef Billard). Les combats cessent en début de soirée avec le repli des Allemands. Toujours le 25 août, lors des derniers combats qui se déroulent autour du central téléphonique de la rue des Archives et de la caserne Prince-Eugène, place de la République, des gendarmes et des gardes apportent leur concours aux FFI et militaires de la 2^e DB pour réduire ces derniers points.

Le samedi 26 août, alors que le général de Gaulle descend les Champs-Élysées, le gendarme Weyenberg est abattu dans un immeuble près de la place de l'Étoile par un tireur des toits qu'il tente de débusquer. Près de la rue de Rivoli, alors que des gardes des 8^e et 6^e compagnies, en liaison avec un peloton de spahis de la 2^e DB, procèdent au « nettoyage » de l'hôtel Meurisse⁴⁶⁵, le garde Tibozzi est tué par balle. Dans la soirée, treize gardes de la caserne Schomberg⁴⁶⁶, ainsi que la fillette de l'un d'eux, trouvent la mort au cours de l'important bombardement allemand de la région parisienne par la *Luftwaffe*.

Jean TRAMONI (pseudonymes : *Dortolo, Rocca, Cabet*)

Né le 8 janvier 1906 à Sartène (Corse), Jean Tramoni est admis en gendarmerie en 1928. Adjudant en 1939, il est mobilisé au 291^e régiment d'infanterie (avec le grade de sous-lieutenant) pendant la campagne de 1939-1940. Fait prisonnier le 17 juin 1940, il est libéré le 24 avril 1941 et affecté aux brigades motorisées d'Asnières (Seine). Il tente en vain de passer officier en 1942. La même année, il adhère au réseau *Vengeance*. Au début de 1943, il organise un noyau de résistance dans la légion de Paris Nord-Ouest, en liaison avec quelques gendarmes des légions de Paris Sud-Ouest et de Seine-et-Oise. En août 1943, il prend contact avec Arthur Airaud, fondateur du *Front national de la police*, et crée le *Front national de la gendarmerie* dont il prend la tête du Comité directeur, sous le pseudonyme de *Dortolo*. Il met en place des groupes francs chargés de harceler l'occupant et assure la liaison avec les organisations civiles de la Résistance dans la région parisienne. Promu adjudant-chef, il est maintenu à Asnières. Le 15 juillet 1944, il échappe de peu aux miliciens venus l'arrêter dans sa caserne. Il entre alors dans la clandestinité, se cache à Clichy, abandonne le pseudonyme de *Dortolo* pour celui de *Rocca*. Il prépare activement, au sein du comité directeur du *Front national de la gendarmerie*, l'action des gendarmes de la région parisienne lorsque l'insurrection se déclenche et dresse des listes de militaires, réputés collaborateurs, à arrêter immédiatement. A la Libération, son rôle est quelque peu effacé par la place occupée par Capdevielle dans la nouvelle hiérarchie qui se met en place. Nommé lieutenant à titre temporaire le 16 août 1944, il est confirmé dans son grade l'année suivante et promu capitaine en 1951. Probablement soupçonné d'être un militant communiste clandestin, il exerce peu de responsabilités. Quand, en 1958, il se retire à Evreux (Eure), après avoir été rayé des cadres de l'active, le service de sécurité militaire de la 1^{re} région militaire prévient les autorités militaires locales qu'il « fait l'objet de renseignements très défavorables sur le plan national ». Il meurt à Evreux le 12 mars 1961.

Ces quelques faits relatés brièvement montrent, si besoin en était, que la participation des gendarmes et des gardes dans les combats pour la libération a été effective. Il resterait néanmoins à se pencher davantage sur le rôle capital tenu par le *Front national de la gendarmerie de l'Île-de-France et de l'Orléanais* et son Comité directeur dont l'influence semble avoir été grande au cours de ces journées insurrectionnelles⁴⁶⁷. Dans les semaines qui suivent la libération de Paris, le *Front national de la gendarmerie* tente de maintenir son influence au sein même de la nouvelle direction. Cela ne dure que quelques semaines et ne dépasse pas le cadre de la région parisienne. La reprise en main de l'institution, la mise à l'écart du lieutenant-colonel Capdevielle et l'interdiction faite aux gendarmes



Jean Tramoni

⁴⁶⁵ Siège du commandement allemand du Grand Paris. La reddition a eu lieu la veille.

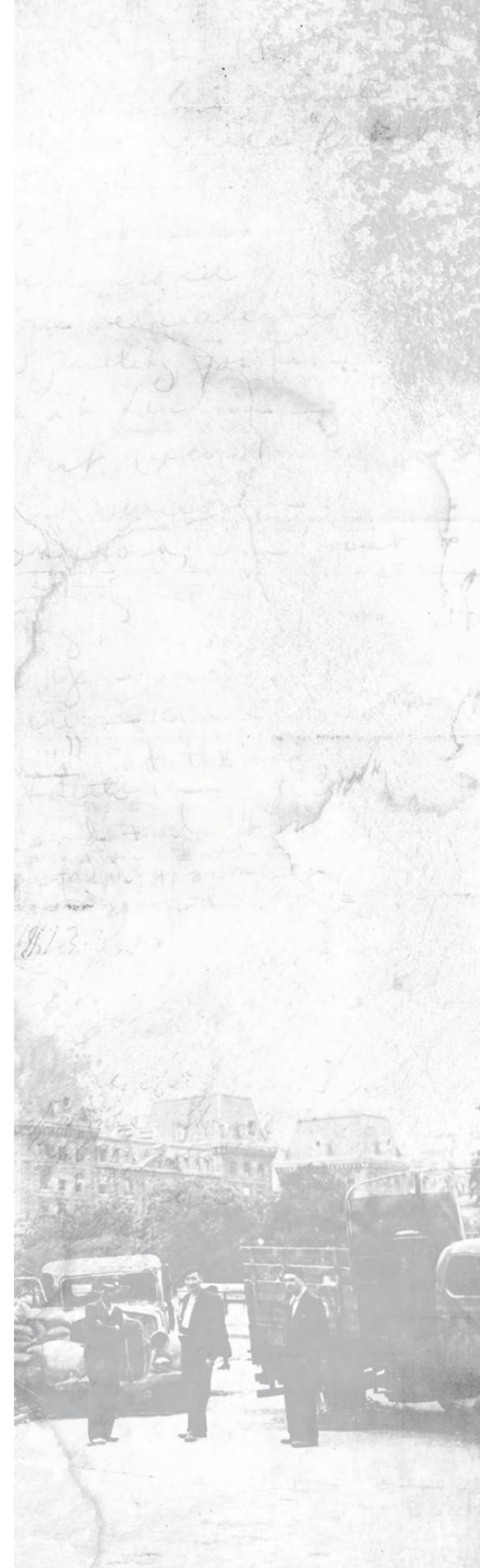
⁴⁶⁶ Située dans le 4^e arrondissement, à proximité du Quartier des Célestins.

⁴⁶⁷ Tous les jours, des gendarmes des brigades motorisées d'Issy-les-Moulineaux (les gendarmes Deviercy, Berthonneau et Broquet) ont assuré la liaison entre le Comité directeur, à Clichy (où Tramoni s'était réfugié en juillet), et Capdevielle, boulevard de Latour-Maubourg.

d'adhérer à des organisations politiques ou syndicales, vont mettre fin aux ambitions du *Front national de la gendarmerie*.

Bernard MOURAZ

Service historique de la défense (département gendarmerie)



Crédits photographiques

Archives de la préfecture de police

Archives nationales

Service historique de la défense

Fonds photographique du musée de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris



« Bravant l'occupant dès le 15 août, déclenchant la lutte dès le 19 et la poursuite jusqu'au 26, les courageux gardiens de la police parisienne ont donné à toute la nation, un bel exemple de patriotisme et de solidarité, que fut l'un des premiers facteurs du succès des combats pour la Libération de la Capitale. »

Charles De Gaulle, 12 octobre 1944

Croix d'Officier de la Légion d'Honneur décernée par le Général De Gaulle à la Préfecture de Police, le 12 octobre 1944, dans la cour des Invalides.